



NIORT AGGLO

Le Schéma de Cohérence Territoriale

Rapport de présentation

PRESCRIPTION DU SCoT	16 mars 2015
ARRÊT DU SCoT	8 juillet 2019
APPROBATION DU SCoT	10 février 2020

*Par délégation le Vice-Président en charge de l'Aménagement
du Territoire - Jacques BILLY*



communauté
d'agglomération
du niortais



ENSEMBLE,
CONSTRUISONS
NOTRE TERRITOIRE

SCoT | PLUID | PCAET

Tables des matières

PREAMBULE	4
1- QU'EST-CE QU'UN SCOT ?	6
2- ARTICULATION DU SCOT AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE PLANIFICATION	11
3- PRISE EN COMPTE DE LA SANTE DANS LE SCOT AINSI QUE DANS LES AUTRES DOCUMENTS THEMATIQUES DE NIORT AGGLO (PCAET ET CLS)	51
4- DELAIS DE MISE EN COMPATIBILITE	66
5- GLOSSAIRE	67
 PARTIE 1 : DIAGNOSTIC	 70
A - UN TERRITOIRE AUX SPECIFICITES PORTEUSES	72
B- UN TERRITOIRE DONT L'ORGANISATION REVELE QUELQUES FRAGILITES	232
C- UN TERRITOIRE EN MOUVEMENT, UNE IDENTITE COMMUNE A TRAVAILLER POUR L'INSCRIPTION AU SEIN D'UNE TRAJECTOIRE AFFIRMEE	392
D- ANNEXES	433
 PARTIE 2 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS	 437
A LA METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PADD ET DU DOO	439
B. LES JUSTIFICATIONS	443
C. EXPOSE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTES	483

PARTIE 3 : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	484
---	------------

A- METHODOLOGIE MOBILISEE POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	486
B- EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT DE NIORT AGGLO	496
C- TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION	570
D- ANNEXES	573

PARTIE 4 : RESUME NON TECHNIQUE	587
--	------------

A. LE SCOT, UN DOCUMENT AU SERVICE DES TERRITOIRES	589
B. CONTEXTE DE L'ELABORATION	591
B. LE DIAGNOSTIC	594
C. LA JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS	600
D. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	615
E. LES INDICATEURS DE SUIVI ET DE MISE EN ŒUVRE DU SCOT	617

Préambule



Sommaire

1-QU'EST-CE QU'UN SCOT ?	6
2-ARTICULATION DU SCOT AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE PLANIFICATION	11
3- PRISE EN COMPTE DE LA SANTE DANS LE SCOT AINSI QUE DANS LES AUTRES DOCUMENTS THEMATIQUES DE NIORT AGGLO (PCAET ET CLS)	51
4- DELAIS DE MISE EN COMPATIBILITE	66
5- GLOSSAIRE	67



QU'EST-CE QU'UN SCOT ?

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, en introduisant la notion de projet de territoire en matière de planification, a mis en place les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), documents à caractère prospectif et stratégique successeurs des SDAU (Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme). Les SCoT fixent les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire ainsi que les perspectives idéales à long et moyen termes pour le développement de celui-ci.

La loi Accès au Logement et à un Urbanisme Rénovés (ALUR) du 24 mars 2014 conforte par ailleurs le SCoT comme document d'urbanisme intégrateur. Il devient le document pivot dans la hiérarchie des normes : c'est au regard du SCoT que les documents d'urbanisme locaux doivent être rendus compatibles.

Article L101-1 du code de l'urbanisme : "Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie."

Article L101-2 du code de l'urbanisme : "Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

- 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

- 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

- 3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat,

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

- *4° La sécurité et la salubrité publiques ;*
- *5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*
- *6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*
- *7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables."*

Le SCoT comprend un rapport de présentation, un Projet d'Aménagement et de Développement Durables et un Document d'Orientation et d'Objectifs, qui peuvent être accompagnés de pièces graphiques

- Le rapport de présentation

Document informatif et explicatif, qui expose notamment le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement permettant de dégager les enjeux stratégiques.

- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Projet politique du territoire qui définit les grands choix stratégiques de l'organisation territoriale.

- Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)

Précise les orientations d'aménagement permettant la mise en œuvre du PADD.

1.1. Le contenu du Rapport de Présentation d'après l'article L.141-3 du Code de l'Urbanisme

"Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs en s'appuyant sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, notamment au regard du vieillissement de la population et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'agriculture, de préservation du potentiel agronomique, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Il identifie, en prenant en compte la qualité des paysages et du patrimoine architectural, les espaces dans lesquels les plans locaux d'urbanisme doivent analyser les capacités de densification et de mutation en application de l'article L. 151-4.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs.

Il décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 131-1 et L. 131-2, avec lesquels il est compatible ou qu'il prend en compte."

1.2. Le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables d'après l'article L.141-4 du Code de l'Urbanisme

"Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.

Lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale recouvre en tout ou partie celui d'un pays ayant fait l'objet d'une publication par arrêté préfectoral, le projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale prend en compte la charte de développement du pays."

1.3. Le contenu du Document d'Orientation et d'Objectifs d'après les articles L.141-5 et suivants du Code de l'Urbanisme

"Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, le document d'orientation et d'objectifs détermine les orientations générales de

l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers. Il définit les conditions d'un développement urbain maîtrisé et les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, de mise en valeur des entrées de ville, de valorisation des paysages et de prévention des risques.

Le document d'orientation et d'objectifs assure la cohérence d'ensemble des orientations arrêtées dans ces différents domaines."

"I. — Le document d'orientation et d'objectifs définit les objectifs et les principes de la politique de l'urbanisme et de l'aménagement.

Il détermine les conditions d'un développement équilibré dans l'espace rural entre l'habitat, l'activité économique et artisanale, et la préservation des sites naturels, agricoles et forestiers.

II. — Il détermine les espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger. Il peut en définir la localisation ou la délimitation. Il transpose les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur déclinaison dans les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu et les cartes communales.

Il précise les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques.

Il arrête, par secteur géographique, des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain et décrit, pour chacun d'eux, les enjeux qui lui sont propres.

III. — Il précise les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs ainsi que celles permettant le

désenclavement par transport collectif des secteurs urbanisés qui le nécessitent.

Il peut déterminer des secteurs dans lesquels l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est subordonnée à leur desserte par les transports collectifs.

Il peut étendre l'application de l'article L. 111-1-4 à d'autres routes que celles mentionnées au premier alinéa dudit article.

IV. — Pour la réalisation des objectifs définis à l'article L. 122-1-4, il peut, en fonction des circonstances locales, imposer préalablement à toute ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau :

1° L'utilisation de terrains situés en zone urbanisée et desservis par les équipements mentionnés à l'article L. 111-4 ;

2° La réalisation d'une étude d'impact prévue par l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;

3° La réalisation d'une étude de densification des zones déjà urbanisées.

V. — Il peut définir des secteurs dans lesquels l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est subordonnée à l'obligation pour les constructions, travaux, installations et aménagements de respecter :

1° Soit des performances énergétiques et environnementales renforcées ;

2° Soit des critères de qualité renforcés en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.

VI. — Il définit les grands projets d'équipements et de services.

VII. — Il peut également définir des objectifs à atteindre en matière de maintien ou de création d'espaces verts dans les zones faisant l'objet d'une ouverture à l'urbanisation.

VIII. — Dans des secteurs qu'il délimite en prenant en compte leur desserte par les transports collectifs, l'existence d'équipements collectifs et des protections environnementales ou agricoles, il peut déterminer la valeur au-dessous de laquelle ne peut être fixée la densité maximale de construction résultant de l'application de l'ensemble des règles définies par le plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu.

Dans ces secteurs, les règles des plans locaux d'urbanisme et des documents d'urbanisme en tenant lieu qui seraient contraires aux normes minimales de hauteur, d'emprise au sol et d'occupation des sols fixées par le document d'orientation et d'objectifs cessent de s'appliquer passé un délai de vingt-quatre mois à compter de la publication du schéma, de sa révision ou de sa modification.

Passé ce délai, le permis de construire, d'aménager ou de démolir ne peut être refusé et les projets faisant l'objet d'une déclaration préalable ne peuvent faire l'objet d'une opposition sur le fondement d'une règle contraire aux normes minimales fixées par le schéma de cohérence territoriale ou le schéma de secteur.

IX. — Le document d'orientation et d'objectifs peut, sous réserve d'une justification particulière, définir des secteurs, situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés, dans lesquels les plans locaux d'urbanisme doivent imposer une densité minimale de construction.

X. — Le document d'orientation et d'objectifs peut préciser les objectifs de qualité paysagère."

"Le document d'orientation et d'objectifs peut, par secteur, définir des normes de qualité urbaine, architecturale et paysagère applicables en l'absence de plan local d'urbanisme ou de document d'urbanisme en tenant lieu."

"Le document d'orientation et d'objectifs définit les objectifs et les principes de la politique de l'habitat au regard, notamment, de la mixité sociale, en prenant en compte l'évolution démographique et

économique et les projets d'équipements et de dessertes en transports collectifs. Il précise :

1° Les objectifs d'offre de nouveaux logements, répartis, le cas échéant, entre les établissements publics de coopération intercommunale ou par commune ;

2° Les objectifs de la politique d'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant public ou privé."

"Le document d'orientation et d'objectifs définit les grandes orientations de la politique des transports et de déplacements. Il définit les grands projets d'équipements et de dessertes par les transports collectifs.

Il peut préciser, en fonction de la desserte en transports publics réguliers et, le cas échéant, en tenant compte de la destination des bâtiments :

1° Les obligations minimales ou maximales de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés que les plans locaux d'urbanisme et les documents d'urbanisme en tenant lieu doivent imposer ;

2° Les obligations minimales de réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules non motorisés que les plans locaux d'urbanisme et les documents d'urbanisme en tenant lieu doivent imposer.

Les trois alinéas précédents ne sont pas applicables dans les territoires couverts par un plan local d'urbanisme comprenant un plan de déplacements urbains."

"Le document d'orientation et d'objectifs précise les orientations relatives à l'équipement commercial et artisanal.

Il définit les localisations préférentielles des commerces en prenant en compte les objectifs de revitalisation des centres-villes, de maintien d'une offre commerciale diversifiée de proximité permettant de répondre aux besoins courants de la population tout en limitant les

obligations de déplacement et les émissions de gaz à effet de serre, de cohérence entre la localisation des équipements commerciaux et la maîtrise des flux de personnes et de marchandises, de consommation économe de l'espace et de préservation de l'environnement, des paysages et de l'architecture.

Il peut comprendre un document d'aménagement artisanal et commercial déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire et le développement durable.

Ces conditions privilégient la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville, par la compacité des formes bâties, l'utilisation prioritaire des surfaces commerciales vacantes et l'optimisation des surfaces dédiées au stationnement. Elles portent également sur la desserte de ces équipements par les transports collectifs et leur accessibilité aux piétons et aux cyclistes ainsi que sur leur qualité environnementale, architecturale et paysagère, notamment au regard de la performance énergétique et de la gestion des eaux.

Le document d'aménagement artisanal et commercial localise les secteurs d'implantation périphérique ainsi que les centralités urbaines. Les centralités peuvent inclure tout secteur, notamment centre-ville ou centre de quartier, caractérisé par un bâti dense une diversité des fonctions urbaines, dans lesquels se posent des enjeux spécifiques du point de vue des objectifs mentionnés au deuxième alinéa. Il peut prévoir des conditions d'implantation des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés.

L'annulation du document d'aménagement artisanal et commercial ne compromet pas les autres documents du schéma de cohérence territoriale."

[...]"

2

ARTICULATION DU SCOT AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE PLANIFICATION

Conformément à l'article Article L141-3 du Code de l'Urbanisme (modifié par Loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 71 (V)) décrivant le contenu du rapport de présentation, **l'analyse de la bonne articulation du présent schéma avec les documents** prévoit que le rapport de présentation décrit l'articulation du schéma avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés :

- aux articles L. 131-1-1, L 131-2 du Code de l'Urbanisme,
- à l'article L. 122-4 du Code de l'Environnement.

Les SCoT doivent ainsi être compatibles avec les dispositions et documents énumérés à l'article L. 131-1, et doivent prendre en compte les documents énumérés à l'article L. 131-2 du Code de l'Urbanisme.

Conformément aux dispositions réglementaires, le SCoT de Niort Agglo doit ainsi être compatible avec les documents suivants :

- La Charte du Parc Naturel Régional du Marais Poitevin
- Le SDAGE Loire-Bretagne
- Le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021
- Le SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin,
- Le SAGE de la Boutonne,
- Le PGRI Loire-Bretagne 2016-2021,
- Le PGRI Adour-Garonne 2016-2021

Le SCoT de Niort Agglo doit également prendre en compte les orientations du :

- Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Poitou-Charentes,
- Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Poitou-Charentes,
- Schéma Régional des Carrières (SRC) Nouvelle-Aquitaine,
- Schéma régional de Gestion Sylvicole (SRGS) Poitou-Charentes,
- Le plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD) Poitou-Charentes, le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux des Deux-Sèvres (PPGDND) et le Plan Départemental de Gestion des déchets du BTP des Deux-Sèvres.

Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine a été adopté le 16 décembre 2019 par les élus. A compter de cette date, la Préfète de Région dispose de 3 mois pour approuver ou notifier à la Région les modifications à apporter.

L'analyse de la comptabilité avec le SCoT Niort Agglo a été conduite à partir des règles rédigées des documents du SRADDET à l'arrêt.

Lorsque le PCAET de Niort Agglo, actuellement en cours d'élaboration sera approuvé, le PLUi-D de Niort Agglo devra s'assurer de sa bonne prise en compte des orientations du document.

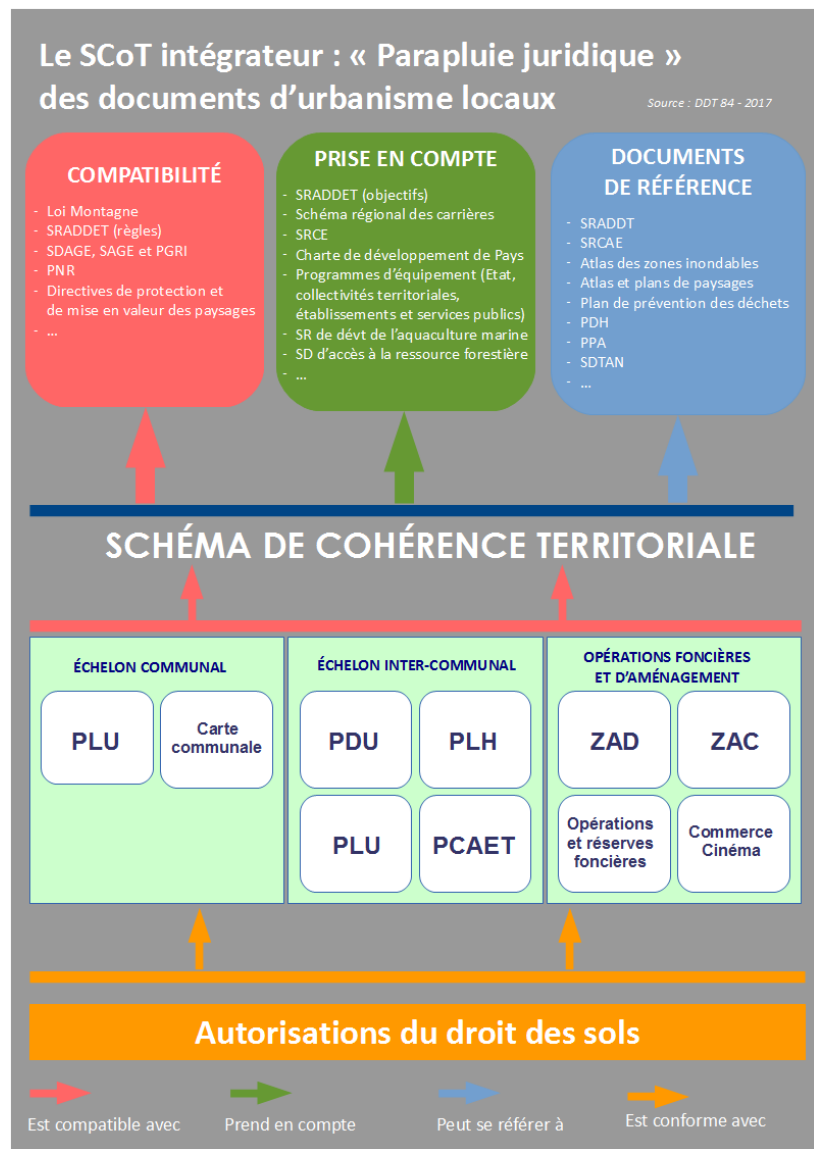


Figure Préambule 1 : Niveau d'opposabilité des schémas et plans sur les documents d'urbanisme (Source DDT84 - 2017)

2.1. Compatibilité du SCoT avec les documents de rang supérieur

Charte du Parc Naturel Régional du Marais-Poitevin

Le territoire classé en PNR du Marais-Poitevin par décret du 20 mai 2014 s'étend sur 89 communes (198 563 ha), réparties sur les trois départements : la Vendée (50 communes), la Charente-Maritime (21 communes) et les Deux-Sèvres (18 communes).

Le territoire du SCoT de Niort Agglo est couvert pour partie par le PNR du Marais-Poitevin ; sur les 40 communes qui composent son territoire, 18 communes sont couvertes par le PNR, dont 11 sont également labellisées Grand Site de France. La Charte de PNR, approuvée pour la période 2014-2029 avec laquelle le SCoT de Niort Agglo doit être compatible, s'organise autour de trois axes opérationnels et de huit orientations stratégiques :

Axe 1 - Agir en faveur d'un Marais dynamique en soutenant une agriculture durable, en développant un tourisme durable rayonnant dans l'espace et le temps, et en favorisant l'émergence et le développement économiques fondés sur la valorisation du patrimoine et des ressources naturelles.

- Orientation stratégique 1 - Soutenir une agriculture durable
- Orientation stratégique 2 - Développer un tourisme durable, rayonnant dans l'espace et dans le temps
- Orientation stratégique 3 - Favoriser l'émergence, le développement d'activités économiques fondées sur la valorisation du patrimoine et des ressources naturelles

Axe 2 - Agir en faveur d'un Marais préservé en garantissant durablement la multifonctionnalité de la zone humide, en préservant et restaurant le fonctionnement écologique du Marais et en mettant en valeur les paysages identitaires de la ruralité maraîchine

- *Orientation stratégique 4 - Participer collectivement, en collaboration avec l'Etablissement Public du Marais Poitevin et les acteurs du territoire, à la gestion de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant pour garantir durablement la multifonctionnalité de la zone humide*
- *Orientation stratégique 5 - Préserver et restaurer le fonctionnement écologique du Marais*
- *Orientation stratégique 6 - Préserver et mettre en valeur les paysages identitaires de la ruralité maraîchine*

Axe 3 - Agir en faveur d'un Marais partagé par le biais du développement durable mais également en organisant la gouvernance du PNR.

- *Orientation stratégique 7 - Forger une culture du Marais Poitevin engagée vers le développement durable*
- *Orientation stratégique 8 - Organiser la gouvernance du Parc naturel régional*

Comptabilité du SCoT de Niort Agglo avec la Charte du PNR du Marais Poitevin

La compatibilité du SCoT de Niort Agglo avec les orientations de la charte du PNR est assurée par la transposition dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) de plusieurs orientations ad hoc qui couvrent l'ensemble des orientations de la Charte et sont considérées comme des "dispositions pertinentes".

Le DOO du SCoT rappelle dans le **Défi « Niort Agglo Cap 2040 - Un territoire engagé dans les transitions pour un projet de société innovant au sein d'une métropole à taille humaine »**, orientation « *B-Penser le territoire dans la transition environnementale, énergétique et climatique* » sa compatibilité avec les orientations de la charte.

Le SCoT de Niort Agglo a porté une attention particulière sur :

- **La préservation des milieux humides et bocagers et des fonctionnalités écologiques du Marais**

Au sein de la Trame Verte et Bleue du SCoT, la zone humide du Marais Poitevin (identifiée par le Forum des Marais Atlantiques en 1999 et intégrée au SAGE), les zones humides couvertes par un zonage de protection (APPB, sites Natura 2000, sites CEN) ou d'inventaires (ZNIEFF1) ainsi que les zones humides d'intérêt inventoriées et non couvertes par un zonage de protection, ont été classées en réservoirs de biodiversité. Le SCoT prévoit la mise en place d'une protection du bocage qui intègre les fonctionnalités du réseau de haies et de prairies en lien avec les réseaux hydrographique et des zones humides locales tant pour les échanges écologiques que pour la régulation des flux pluviaux. Les milieux bocagers du Marais couverts par un zonage de protection sont également classés en réservoirs de biodiversité, ainsi que toutes les prairies permanentes, les boisements et les parcelles bocagères en relation directe avec un cours d'eau (dans une zone tampon de 50 m).

La protection des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques est traduite dans le DOO par l'application d'un zonage spécifique en N (Naturel) ou A (Agricole) et la mobilisation de différents outils de protection réglementaire (classement EBC, protection au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme, etc.) dans les documents d'urbanisme. L'aménagement de ces secteurs devra être évité au maximum. Si l'évitement n'est pas possible, l'ouverture à l'urbanisation des secteurs classés en réservoirs de biodiversité devra être justifiée par la collectivité. Dans tous les cas, l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser s'applique. Les mesures compensatoires devront être mises en œuvre à proximité immédiate du réservoir ou du corridor détérioré, afin de restaurer la fonctionnalité dégradée.

Le DOO du SCoT prévoit en outre que les documents d'urbanisme de Niort Agglo mettent en place des mesures spécifiques de protection adaptées sur le Marais (classement des haies, des bois, des espaces verts... en complément des protections déjà existantes de type site classé).

Enfin, le DOO recommande la mise en place de pratiques favorables à la biodiversité dans les sites identifiés en tant que réservoirs de biodiversité, en s'appuyant notamment sur un travail partenarial avec les acteurs du territoire (Parc Naturel Régional du Marais Poitevin, associations compétentes et acteurs de l'eau).

- **Le maintien du réseau de haies et la recreation du maillage en cas de détérioration**

Le DOO du SCoT prescrit que les haies bocagères et bois identifiés comme remarquables devront faire l'objet d'une protection dans les documents d'urbanisme, à travers la mise en place de différents outils à sa disposition : Espace Boisé Classé (EBC), protection d'éléments de paysage au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme (en complément des protections déjà existantes de type site classé ou du code forestier).

Le SCoT recommande en outre que le linéaire de haies soit renforcé ou reconstitué, en cas de détérioration lors de travaux d'aménagement ; la restauration devant prendre en compte les effets sur la biodiversité, la préservation des milieux et des continuités écologiques et la qualité paysagère.

- **La limitation de l'étalement urbain et la limitation de l'urbanisation linéaire le long des voies de circulation**

Le SCoT prévoit les objectifs de limitation de la consommation d'espace, de structuration de l'organisation urbaine et économique, de lutte contre l'étalement urbain avec ceux de la TVB pour garantir un développement très maîtrisé des espaces urbains par le biais de coupures vertes. Le DOO du SCoT prévoit de nombreuses mesures pour répondre aux objectifs du PNR du Marais Poitevin, dont :

- La lutte contre la banalisation des paysages, l'interdiction du mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'urbanisation linéaire le long des infrastructures routières,
- La réalisation d'au moins 36 % des nouveaux logements dans l'enveloppe urbaine,
- La préservation des espaces agricoles et naturels à travers un objectif de réduction de 46% du rythme de consommation de ces espaces par rapport aux 20 dernières années (objectif de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers fixé à 870 ha maximum sur 20 ans, soit 43,5 ha par an),
- Le développement urbain se fera en priorité en mobilisant le potentiel en enveloppe urbaine (renouvellement urbain, comblement des dents creuses, mobilisation des logements vacants), en complément en extension urbaine, en limitant significativement l'extension des villages, en limitant l'extension des zones d'activités économiques, en interdisant la création de nouvelles zones commerciales.

En outre, les documents d'urbanisme devront respecter le compte foncier attribué aux différentes composantes de l'organisation territoriale (Niort, communes du cœur d'agglo, communes d'équilibre,

communes de proximité), sans fongibilité des postes habitat, équipements et économie.

- **La préservation des paysages et des identités paysagères locales**

Le SCoT entend préserver le cadre paysager en mutation du territoire de Niort Agglo, vecteur d'identité locale et maintenir l'attractivité de Niort Agglo notamment par une exigence de qualité dans la préservation du patrimoine paysager et naturel. En prescrivant la préservation de la TVB et en limitant la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers pour le développement urbain, le SCoT participe à limiter le mitage de l'espace et des paysages et préserve les caractéristiques des grandes unités paysagères. Dans le respect des orientations du PNR, le SCoT incite fortement au renouvellement urbain et à la mise en œuvre de formes urbaines plus compactes et plus qualitatives, dans un objectif de respect et de valorisation de la singularité des lieux.

Le SCoT prévoit en particulier la protection des paysages emblématiques et des éléments patrimoniaux identitaires de leur territoire :

- en identifiant les panoramas majeurs et les sites d'intérêt paysager naturels et agricoles non bâtis les plus visibles, afin de les protéger de toute urbanisation et de maintenir le caractère ouvert des paysages, et en préservant les paysages singuliers du Marais Mouillé Poitevin au caractère plus intimistes marqués par un labyrinthe de voies d'eau et de prairies encadrées d'arbres densément plantés,
- en limitant le développement dispersé des bâtiments d'exploitation ou de stockage dans les espaces agricoles,
- en luttant contre la banalisation des paysages en proscrivant notamment le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers et l'urbanisation linéaire le long des infrastructures routières.

Au-delà de la protection des paysages et sites emblématiques du territoire, le DOO prévoit en outre de :

- renforcer la qualité architecturale, paysagère et environnementale des zones d'activités et commerciales : revalorisation, aménagement des abords,
- revaloriser le paysage des périphéries urbaines et notamment des zones pavillonnaires uniformes,
- reconstituer des lisières agro-urbaines aux limites des villes et villages en favorisant le développement de vergers et jardins notamment, pour créer des coupures vertes et transitions paysagères,
- mettre en valeur les espaces publics des villes, villages et hameaux et en particulier les espaces valorisant le lien à l'eau (ports, quais, cales, venelles, villages-rue longeant les voies d'eau...).

Par ailleurs, le SCoT recommande la mise en œuvre d'un outil de gestion des paysages à une échelle intercommunale, à travers la mise en forme d'une charte ou d'un plan de paysage. Cet outil définira une stratégie et des orientations générales pour la protection des grands paysages de Niort Agglo, déclinées en un programme d'actions. Il s'appuiera sur le plan paysage du site classé et du Grand Site de France pour les 11 communes concernées.

Le SCoT recommande enfin que les documents d'urbanisme précisent au besoin, les conditions permettant des constructions et aménagements respectueux des caractéristiques propres à chaque entité paysagère, qu'elles soient architecturales (implantation du bâti, gabarit, hauteur, matériaux, couleurs...), agricoles ou naturelles afin de préserver l'identité et la cohérence des unités paysagères bâties ou non bâties, sans pour autant interdire les évolutions architecturales ou technologiques.

- **La bonne gestion de la ressource en eau pour garantir durablement la multifonctionnalité de la zone humide**

Le SCoT de Niort Agglo entend renforcer la protection des cours d'eau et de leurs abords et vise à l'amélioration de leur fonctionnalité. Le SCoT prescrit en particulier de participer collectivement, en collaboration avec l'Etablissement Public du Marais Poitevin et les acteurs du territoire, à la gestion de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant pour garantir durablement la multifonctionnalité de la zone humide (orientation 4 de la charte PNR).

Le SCoT prévoit également que les documents d'urbanisme privilégient les modes et types de productions respectueux des enjeux de la ressource en eau dans les zones de captage Grenelle et dans la zone humide du Marais Poitevin.

La protection des zones humides est également renforcée avec l'interdiction de détruire ou d'altérer toutes zones humides du territoire du SCoT. Dans les cas où la dégradation ou destruction des milieux humides ne pourra être évitée, l'application de la séquence

ERC - Eviter, Réduire, Compenser - s'impose, selon les modalités définies par le SDAGE du bassin Loire-Bretagne (disposition 8B-1).

- **Un développement économique et touristique qui s'appuie la valorisation des patrimoines et des ressources naturelles**

Le SCoT encourage la protection du foncier agricole sur son territoire et réaffirme l'importance de repositionner l'agriculture au cœur du développement économique de Niort Agglo. A ce titre, Niort Agglo souhaite porter des objectifs assurant la pérennité de l'activité, répondre aux enjeux de diversification des exploitations, et inscrire ces objectifs dans une démarche de développement durable.

Le SCoT prévoit aussi la diversification de l'agriculture du territoire et encourage la transformation de l'appareil productif agricole en mettant en valeur les ressources et l'identité du territoire : diversification des productions agricoles (soutien au maintien de l'élevage, développement du maraichage...), promotion d'une agriculture de proximité (produits locaux et circuits courts), contribution des activités agricoles à la production d'énergie renouvelable, valorisation et l'entretien du bocage, des haies et des bois dans la cadre de la filière bois énergie (à titre expérimental) et projets d'accueil touristique ou pédagogique.

Le SCoT soutient également le développement de filières d'énergies renouvelables respectueuses des paysages et de la biodiversité du territoire.

Le SCoT de Niort Agglo prévoit enfin de conforter l'offre touristique culturelle et patrimoniale. Il prévoit notamment que les documents d'urbanisme prennent en compte pour les projets d'aménagement touristique (équipement ou hébergement) les critères suivants : qualité architecturale des formes urbaines, performance énergétique du bâtiment et la qualité des matériaux utilisés (en privilégiant si possible l'utilisation locale), qualité de traitement des espaces publics, prise en compte du paysage, de la biodiversité et de la TVB, de la gestion des eaux pluviales, du tri des déchets et l'accessibilité des

modes doux. Dans les zones humides et de marais, le SCoT souhaite aussi favoriser le maintien et le développement d'activités écoresponsables comme l'éco-tourisme et l'élevage extensif.

Schémas d'aménagement et de gestion des eaux

Le SCoT de Niort Agglo doit être compatible avec les différents schémas d'aménagement et de gestion des eaux qui couvrent son territoire, à savoir :

- SDAGE Loire Bretagne 2016-2021
- SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 (1 commune concernée)
- SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin
- SAGE de la Boutonne.

SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

Le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 a été adopté le 15 novembre 2015. Il est structuré autour de 14 grandes orientations et 66 orientations, déclinées en programme d'actions. Celui-ci, à travers la mise en œuvre de mesures, doit permettre d'atteindre les objectifs environnementaux définis par le SDAGE en ce qui concerne le bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

Les orientations du SDAGE se déclinent de la manière suivante (hors chapitre 10 sur la protection du littoral) :

CHAPITRE 1 : REPENSER LES AMÉNAGEMENTS DE COURS D'EAU	1A - Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux
	1B - Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines
	1C - Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques
	1G - Favoriser la prise de conscience
	1H - Améliorer la connaissance
CHAPITRE 2 : RÉDUIRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES	2A - Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire
	2B - Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables sur la base des diagnostics régionaux
	2C - Développer l'incitation sur les territoires prioritaires
	2D - Améliorer la connaissance
CHAPITRE 3 : RÉDUIRE LA POLLUTION ORGANIQUE ET BACTÉRIOLOGIQUE	3A - Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du phosphore
	3B - Prévenir les apports de phosphore diffus
	3C - Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents
	3D - Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée
	3E - Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes
CHAPITRE 4 : MAÎTRISER ET RÉDUIRE LA POLLUTION PAR LES PESTICIDES	4A - Réduire l'utilisation des pesticides
	4B - Aménager les bassins versants pour réduire le transfert de pollutions diffuses
	4C - Promouvoir les méthodes sans pesticides* dans les collectivités et sur les infrastructures publiques
	4D - Développer la formation des professionnels
	4E - Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides
	4F - Améliorer la connaissance
	5A - Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances
	5B - Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives

CHAPITRE 5 : MAÎTRISER ET RÉDUIRE LES POLLUTIONS DUES AUX SUBSTANCES DANGEREUSES	5C - Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations
CHAPITRE 6 : PROTÉGER LA SANTÉ EN PROTÉGEANT LA RESSOURCE EN EAU	6A - Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable
	6B - Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages
	6C - Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides* dans les aires d'alimentation des captages
	6D - Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages
	6E - Réserver certaines ressources à l'eau potable
	6F - Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles* en eaux continentales et littorales
CHAPITRE 7 : MAÎTRISER LES PRÉLÈVEMENTS D'EAU	6G - Mieux connaître les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants
	7A - Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau
	7B - Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'étiage
	7C - Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition
	7D - Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hivernal
CHAPITRE 8 : PRÉSERVER LES ZONES HUMIDES	7E - Gérer la crise
	8A - Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités
	8B - Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités
	8C - Préserver les grands marais littoraux
	8D - Favoriser la prise de conscience
CHAPITRE 9 : PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ AQUATIQUE	8E - Améliorer la connaissance
	9A - Restaurer le fonctionnement des circuits de migration
	9B - Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats

	9C - Mettre en valeur le patrimoine halieutique
	9D - Contrôler les espèces envahissantes
CHAPITRE 11 : PRÉSERVER LES TÊTES DE BASSIN VERSANT	11A - Restaurer et préserver les têtes de bassin versant
	11B - Favoriser la prise de conscience et la valorisation des têtes de bassin versant
CHAPITRE 12 : FACILITER LA GOUVERNANCE LOCALE ET RENFORCER LA COHÉRENCE DES TERRITOIRES ET DES POLITIQUES PUBLIQUES	12A - Des Sage partout où c'est « nécessaire »
	12B - Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau
	12C - Renforcer la cohérence des politiques publiques
	12D - Renforcer la cohérence des Sage voisins
	12E - Structurer les maîtrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau
	12F - Utiliser l'analyse économique comme outil d'aide à la décision pour atteindre le bon état des eaux
CHAPITRE 13 : METTRE EN PLACE DES OUTILS RÉGLEMENTAIRES ET FINANCIERS	13A - Mieux coordonner l'action réglementaire de l'État et l'action financière de l'agence de l'eau
	13B - Optimiser l'action financière de l'agence de l'eau
CHAPITRE 14 : INFORMER, SENSIBILISER, FAVORISER LES ÉCHANGES	14A - Mobiliser les acteurs et favoriser l'émergence de solutions partagées
	14B - Favoriser la prise de conscience
	14C - Améliorer l'accès à l'information sur l'eau

Figure Préambule 2 : les orientations du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

SDAGE Adour-Garonne 2016-2021

Le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 couvre une seule commune du territoire de Niort Agglo (Brûlain).

Adopté le 1^{er} décembre 2015, le SDAGE Adour-Garonne fixe les objectifs d'une gestion harmonieuse des masses d'eau sur l'ensemble du bassin, à travers 4 orientations fondamentales et 14 sous-orientations. A partir de ces orientations et ses enjeux, son objectif principal est d'atteindre 69 % des eaux superficielles en bon état en 2021.

ORIENTATION A - CRÉER LES CONDITIONS DE GOUVERNANCE FAVORABLES À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU SDAGE	1 - OPTIMISER L'ORGANISATION DES MOYENS ET DES ACTEURS
	2 - MIEUX CONNAÎTRE, POUR MIEUX GÉRER
	3 - DÉVELOPPER L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DANS LE SDAGE
	4 - CONCILIER LES POLITIQUES DE L'EAU ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ORIENTATION B - RÉDUIRE LES POLLUTIONS	5 - AGIR SUR LES REJETS EN MACROPOLLUANTS ET MICROPOLLUANTS
	6 - RÉDUIRE LES POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE ET ASSIMILÉE
	7 - PRÉSERVER ET RÉCONQUÉRIR LA QUALITÉ DE L'EAU POUR L'EAU POTABLE ET LES ACTIVITÉS DE LOISIRS LIÉES À L'EAU
ORIENTATION C - AMÉLIORER LA GESTION QUANTITATIVE	8 - MIEUX CONNAÎTRE ET FAIRE CONNAÎTRE POUR MIEUX GÉRER
	9 - GÉRER DURABLEMENT LA RESSOURCE EN EAU EN INTÉGRANT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
	10 - GÉRER LA CRISE
ORIENTATION D - PRÉSERVER ET RESTAURER LES FONCTIONNALITÉS DES MILIEUX AQUATIQUES	11 - RÉDUIRE L'IMPACT DES AMÉNAGEMENTS ET DES ACTIVITÉS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES
	12 - GÉRER, ENTRETENIR ET RESTAURER LES COURS D'EAU, LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE ET LE LITTORAL
	13 - PRÉSERVER ET RESTAURER LES ZONES HUMIDES ET LA BIODIVERSITÉ LIÉE À L'EAU
	14 - RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ ET LES ALÉAS D'INONDATION

Figure Préambule 3 : les orientations du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021

SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin

Le projet de SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin a été adopté le 29/04/2011 par arrêté préfectoral. Il couvre l'ensemble des 40 communes du territoire du SCoT.

Le SAGE toujours en vigueur, a fait l'objet d'un audit en 2017. Il oriente ses actions en 3 thématiques et 12 objectifs généraux.

A. gestion qualitative des eaux superficielles et souterraines	[1] définir des seuils de qualité à atteindre pour 2015
	[2] améliorer la qualité de l'eau en faisant évoluer les pratiques agricoles et non agricoles
	[3] améliorer l'efficacité des systèmes d'assainissement
	[4] préserver et mettre en valeur les milieux naturels aquatiques
B. gestion quantitative des ressources en période d'étiage	[5] définir des seuils objectifs et de crise sur tous les cours d'eau, le Marais Poitevin et les nappes souterraines
	[6] améliorer la connaissance quantitative des ressources
	[7] développer des pratiques et des techniques permettant de réaliser des économies d'eau
	[8] diversifier les ressources
C. gestion des crues et des inondations	[9] améliorer la gestion des étiages
	[10] renforcer la prévention contre les inondations
	[11] assurer la prévision des crues et des inondations
	[12] améliorer la protection contre les crues et les inondations

Figure Préambule 4 : les orientations du SAGE Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin

SAGE de la Boutonne

Le SAGE de la Boutonne a été approuvé le 9 mai 2016, suite à sa dernière révision pour sa mise en conformité avec la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA). Seules 2 communes du territoire du

SCoT sont concernées par le SAGE de la Boutonne : Saint-Romans-des-Champs et Brûlain.

Le plan d'aménagement et de gestion du SAGE de la Boutonne décline 5 enjeux majeurs, eux-mêmes déclinés en 26 orientations et 79 actions, à mettre en œuvre sur la période 2016 – 2026.

ENJEU 1 : GOUVERNANCE ET ORGANISATION DE LA MISE EN OEUVRE DU SAGE	1.. Organiser la mise en œuvre du SAGE
	2.. Animer, coordonner les acteurs et projets
	3.. Suivre et évaluer la mise en œuvre du SAGE
	4.. Communiquer et sensibiliser
ENJEU 2 : GESTION DES COURS D'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES	5.. Restaurer la morphologie des cours d'eau
	6.. Mener une politique de lutte contre les espèces exotiques envahissantes
	7.. Gérer et aménager les ouvrages pour améliorer le fonctionnement des cours d'eau
	8.. Assurer la préservation, la gestion et la restauration des zones humides
	9. Identifier, caractériser les têtes de bassins versants
	10.. Connaître et préserver les éléments bocagers stratégiques pour la gestion de l'eau
ENJEU 3 : GESTION QUANTITATIVE	11.. Assurer la compatibilité entre l'activité de populiculture et les objectifs de bon état des cours d'eau
	12.. Améliorer la connaissance du fonctionnement de l'hydrosystème
	13.. Identifier et préserver les zones de recharge de nappes
	14.. Connaître et limiter l'impact des usages sur la quantité de la ressource
	15.. Gérer et répartir la ressource disponible et maîtriser les besoins futurs
	16.. Développer une politique d'économies d'eau pour l'usage agricole
	17.. Développer une politique d'économies d'eau pour l'usage non-agricole

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

ENJEU 4 : QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES	18.. Améliorer la connaissance
	19.. Réduire les pollutions diffuses
	20.. Limiter les transferts vers les eaux souterraines et de surface
	21.. Limiter l'impact des rejets ponctuels
ENJEU 5 : INONDATIONS	22.. Limiter l'usage non agricole des produits phytosanitaires
	23.. Améliorer la connaissance et la conscience du risque inondation
	24.. Préserver les fonctionnalités des zones d'expansion des crues
	25.. Améliorer la gestion des eaux pluviales
	26.. Limiter les phénomènes de ruissellement

Figure Préambule 5 : les orientations du SAGE de la Boutonne

Compatibilité du SCoT avec les SDAGE et les SAGE

Le SCoT de Niort Agglo porte une ambition haute concernant la protection de la ressource en eau et des milieux associés. L'analyse de sa compatibilité est conduite par thématique, ci-dessous.

Lutte contre les pollutions et augmentation de la qualité de la ressource en eau

Document cadre	Références
SDAGE Loire-Bretagne	Chapitres 2, 3, 4, 5
SDAGE Adour-Garonne	Orientation B
SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin	Thématique A objectifs 1.2.3.
SAGE de la Boutonne	Enjeu 4

La préservation et l'optimisation de la ressource en eau est affichée comme objectif majeur du DOO ; objectif qui s'inscrit dans l'orientation « *penser le territoire de l'agglomération dans la transition environnementale, énergétique et climatique* » du Défi « Niort Agglo Cap 2040 ».

Le SCoT engage le territoire de Niort Agglo vers une **gestion durable des eaux pluviales et usées** afin de limiter au maximum les émissions polluantes qui affectent les milieux naturels (eau, sol) par ruissellement notamment.

Le SCoT incite également à la cohérence entre la stratégie de croissance démographique (16 000 nouveaux habitants à l'horizon 20 ans) et les capacités des infrastructures d'assainissement existantes ou envisageables sur le territoire. « *Les ouvertures à l'urbanisation seront déterminées en cohérence avec la capacité des systèmes épuratoires (réseaux d'eaux usées, individuels, semi-collectifs, collectifs...)* ». De plus, avant tout projet d'extension urbaine, « *Les*

documents d'urbanisme locaux devront s'assurer, pour tout projet d'extension de l'urbanisation de la capacité des milieux récepteurs à supporter les rejets liés au développement futur, au regard de l'état du milieu et du respect de l'objectif d'atteinte du bon état pour les masses d'eau ».

Lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, les démarches de : (i) réalisation ou révision des schémas d'assainissement collectif et d'eaux pluviales, (ii) d'utilisation de techniques de gestion des eaux pluviales dans le cadre d'OAP et de (iii) prévision d'espaces d'extension de stations d'épuration (emplacements réservés) seront des démarches vigoureusement encouragées.

Enfin, le SCoT entend lutter contre les pollutions diffuses et ponctuelles de l'eau en :

- encourageant les propriétaires à mettre en œuvre les travaux nécessaires à la remise en état des installations d'assainissement non collectif (SPANC)
- communiquant auprès des entreprises et des agriculteurs sur les risques de pollution. A ce titre, des programmes d'actions peuvent être mis en œuvre pour valoriser les pratiques respectueuses de l'environnement avec la profession agricole, systématiser la gestion différenciée des espaces verts publics, sensibiliser à la non-utilisation des produits phytosanitaires auprès des particuliers

Protection de la ressource en eau potable

Document cadre	Références
SDAGE Loire-Bretagne	Chapitre 6 (orientations A, B, C, D, E)
SDAGE Adour-Garonne	Orientation B (sous orientation 7)
SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin	Thématique A objectifs 1.2.3.4
SAGE de la Boutonne	Enjeu 4

A l'objectif de **préservation et d'optimisation de la ressource en eau** rappelé dans le PADD de Niort Agglo, se rajoute la sécurisation de son approvisionnement en eau potable. Le périmètre du SCoT couvre 3 aires d'alimentation de captage en eau potable.

Dans sa mise en œuvre, ce document prend donc en compte cette problématique sanitaire d'enjeu sur un territoire vulnérable à la pollution par les nitrates.

Dans le cadre de la mise en place du SCoT sur le territoire de Niort Agglo, les ouvertures à l'urbanisation seront déterminées en cohérence avec la capacité d'adduction en eau potable. L'application du SCoT prévoit de protéger particulièrement les captages prioritaires classés « Grenelle », en autorisant des modes et types de productions compatibles avec les enjeux de protection de la ressource en eau.

Protection des zones humides et des milieux aquatiques et rivulaires

Document cadre	Références
SDAGE Loire-Bretagne	Chapitre 1 (orientation A) ; Chapitre 8 ; Chapitre 9 (orientations B, C, D)
SDAGE Adour-Garonne	Orientation D (sous orientation 11, 13)
SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin	Thématique A (objectif 4)
SAGE de la Boutonne	Enjeu 2 (orientations 6, 8, 10)

Le SCoT affiche **plusieurs objectifs fondamentaux** en la matière (Défi « NIORT AGGLO CAP 2040 ») :

- Préserver les zones humides
- Préserver et valoriser la biodiversité en cohérence avec la Trame Verte et Bleue
- Protéger les paysages du territoire, vecteurs d'attractivité et supports de continuités écologiques
- Préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers

Pour se donner les moyens de ses objectifs, le SCoT impose ainsi aux documents d'urbanisme :

- D'adopter des dispositions spécifiques aux zones humides, permettant d'empêcher toute forme d'occupation des sols susceptible d'entraîner leur destruction ou de nature à compromettre leurs fonctionnalités, conformément aux prescriptions du SDAGE du bassin Loire-Bretagne,
- De privilégier sur les secteurs intersectant des zones humides, des modes et types de productions compatibles avec les enjeux hydrauliques et environnementaux,
- De mettre en place des mesures spécifiques de protection adaptées sur le Marais (classement des haies, des bois, des espaces verts...).

A travers de nombreuses préconisations, recommandations et mesures d'accompagnement, le SCoT prévoit de concilier protection des ressources naturelles (zones humides, vallées alluviales, Marais Poitevin notamment) et activités économiques (tourisme, agriculture, etc.). Le SCoT prévoit par exemple de favoriser le maintien et le développement d'activités écoresponsables (éco-tourisme et élevage) sur les marais et les zones humides du territoire. En outre, l'élaboration d'une stratégie touristique écoresponsable est identifiée comme un enjeu environnemental important. Cette ambition, reprise dans Pilier 1 du DOO « **Affirmer une véritable politique touristique au service du territoire** » rappelle les objectifs du PADD sur le thème :

- Protéger, préserver et valoriser le Marais Poitevin, « poumon vert » du territoire
- Permettre le développement du tourisme sous différentes formes
- Promouvoir une offre « Sèvre » (Amont - Aval) par la mise en cohérence et le soutien aux projets
- Conforter l'offre touristique culturelle et patrimoniale
- Développer et valoriser les labels patrimoniaux

Préservation de la continuité écologique des cours d'eau

Document cadre	Références
SDAGE Loire-Bretagne	Chapitre 1 (orientation C) ; Chapitre 9 (orientation A)
SDAGE Adour-Garonne	Orientation D (sous orientation 12)
SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin	Thématique B (objectifs 5,6,9)
SAGE de la Boutonne	Enjeu 2 (orientations 5, 7)

Le Marais Poitevin a été labellisé Grand Site de France en 2010 par le Ministère de l'écologie, de par sa « *grande notoriété [...] sa forte fréquentation et la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable* ». Ses caractéristiques lui confèrent un rôle de « poumon vert » pour les populations de l'agglomération du Niortais. La continuité écologique des nombreux cours d'eau présents sur le territoire de Niort Agglo revêt à la fois une importance sociale (poumon vert à quelques kilomètres de Niort), écologique (vallées en amont du Marais Poitevin) et de gestion des risques de crue.

Conscient de l'enjeu territorial des différentes vallées alluviales qui traversent son territoire, le SCoT a entériné les objectifs suivants dans son DOO :

- Préserver et valoriser la biodiversité en cohérence avec la Trame Verte et Bleue ;
- Valoriser les espaces remarquables emblématiques et particulièrement dans le PNR du Marais Poitevin ;
- Préserver les zones humides ;
- Préserver et optimiser la ressource en eau.

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

- Identifier les espaces agricoles et naturels à enjeux pour adapter l'urbanisation ;
- Lutter contre la banalisation des paysages, particulièrement sur les espaces de transition ;
- Promouvoir une offre « Sèvre » (Amont - Aval) par la mise en cohérence et le soutien aux projets ;
- Développer les outils de compréhension des paysages (sentiers d'interprétations, sensibilisation...) ;
- Protéger les paysages du territoire, vecteurs d'attractivité et supports de continuités écologiques.

La restauration des cours d'eau sur le territoire de Niort Agglo participe à la réalisation de tous ces objectifs. Pour faire de la continuité écologique aquatique (longitudinale et latérale) un levier de réalisation de ces objectifs, le SCoT prévoit :

- La protection des ripisylves et forêts rivulaires par la mise en place d'une marge de recul de part et d'autre des cours d'eau ajustée à la largeur de la ripisylve,
- De préserver et restaurer le fonctionnement écologique du Marais (orientation 5 de la charte du PNR),
- De préserver (i) les zones humides, (ii) les zones d'expansions de crues, (iii) les haies, (iv) les bandes enherbées et (v) les talus en évitant leur dégradation à travers leur entretien. Si après évaluation ces espaces ne sont plus jugés fonctionnels ils devront être restaurés.

Lutte contre les inondations

Document cadre	Références
SDAGE Loire-Bretagne	Chapitre 1 (orientation B)
SDAGE Adour-Garonne	Orientation D (sous orientation 14)
SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin	Thématique C
SAGE de la Boutonne	Enjeu 5

Le territoire de Niort Agglo est couvert par deux PPRI, servitudes d'utilité publique et deux PGRI, avec lesquels le SCoT doit être compatible (voir analyse conduite ci-après).

Le SCoT identifie bien la **réduction de l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels et technologiques comme un enjeu de son développement.**

Gestion quantitative de la ressource en eau et adaptation au changement climatique

Document cadre	Références
SDAGE Loire-Bretagne	Chapitre 7 (orientation A, D)
SDAGE Adour-Garonne	Orientation C (sous orientation 9)
SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin	Thématique B
SAGE de la Boutonne	Enjeu 3

L'analyse quantitative sur la disponibilité de la ressource en eau pour l'eau potable et sur les capacités épuratoires du territoire, en lien avec le projet d'accueil de nouvelles populations est conduite dans le cadre de l'évaluation environnementale plus loin.

Le SCoT de Niort Agglo est bien compatible avec les orientations des différents schémas de gestion des eaux qui s'appliquent sur son territoire.

Plans de prévention et de gestion du risque d'inondation

Le territoire de Niort Agglo est couvert par plusieurs documents de planification du risque inondation, à savoir deux PPRI (Plan de Prévention du Risque Inondation) et deux PGRI (Plan de Gestion des Risques d'Inondation).

Les deux PPRI couvrent le territoire de Niort Agglo :

- Le PPRI de Niort (Sèvre Niortaise, Lambon et Romagné) approuvé le 3 décembre 2007,
- Le PPRI de la Sèvre Niortaise Amont approuvé le 21 mars 2017, qui couvre les communes de Sciecq, Saint-Maxire, Echiré, Saint-Gelais et Chauray sur le territoire de Niort Agglo.

Ces documents valent servitude d'utilité publique et sont annexés aux documents d'urbanisme.

Les PGRI exposent les dispositions générales de gestion du risque et identifient des mesures relatives :

- aux orientations fondamentales et dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) concernant la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
- à la surveillance, la prévision et l'information sur les phénomènes d'inondation, comprenant notamment le schéma directeur de prévision des crues
- à la réduction de la vulnérabilité des territoires face aux risques d'inondation, comprenant des mesures pour le développement d'un mode durable d'occupation et d'exploitation des sols, notamment pour la maîtrise de l'urbanisation et la cohérence du territoire au regard du risque d'inondation, la réduction de la vulnérabilité des activités économiques et du bâti et, le cas échéant, l'amélioration de la rétention de l'eau et l'inondation contrôlée
- à l'information préventive, l'éducation, la résilience et la conscience du risque

Le territoire du SCoT de Niort Agglo est couvert par deux PGRI :

- le PGRI Loire-Bretagne 2016-2021
- le PGRI Adour-Garonne 2016-2021

PGRI Loire-Bretagne 2016-2021

Le PGRI Loire-Bretagne 2016-2021 a été arrêté le 22 décembre 2015. Aucun TRI (Territoire à Risque d'Inondation) ne couvre le territoire de Niort Agglo.

Le PGRI Loire-Bretagne se décline en 6 objectifs stratégiques qu'une série de 46 dispositions permet de poursuivre :

- **Objectif n°1** : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines
- **Objectif n°2** : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque
- **Objectif n°3** : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable
- **Objectif n°4** : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale
- **Objectif n°5** : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation
- **Objectif n°6** : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale

PGRI Adour-Garonne 2016-2021

Comme le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021, le PGRI du bassin Adour-Garonne 2016-2021, approuvé le 1^{er} décembre 2015 couvre une seule commune du territoire de Niort Agglo, la commune de Brûlain.

Le PGRI Adour-Garonne se décline en 6 objectifs stratégiques :

- **Objectif n°1** : Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions ;
- **Objectif n°2** : Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concernés
- **Objectif n°3** : Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés
- **Objectif n°4** : Aménager durablement les territoires, par une meilleure prise en compte des risques d'inondation, dans le but de réduire leur vulnérabilité
- **Objectif n°5** : Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements
- **Objectif n°6** : Améliorer la gestion des ouvrages de protection.

Aucun TRI n'est répertorié sur le territoire de Niort Agglo.

Compatibilité du SCoT avec le PGRI Loire-Bretagne et le PGRI Adour-Garonne

Les orientations des deux PGRI qui couvrent le territoire du SCoT peuvent se décliner de la manière suivante :

Catégorie	PGRI Loire-Bretagne (Niort Agglo sauf Brûlain)	PGRI Adour-Garonne (commune de Brûlain)
A. Connaissance	Objectif : 5	Objectif : 2
B. Aménagement	Objectifs : 3, 4, 6	Objectifs : 3, 4, 5, 6
C. Gestion	Objectifs : 1, 2, 4	Objectifs : 1, 3

Catégorie A : Les conditions de mise en œuvre d'un SCoT ne permettent pas directement d'œuvrer au bon développement des connaissances concernant les risques d'inondation sur le territoire de Niort Agglo. Cependant, la mise en place de ce plan obligera les documents d'urbanisme à mettre en évidence l'existence de cartes d'aléas permettant ainsi d'améliorer les connaissances liées à l'enjeu et de mieux prendre en compte les risques naturels, notamment le risque inondation, dans le développement de l'urbanisation.

Catégorie B : Deux stratégies principales sont mobilisées dans les PGRI : la restauration de zones d'expansion des crues et d'infiltration des eaux et l'amélioration de la prise en compte de l'aléa inondation dans l'aménagement du territoire et la gestion des ouvrages hydrauliques.

Sur le territoire de Niort Agglo, le risque inondation est essentiellement lié aux débordements des cours d'eau.

Les aménagements nécessaires à la limitation du risque inondation, à la reconquête de la continuité écologique des cours d'eau, ainsi que la

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

gestion ou la recreation des zones d'expansion des crues sont clairement identifiés dans le DOO : « *Niort Agglo, dans le cadre de sa compétence GEMAPI, pourra créer des aménagements participant au ralentissement dynamique de l'eau le plus en amont possible du bassin versant, reconquérir le fonctionnement naturel des cours d'eau et des milieux aquatiques et permettre l'étalement de l'eau en cas de crise : création de bassins de rétention, de zones d'expansion de crue, de reconnexion des marais et des cours d'eau, de mares « tampon » dans le but de stocker l'eau de ruissellement après ressuyage sur des espaces enherbés... ».*

Catégorie C : Le SCoT prévoit de mettre en place une gouvernance multi-acteurs autour de la gestion des eaux, en collaboration avec l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Par ailleurs, la volonté clairement affichée de limiter l'imperméabilisation intégrale des sols (chaussées drainantes, places de stationnement enherbées, dalles en pierre poreuse, végétalisation de l'espace public), et celle de « désimperméabilisation » de surfaces déjà aménagées, pour limiter le risque inondation et les effets dommageables des eaux de ruissellement, complètent le panel des mesures mobilisées par le SCoT.

Le SCoT de Niort Agglo est en ce sens compatible avec les orientations des PGRI Loire-Bretagne 2016-2021 et Adour-Garonne 2016-2021.

2.2. Prise en compte et compatibilité des documents de rang supérieur

Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine actuellement en cours d'élaboration depuis octobre 2017 constitue un « super schéma cadre » qui intègre l'ensemble des schémas régionaux jusque-là élaborés indépendamment les uns des autres. Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine couvre les territoires des ex régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin a été approuvé le 16 décembre 2019. D'ici son approbation, l'articulation du SCoT de Niort Agglo doit se faire avec les schémas régionaux en vigueur (SRCAE et SRCE).

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), version approuvée le 17 décembre 2019

Le SRADDET est le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires que, conformément à la loi NOTRe du 7 août 2015, chaque région doit élaborer pour réduire les déséquilibres et offrir de nouvelles perspectives de développement et de conditions de vie. La Nouvelle-Aquitaine a approuvé son projet le 16 décembre 2019.

Niort Agglo a souhaité élaborer son projet de SCoT en étant compatible avec les règles générales du SRADDET et en prenant en compte ses objectifs.

Citons par exemple les règles suivantes reprises dans le projet de SCoT :

- mobiliser prioritairement le foncier au sein des enveloppes urbaines existantes ;
- organiser le développement des surfaces commerciales dans les centralités et les zones commerciales existantes ;
- proposer une armature territoriale intégrant l'appareil commercial, les équipements et les services répondant aux besoins actuels et futurs de leur population en lien avec les territoires voisins ;
- faire des friches des espaces de réinvestissement privilégiés
- intégrer tous les services de mobilité (covoiturage, autopartage, services librement organisés...) et favoriser les pratiques durables ;
- mettre en œuvre le rafraîchissement passif dans les espaces urbains denses ;
- rechercher des dispositions favorables à l'autonomie alimentaire.

Les tableaux suivants présentent la reprise des règles du SRADDET arrêté dans le projet de SCoT.

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

A noter qu'aucune règle du SRADDET ne s'oppose au projet de SCoT.
Quatre règles ne sont ainsi pas reprises sans qu'il y ait une contradiction entre les deux documents.

I-Développement urbain durable et gestion économe de l'espace

Règle du SRADET	Compatibilité avec le projet de SCoT
RG1-Les territoires mobilisent prioritairement le foncier au sein des enveloppes urbaines existantes.	Règle reprise dans la [P2], la [P62], la [P105], la [P106], la [P107], la [P108] et la [P109]
RG2-Les territoires organisent essentiellement le développement des surfaces commerciales dans les centralités et les zones commerciales existantes.	Règle reprise dans le DAAC
RG3-Les territoires proposent une armature territoriale intégrant l'appareil commercial, les équipements et les services répondant aux besoins actuels et futurs de leur population en lien avec les territoires voisins. Cette armature sera construite en cohérence avec l'armature régionale.	Règle reprise notamment dans la [P1] et la [P2]
RG4-Les territoires favorisent, au sein des enveloppes urbaines existantes, l'intensification du développement urbain à proximité des points d'arrêts desservis par une offre structurante en transport collectif.	Règle reprise dans la [P96]
RG5-Les territoires font des friches des espaces de réinvestissement privilégiés	Règle reprise dans la [P16], la [P27], la [P62], [P56], la [P107], la [P109], la [P132] et la [R69]

II-Cohésion et solidarités sociales et territoriales

Règle du SRADET	Compatibilité avec le projet de SCoT
RG6-Les complémentarités interterritoriales sont identifiées par les SCoT et les chartes de PNR, en vue d'être organisées par les collectivités qui les composent.	Règle reprise dans la [P10], la [P15], la [P72] et la [P73]
RG7-Les documents de planification et d'urbanisme cherchent, par une approche intégrée, à conforter et/ou revitaliser les centres-villes et centres-bourgs.	Règle reprise dans la [P1] et la [P2]
RG8-Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs.	Règle reprise dans la [P1] et la [P2]
RG9-L'adaptation du cadre de vie aux usages et besoins des personnes âgées est recherchée par les documents de planification et d'urbanisme.	Règle reprise dans la [P89] concernant le développement de la mise en accessibilité de la voirie, des espaces publics, des transports et des établissements recevant du public
RG10-Des dispositions favorables à l'autonomie alimentaire des territoires sont recherchées dans les documents de planification et d'urbanisme : <ul style="list-style-type: none"> - Par la préservation du foncier agricole - Par la promotion de stratégies alimentaires locales et autres dispositifs de valorisation de la ressource agricole en proximité 	Règle reprise dans la [P39] concernant la préservation du foncier agricole Règle reprise dans la [R70] concernant une démarche de Projet Alimentaire Territorial

III-Infrastructures de transport, intermodalité et développement des transports

Règle du SRADET	Compatibilité avec le projet de SCoT
RG11-Le développement des pôles d'échanges multimodaux, existants ou en projet, s'accompagne d'une identification et d'une préservation des espaces dédiés et/ou à dédier à l'intermodalité.	Règle reprise dans la [P101]
RG12-Les autorités organisatrices de la mobilité recherchent la compatibilité de leurs outils billettiques et d'informations voyageurs avec ceux portés par le syndicat mixte intermodal régional.	Règle à reprendre dans le futur PDU (PLUi-D)
RG13-Les réseaux de transport publics locaux sont organisés en cohérence avec le réseau de transports collectifs structurant de la Région et dans la recherche d'une optimisation des connexions entre les lignes de transport.	Règle à reprendre dans le futur PDU (PLUi-D)
RG14-Dans le cas de PDU limitrophes, chacun des PDU veille à optimiser les interfaces transport entre les territoires.	Règle à reprendre dans le futur PDU (PLUi-D)
RG15-L'amélioration de l'accessibilité aux sites touristiques par les modes alternatifs à l'automobile est recherchée.	Règle reprise dans la [R30] et la [R31]
RG16-Les stratégies locales de mobilité intègrent tous les services de mobilité, y compris ceux ne dépendant pas des autorités organisatrices (covoiturage, autopartage, services librement organisés...) et en favorisant les pratiques durables.	Règle reprise dans la [P1], la [P14], la [P55], la [P68], la [P87], la [P101], la [R45]
RG17-Dans les zones congestionnées, les aménagements d'infrastructures routières structurantes privilégient l'affectation de voies pour les lignes express de transports collectifs et, en expérimentation, pour le covoiturage.	Règle reprise dans la [P91]
RG18-Les documents d'urbanisme et de planification conçoivent et permettent la mise en œuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, régionaux, nationaux ou européens.	Règle reprise dans la [P125]
RG19-Les stratégies locales de mobilité développent les zones de circulation apaisée pour faciliter l'accès aux pôles d'échanges multimodaux (PEM) et aux équipements publics par les modes actifs.	Règle reprise dans la [P53] concernant spécifiquement la « Gare Niort Atlantique »

	Règle reprise dans la [R36], la [P88], la [P98], la [P99] et la [P102]
RG20-Les espaces stratégiques pour le transport de marchandises (ports maritimes et fluviaux, chantiers de transport combiné, gares de triage, cours de marchandises, emprises ferrées, portuaires, routières, zones de stockage et de distribution urbaine) et leurs accès ferroviaires et routiers sont à préserver. Les espaces nécessaires à leur développement doivent être identifiés et pris en compte, en priorisant les surfaces déjà artificialisées.	Règle reprise dans la [P56], la [P57], la [R20] et la [R21]
RG21-Le réseau routier d'intérêt régional est composé des axes départementaux suivants : [Liste complète]	Règle reprise dans la [P92] Réseau repris dans la carte « Enjeux et principes de l'organisation des mobilités du SCoT de Niort Agglo » : <ul style="list-style-type: none"> - axe routier structurant complémentaire d'intérêt régional (RD 948) - axe routier d'aménagement du territoire d'intérêt régional (RD 743)

IV-Climat, Air et Énergie

Règle du SRADET	Compatibilité avec le projet de SCoT
RG22-Le principe de l'orientation bioclimatique est intégré dans tout projet d'urbanisme et facilité pour toute nouvelle construction, réhabilitation ou extension d'une construction existante.	Règle reprise dans la [P14], la [P114] et la [R6]
RG23-Le rafraîchissement passif est mis en œuvre dans les espaces urbains denses	Règle reprise dans la [P3]
RG24-Les documents de planification et d'urbanisme intègrent la ressource en eau en qualité et en quantité en favorisant les économies d'eau, la réduction des ruissellements, la récupération des eaux pluviales, la réutilisation des eaux grises et la préservation des zones tampons.	Règle reprise dans la [P18], la [P19], la [P20], la [P21], la [P22], la [P23], la [P24], la [P25] et la [P29] Règle reprise dans la [R9] concernant les actions de sensibilisation aux économies d'eau et les recherches de fuites des réseaux d'adduction d'eau potable afin d'optimiser leur rendement
RG25-Les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) des territoires littoraux intègrent les scénarios GIEC 2050 et 2100 pour anticiper l'élévation du niveau de la mer	Règle non reprise
RG26-Les documents de planification et d'urbanisme anticipent les évolutions de la bande côtière et réduisent les risques côtiers.	Règle non reprise
RG27-L'isolation thermique par l'extérieur (ITE) des bâtiments est facilitée.	Règle reprise dans la [P14]
RG28-L'intégration des équipements d'énergie renouvelable solaires dans la construction est facilitée et encouragée.	Règle reprise dans la [P14]
RG29-L'optimisation des installations solaires thermiques et photovoltaïques sur les bâtiments est améliorée par une inclinaison adaptée de la toiture.	Règle reprise dans la [P14]

RG30-Le développement des unités de production d'électricité photovoltaïque doit être privilégié sur les surfaces artificialisées bâties et non bâties, offrant une multifonctionnalité à ces espaces.	Règle reprise dans la [P16]
RG31-L'installation des réseaux de chaleur et de froid couplés à des unités de production d'énergie renouvelable est facilitée.	Règle reprise dans la [P14] qui sera à préciser dans les documents d'urbanisme
RG32-L'implantation des infrastructures de production, distribution et fourniture en énergie renouvelable (biogaz, hydrogène, électricité) pour les véhicules de transport de marchandises et de passagers est planifiée et organisée à l'échelle des intercommunalités, en collaboration avec la Région et l'Etat.	Règle non reprise

V-Protection et restauration de la biodiversité

Règle du SRADET	Compatibilité avec le projet de SCoT
<p>RG33-Les documents de planification et d'urbanisme doivent lors de l'identification des continuités écologiques de leur territoire (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à leur échelle :</p> <p>1. intégrer les enjeux régionaux de continuités écologiques à savoir préserver et restaurer les continuités, limiter l'artificialisation des sols et la fragmentation des milieux, intégrer la biodiversité, la fonctionnalité et les services écosystémiques dans le développement territorial (nature en ville, contribution des acteurs socio-économiques, lutte contre les pollutions), intégrer l'enjeu relatif au changement climatique et améliorer et partager la connaissance</p> <p>2. caractériser les sous-trames et les continuités de leur territoire en s'appuyant sur les sous trames précisées dans l'objectif 40 et cartographiées à l'échelle 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine ») et justifier de leur prise en compte.</p>	Règle reprise dans la [P5] et la [P6]
<p>RG34-Les projets d'aménagements ou d'équipements susceptibles de dégrader la qualité des milieux naturels sont à éviter, sinon à réduire, au pire à compenser, dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques définis localement ou à défaut dans ceux définis dans l'objectif 40 et cartographiés dans l'atlas régional au 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine »).</p>	Règle reprise dans la [P5] et la [P6]
<p>RG35-Les documents de planification et d'urbanisme qui identifient des secteurs voués à l'urbanisation doivent y prévoir des principes d'aménagement visant à préserver et à restaurer la fonctionnalité des écosystèmes, la biodiversité et le paysage.</p>	Règle reprise dans la [P5], la [P9], la [P12], la [P37], la [P40], la [P45], la [P74], la [P76], la [P103], la [P114], [P121], la [P125], la [R1], la [R6], la [R61]
<p>RG36-Les documents de planification et d'urbanisme protègent les continuités écologiques et préservent la nature en ville. Pour cela ils peuvent mobiliser des outils adaptés tels que les zonages, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, la définition d'un Coefficient de Biotope par Surface, ou encore la définition d'emplacements réservés.</p>	Règle reprise dans la [P4], la [P5], la [P9], la [P12], la [P14], la [P38] et la [P41], la [P65], la [P74], la [P125], la [R1]

VI-Prévention et gestion des déchets

Règle du SRADET	Compatibilité avec le projet de SCoT
RG37-Les acteurs mettent en œuvre prioritairement des actions visant à la prévention des déchets avant toute opération de valorisation puis d'élimination.	Règle reprise dans la [P35], la [P36], la [R14], la [P73] et la [P114]
RG38-Les acteurs mettent en œuvre des actions visant à la valorisation matière des déchets avant toute opération d'élimination et après toute opération de prévention.	Règle reprise dans la [P37] et la [R69]
RG39-L'ouverture de nouvelles installations de stockage de déchets non dangereux, non inertes, n'est pas autorisée sur l'ensemble du territoire régional.	Règle reprise dans la [P37]
RG40-Les documents d'urbanisme définissent les emplacements nécessaires aux installations de transit, de tri, de préparation, de valorisation et d'élimination des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (BTP), dès lors que les besoins sont identifiés.	Règle reprise dans la [R14]
RG41-Les collectivités en charge de la gestion des déchets et les services de l'Etat identifient les installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits lors de situation exceptionnelle	Règle non reprise

Le Schéma Régional Climat Air Energie Poitou-Charentes

Le SCoT de Niort Agglo doit prendre en compte le Schéma régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) Poitou-Charentes, approuvé le 17 juin 2013. Le SRCAE Poitou-Charentes définit les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de **lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables terrestres et d'amélioration de la qualité de l'air**.

Les objectifs fixés par le scénario de référence sont les suivants :

- une réduction des consommations d'énergies de 20% à l'horizon 2020 et de 38% à l'horizon 2050, tout secteur confondu¹
- une production des énergies renouvelables équivalente à 26% (objectif plancher ; l'ambition étant fixée à 30%) de la consommation énergétique finale en 2020
- une réduction des émissions de GES de 20 à 30% à horizon 2020 et de 75 à 80% à l'horizon 2050, ce qui représente à l'horizon 2020, un objectif de 686 ktéqCO₂ par an pour la Niort Agglo
- une réduction des émissions de polluants atmosphériques, notamment les oxydes d'azote et les particules en suspension

L'objectif dont se dote le SRCAE Poitou-Charentes vise à **trippler la production d'énergies renouvelables et à diviser par 4 ses émissions de GES d'ici 2050**, par rapport à celles enregistrées en 1990. Pour cela, le schéma régional met en œuvre 30 orientations Climat Air Énergie (déclinées en 95 objectifs).

Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Niort Agglo

Niort Agglo élabore son projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Le document a fait l'objet d'une « délibération amont » adoptant le programme d'action lors du Conseil d'agglomération du 8 juillet 2019. Il sera proposé à l'adoption par une « délibération aval » lors du Conseil Communautaire du 10 février 2020.

Quatre axes ont été définis :

- Axe 1 : Pour une agriculture pérenne et de proximité
- Axe 2 : Pour une agglomération intégrée à son environnement, responsable de ses choix de développement et engagée dans la production d'énergie renouvelable
- Axe 3 : Pour le développement d'une offre alternative de mobilités à faible émission de gaz à effet de serre
- Axe 4 : Pour une sobriété énergétique de l'habitat et des bâtiments à faible dépendance en énergie carbonée

D'ici l'adoption du PCAET, c'est le PCET de Niort Agglo adopté en Juillet 2013 par le Conseil communautaire qui est en vigueur.

Suite à sa restructuration en 2016, pour tenir compte des enjeux de la Loi sur la transition énergétique pour la Croissance verte, le PCET de Niort Agglo se structure autour de 4 objectifs et 18 actions, déclinées ci-après.

¹ Ces valeurs doivent être comprises comme des seuils et non des plafonds.

Objectifs	Actions
Conforter la gouvernance et l'action partagée des acteurs du territoire	Garantir le pilotage du Plan Climat
	Intégrer le plan climat dans la planification territoriale
	Intégrer la dimension énergie-climat dans le projet de territoire
	Renforcer les actions auprès des agents de Niort Agglo : sensibilisation, formation et participation
	Renforcer les actions de Niort Agglo envers les acteurs du territoire : sensibilisation, formation et participation
Réduire de 50% la consommation énergétique finale d'ici 2050	Développer les collaborations-coopérations
	Réduire les consommations d'énergies et fluides du patrimoine communautaire
	Améliorer le parc d'éclairage public des zones d'activités
	Renforcer l'activité de conseil en énergie partagé (CEP) auprès des communes
	Améliorer la performance énergétique dans le résidentiel et soutenir la lutte contre la précarité énergétique
Réduire les émissions de GES sur les secteurs les plus émissifs	Encourager les entreprises à agir sur leur propre fonctionnement
	Réduire les émissions de GES liées aux transports sur le territoire de Niort Agglo
	Réduire les émissions de GES liées aux déplacements professionnels Niort Agglo

(division par 4 à horizon 2050)	Développer une offre touristique écoresponsable et favoriser les déplacements touristiques doux
	Réduire les émissions de GES liées à la gestion des déchets
	Promouvoir les circuits courts et l'économie circulaire
Porter la part des ENR à 23% dans la part globale à horizon 2020 et à 32% à horizon 2030	Développer les énergies renouvelables sur le territoire de Niort Agglo
	Installer des équipements énergies renouvelables sur le patrimoine de Niort Agglo

Les actions associées au développement des réseaux de chaleur et de froid, à l'amélioration de la qualité de l'air et à l'adaptation aux effets du changement climatique doivent faire l'objet d'une programmation 2018-2024 dans le cadre de la révision actuelle du PCAET de Niort Agglo.

Prise en compte du SRCAE Poitou-Charentes et du PCET de Niort Agglo dans le SCoT de Niort Agglo

Le SCoT de Niort Agglo affiche des ambitions affirmées vis-à-vis de la réduction des consommations énergétiques, la limitation des émissions de GES et de l'adaptation au changement climatique sur son territoire.

Concrètement, le SCoT prévoit dans son PADD :

- De réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre et de développer la production d'énergies renouvelables respectueuses de la biodiversité et des paysages. Il s'engage également à faire de l'adaptation au changement climatique et de la diminution de la vulnérabilité du territoire l'un des axes forts du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de son territoire (orientation B « Penser le territoire dans la transition environnementale, énergétique et climatique », le Défi).
- De renforcer les centralités, de limiter l'étalement urbain, d'améliorer la mixité fonctionnelle des espaces pour favoriser un territoire de plus courtes distances et limiter les déplacements, d'adapter les densités urbaines aux enjeux du territoire (orientation C « Promouvoir une urbanisation respectueuse du patrimoine et des paysages », le défi) et de promouvoir les formes urbaines permettant la performance énergétique (orientation C « Favoriser le développement démographique dans les centres », pilier 2).
- De faire des ZAE des espaces de faible consommation énergétique et de production d'énergie renouvelable (orientation D « Organiser et qualifier les zones d'activité économique », pilier 1).
- De garantir une offre de mobilité adaptée et durable, en promouvant l'intermodalité des transports, en assurant des liaisons « piétons – vélos » par des itinéraires continus, rapides,

confortables et également en proposant des réponses aux déplacements contraints (espace de travail partagé, gestion des temps dans la ville...) (orientations A « Améliorer les conditions d'accès aux communes d'équilibre et maintenir la mixité des fonctions dans les centres-bourgs » et B « Améliorer les conditions de déplacements », pilier 2).

- De valoriser les productions locales agricoles, en soutenant la production et la transformation et d'accompagner les transitions agricoles (orientation G « Impulser et structurer l'agriculture durable de proximité », pilier 2).

Toutes ces orientations font l'objet de retranscriptions dans le DOO du SCoT (préconisations, recommandations et mesures d'accompagnement).

Le SCoT de Niort Agglo prend ainsi bien en compte les grandes orientations du SRCAE Poitou-Charentes et du PCET de Niort Agglo en matière de consommations énergétiques, de réduction de GES et d'adaptation au changement climatique.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Poitou-Charentes

Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine est le document cadre qui va désormais intégrer les éléments concernant les continuités écologiques d'importance régionale, issus des SRCE précédemment élaborés. Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine couvre désormais les territoires des ex régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin et est en cours d'élaboration depuis octobre 2017. Jusqu'à l'approbation du SRADDET Nouvelle-Aquitaine en juillet 2019, le SRCE Poitou-Charentes est le schéma régional de référence concernant les continuités écologiques d'importance régionale.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologie (SRCE) Poitou-Charentes a été adopté par arrêté préfectoral le 3 novembre 2015. Le SCoT de Niort Agglo doit prendre en compte le SRCE Poitou-Charentes.

Prise en compte du SRCE dans le SCoT de Niort Agglo

La TVB du SCoT de Niort Agglo a fait l'objet d'un travail de prise en compte et de précision des continuités écologiques d'importance régionale identifiées dans le SRCE Poitou-Charentes. Une analyse de la concordance des sous-trames écologiques a également été opérée (voir note méthodologique TVB annexée).

Le PADD du SCoT de Niort Agglo affiche également une ambition haute pour la mise en œuvre de la protection et/ou de la remise en bon état des continuités écologiques de son territoire. C'est notamment le cas des orientations suivantes :

- **Orientation B « Penser le territoire dans la transition environnementale, énergétique et climatique »** qui fait de la transition environnementale, énergétique et climatique un enjeu majeur du territoire de Niort Agglo. Cette orientation prévoit en particulier de « préserver et valoriser la biodiversité en cohérence avec la Trame Verte et Bleue » et prévoit en outre de « préserver les bois, les haies existantes et développer les plantations », de « valoriser les espaces remarquables emblématiques et particulièrement dans le PNR du Marais Poitevin », de « préserver les zones humides » et de « préserver et optimiser la ressource en eau ».
- **Orientation C « Promouvoir une urbanisation respectueuse du patrimoine et des paysages »**, où le PADD ambitionne de protéger et valoriser les espaces naturels, agricoles, forestiers et les paysages, les continuités écologiques et de lutter contre l'étalement urbain. Les objectifs liés au développement d'une « urbanisation favorable à la biodiversité, notamment en promouvant la nature en ville », au « renouvellement urbain, la réutilisation des friches et la remise sur le marché des logements vacants pour limiter la consommation foncière », la « modération de la consommation d'espace

par de nouvelles formes urbaines » et « l'identification des espaces agricoles et naturels à enjeux pour adapter l'urbanisation » vont également dans le sens d'une protection des espaces naturels et continuités écologiques.

- **Orientation E « Préserver les paysages et les ressources naturelles du territoire »** qui vise notamment à travers la protection des grands paysages de Niort Agglo la protection des continuités écologiques associées. Cette orientation prévoit ainsi de « protéger les paysages du territoire, vecteurs d'attractivité et supports de continuités écologiques » et de « préserver les espaces naturels, forestiers et agricoles ».

Ces différents points font l'objet de retranscriptions dans le DOO du SCoT (préconisations, recommandations et mesures d'accompagnement).

Le SCoT de Niort Agglo prend ainsi bien en compte les orientations du SRCE Poitou-Charentes en matière de continuités écologiques.

Le Schéma Régional des Carrières Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma Régional des Carrières Nouvelle-Aquitaine, actuellement en cours d'élaboration doit être approuvé au plus tard le 1^{er} janvier 2020. Une fois en vigueur, le SRC se substitue aux actuels Schémas Départementaux des Carrières (SDC).

Le Schéma Départemental des Carrières des Deux-Sèvres a été approuvé en Février 2005. Il définit les conditions générales d'implantation des carrières afin de garantir une gestion rationnelle des ressources naturelles. Sa révision, obligatoire au terme d'un délai maximal de dix ans, a été engagée mais n'est pas finalisée et les données ne sont pas disponibles.

A l'issue de l'approbation du Schéma Régional des Carrières Nouvelle-Aquitaine, on s'assurera que le SCoT le prend en compte.

Le Schéma Régional de Gestion Sylvicole Poitou-Charentes

Le Schéma Régional de Gestion Sylvicole fixe les grands objectifs de développement durable et détermine les fonctions essentielles que doivent remplir les forêts privées (rôles productifs, sociaux et environnementaux notamment).

Le SCoT a pris en considération ce schéma et ne s'oppose pas à celui-ci. Au contraire, il participe globalement à la protection des boisements privés du territoire et vise à faciliter leur exploitation. Les Orientations Régionales Forestières (ORF) concernent essentiellement les forêts domaniales. Elles ont pour but de satisfaire à la fois leurs fonctions productives, environnementales et sociales.

Sur le territoire du SCoT, les quelques forêts domaniales (Chizé) font l'objet d'une valorisation soucieuse de la qualité de cet espace paysager et écologique. Tel qu'il a été élaboré, le SCoT ne porte pas atteinte à l'intégrité de ces forêts ni aux orientations de gestion et de valorisation qui sont définies par ailleurs.

Les plans de gestion des déchets

Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux Poitou-Charentes (PREDD)

Le PREDD Poitou-Charentes a été approuvé en février 2012. Il décline 4 grands objectifs :

- **Objectif 1** : Réduire la production de déchets dangereux.
- **Objectif 2** : Augmenter le taux de collecte des déchets dangereux.
- **Objectif 3** : Développer la valorisation des déchets dangereux.
- **Objectif 4** : Limiter le transport en distance des déchets dangereux et inciter au transport alternatif.

Le plan régional fixe enfin des objectifs chiffrés pour les objectifs 1 et 2 à l'échéance 2016 et 2022. Lorsque cela est possible, ces objectifs sont déclinés par catégorie de déchets dangereux (déchets dangereux des ménages, déchets des activités économiques, déchets de pesticides, déchets d'activités de soins à risques infectieux, résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères).

Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux des Deux-Sèvres (PPGDND)

Le PPGDND des Deux-Sèvres a été approuvé en septembre 2012. Ce document œuvre pour une gestion globale des déchets et s'inscrit dans le principe de la hiérarchie des modes de traitement des déchets (art L. 541-1 du Code de l'Environnement).

Le plan se décline en 10 objectifs opérationnels :

- prévenir la production de déchets pour respecter les objectifs réglementaires ;
- améliorer la valorisation des emballages ;

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

- améliorer la collecte et le traitement par valorisation organique des bio déchets et déterminer des solutions de traitement de proximité pour l'ensemble du gisement ;
- favoriser le développement de collecte spécifique aux producteurs de bio déchets ;
- améliorer le tri, la réutilisation ou le recyclage des déchets collectés en déchèterie, notamment des Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques (DEEE), des meubles et du bois en vue de réduire le flux tout-venant et encombrants destinés à l'enfouissement ;
- travailler à la connaissance du gisement de déchets d'activités économiques (DAE) ;
- encourager à une meilleure gestion des DAE sur le territoire en vue de la réduction de la part de DAE destinée à l'enfouissement des déchets et d'une amélioration du tri et de la valorisation des déchets des entreprises ;
- faire du réseau de déchèteries un véritable outil pour le tri et la valorisation en anticipant la mise en place des nouvelles filières responsabilité élargie du producteur (REP) ;
- développer des moyens de communication adaptés aux messages et aux cibles visées afin de sensibiliser efficacement la population mais aussi les acteurs de la gestion des déchets aux différents enjeux du Plan ;
- maîtriser les coûts de la gestion des déchets.

Plan Départemental de Gestion des déchets du BTP des Deux-Sèvres (PDGD – BTP)

Le PDGD du BTP des Deux-Sèvres a été approuvé en février 2010. Le plan est un document de sensibilisation à l'attention des professionnels de la démolition, décline les objectifs suivants :

- Réduire la production de déchets à la source
- Trier et séparer les déchets du BTP
- Systématiser la traçabilité des déchets du BTP
- Densifier le tissu de connexions entre les filières agréées d'évacuation des déchets du BTP et les entreprises du secteur (traitement des Déchets Inertes (DI), traitement des Déchets Industriels Banals ; traitement des Déchets Spéciaux (DIS) ; filières de collecte des déchets de chantier ; filières de tri et de valorisation des déchets de chantier)

Prise en compte des plans de gestion des déchets dans le SCoT de Niort Agglo

Le défi que s'est lancé Niort Agglo à travers la réalisation du SCoT est d'être, à l'horizon 2040, **un territoire attractif, durable et équilibré**. L'une des stratégies affichées dans le DOO pour réaliser ce défi est de **penser le territoire de Niort Agglo dans la transition environnementale, énergétique et climatique**. La question de la gestion des déchets est liée à cette transition. L'un des objectifs du PADD du SCoT est donc de **promouvoir la réduction et la valorisation des déchets**. Cet objectif a été repris sous forme réglementaire dans le DOO.

Le SCoT reprend à son compte **l'objectif de limitation de production des déchets ménagers**, par l'amélioration des pratiques de tri et de compostage. Cet objectif est décliné dans le cadre de plusieurs mesures, qui favorisent le tri, la réduction ou la réutilisation des déchets le plus possible « à la source » que ce soit pour les zones d'habitat ou pour les zones d'activités ou artisanales (locaux communs

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

adaptés, accessibles aux camions-bennes par exemple). La mise en place du SCoT doit ainsi participer à un meilleur tri et une réutilisation et/ou valorisation des déchets et autres sous-produits.

Le SCoT prévoit également que les **emplacements nécessaires aux installations de stockage et de valorisation des matériaux et déchets soient identifiés dans les documents d'urbanisme** (hors TVB sauf carrières et friches, hors sites patrimoniaux et / ou paysagers remarquables, sans porter atteinte aux activités agricoles, à proximité des sites de développement urbain ou de renouvellement, avec une bonne accessibilité routière, voire ferrée). De même, l'ouverture de nouvelles installations de stockage de déchets non dangereux, non inertes, n'est pas autorisée sur l'ensemble du territoire.

La bonne gestion du tri et du stockage des déchets dans ces nouveaux espaces permet enfin de **réduire l'exposition des biens et des personnes aux risques et nuisances, notamment ceux liés à la gestion des déchets.**

Le développement des **filières de valorisation et de recyclage de déchets** est incité par le SCoT, notamment au travers de la valorisation énergétique des sous-produits agricoles (méthanisation, biomasse...).

Enfin, le SCoT impose que **les lieux de stockage des déchets (dangereux ou non)** limitent au mieux les risques d'incidences sur l'environnement et la santé des populations.

A ces titres, le SCoT de Niort Agglo prend bien en compte les orientations principales des différents documents de gestion des déchets

3

PRISE EN COMPTE DE LA SANTE DANS LE SCOT AINSI QUE DANS LES AUTRES DOCUMENTS THEMATIQUES DE NIORT AGGLO (PCAET ET CLS)

L'étude de la prise en compte de la santé dans le SCoT est notamment basée sur un guide « Agir pour un urbanisme favorable à la santé » qui est le résultat d'un travail d'expertise et de recherche initié et accompagné par la Direction Générale de la Santé, Sous-direction de la prévention des risques liés à l'environnement et à l'alimentation, représentée par Ysaline CUZIN et réalisé par l'École des Hautes études en Santé Publique (EHESP), département santé environnement travail (DSET), sous la direction d'Anne ROUÉ-LE GALL.

Les déterminants de santé et les objectifs visés pour un urbanisme favorable à la santé sont ainsi les suivants :

Famille I : modes de vie, structures sociales et économiques

1- Comportements de vie sains

- Favoriser les déplacements et modes de vie actifs
- Inciter aux pratiques de sport et de détente
- Inciter à une alimentation saine

2- Cohésion sociale et équité

- Favoriser la mixité sociale, générationnelle, fonctionnelle
- Construire des espaces de rencontre, d'accueil et d'aide aux personnes vulnérables

3- Démocratie locale/citoyenneté

- Favoriser la participation au processus démocratique

4- Accessibilité aux équipements, aux services publics et activités économiques

- Favoriser l'accessibilité aux services et équipements

5- Développement économique et emploi

- Assurer les conditions d'attractivité du territoire

Famille II : cadre de vie, construction et aménagement

6- Habitat

- Construire ou réhabiliter du bâti de qualité (luminosité, isolation thermique et acoustique, matériaux sains...)

7- Aménagement urbain

- Aménager des espaces urbains de qualité (mobiliers urbains, formes urbaines, ambiances urbaines, offre en espaces verts...)

8- Sécurité-tranquillité

- Assurer la sécurité des habitants

Famille III : milieux et ressources

9- Environnement naturel

- Préserver la biodiversité et le paysage existant

10- Adaptation aux changements climatiques

- Favoriser l'adaptation aux événements climatiques extrêmes
- Lutter contre la prolifération des maladies vectorielles

11- Air extérieur

- Améliorer la qualité de l'air extérieur

12- Eaux

- Améliorer la qualité et la gestion des eaux

13- Déchets

- Inciter à une gestion de qualité des déchets (municipaux, ménagers, industriels, de soins, de chantiers,...)

14- Sols

- Améliorer la qualité et la gestion des sols

15- Environnement sonore et gestion des champs électromagnétiques

- Améliorer la qualité sonore de l'environnement et gérer les risques liés aux champs électromagnétiques

Le SCoT prend en compte les objectifs visés pour un urbanisme favorable à la santé, notamment par les points suivants :

- favoriser les déplacements et modes de vie actifs
- inciter aux pratiques de sport et de détente
- inciter à une alimentation saine
- favoriser l'accessibilité aux services et équipements
- assurer les conditions d'attractivité du territoire
- construire ou réhabiliter du bâti de qualité (luminosité, isolation thermique et acoustique, matériaux sains...)
- aménager des espaces urbains de qualité (mobiliers urbains, formes urbaines, ambiances urbaines, offre en espaces verts...)
- préserver la biodiversité et le paysage existant
- améliorer la qualité de l'air extérieur
- améliorer la qualité et la gestion des eaux
- inciter à une gestion de qualité des déchets (municipaux, ménagers, industriels, de soins, de chantiers,...)
- améliorer la qualité et la gestion des sols
- améliorer la qualité sonore de l'environnement et gérer les risques liés aux champs électromagnétiques

Une recommandation évoque spécifiquement les principes d'habitat favorable à la santé.

D'autres points liés à un urbanisme favorable à la santé sont repris dans :

- le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de Niort Agglo arrêté le 8 juillet 2019
- le Contrat Local de Santé (CLS) signé le lundi 3 décembre 2018 pour la période 2019-2023, par Niort Agglo et ses partenaires : l'État, l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine (ARS), le Conseil Départemental des Deux-Sèvres, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) et le Centre Hospitalier de Niort

Les paragraphes suivants étudient la prise en compte de chacune de ces thématiques dans le SCoT et également dans le PCAET et le CLS.

Concernant l'urbanisme et l'habitat favorables à la santé de manière générale

Prise en compte dans le SCoT

- Les principes d'habitat favorable à la santé seront recherchés.

L'habitat doit être considéré comme un déterminant de la santé, pouvant être pathogénique ou salutogénique.

L'attention sera portée sur des aménagements « sûrs » et « sains », qui :

- protègent la qualité de l'air extérieur et la qualité de l'air intérieur, la qualité de l'eau
- réduisent les nuisances sonores intérieures et extérieures par une isolation adaptée
- réduisent les risques émergents comme les ondes ou les perturbateurs endocriniens
- veillent à la **réduction des inégalités** énergétiques, environnementales et sanitaires
- favorisent le sentiment de sécurité, la convivialité, la qualité de vie

Prise en compte dans le PCAET

- **Axe 3 du PCAET** : Vers une sobriété énergétique dans l'habitat et des bâtiments à faible dépendance en énergie carbonée (renforcement de la plateforme ACT'e, création d'une aide pour les non éligibles ANAH, Aide financière pour le remplacement des chauffages peu performants émetteurs de GES)
- **Action 1.3 du PCAET** : Aménager et adapter le bâti privé au changement climatique (création « d'oasis urbaines », végétalisation des cours d'écoles, crèches, centre de loisirs,

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

CSC, EHAPD (publics fragiles), zones d'activités économiques, création du permis de végétaliser (après validation du projet des citoyens, un permis pourra être attribué). Ces expérimentations seront sous la responsabilité des services des communes.

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°7 « PROMOTION DE LA SANTE - ENVIRONNEMENTALE »

Objectif : Favoriser la préservation de l'état de bonne santé de la population

Actions :

- Développer l'Urbanisme Favorable à la Santé en identifiant sur les PLUi, SCoT, PDU (...) les projets d'aménagements susceptibles d'impacter la santé : analyse des déterminants de santé éventuellement impactés, fourniture de recommandations à prendre en compte dans les projets,
- Développer des EIS (évaluation d'impact sur la santé) pour tout projet, urbain et/ou rural susceptible d'avoir un impact sur la santé des habitants (projet de rénovation de quartier, projet local d'urbanisme, création de zones d'activité, d'écoles, de crèches etc...),
- Développer une stratégie de lutte contre l'habitat dégradé : ne pas admettre que des conditions de vie décentes et de préservation de santé soient remises en cause par l'occupation d'habitats dégradés

Concernant l'organisation territoriale

Prise en compte dans le SCoT

- **Les documents d'urbanisme affineront l'organisation territoriale et définiront des objectifs d'urbanisation prioritaire afin de permettre :**
 - une optimisation de l'offre de services, d'équipements (notamment les équipements de santé, les équipements sportifs, les équipements culturels et récréatifs) et de commerces
 - une meilleure utilisation des réseaux de transports en commun et le développement d'une offre de mobilité adaptée aux différents usages et modes de vie
 - une diversification des types de constructions de logements
- **Les projets d'équipements structurants (enseignement, culture, santé, sports et loisirs...) viseront une gestion économe de l'espace, de l'énergie et le respect des principes suivants (sauf justification, comme incompatibilité entre site et vocation) :**
 - privilégier l'implantation dans les enveloppes urbaines des communes d'équilibre et du cœur d'agglomération
 - rechercher une meilleure accessibilité aux services et aux équipements pour tous les publics
 - promouvoir un aménagement du territoire visant l'optimisation du foncier, la mutualisation des espaces extérieurs (dont l'offre de stationnement), la qualité architecturale, l'intégration paysagère et l'offre énergétique durable des bâtiments (bâtiments à faible consommation et / ou producteurs d'énergie renouvelable) et la présence du végétal

- Pour des projets d'équipements de proximité et quelle que soit leur nature, il s'agira de privilégier une localisation dans les cœurs de bourg - centre-ville, le principe d'extension urbaine devant se justifier.

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°1 « ACCES AUX SOINS DE 1^{ER} ET 2ND RECOURS »

Objectif : Valoriser les atouts du territoire en termes d'installation et d'exercice professionnel

Actions :

- Accompagner la dynamique et la mise en œuvre de nouvelles organisations de travail en exercice coordonné sur le territoire de la CAN (Maisons de santé, Communautés Professionnelles Territoriales en Santé) avec les professionnels de santé ;
- Identifier les territoires prioritaires au sein de la CAN pour favoriser les modes d'exercice coordonnée ; prendre en compte ces priorités pour élaborer le SCoT ;
- Identifier avec les collectivités, les leviers mobilisables pour permettre d'offrir aux stagiaires des conditions d'hébergement (ex : logements...).

Fiche programmatique n°3 « PARCOURS DE SANTE DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE »

Objectif : Améliorer la mobilité des personnes âgées et personnes handicapées

Orientation transversale « Prise en compte des personnes en situation de handicap » :

- Soutenir les travaux d'accessibilité dans tous les domaines et développer la sensibilisation du grand public.

Concernant les déplacements

Prise en compte dans le SCoT

- Le DOO du SCoT traduit différents objectifs :
 - renforcer l'**accessibilité ferroviaire** aux agglomérations voisines et vers la métropole de Bordeaux, nouvelle capitale régionale et renforcer le lien avec Paris et transformer la « **Gare Niort Atlantique** » en un véritable pôle d'échanges multimodal ; porte d'accès du territoire par l'**accessibilité ferroviaire**
 - organiser la **chaîne logistique** pour la réduction des flux routiers
 - veiller à la **fluidité des déplacements** et à l'**adaptation des infrastructures**
 - garantir une **offre de mobilité adaptée**
 - promouvoir les **mobilités durables et l'intermodalité** et assurer des **liaisons « piétons – vélos »** par des itinéraires continus, rapides, confortables et sûrs
 - proposer des **réponses aux déplacements contraints** (espace de travail partagé, gestion des temps dans la ville...)

Prise en compte dans le PCAET

- **Action 2.1 du PCAET** : Aménager un territoire accessible au vélo. (30 km d'infrastructures cyclables, évolution de la part modale du vélo de 3% à 8% en 2024)

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°3 « PARCOURS DE SANTE DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE »

Objectif : Améliorer la mobilité des personnes âgées et personnes handicapées

Orientation transversale « Prise en compte des personnes en situation de handicap » :

- Soutenir les travaux d'accessibilité dans tous les domaines et développer la sensibilisation du grand public

Concernant la qualité de l'air

Prise en compte dans le SCoT

- Préserver la santé publique passe par une meilleure qualité de l'air. Le SCoT de Niort Agglo intègre des objectifs transversaux en ce sens.
- Les documents d'urbanisme veilleront à prendre en considération les **risques en matière d'exposition au radon** (notamment pour les établissements accueillant des enfants) ainsi que les **risques émergents** qui pourraient être problématiques dans les 10 ans à venir (perturbateurs endocriniens, ondes électromagnétiques, espèces invasives générant des risques pour la santé humaine comme le moustique tigre ou l'ambrosie...).
- En plus du transport en libre accès, la **politique d'aménagement et de déplacements en faveur des modes doux et d'autres transports en commun** sera développée pour contribuer à limiter la pollution de l'air et les nuisances sonores.
- Lors du **choix des extensions urbaines**, les secteurs soumis à des nuisances sonores importantes seront évités autant que possible. Une attention sera apportée à l'application des prescriptions d'isolation acoustique.
- Les **activités polluantes ou bruyantes seront éloignées** des axes à forte fréquentation d'usagers piétons et cyclistes et des zones d'habitation et de loisirs.
- L'usage de **technologies visant à réduire le bruit sera encouragé** (réduction à la source du bruit des modes de transport et des activités, conception de matériaux permettant de mieux limiter la propagation du bruit).
- Des **évaluations d'impacts sur la santé dans les études préalables aux opérations d'aménagement**

079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

- (renouvellement urbain ou extension) pourront être réalisées.
- Une attention particulière sera portée à la **réhabilitation des friches urbaines potentiellement impactantes pour la qualité environnementale et la santé**. Tout projet de réhabilitation veillera à redonner une vocation (logement, économie, renaturation, équipements publics...) au site et à l'inscrire dans un projet global et conforme aux objectifs de redynamisation et de trajectoire « bas carbone ».
 - Une stratégie pour la **circulation des marchandises et leur acheminement en milieu urbain** pour réaliser ces "derniers kilomètres" pourra être définie, notamment par des modes de déplacements non polluants (faible charge « carbone » et amélioration de la qualité de l'air).
 - L'attention sera alors portée sur des aménagements « sûrs » et « sains » protégeant la qualité de l'air extérieur et la qualité de l'air intérieur, la qualité de l'eau.

Prise en compte dans le PCAET

- **PCAET** : actions mobilités, agricoles, rénovation énergétique pour agir sur les polluants réglementés (particules fines 10 et 2.5, NOx, NH3, COV, SO2) ; Lutte contre l'ambrosie (risque pollen allergisant)

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°7 « PROMOTION DE LA SANTE - ENVIRONNEMENTALE »

Objectif : Favoriser la préservation de l'état de bonne santé de la population

Actions :

- Développer l'Urbanisme Favorable à la Santé en identifiant sur les PLUi, SCoT, PDU (...) les projets d'aménagements susceptibles d'impacter la santé : analyse des déterminants de santé éventuellement impactés, fourniture de recommandations à prendre en compte dans les projets,
- Développer des EIS (évaluation d'impact sur la santé) pour tout projet, urbain et/ou rural susceptible d'avoir un impact sur la santé des habitants (projet de rénovation de quartier, projet local d'urbanisme, création de zones d'activité, d'écoles, de crèches etc...),
- Prévenir les effets allergisants des plantes telles que l'ambrosie : définition d'un plan d'action adapté sur le territoire de la CAN,
- Mesurer les atteintes à la santé publique par la pollution atmosphérique et définir des recommandations visant à limiter cette forme de pollution,
- Prendre en compte les problèmes ponctuels de radon et de légionnelles et leur apporter des réponses techniques adaptées pour éviter tout impact sur la santé des populations.

Concernant la qualité de l'eau

Prise en compte dans le SCoT

- Lors de l'élaboration ou révision des documents d'urbanisme, une attention particulière sera portée pour :
 - réaliser ou réviser les **schémas d'assainissement collectif et d'eaux pluviales** ;
 - prévoir des espaces **d'extension potentielle des stations d'épuration** (emplacements réservés) afin de ne pas compromettre le développement futur de l'urbanisation ;
 - **promouvoir les techniques de gestion des eaux pluviales alternatives au rejet direct, dans le cadre d'OAP** : les documents d'urbanisme imposeront l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, sauf si cela est techniquement impossible (rétention avant rejet à débit limité). / **nombreuses prescriptions dans ce cadre**
- Les **ouvertures à l'urbanisation seront déterminées en cohérence avec la capacité des systèmes épuratoires** (réseaux d'eaux usées, individuels, semi-collectifs, collectifs...) et d'adduction en eau potable. Le calendrier des ouvertures à l'urbanisation sera adapté en fonction des capacités épuratoires de la zone concernée.
- Niort Agglo devra informer les syndicats en charge de l'approvisionnement en eau potable des **objectifs de croissance de population qu'elle se fixe**. Ceux-ci devront confirmer la faisabilité du projet, compte tenu des besoins des autres communes du territoire et de la disponibilité en eau.
- Les documents d'urbanisme locaux devront **s'assurer, pour tout projet d'extension de l'urbanisation de la capacité des milieux récepteurs à supporter les rejets liés au**

développement futur, au regard de l'état du milieu et du respect de l'objectif d'atteinte du bon état pour les masses d'eau.

- Les collectivités devront **limiter l'implantation ou l'extension d'activités potentiellement génératrices de pollution à proximité du réseau hydrographique, des captages d'eau potable, des zones inondables et au-dessus des nappes les plus vulnérables aux pollutions de surface**.
- Les porteurs de projet devront par ailleurs proposer des **mesures particulières de traitement des eaux pluviales** lorsque celles-ci génèrent des pollutions qui affectent les milieux naturels (eau, sol) et devront préciser les zones où des mesures sont à prendre pour limiter l'imperméabilisation des sols.
- La limitation de l'imperméabilisation pourra être obtenue en favorisant le **développement urbain sur des surfaces déjà imperméabilisées** ou en favorisant la **désimpermeabilisation de surfaces déjà aménagées**.
- Les documents d'urbanisme **limiteront l'imperméabilisation intégrale des nouveaux secteurs urbanisés** (chaussées drainantes, places de stationnement enherbées, dalles en pierre poreuse, végétalisation de l'espace public) et intégreront une gestion optimisée des ruissellements pluviaux afin de ne pas aggraver les risques à l'aval et pour que les impacts sur les populations et les milieux puissent être évités, réduits ou compensés.
- Les **zones humides, zones d'expansions de crues, haies, bandes enherbées, talus, ouvrages existants... jouent un rôle favorable sur la qualité et la quantité de l'eau**. Ces milieux sont à préserver à travers leur entretien ou à restaurer s'ils ne sont plus fonctionnels.

- Dans les zones humides et de marais, le SCoT favorisera le **maintien et le développement d'activités éco-responsables**, comme l'éco-tourisme et l'élevage, qui contribuent à l'entretien et la valorisation de ces milieux.
- Les communes ou les structures de gestion auxquelles elles adhèrent, devront poursuivre les **efforts conduits pour rechercher les fuites et optimiser le rendement de leur réseau d'adduction en eau potable**.
- Les collectivités et les structures de gestion mettront en œuvre des **actions de sensibilisation aux économies d'eau** auprès de tous les habitants et acteurs socio-économiques (entreprises, agriculteurs...).
- Les politiques publiques sur l'eau devront concourir à renforcer la **lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles** en :
 - encourageant les propriétaires à mettre en œuvre les travaux nécessaires à la remise en état des installations d'assainissement non collectif (SPANC) ;
 - communiquant auprès des entreprises et des agriculteurs sur les risques de pollutions. A ce titre, des programmes d'actions peuvent être mis en œuvre pour valoriser les pratiques respectueuses de l'environnement avec la profession agricole, systématiser la gestion différenciée des espaces verts publics, sensibiliser à la non-utilisation des produits phytosanitaires auprès des particuliers.
- Le SCoT incite à la **réalisation d'étude de préféabilité de système d'arrosage par eaux de pluie pour tout projet d'aménagement** (dont les espaces communs végétalisés sont supérieurs à 500 m²).
- Les intrants, et notamment les pesticides, qui sont allergisants et perturbateurs endocriniens, sont des facteurs de risques

pour les populations. Ils peuvent aussi altérer la qualité de l'air et la qualité de l'eau. Afin de limiter ces effets, le SCoT encourage la mise en place de charte de bonnes pratiques pour la protection de la ressource en eau (aspect quantitatif et qualitatif), entre les acteurs de la filière agricole (chambre d'agriculture, groupement agricole, coopératives, etc.), syndicat de gestion des eaux et collectivités.

- L'attention sera alors portée sur des aménagements « sûrs » et « sains » protégeant la qualité de l'air extérieur et la qualité de l'air intérieur, la qualité de l'eau.

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°7 « PROMOTION DE LA SANTE - ENVIRONNEMENTALE »

Objectif : Favoriser la préservation de l'état de bonne santé de la population

Actions :

- Développer les Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) destinés à l'alimentation humaine, de la ressource en eau mobilisée jusqu'aux points d'usage ;
- Développer l'Urbanisme Favorable à la Santé en identifiant sur les PLUi, SCoT, PDU (...) les projets d'aménagements susceptibles d'impacter la santé : analyse des déterminants de santé éventuellement impactés, fourniture de recommandations à prendre en compte dans les projets ;
- Développer des EIS (évaluation d'impact sur la santé) pour tout projet, urbain et/ou rural susceptible d'avoir un impact sur la santé des habitants (projet de rénovation de quartier, projet local d'urbanisme, création de zones d'activité, d'écoles, de crèches etc...).

Concernant les pesticides

Prise en compte dans le SCoT

- Les intrants, et notamment les pesticides, qui sont allergisants et perturbateurs endocriniens, sont des facteurs de risques pour les populations. Ils peuvent aussi altérer la qualité de l'air et la qualité de l'eau. Afin de limiter ces effets, le SCoT encourage la mise en place de charte de bonnes pratiques pour la protection de la ressource en eau (aspect quantitatif et qualitatif), entre les acteurs de la filière agricole (chambre d'agriculture, groupement agricole, coopératives, etc.), syndicat de gestion des eaux et collectivités.

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°7 « PROMOTION DE LA SANTE - ENVIRONNEMENTALE »

Objectif : Favoriser la préservation de l'état de bonne santé de la population

Concernant la pollution des sols

Prise en compte dans le SCoT

- Les collectivités devront **limiter l'implantation ou l'extension d'activités potentiellement génératrices de pollution à proximité du réseau hydrographique, des captages d'eau potable, des zones inondables et au-dessus des nappes les plus vulnérables aux pollutions de surface.**
- Les porteurs de projet devront par ailleurs proposer des **mesures particulières de traitement des eaux pluviales** lorsque celles-ci génèrent des pollutions qui affectent les milieux naturels (eau, sol) et devront préciser les zones où des mesures sont à prendre pour limiter l'imperméabilisation des sols.
- Les politiques publiques sur l'eau devront concourir à renforcer la **lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles** en :
 - encourageant les propriétaires à mettre en œuvre les travaux nécessaires à la remise en état des installations d'assainissement non collectif (SPANC) ;
 - communiquant auprès des entreprises et des agriculteurs sur les risques de pollutions. A ce titre, des programmes d'actions peuvent être mis en œuvre pour valoriser les pratiques respectueuses de l'environnement avec la profession agricole, systématiser la gestion différenciée des espaces verts publics, sensibiliser à la non-utilisation des produits phytosanitaires auprès des particuliers.

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°7 « PROMOTION DE LA SANTE - ENVIRONNEMENTALE »

Objectif : Favoriser la préservation de l'état de bonne santé de la population

Concernant la promotion de l'activité physique

Prise en compte dans le SCoT

- La pratique de l'activité physique au quotidien est bénéfique pour la santé et contribue à prévenir la survenue de maladies chroniques. Une stratégie transversale pour la promotion des « mobilités actives » devra être mise en place (exemples d'actions : zones de circulation apaisée, vélo-écoles, Pédibus, aménagement des places et des espaces verts, « marchabilité » d'un territoire, vélos en libre-service, aménagement des cours d'école, cartes de temps de parcours à pied ou à vélo...).

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°7 « PROMOTION DE LA SANTE - ENVIRONNEMENTALE »

Objectif : Favoriser la préservation de l'état de bonne santé de la population

Concernant la prise en compte des personnes en situation de handicap

Prise en compte dans le SCoT

- **L'offre de mobilité adaptée et différenciée sera développée** en fonction de la localisation géographique, des différents profils des personnes (actif, scolaire, personne dépendante, personnes ayant des problématiques de mobilité liées à l'avancée en âge ou à différentes formes de handicaps...) et des besoins : train, bus, transport à la demande, vélo, covoiturage, autopartage...
- Il conviendra de définir un cadre de mobilité (adaptation de l'offre et offre différenciée) maillant principalement le cœur d'agglomération et les communes d'équilibre. La relation des communes de proximité vers les communes d'équilibre ou le cœur d'agglomération, sera étudiée pour identifier les réponses offrant le meilleur rapport efficacité / public touché / enjeu "bas carbone" / coût.
- La **poursuite du développement de la mise en accessibilité de la voirie, des espaces publics, des transports et des Etablissements Recevant du Public (ERP)** sera poursuivie afin de répondre aux attentes des personnes en situation de handicap et aux personnes âgées.

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°3 « PARCOURS DE SANTE DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE »

Objectif : Améliorer la mobilité des personnes âgées et personnes handicapées

Orientation transversale « Prise en compte des personnes en situation de handicap » :

- Soutenir les travaux d'accessibilité dans tous les domaines et développer la sensibilisation du grand public

Concernant l'accessibilité aux services et les conditions d'attractivité du territoire

Prise en compte dans le SCoT

- Niort Agglo mettra en place des expérimentations de développement de services à distance (**e-santé**, culture et accès au savoir, e-learning...).
- Les documents d'urbanisme intégreront les orientations du **Contrat Local de Santé** (CLS) et favoriseront la **mise en œuvre d'un Schéma d'accès aux soins** (maison de santé pluridisciplinaire pour renforcer l'accès aux soins des populations en différents points du territoire).

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°1 « ACCES AUX SOINS DE 1^{ER} ET 2ND RECOURS »

Objectif : Conforter dans le cadre de la dynamique du CLS : la veille, la concertation locale et l'appui aux professionnels de santé de 1^{er} et de 2nd recours

Actions :

- Identifier les territoires prioritaires au sein de la CAN pour favoriser les modes d'exercice coordonné ; prendre en compte ces priorités pour élaborer le SCoT
- Développer la e-santé et la pratique de télémedecine

Concernant la qualité sonore de l'environnement et les risques liés aux champs électromagnétiques

Prise en compte dans le SCoT

- Les documents d'urbanisme veilleront à prendre en compte les **risques industriels et technologiques de son territoire et à en limiter les effets sur la population** :
 - l'urbanisation sera développée en dehors des zones de danger éventuellement associées aux canalisations de transport de matières dangereuses ;
 - les établissements sensibles accueillant du public (crèches, écoles...) ne seront pas implantés à proximité immédiate des axes de transports de matières dangereuses (routiers, ferroviaires et canalisations), ligne à haute tension, antenne relais téléphonie ;
 - les activités susceptibles de générer des risques technologiques ou industriels (ICPE, SEVESO) ou pouvant présenter des nuisances sonores, visuelles ou olfactives (zones de stockage des déchets ou de matériaux inertes, unité de méthanisation...) prendront en compte, pour le limiter, l'impact potentiel sur les zones résidentielles.
- Soucieux de garantir un équilibre entre les nécessités techniques, les obligations légales et réglementaires imposant aux opérateurs de développer la couverture du territoire national, l'exigence de transparence et d'information sur les effets et l'impact éventuels liés à l'exposition aux ondes, l'aspiration légitime à un environnement protégé et sain et un fort engouement des populations pour les technologies sans fil, Niort Agglo recommande la mise en place d'une charte relative aux antennes relais de téléphonie mobile entre Niort Agglo et les opérateurs. Le but est de construire un cadre contractuel et évolutif pour le développement de la téléphonie mobile sur le territoire de Niort Agglo.

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Prise en compte dans le Contrat Local de Santé

Fiche programmatique n°7 « PROMOTION DE LA SANTE - ENVIRONNEMENTALE »

Objectif : Favoriser la préservation de l'état de bonne santé de la population

Concernant l'alimentation saine

Prise en compte dans le SCoT

- Niort Agglo s'inscrit dans une démarche de **Projet Alimentaire Territorial** (PAT) en partenariat avec la Communauté de Communes du Haut Val de Sèvres.

Prise en compte dans le PCAET

- **Action 4.3 du PCAET** : Développer un circuit court alimentaire

Concernant la participation au processus démocratique

Prise en compte dans le PCAET

- **Action n°1.10 du PCAET** : Favoriser l'acceptabilité sociale des projets de qualité (financement participatif)

Concernant l'adaptation aux événements climatiques extrêmes

Prise en compte dans le PCAET

- **Action 1.2 du PCAET** : Planter un arbre par habitant d'ici 2030 (125 000 arbres)

Concernant une gestion de qualité des déchets

Prise en compte dans le PCAET

- **Action n°1.16 du PCAET** : Favoriser le réemploi des déchets
- **Action n°1.18 du PCAET** : Détournement de la fraction fermentescible des ordures ménagères vers la méthanisation

Concernant la qualité et la gestion des sols

Prise en compte dans le PCAET

- **Action 1.17 du PCAET** : Valorisation des déchets verts en agriculture

4 DELAIS DE MISE EN COMPATIBILITE

Article L. 142-2 du Code de l'Urbanisme

"Lorsqu'un schéma de cohérence territoriale est approuvé après l'approbation d'un programme local de l'habitat ou d'un plan de déplacements urbains, ces derniers sont, le cas échéant, rendus compatibles dans un délai de trois ans."

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de Niort Agglo a été réalisé pour la période 2016-2021. Il est le premier projet partagé entre les 40 communes de Niort Agglo. Il a défini un scénario de développement basé sur les perspectives d'évolution du territoire. Ce scénario s'appuie également sur un certain nombre d'actions sur le parc existant, notamment des actions de renouvellement et d'amélioration du parc. Le PLH a été évalué en novembre 2019. Il prend en compte les orientations définies par le projet de SCoT.

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Communauté d'Agglomération du Niortais a été approuvé le 10 avril 2010 (à l'échelle des 29 communes). Il doit être revu à l'échelle des 40 communes du périmètre de Niort Agglo.

Article L. 131-6 du Code de l'Urbanisme

Lorsque le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 131-4, il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :

"1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ; [...]"

Pour poursuivre le renforcement de la dimension intercommunale du territoire et sa cohésion, Niort Agglo a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tenant lieu de Plan de Déplacements Urbains à l'échelle de son territoire (PLUi-D), le 14 décembre 2015.

5 GLOSSAIRE

ABF : architecte des bâtiments de France
AEP : adduction d'eau potable
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
APPB : arrêté préfectoral de protection de biotopes
AVAP : aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine
BE : bureau d'études
CA : chambre d'agriculture
CAUE : conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement
CC : carte communale
CC : communauté de communes
CCI : chambre de commerce et d'industrie
CD : conseil départemental
CDPENAF : commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers
CDSPP : commission départementale des sites, perspectives et paysages
CE : code de l'environnement
CEN : Conservatoire des espaces naturels
CEREMA : centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

CLC : Corine Land Cover
CMA : chambre des métiers et de l'artisanat
CRPF : centre national de la propriété forestière
CU : code de l'urbanisme
DAAC : document d'aménagement artisanal et commercial
DDT : direction départementale des territoires
DGFIP : direction générale des finances publiques
DOO : document d'orientation et d'objectifs
DPU : droit de préemption urbain
DREAL : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DUP : déclaration d'utilité publique
EBC : espace boisé classé
ENS : espace naturel sensible
EPCI : établissement public de coopération intercommunale
EPF : établissement public foncier
ETP : équivalent temps plein
GES : gaz à effet de serre
HLM : habitation à loyer modéré
IGN : institut national de l'information géographique et forestière
INPN : inventaire national du patrimoine naturel
INSEE : institut national de la statistique et des études économiques
Loi ALUR : loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
Loi ENE ou Loi Grenelle : loi engagement national pour l'environnement

Loi ENL : loi engagement national pour le logement

Loi ELAN : évolution du logement, de l'aménagement et du numérique

Loi LEMA : loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Loi SRU : loi solidarité et renouvellement urbains

Loi UH : loi urbanisme et habitat

MAJIC : mise à jour des informations cadastrales

OAP : orientation d'aménagement et de programmation

QPV : quartiers prioritaires de la ville

PADD : projet d'aménagement et de développement durables

PCAET : plan climat air énergie territorial

PDIPR : plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées

PDU : plan de déplacement urbain

PEB : plan d'exposition aux bruits

PLH : programme local de l'habitat

PLU : plan local d'urbanisme

PLUI : plan local d'urbanisme intercommunal

PNR : parc naturel régional

PPA : personnes publiques associées

PPR : plan de prévention des risques

PPRN : plan de prévention des risques naturels

PPRT : plan de prévention des risques technologiques

PRU : projet de rénovation urbaine)

RGA : recensement général agricole

RGP : registre parcellaire graphique

RNU : règlement national d'urbanisme

SAFER : société d'aménagement foncier et d'établissement rural

SAGE : schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SAU : surface agricole utile

SCoT : schéma de cohérence territoriale

SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SDTAN : schéma directeur territorial d'aménagement numérique

SEM : société d'économie mixte

SIVOM : syndicat intercommunal à vocations multiples

SNCF : société nationale des chemins de fer

SPANC : service public d'assainissement non collectif

SRADDET : schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

SRCAE : schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie

SRCE : schéma régional de cohérence écologique

SRIT : schéma régional des infrastructures et des transports

TER : transport express régional

TVB : trame verte et bleue

ZA : zone d'activités

ZAC : zone d'aménagement concerté

ZAE : zone d'activité économique

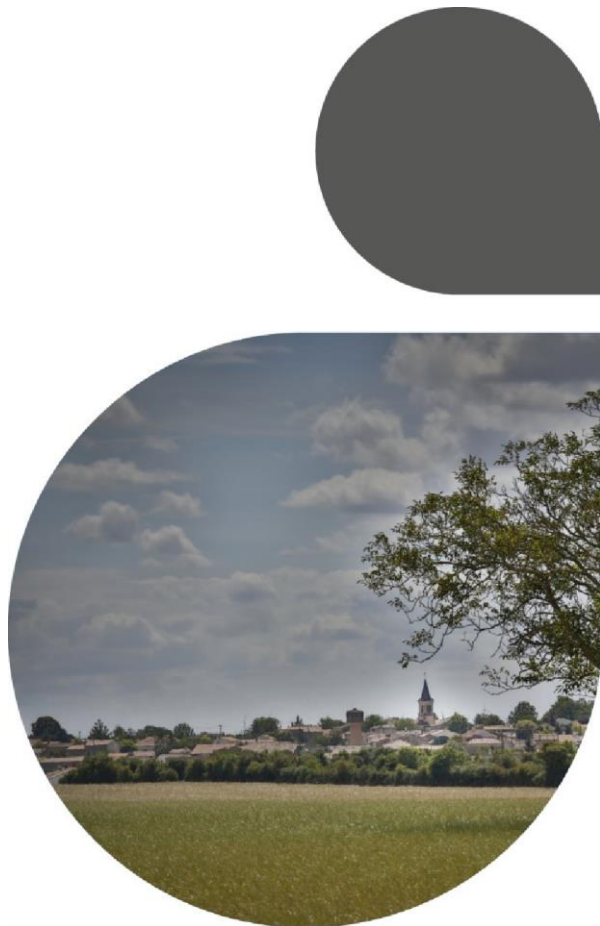
ZCS : zone Spéciale de Conservation

ZI : Zone industrielle

ZICO : zone importante pour la conservation des oiseaux

ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique

ZPS : zone de protection spéciale



PARTIE 1

Le diagnostic

Le rapport de présentation du SCoT de Niort Agglo s'ouvre sur une partie diagnostic organisée en grandes trois parties

Chaque partie est mise en perspective via l'écriture d'enjeux, véritables passerelles entre le diagnostic et le projet de territoire, exposée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et traduite règlementairement dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

Les données utilisées pour réaliser le diagnostic sont les données les plus récentes disponibles au moment de son élaboration.

Sommaire

A - UN TERRITOIRE AUX SPECIFICITES PORTEUSES	72
A.1 UNE AGGLOMERATION « CONNECTÉE » : UNE LOCALISATION A LA CROISÉE D'AXES STRATEGIQUES.....	73
A.2 UN TERRITOIRE REVELANT D'IMPORTANTS ATOUTS PAYSAGERS, ECOLOGIQUES ET PATRIMONIAUX INTRINSEQUES.....	85
A.3 UN ESPACE ÉCONOMIQUE DYNAMIQUE	145
A.4 AGRICULTURE : UN POTENTIEL À VALORISER	204
A.5 UN DYNAMISME DE L'EMPLOI ET UNE QUALITÉ DE SERVICE QUI ASSURE UN RENOUVELLEMENT DÉMOGRAPHIQUE	215
B- UN TERRITOIRE DONT L'ORGANISATION REVELE QUELQUES FRAGILITES.....	232
B.1 UNE ORGANISATION TERRITORIALE MULTISCALEIRE	223
B.2 UN JEU D'ÉCHELLES CONSÉQUENT	241
B.3 UNE QUALITE URBAINE ET PAYSAGERE HETEROGENE.....	349
B.4 DES RESSOURCES À PARTAGER ET A ÉCONOMISER.....	363
C- UN TERRITOIRE EN MOUVEMENT, UNE IDENTITE COMMUNE A TRAVAILLER POUR L'INSCRIPTION AU SEIN D'UNE TRAJECTOIRE AFFIRMEE	392
C.1 UNE RÉFLEXION RÉCENTE À 45 COMMUNES, DE PREMIÈRES INITIATIVES.....	393
C.2 LE DÉFI DE LA RECONQUÊTE URBAINE DÉJÀ ENGAGÉE.....	416
C.3 LA MISE EN EXERGUE DES RESSOURCES ET QUALITÉS URBAINES, PATRIMONIALES ET NATURELLES DU TERRITOIRE	422
D- ANNEXES.....	433

A - Un territoire aux spécificités porteuses



A.1

UNE AGGLOMERATION « CONNECTÉE » : UNE LOCALISATION A LA CROISÉE D'AXES STRATEGIQUES

À l'interface entre le littoral et les terres, Niort Agglo bénéficie d'une position géographique stratégique et d'une accessibilité efficace à l'échelle régionale et nationale. Cette partie a pour objectif d'exposer les atouts du territoire en matière de desserte, tant routière que ferroviaire à l'échelle du grand territoire, de la région et locale. Ce positionnement influence le statut et le rôle de l'Agglomération au sein de l'Ouest français et de l'aire urbaine.

A.1.1. Un positionnement géographique stratégique

Située dans la région Nouvelle-Aquitaine, à l'extrémité sud-ouest des Deux-Sèvres, Niort Agglo est composée de 40 communes, dont la ville de Niort, chef-lieu du département, et couvre une superficie de 821 km².

À l'interface de deux régions (Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire), à proximité d'autres agglomérations de ville moyenne (La Rochelle notamment) et limitrophe des départements de la Vendée et de la Charente-Maritime, Niort Agglo possède une position stratégique. Le territoire est caractérisé par le passage des autoroutes A83 (permettant de rejoindre Nantes) et A10 (Paris-Bordeaux). Ces grandes infrastructures routières marquent particulièrement :

- les communes de Villiers-en-Plaine, Échiré et Saint-Gelais pour l'A83, qui borde le Nord de l'Agglomération,
- les communes de Vouillé, Aiffres, Fors, Granzay-Gript, Marigny, Beauvoir-sur-Niort, La Foye-Monjault et Plaine d'Argenson pour l'A10 qui longe la limite Est du territoire.



Figure Diagnostic 1 : Situation géographique de Niort Agglo - Source : Projet de territoire, Niort Agglo, 2017

Plusieurs échangeurs desservent l'Agglomération : Niort Nord (n°10) sur la commune d'Échiré, Vouillé (n°32) et La Rochelle-Niort Sud (n°33) sur la commune de Fors. Un autre échangeur d'importance est implanté à proximité, mais à l'extérieur de la Communauté d'Agglomération : l'échangeur A10-A83 à La Crèche, commune limitrophe au territoire. La sortie n°9, bien que située hors du territoire (Oulmes, Vendée), permet aussi d'accéder au Marais Poitevin.

Au-delà de la desserte autoroutière, le territoire est également traversé par la D611, la 2X2 voies amenant à La Rochelle (55 minutes).

Par ailleurs, de grands équipements permettent également des connexions vers l'extérieur. Deux « petits » aéroports sont situés à proximité (à Poitiers et à La Rochelle) et un aérodrome est implanté à l'Est de Niort, au Sud de la RD948 (reliant le centre-ville à l'échangeur de Vouillé). Celui-ci est utilisé par des particuliers, des avions de

Accusé de réception en préfecture
078-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

transport militaire, des avions d'affaires et des avions légers. Il est géré par la Ville de Niort depuis 2007.

Le territoire est également desservi par une gare TGV, permettant de rejoindre, entre autres, Paris en 1h50, et neuf gares fret et voyageurs (Niort, Aiffres, Fors, Marigny, Beauvoir-Sur-Niort, Plaine d'Argenson, Épannes (fret), Prin-Deyrançon, Mauzé-sur-le-Mignon).

Enfin, le port maritime de La Rochelle est le premier port le plus proche de l'agglomération et le seul en eau profonde de la Région Nouvelle-Aquitaine.



Figure Diagnostic 2 : Les grands équipements de déplacement – Source : projet de territoire, Niort Agglo 2017

A.1.2. Une accessibilité du territoire d'abord axée sur la voiture

Le nombre et la longueur des déplacements augmentent ainsi que l'usage de la voiture, mode de transport le plus utilisé. En dépit des récents progrès techniques, les transports motorisés restent la principale source de pollution atmosphérique. Outre la pollution, l'augmentation de la mobilité a des incidences fortes sur les ressources énergétiques, les nuisances sonores, l'insécurité routière, la dégradation des paysages, la consommation d'espace, etc.

Les politiques de déplacement doivent constituer un levier efficace pour répondre à ces enjeux. À cet effet, elles doivent :

- Garantir le droit au transport pour tous et développer économiquement les territoires avec des systèmes de déplacements performants ;
- Favoriser une bonne intégration des infrastructures de transport en préservant les espaces naturels et les paysages et en régulant l'étalement urbain ;
- Renforcer la sécurité des déplacements ;
- Faciliter les échanges de proximité et concevoir un cadre de vie de qualité.

FOCUS SUPRA-TERRITORIAL

Le DOO du SCoT du Pays de Gâtine retient également la mise à 2X2 voies de la RN149, comme poursuite de celle de l'axe Nantes – Poitiers, ainsi que la création d'une bretelle de raccordement du secteur de Coulonges à l'A83. Le rapport de présentation du SCoT d'Aunis (2012) rappelle l'atout important pour le pays que constitue la gare TGV de Surgères, sur l'axe La Rochelle – Niort – Poitiers, ainsi que la bonne accessibilité du pays au réseau autoroutier (A10 Paris – Bordeaux via Niort). Il précise que le projet de l'A831 entre Fontenay-le-Comte et Rochefort améliorera considérablement la desserte du territoire et les liaisons Nord – Sud (projet qui n'est aujourd'hui plus programmé par les services de l'État). De même, le passage de la RN11 en régime autoroutier (A830) renforcera l'axe Est – Ouest. Le PADD du SCoT d'Aunis repose entre autres sur une meilleure exploitation pour le territoire de la ligne TGV, avec le renforcement de la branche TGV Poitiers – La Rochelle (suppression des passages à niveau et vitesse de 120 km/h.).

Principal pôle urbain du département des Deux-Sèvres, Niort Agglo constitue un pôle intermédiaire sur l'axe La Rochelle – Niort – Poitiers – Châtelleraut – Tours. L'agglomération se situe en limite d'aire d'influence de Poitiers.

Le maillage routier du territoire, composé d'axes autoroutiers, nationaux et départementaux, permet une connexion rapide de Niort Agglo aux principales agglomérations de l'ancienne Région Poitou-Charentes (Poitiers, La Rochelle) et aux métropoles régionales de l'Ouest de la France (Bordeaux et Nantes).

L'accessibilité externe du territoire est facilitée par les axes autoroutiers d'envergure nationale et par les nombreux échangeurs qui le constituent.

L'autoroute A10 permet de relier l'agglomération à Poitiers en 55 minutes de trajet, Bordeaux en 2 heures et Paris en 4 heures. L'autoroute A83 rejoint Nantes en 1h40, la RD611 – RN11 la ville de La Rochelle en 50 minutes (pas de traversées de bourgs et 2*2 voies sur l'essentiel du tracé).

La RD743 relie Niort à Angers.

La RD948 peut être qualifiée de « peu performante » au regard de ses caractéristiques (vitesses max, traversées d'agglomération, 1 voie par sens, caractère parfois sinueux) et repousse Niort Agglo à 1H40 d'Angoulême et à 2H30 de Limoges, pourtant seulement distantes de 117 et 163 km, soit des vitesses 70 et 65 km/h.

Le CPER (Contrat Plan État Région) 2015 / 2020 identifie notamment des priorités d'aménagement sur la RN11 et la RN248. La priorité d'aménagement est la sécurisation de la RN248 par la suppression des carrefours plans, ainsi que la mise à 2*2 voies de la RN11 au droit du contournement de Mauzé-sur-le-Mignon.

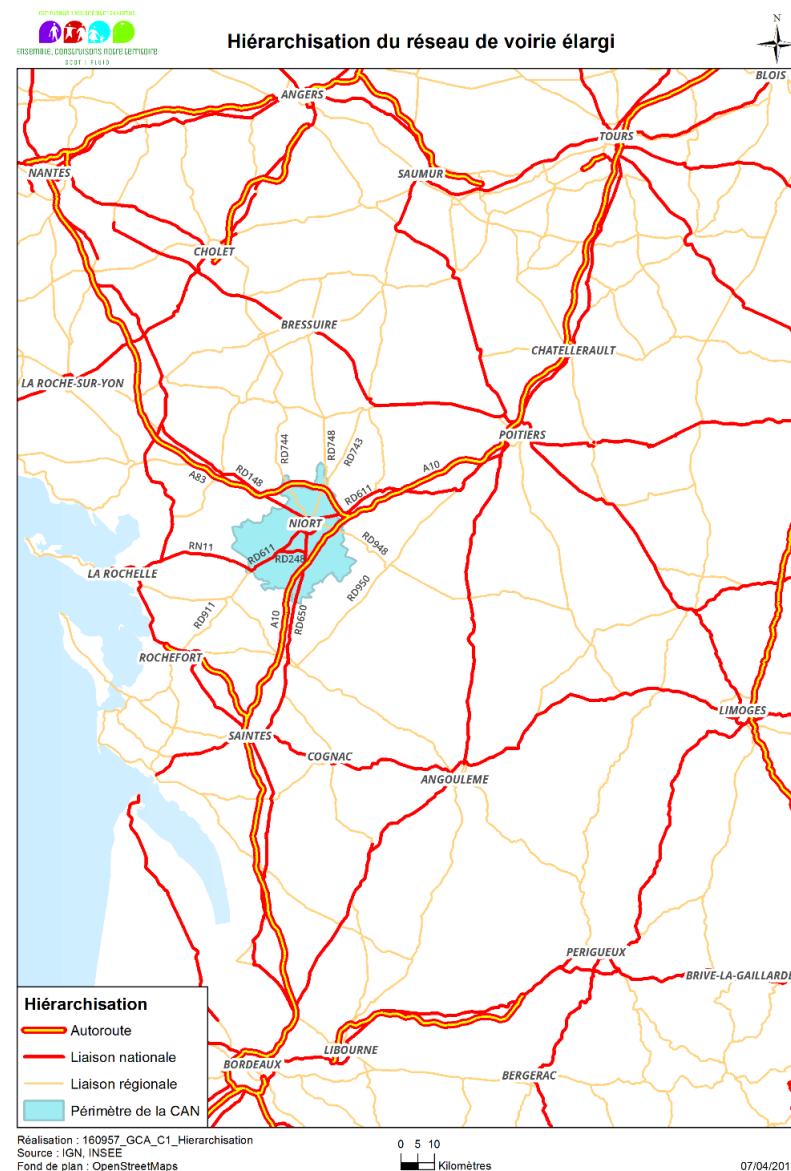


Figure Diagnostic 3 : Hiérarchisation du réseau de voirie élargi

A.1.3 Des transports collectifs longue distance performants sur certains itinéraires

Le territoire de Niort Agglo est connecté par plusieurs liaisons ferroviaires de qualité au Nord-est et à l'Ouest, voire au Sud. La ligne Paris – Poitiers – La Rochelle, sur laquelle circulent TER et TGV, permet de rallier Paris en 1h50 après mise en service de la LGV (trajet le plus court), La Rochelle en 40 minutes et Poitiers en 44 minutes environ. Sur les liaisons régionales, la qualité de service est attractive, avec 17 dessertes assurées quotidiennement par sens en lien avec Poitiers et La Rochelle, pour 6 avec Saintes, et des fréquences inférieures ou égales à l'heure en période de pointe. Les amplitudes larges permettent les déplacements professionnels et domicile – travail en plus de ceux de journée. Cependant, le temps de parcours est élevé pour les déplacements en lien avec Saintes, du fait des difficultés techniques que connaît la ligne. De plus, Royan n'est joignable qu'une seule fois par jour sans correspondance, pour un temps de parcours de 1h45 à 2h00.

La liaison ferroviaire permettant de joindre Bordeaux est de qualité médiocre : retards réguliers, temps de parcours élevés, étape par Poitiers pour de nombreux trains vers Bordeaux, renchérissement du prix.

Ville	Premier départ	Dernière arrivée	Fréquence période pointe	Fréquence période creuse
Saintes	6h00	20h15	50 min	3h00
Poitiers	6h00	21h33	45 min	1h30 à 2h00
La Rochelle	5h39	20h29	1h00	1h20 à 2h00

Figure Diagnostic 4 : Desserte ferroviaire en lien avec les principales agglomérations
(Source : SNCF)

Le territoire est concerné par plusieurs projets ferroviaires qui améliorent l'accessibilité de Niort Agglo, avec notamment la mise à 220 Km/h de la section Niort - La Rochelle pour les TGV (auparavant limitée à 140 Km/h) permettant un gain de 7 minutes sur le trajet entre Niort et La Rochelle. La LGV Paris – Bordeaux, associée à l'ensemble des autres projets de LGV à l'échelle nationale, va rapprocher Niort Agglo des autres agglomérations connectées au réseau LGV.

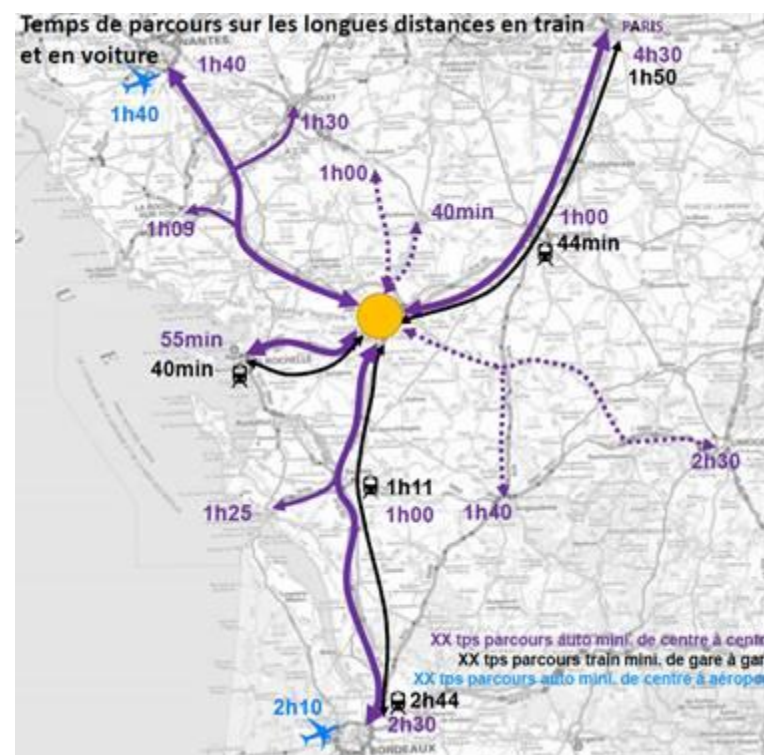


Figure Diagnostic 5 : Temps de parcours sur les longues distances en train et en voiture
(source : Mappy et SNCF)



Figure Diagnostic 6 : La gare de Niort

Afin de subvenir à un trafic global en gare de Niort passant de 1 090 000 voyageurs/an en 2015 à 1 300 000 estimés en 2022, soit une augmentation de 19%, c'est l'ensemble des accès à la gare (voiture, autobus, deux-roues, piétons, parkings) qui doivent être repensés. Cette démarche positionnera la gare et ses abords au niveau du statut métropolitain particulier de Niort Agglo et identifiera la gare de Niort comme porte d'entrée touristique du territoire. Les études et les travaux en gares et haltes sont éligibles aux fonds d'aides européens, jusqu'à 60% de leur coût. Le Conseil Régional y participe également activement.

En complément du transport ferroviaire, le service de voyage en car longue distance OUIBUS (filiale SNCF) s'est implanté dans la ville de Niort. La liaison directe Bordeaux - Rennes effectue 1 trajet par jour, 4 jours sur 7 au départ du Sud-ouest de la ville (Pied de Fond) et permet de rejoindre Bordeaux en 2H30, à des prix démarrant à 12€.

Deux lignes de cars Flixbus passent par Niort pour les trajets Paris - La Rochelle (1 trajet / jour 3 j. / semaine dans un sens, 5 dans l'autre sens) et Rennes - Bordeaux (1 trajet / jour 7 j. / 7). L'arrêt se fait au Pôle des Abattoirs, route de La Rochelle, au Sud-ouest de la ville. Elles permettent de rejoindre Rennes en 4H pour 12€, Nantes en 2H pour 7€, La Rochelle et Poitiers pour 5€.

La SNCF assure également une desserte de Fontenay-le-Comte par car, depuis la gare SNCF de Niort, à raison de 12 à 13 allers-retours du lundi au vendredi. La SNCF assure également une desserte de Fontenay-le-Comte par car, depuis la gare SNCF de Niort, à raison de 12 à 13 allers-retours du lundi au vendredi.

Une réflexion est en cours sur cette ligne ferroviaire Niort- Fontenay le Comte sur le territoire de Niort Agglo.

En car, les temps de parcours depuis Niort sont légèrement plus longs qu'en voiture : 1h50 vers Nantes, 5h55 vers Paris, 1h05 vers La Rochelle et 2h10 vers Bordeaux.



Figure Diagnostic 7 : Réseau Ouibus (source : Ouibus)



Figure Diagnostic 8 : Réseau Flixbus (source : Flixbus)

A.1.4 Un positionnement qui affiche le rôle de l'agglomération à une plus grande échelle

Le territoire de Niort Agglo se situe à proximité de pôles d'attractivité économique comme Nantes ou encore Bordeaux. Afin de s'affirmer comme un pôle d'attractivité à part entière entre ces deux métropoles, des partenariats sont créés. La création du pôle métropolitain Centre-Atlantique, en 2015, en est un exemple. Il regroupe plus de 500 000 habitants répartis en neuf Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) : Niort Agglo, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan, la Communauté de Communes Val de Gâtine, la Communauté de Communes Aunis Sud, la Communauté de Communes Aunis Atlantique, la Communauté de Communes Haut Val de Sèvre, la Communauté de Communes de Pays de Fontenay-Vendée et la Communauté de Communes Vendée-Sèvre-Autise.

Il a vocation à développer des projets communs, partager des stratégies, en dépassant à la fois les frontières administratives et les schémas habituels de concurrence et de représenter le territoire à l'échelle régionale, nationale et européenne. Une charte métropolitaine a été signée en 2016 et fixe neuf actions prioritaires :

- > Promouvoir les filières d'excellence et les pépites économiques.
- > Favoriser l'innovation, le transfert de technologies, la recherche et leur développement par les filières d'enseignement supérieur territoriales.
- > Garantir l'accès aux territoires (multimodes, passagers et fret).
- > Élaborer un schéma territorial de l'intermodalité.
- > Partager les stratégies de planification et contribuer aux documents régionaux.
- > Proposer un modèle de développement économe en énergie.
- > Préserver, pour le valoriser, le patrimoine naturel.

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

- > Construire une destination touristique nouvelle en favorisant les itinérances (cyclotourisme, tourisme fluvial et le nautisme) ;
- > Proposer un territoire attractif pour les personnes en formation post-bac.

Les connexions entre Niort Agglo et la Communauté d'Agglomération de La Rochelle sont particulièrement mises en avant. L'émergence de ce pôle s'explique tout d'abord par l'interdépendance de ces deux territoires dans différents domaines :

- > Une continuité naturelle géographique (Marais Poitevin) ;
- > Des relations humaines comme les déplacements travail/loisirs ;
- > Des flux économiques (Niort Terminal et le Port de La Rochelle).

Cette construction équilibrée a pour objectif d'affirmer le poids de ce nouveau pôle au cœur de la grande région Nouvelle Aquitaine en se basant sur la métropolisation de projets dans un partenariat Atlantique solide.

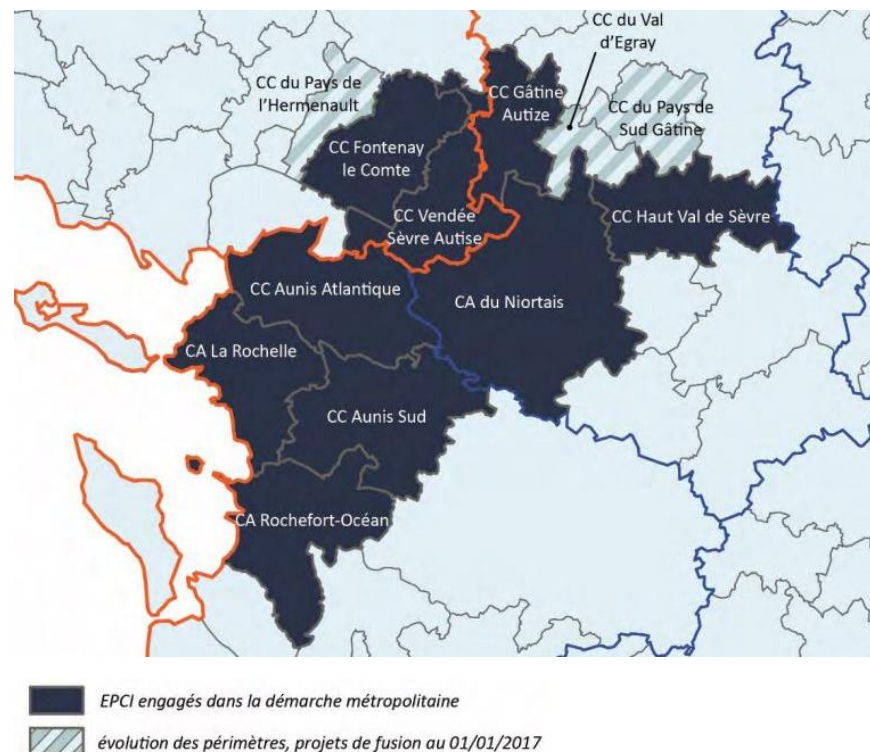


Figure Diagnostic 9 : Le périmètre du pôle métropolitain centre-atlantique - source : Communauté d'Agglomération de La Rochelle

A.1.5 Une inscription centrale dans l'aire urbaine

Niort Agglo s'inscrit au sein de l'aire urbaine de Niort, chef-lieu du département avec 58 311 habitants. L'INSEE définit l'aire urbaine comme « un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci ». 77 communes, dont trois en Vendée, composent l'aire urbaine de Niort, qui concentre près de 155 000 habitants.

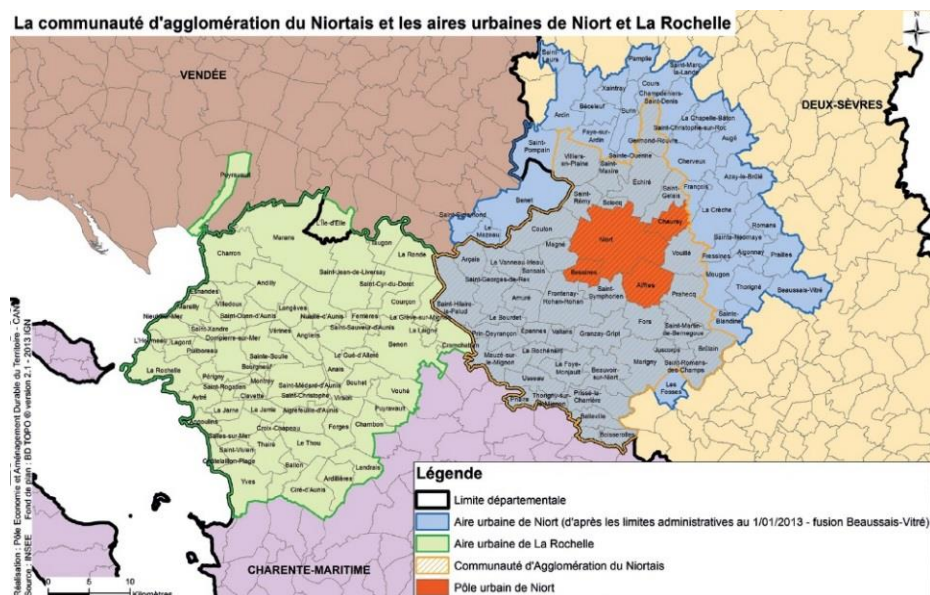


Figure Diagnostic 10 : Niort Agglo et les aires urbaines de Niort et La Rochelle

Elle représente 60% de la surface de l'aire urbaine de Niort. Elle concentre environ 77% de la population avec 118 277 habitants en 2013 et 88% des emplois, soit 63 083 en 2013. La ville de Niort fait partie du pôle urbain de l'aire urbaine avec trois autres communes : Aiffres, Chauray et Bessines.

Ces communes concentrent les équipements structurants, tels que l'offre commerciale, la gare TGV, des établissements de santé, des salles de spectacle, des stades, mais également des équipements sportifs, des services administratifs et des établissements d'enseignement supérieur. Les autres communes de l'agglomération s'articulent autour de ce pôle principal dans des dynamiques économiques et sociodémographiques consolidées autour d'un niveau intermédiaire de services et d'équipements.

Le + des ateliers

L'atelier thématique « Économie » a fait ressortir comme atouts du territoire la proximité avec le littoral, La Rochelle et Poitiers ; éléments participant à l'attractivité et à la compétitivité du territoire.

Niort Agglo représente donc le pôle central et la majeure partie de l'aire urbaine de Niort ; elle ne fonctionne cependant pas en « vase clos » et entretient des relations importantes avec les collectivités limitrophes.

Les mouvements pendulaires domicile-travail dévoilent cette « porosité » de manière assez lisible. Les emplois localisés sur Niort Agglo étaient ainsi occupés à 69,3% par des habitants de Niort Agglo en 2013, le reste étant assuré par les populations extérieures, se rendant sur le territoire. Plus de 2% venaient de la seule commune de La Crèche (soit 1384 emplois), et 1,3% de Benet (soit 808 emplois).

À l'inverse, une partie de la population de Niort Agglo se rend à l'extérieur du territoire communautaire pour accéder à l'emploi. Ils étaient ainsi un peu plus de 6800 en 2013 à travailler sur une autre commune (soit 13,7% des actifs du territoire). Près de 1000 d'entre eux se rendaient sur La Crèche, principal pôle attractif hors de Niort Agglo.

Lieu de résidence des actifs travaillant au sein de la CAN en 2013

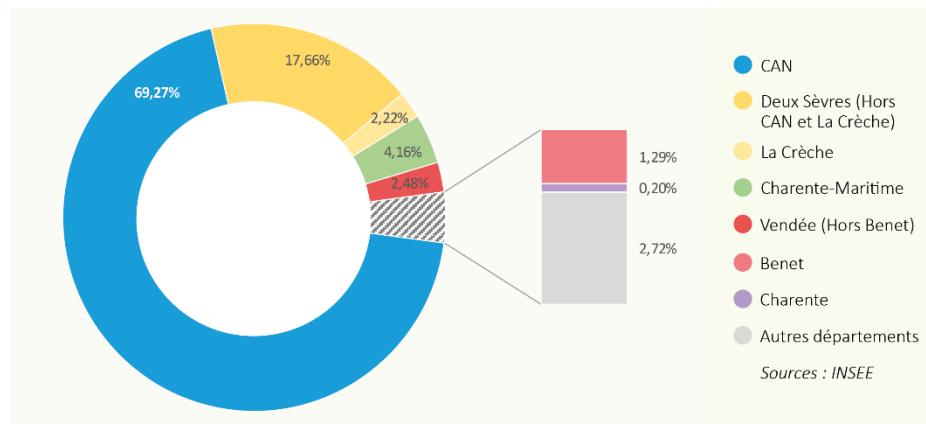


Figure Diagnostic 11 : Lieu de résidence des actifs travaillant au sein de la CAN en 2013
(Source : INSEE)

Au-delà de l'emploi, un certain nombre d'infrastructures sont disponibles ou implantées à proximité de Niort Agglo et participent à l'amélioration de son cadre de vie. La gare de La Crèche et les réseaux autoroutiers en sont des exemples typiques ; dans un autre ordre d'idée, le rattachement au PNR du Marais Poitevin relie une grande partie de Niort Agglo jusqu'au littoral atlantique vendéen et charentais. Au travers de la gestion de ces grands espaces et points stratégiques, des coopérations sont déjà engagées avec les territoires limitrophes ; lesquelles peuvent même relever de la « solidarité locale » lors de chantiers provisoires. Ainsi, pendant les travaux de la déchetterie de Souché à Niort, les habitants peuvent accéder à celle de La Crèche (délivrance d'une carte d'accès). Un exemple parmi d'autres de service « de proximité » assuré par un territoire voisin.

Le + des ateliers

Au cours des différents ateliers thématiques menés en parallèle du Diagnostic, les participants ont souvent complété les cartes proposées au-delà du périmètre de Niort Agglo, preuve supplémentaire d'une bonne connaissance et d'une pratique des territoires voisins.

Quelles tendances récentes ?

Sur les 63 472 emplois de la CA du Niortais, 19 914 sont occupés par des personnes extérieures à Niort Agglo soit 31 %.

Les principaux flux concernent les actifs des Communautés de communes Haut Val de Sèvre (4 545), Communautés de communes Mellois en Poitou (4 282), Val de Gâtine (2 662) ainsi que de Vendée Sèvre Autise (1 645).

Plus de 1 actif sur 5 (soit 23%) vient de la Communauté de communes Haut Val de Sèvre

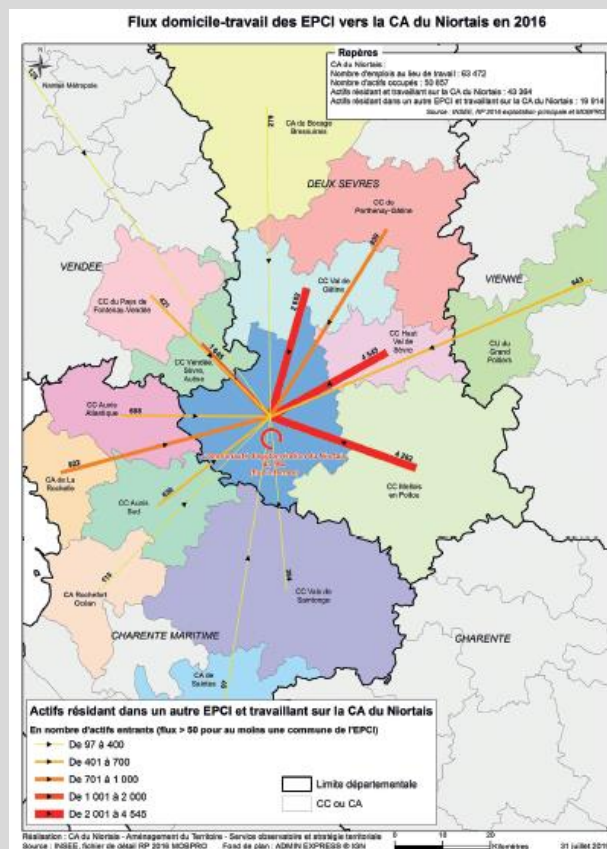


Figure Diagnostic 12 : Flux domicile-travail des EPCI vers la CA du Niortais en 2016
(Source : INSEE)

Trois fois moins d'actifs sortants que d'actifs entrants.

Les principaux flux des 7 452 actifs sortants vont au sein de la Communauté de communes Haut Val de Sèvre (1 752), Communautés de communes Mellois en Poitou (857), la Communauté d'agglomération de La Rochelle (794) et la Communauté Urbaine du Grand Poitiers (395).

Plus de 1 actif sur 5 (23,5%) se dirige vers la Communauté de communes du Haut Val de Sèvre.



Figure Diagnostic 13 : Flux domicile-travail des actifs de la CA du Niortais vers les autres EPCI en 2016 (Source : INSEE)

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

SYNTHESE PARTIE 1.1	Atouts	Opportunités
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Desserte routière de qualité (A10, A83, RN11 ...) ▪ Liaisons ferroviaires de qualité avec l'Ouest et Paris (effet LGV) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet de sécurisation de la RN248 et de 2X2 voies sur la RN11 (Mauzé-sur-le-Mignon) ▪ Desserte complémentaire par des liaisons cars, avec le Nord notamment ▪ Électrification prévue au CPER de la voie ferrée Niort - Saint-Jean-d'Angély - Saintes ▪ Transformation de la gare de Niort en Pôle d'Échanges Multimodal ▪ Une croissance attendue de 60% du trafic voyageurs SNCF en gare de Niort entre 2015 et 2022. ▪ Potentiel de développement d'un pôle métropolitain avec La Rochelle
	Faiblesses	Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Liaisons routières de mauvaise qualité avec le Sud-est ▪ Desserte ferroviaire absente avec Nantes et le Sud-Est ▪ Liaison ferroviaire existante mais médiocre avec le Sud 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de projet de renforcement des grandes infrastructures au Sud-est ▪ Dysfonctionnements réguliers sur la ligne ferroviaire Niort - Saintes

A.2.1 Un territoire marqué par l'eau

Le territoire présente un réseau hydrographique dense, constitué de rivières et de canaux, pour un linéaire total d'environ 577 km de cours d'eau permanents. La réalisation d'un inventaire des cours d'eau sur l'ensemble du territoire des Deux-Sèvres a été lancée en 2015 par les services de l'Etat¹.

Le réseau hydrographique s'organise principalement autour de la Sèvre Niortaise, dont le bassin versant englobe le territoire de Niort Agglo. Les principaux cours d'eau ; le Lambon, la Guirande, L'Egray, le Mignon et la Courance ; sont ainsi des affluents ou des sous-affluents de la Sèvre Niortaise. En outre, si la Boutonne ne traverse pas le territoire, Brûlain et Saint-Romans-des-Champs sont concernées par la partie amont de son bassin versant.



Agence MTDA, Nov 2019

Figure Diagnostic 14 : Réseau hydrographique du territoire du SCoT

¹ Ce chantier vise à répondre aux attentes des usagers, notamment agricoles, et est conduit à travers une collaboration avec les Commissions locales de l'eau (CLE) des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Sèvre niortaise et du Marais Poitevin, d'une part, et du Thouet, d'autre part. Cet effort d'inventaire concerne plus de 6000 kilomètres d'écoulements qu'il conviendra d'expertiser au regard de la définition juridique du cours d'eau. Cette définition, issue de la jurisprudence du Conseil d'État, tient compte de 3 critères relatifs

au lit de la rivière, de son débit et de sa source (<http://deux-sevres.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-risques-naturels-et-technologiques/Eau-peche/Cours-d-eau-et-continuite-ecologique/Inventaire-des-cours-d-eau-dans-le-departement-des-Deux-Sevres#>)

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

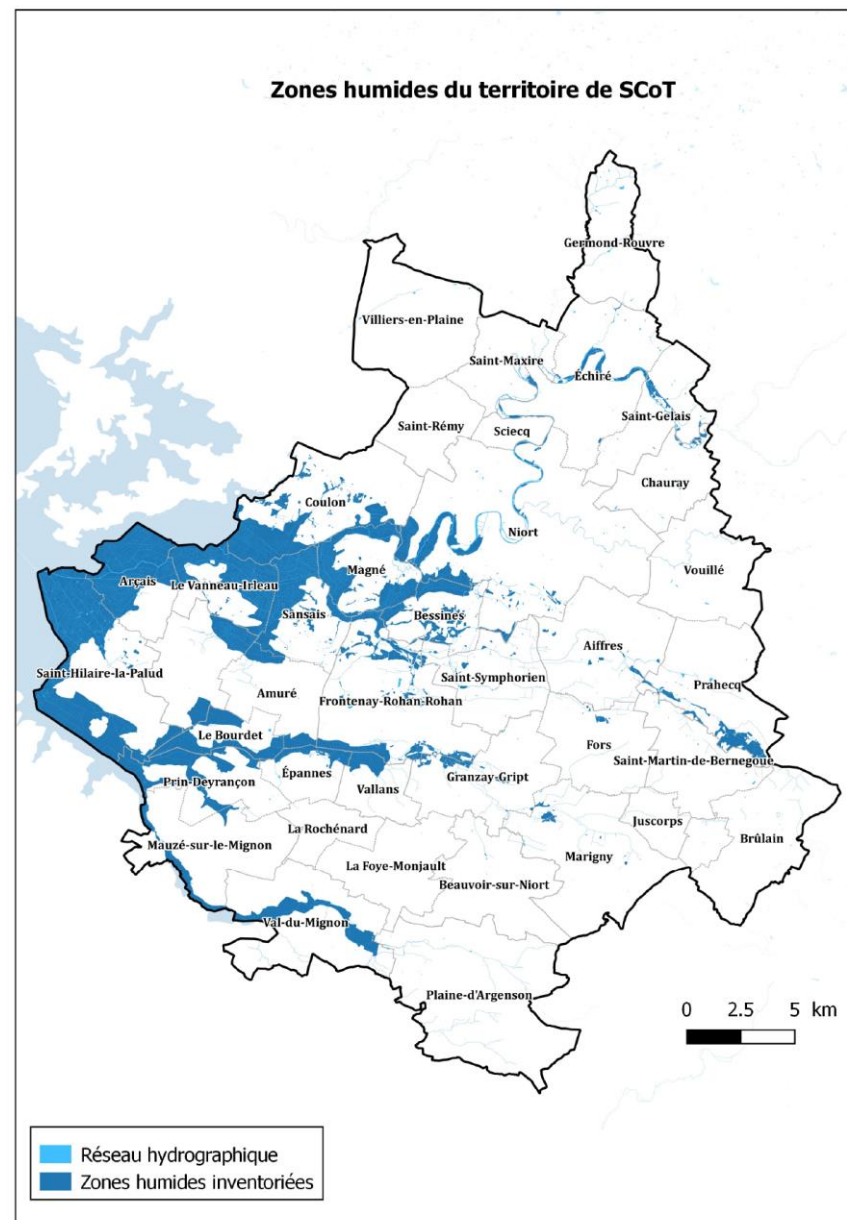
Le Marais Poitevin se démarque d'un point de vue hydrographique du fait de son maillage important en canaux et par son rôle d'exutoire et de stockage des eaux pluviales. Les niveaux d'eau y sont gérés depuis le XI^{ème} siècle via un grand nombre de barrages, qui étagent le réseau en biefs et sous biefs. Cette gestion est encadrée par des règlements et de nombreux acteurs, ce qui ne permet pas une connaissance exhaustive des procédés de gestion mais assure une adaptabilité en fonction des besoins locaux quotidiens.

L'Établissement Public du Marais Poitevin (EPMP) est un établissement public de l'État en charge de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur la zone humide du Marais Poitevin et son bassin versant. Il coordonne les règlements et acteurs concernés par la gestion de la zone humide.

A noter que plusieurs **Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau** (SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin, SAGE de la Boutonne, SDAGE Loire Bretagne, SDAGE Adour-Garonne) s'imposent au SCoT et au PLUiD de Niort Agglo avec lesquels ils entretiennent une relation de compatibilité. L'articulation avec ces documents est développée dans l'évaluation environnementale.

A.2.1.2 Un territoire marqué par les zones humides

Les zones humides sont définies au sein de l'article R211-108 du Code de l'Environnement comme des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Identifiées sur la base de critères pédologiques et floristiques très précis, elles remplissent plusieurs fonctions fondamentales.



Agence MTDA, Nov 2019

Malgré leur utilité, on estime que près de 70% des zones humides ont été détruites en France durant le siècle passé. C'est pourquoi, l'assèchement, le remblaiement ou le drainage de ces zones est aujourd'hui soumis à déclaration ou autorisation au titre de l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement.

Plusieurs inventaires ont été conduits sur le territoire à l'échelle des SAGE et à l'échelle de certaines communes pour évaluer de manière plus ou moins précise la localisation et l'intérêt des zones humides. Les inventaires communaux sont actuellement en cours.

Le Marais Poitevin constitue la principale zone humide du territoire mais des potentialités importantes de présence sont également à souligner le long des vallées et des cours d'eau.



Figure Diagnostic 16 : Fonctions des zones humides (Source : www.zoneshumides29.fr)

A.2.1.3 Grands aquifères souterrains

Les nappes d'eau souterraines de Niort Agglo appartiennent à **3 grands aquifères** :

- **Le Dogger (Jurassique moyen)** : Situé dans la partie Nord de Niort Agglo (au-delà de Niort), il est sollicité pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation. Le toit et le mur de l'aquifère sont respectivement les marnes de l'Oxfordien et les marnes du Toarcien. L'eau de cet aquifère forme la nappe appelée plus communément "nappe Supra-Toarcienne".

Dans sa partie libre (plateau Mellois), elle est alimentée par les eaux de pluie, tandis que sa partie captive (sous l'oxfordien) est alimentée par les pertes de la nappe du Lias. La fracturation des calcaires produit localement des débits très intéressants dans les zones d'affleurement du Dogger. Au Nord du Marais, les eaux présentent essentiellement un faciès bicarbonaté calcique. Sous le Marais, les eaux présentent un faciès chloruré sodique et potassique.

- **Le Malm (Jurassique supérieur, Oxfordien)** : Cette nappe est localisée dans la partie Sud et Est de Niort Agglo. C'est un réservoir productif, qui est sollicité pour l'irrigation et l'alimentation en eau potable. Tantôt affleurante, tantôt non affleurante, cette nappe présente des eaux bicarbonatées calciques et peu sulfatées. Nappe principalement libre, elle s'alimente grâce aux eaux de pluies. Les eaux de cet aquifère communiquent latéralement avec celles du Dogger par l'intermédiaire de la faille Sud. La productivité est intéressante à proximité des failles et des vallées.
- **Le Lias (Infratoarcien, Domérien)** : Présente de manière plus ponctuelle, cette nappe est localisée principalement au Nord du territoire. Elle est sollicitée au niveau des zones d'affleurement pour l'alimentation en eau potable et pour l'irrigation. Elle s'inscrit dans le socle géologique, surmonté des marnes du toarcien, d'où

son appellation de nappe de l'Infra-Toarcien. Les eaux sont de type sulfatées calciques. Cette nappe est principalement captive.

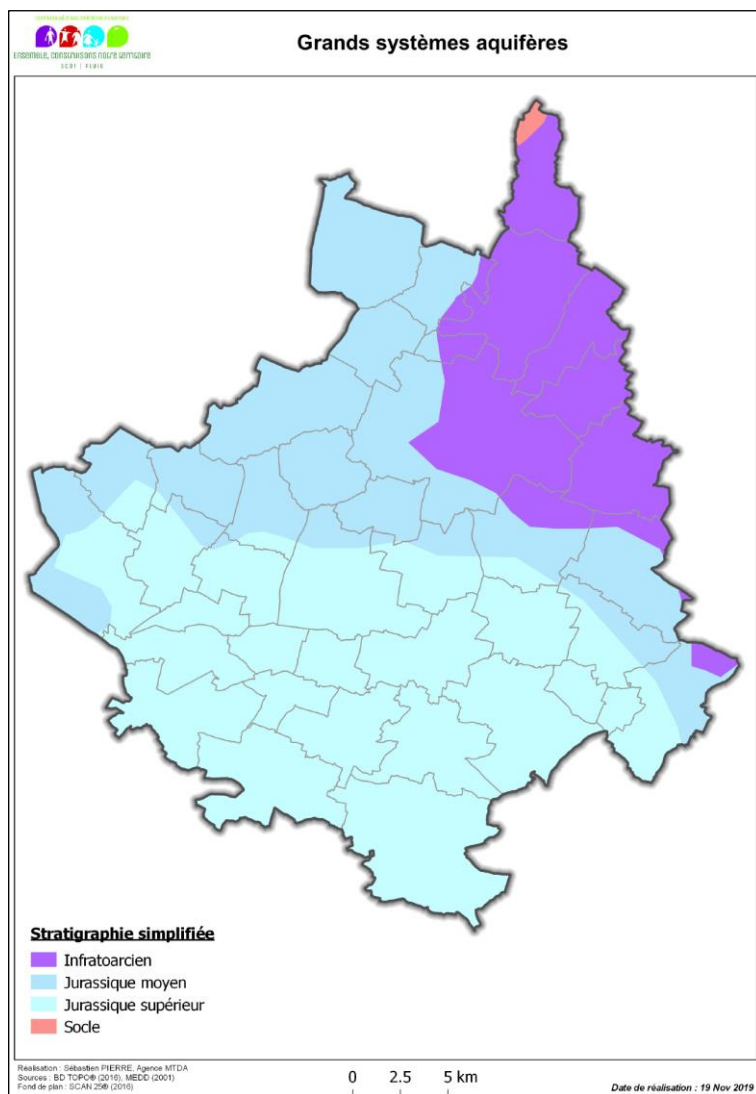


Figure Diagnostic 17 : Grands systèmes aquifères

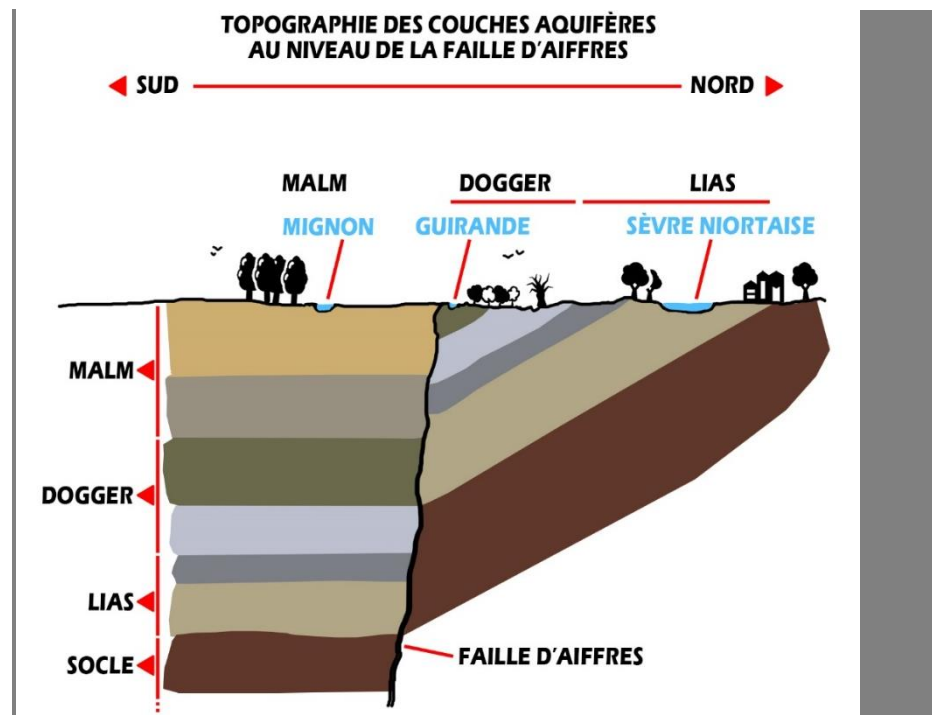


Figure Diagnostic 18 : Schéma topographique d'une coupe sud-nord montrant l'empilement des couches aquifères et leur affleurement par le fait des mouvements tectoniques et de l'érosion (BRGM, 2003).

A.2.2 Des sols calcaires et sources d'activités

A.2.2.1 Une assise géologique calcaire

Niort Agglo se situe au niveau du « Seuil du Poitou », à l'intersection de quatre grandes unités géologiques : le massif central au Sud-Est, le massif armoricain au Nord, le bassin parisien au Nord-Est et le bassin Aquitain au Sud. Elle s'intègre plus précisément dans la bordure septentrionale du bassin Aquitain.

Niort Agglo se caractérise par des assises géologiques affleurantes calcaires, d'origine marine : Le jurassique inférieur (Lias moyen) au Nord, le jurassique moyen (Dogger) au Nord et le jurassique supérieur (Malm) au Sud. Le bâti ancien témoigne de la présence de cette roche calcaire dans les sous-sols, qui constitue un matériau de base pour de nombreuses constructions.

D'autres formations plus récentes, datant du Quaternaire, occupent le Marais Poitevin et les fonds de vallées. Le Marais est ainsi recouvert de dépôts marins d'argiles marines ou d'eau douce appelées bri. Localement, on observe certaines « îles » jurassiques au-dessus de la surface du Marais Poitevin, correspondant à des calcaires plus durs non érodés. Dans les fonds de vallées, on retrouve plutôt des alluvions fluviales et des colluvions. Des formations de pente relativement peu épaisses (grèzes, colluvions et dépôts de pente soliflués) recouvrent localement les talwegs et les bas de reliefs.

A noter enfin l'existence de plusieurs failles géologiques notamment la faille d'Aiffres et les failles du Nord de Niort Agglo, autour d'Echiré.

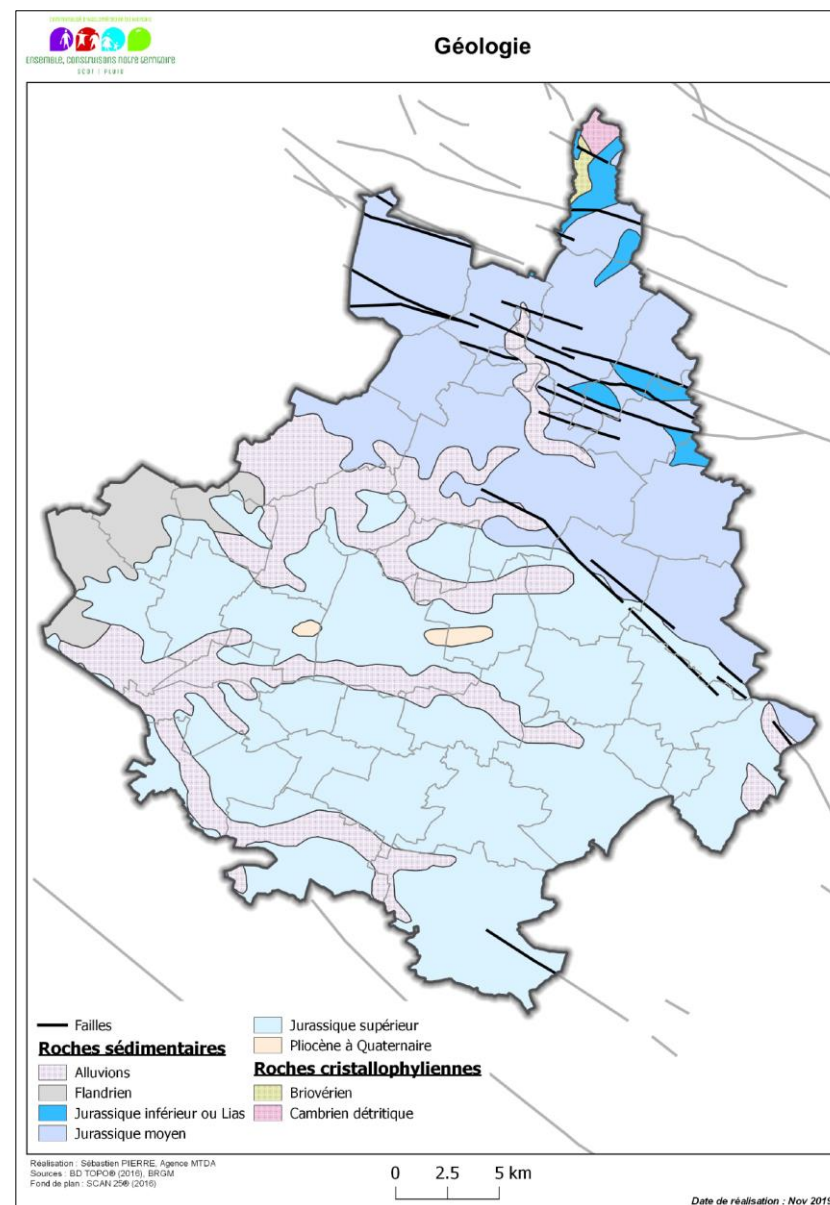


Figure Diagnostic 19 : Géologie

A.2.2.2 Les carrières encore en activité

Trois carrières à ciel ouvert sont encore en activité sur l'agglomération : il s'agit de deux gisements calcaires et d'une exploitation de schiste (BRGM).

La carrière « Les Rochards », située sur la commune de Germond-Rouvre, exploite un gisement de schiste depuis 1973. Elle est gérée depuis 2011 par « Carrière et Matériaux du Grand Ouest », et possède une autorisation d'exploiter jusqu'en 2023 pour une production moyenne autorisée de 150 kilotonnes par an. Un réaménagement en plan d'eau est prévu à l'issue de cette échéance.



Figure Diagnostic 20 : Carrière « Les Rochards » à Germond-Rouvre

La carrière « Vallée Frelet », située sur la commune de Coulon, est exploitée depuis 1989 par l'entreprise Roche pour la production de concassés de roche calcaire (20 kt autorisées en moyenne par an). Son autorisation d'exploiter prévoit un réaménagement en zone agricole à partir de son échéance prévue en 2026.



Figure Diagnostic 21 : Carrière « Vallée Frelet » à Coulon

La carrière « Les Nouzières », située à cheval sur Granzay-Gript et Fors, exploite depuis 1986 un gisement calcaire pour la production de concassés. Son autorisation d'exploiter comprend une production moyenne autorisée de 50 kilotonnes par an jusqu'en 2018. Passé ce délai, les exploitants (Eurovia) doivent la réhabiliter en zone agricole.



Figure Diagnostic 22 : Carrière « Les Nouzières » à Granzay-Gript et Fors

Ces carrières sont toutes situées en retrait par rapport aux principales zones urbanisées. Néanmoins, quelques habitations sont présentes à proximité et peuvent être concernées par des nuisances sonores directes (exploitation des matériaux sur place, tir de mines) ou indirectes (transport des matériaux).

Autrefois, plusieurs dizaines d'autres carrières étaient exploitées autour de l'agglomération niortaise. La plupart ont depuis été réaménagées, notamment par comblement avec des matériaux inertes.

Les impacts des carrières sur l'environnement sont variés : modification de la biodiversité des sols et sous-sols, modification des régimes hydrauliques, dégradation des paysages, nuisances diverses (hygiène, salubrité, bruit, vibrations, tirs de mines, etc.), sécurité des biens et des personnes. Pour limiter au maximum ces nuisances, les exploitants doivent présenter dès la soumission de l'étude d'impact du projet d'exploitation, un projet de réaménagement du site post-exploitation, selon sa vocation : pêche-loisirs, réserve d'eau, etc.

A.2.2.3 Une topographie identifiable

Le territoire se caractérise par un relief doux, modelé par l'eau. L'altitude, comprise entre 1 et 145 mètres au-dessus du niveau de la mer, varie peu. Seuls le Marais Poitevin et les vallées forment des discontinuités topographiques plus franches avec des altitudes plus basses.

Le Marais Poitevin, tout d'abord, forme une dépression topographique remarquable avec les altitudes les plus basses de Niort Agglo (entre 1 à 3 mètres au-dessus du niveau de la mer). Sur son pourtour, de faibles reliefs de côtes marquent la topographie, notamment à Coulon. Dans la cuvette, se dégagent également de petits îlots à des altitudes légèrement plus importantes (de l'ordre de 40 mètres), notamment à Saint-Georges-de-Rex, le Champ du Château à Sansais ou la Garenne à Magné.

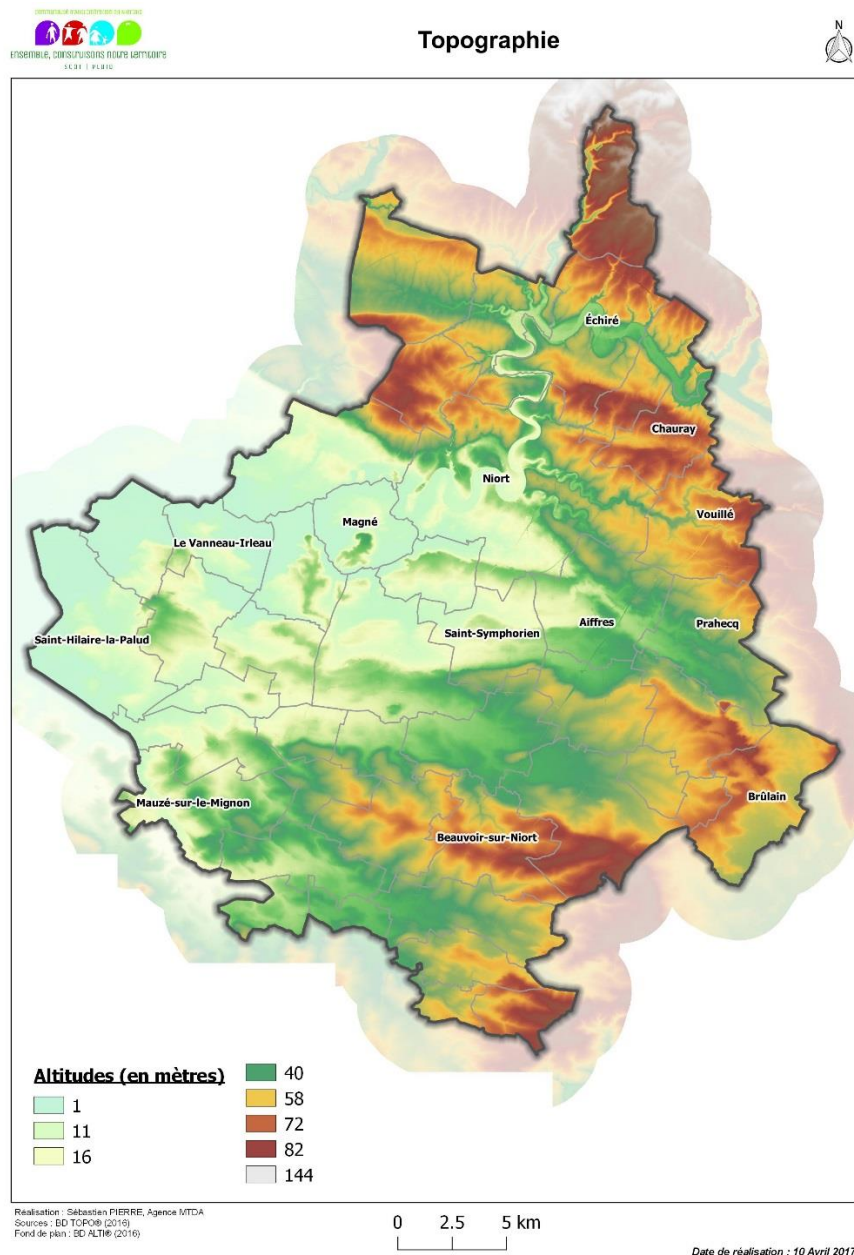


Figure Diagnostic 23 : Topographie

Les vallées modèlent également le relief, notamment au niveau de la Sèvre Niortaise, en creusant des sillons dans le substrat calcaire. Entre ces vallées, s'expriment des secteurs aux altitudes plus élevées (Saint-Martin-de-Bernegoue, Marigny, Boisserolles, Germond-Rouvre, Saint-Rémy, Echiré, Chauray, Saint-Gelais...).

A.2.2.4 Une pédologie diversifiée

Les sols sur calcaire dur et marnes jurassiques s'étendent sur la majeure partie des plaines calcaires. Ils sont formés de groies plus ou moins profondes, issues de l'altération des matériaux calcaires du Jurassique. Ces sols sont généralement caillouteux, peu profonds et de couleur rouge. De manière générale, leur rétention en eau est relativement faible. Ces sols calcaires ont une bonne qualité agronomique pour les cultures d'hiver (céréales d'hiver, colza, fourrages...) même si cette qualité varie en fonction de la profondeur des sols, de l'hydromorphie et de sa teneur en cailloux. Les cultures de printemps sont moins bien adaptées (maïs notamment) car les sécheresses précoces ont un impact important sur les cultures (Chambre d'agriculture Poitou Charentes).

On retrouve également quelques plateaux d'argiles rouges non calcaires au Nord notamment sur Germond-Rouvre, Chauray et Saint-Gelais. Ils sont issus d'une altération passée des calcaires sous climat tropical (massif hercyniens) et présentent des textures argileuses, parfois limoneuses, qui favorisent la rétention de l'eau. Ces sols sont donc sensibles à la battance et au compactage. Ils offrent de bons rendements sur les cultures d'hiver et présentent davantage de potentialités pour les cultures de printemps que les groies, en lien avec leur pouvoir supérieur de rétention des eaux. Les cultures de printemps restent néanmoins sensibles aux sécheresses printanières, même si leur effet est plus tardif sur ce type de sol.

Les vallées modèlent le relief, notamment au niveau de la Sèvre Niortaise, en creusant des sillons dans le substrat calcaire. On y distingue les terrasses anciennes, les moyennes terrasses et les alluvions récentes. Ces sols sont le plus souvent hydromorphes et sont composés d'une suite de dépôts argileux calcaires et tourbeux. L'hydromorphie du sol conditionne les cultures possibles. Les secteurs les plus humides sont valorisables pour les cultures de printemps, les prairies permanentes, les peupleraies tandis que les terrasses plus

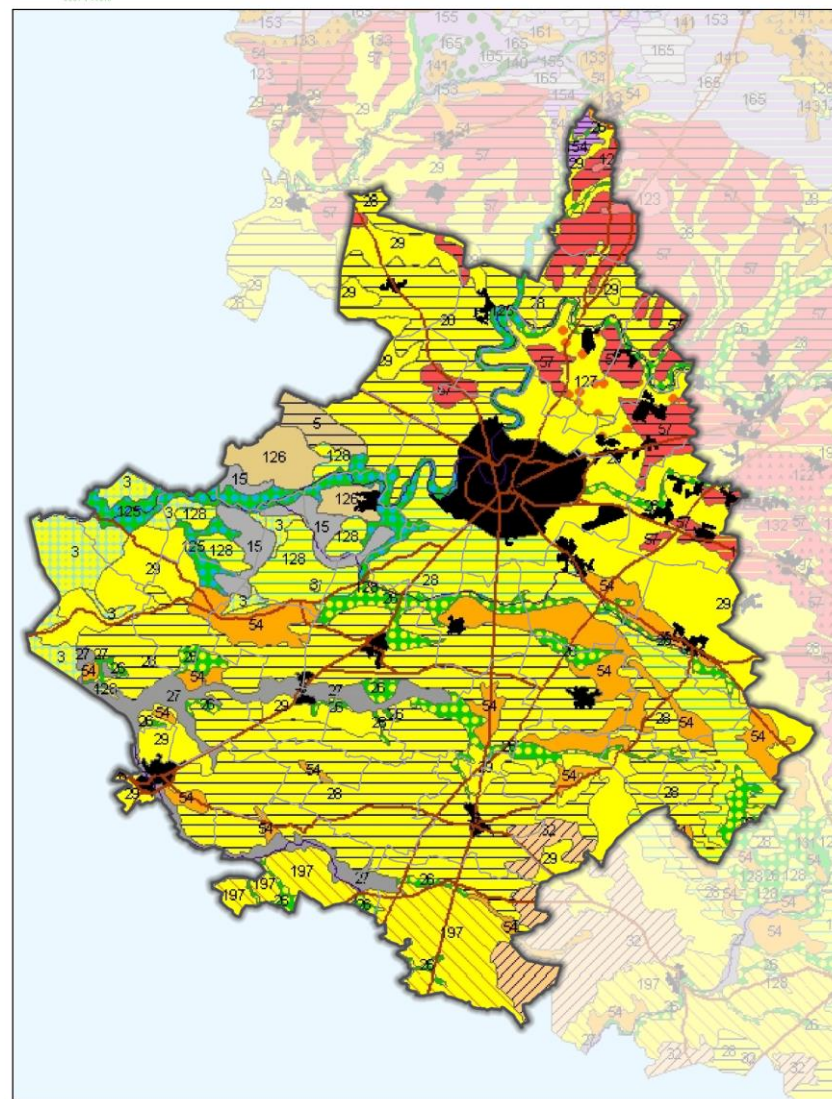
hautes et moins humides peuvent produire de bons rendements en blé, maïs et tournesol.

Enfin, le Marais Poitevin sur le territoire de Niort Agglo correspond à un Marais ancien, calcaire et peu salé, issus de dépôt argileux anciens de couleur gris olive, bri ancien du Marais Poitevin. On y trouve aussi des dépressions tourbeuses ou sableuses, très humides du Marais « Mouillé ». Ces sols partagent plusieurs points communs avec les sols des vallées et peuvent accueillir des cultures similaires, selon l'hydromorphie des sols. On peut y trouver aussi du maraichage.

Les caractéristiques pédologiques du territoire sont présentées sur la cartographie de la page suivante.

A noter que, de manière générale, certains sols font état d'une composition argileuse. Cette présence d'argile peut provoquer un phénomène de retrait/gonflement des sols, le gonflement se produisant en hiver quand l'eau est « absorbée » par les argiles, et le retrait en été, quand l'eau est plus rare. Cet aléa est responsable de fissuration dans le bâti : il est détaillé et cartographié dans la partie risque du présent rapport.

Pédopaysages



Réalisation : Sébastien PIERRE, Agence MTD
Sources : BD TOPO® (2016), Chambre Régionale d'Agriculture de Poitou-Charentes (2007)
Fond de plan : ArcGIS

0 2.5 5 km

Date de réalisation : Nov 2019

Marais et dunes littorales

- UC 3, 12, 25 - Marais anciens calcaires
- UC 15, 23 - Marais tourbeux

Vallées et terrasses alluviales

- UC 5 - Terrasses de la Sèvre
- UC 19, 24, 27, 36, 51.
- UC 26, 35, 43, 50, 98, 135 - Vallées calcaires
- UC 61, 188 - Terrasses calcaires de la Charente
- UC 67, 140, 166 - Vallées étroites et encaissées
- UC 100, 126 - Terrasses alluviales
- UC 125 - Vallée de la Sèvre aval
- UC 131 - Vallées argileuses du Pays Mellois
- UC 136 - Terrasses du Thouet et de ses affluents
- UC 167 - Terrasses de la Sèvre Nantaise

Plaines calcaires

- UC 4, 16, 29, 101 - Groies moyennement profondes
- UC 28, 115, 116, 117, 137 - Groies superficielles
- UC 31, 54, 102, 117 - Groies profondes

Collines calcaires

- UC 32 - Plaine forestière
- UC 33, 114, 128 - Groies hydromorphes
- UC 55 - Groies mameuses
- UC 56 - Terres de groies
- UC 127 - Groie plus ou moins profonde
- UC 197 - Groie moyenne de la Saintonge vallonée

Plateaux des terres rouges

- UC 37, 46, 58, 108 - Champagnes ou aubues
- UC 109 - Tuffeau blanc
- UC 57 - Terres rouges moyennement profondes
- UC 122 - Terres rouges peu profondes
- UC 123 - Terres rouges profondes
- UC 132 - Terres rouges sur calcaire

Collines et dépressions des bordures du Bassin Parisien

- UC 107 - Argilo-calcaire sableux
- UC 139 - Plaines sableuses
- UC 189 - Sols argileux sur grès verts

Plateaux du Seuil du Poitou

- UC 69, 133, 138, 141 - Argile à silex peu profonde
- UC 70, 134, 142 - Argile à silex profonde
- UC 71, 120, 113 - Bomaïs
- UC 112, 119, 130 - Terres fortes
- UC 129 - Colluvion sur calcaire
- UC 143 - Argile à silex peu profonde sur socle
- UC 144 - Argile à silex profonde sur socle

Collines et plateaux des massifs anciens

- UC 89, 146, 168 - Sols sur diorites
- UC 90, 124, 169 - Sols sur granite rose
- UC 91, 147, 170 - Sols sur granite à deux micas
- UC 92, 148, 171 - Sols sur leucogranite
- UC 94, 152, 174 - Sols sur gneiss et cornéenne
- UC 149 - Sols sur granite porphyroïde
- UC 150 - Sols sur granite porphyroïde rose
- UC 151 - Sols sur granite de Moncoutant
- UC 153 - Sols sur schistes verts
- UC 154 - Sols sur schistes pourprés

- UC 155, 177 - Sols sur schistes et grès verts
- UC 156, 178 - Sols sur rhyolite schisteuse
- UC 157, 175 - Sols sur schistes granitiques
- UC 158, 172 - Sols sur quartzite
- UC 159 - Sols sur schistes bleus
- UC 160, 179 - Sols argileux sur socle
- UC 161, 180 - Sols profonds sur schistes
- UC 162, 182 - Sols sableux
- UC 163, 185 - Sols limoneux profonds
- UC 164, 186 - Sols limoneux sur altérite de granite
- UC 165, 187 - Sols limoneux sur altérite de schiste
- UC 173 - Sols sur migmatite
- UC 176 - Sols sur micaschistes
- UC 181 - Sols profonds sur granite
- UC 183 - Sols limoneux sur granite
- UC 184 - Sols limoneux sur rhyolite

Figure Diagnostic 24 : Pédopaysages

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

A.2.3 Un climat océanique en mutation

A.2.3.1 Le climat actuel

Le relief n'étant pas suffisant sur Niort Agglo pour altérer l'influence de l'océan atlantique, le territoire de l'agglomération s'inscrit dans un climat océanique. Les printemps sont donc précoces et cléments, les hivers sont doux et pluvieux et les étés tempérés par la brise de mer. Les printemps et les étés sont relativement secs.

A l'intérieur des terres, ce climat est influencé progressivement par la tendance continentale avec des hivers plus rigoureux et des étés plus chauds. Le Marais Mouillé bénéficie, quant à lui, d'un microclimat moins arrosé, avec une température en moyenne légèrement supérieure et des amplitudes thermiques atténuées. Les brouillards y sont fréquents, de l'ordre de 50 jours par an (Météo France).

Précipitations

Sur Niort Agglo, les précipitations sont d'importance moyenne, avec 120 jours de pluie par an et une pluviométrie moyenne annuelle de l'ordre de 860 mm, soit légèrement supérieure aux moyennes annuelles nationales (800 mm) et régionale (839 mm). C'est une pluviométrie plutôt abondante pour une région de plaine, notamment sur la partie Nord, Nord-Est.

Les chutes de neige sont plutôt rares.

On note une présence régulière de pluie tout au long de l'année, avec une saison plus humide d'octobre à janvier (370 mm en cumulé) et une saison plus sèche de juin à septembre (225 mm en cumulé). Les vents Nord-Ouest et Sud-Ouest sont à l'origine de plus fortes pluies.

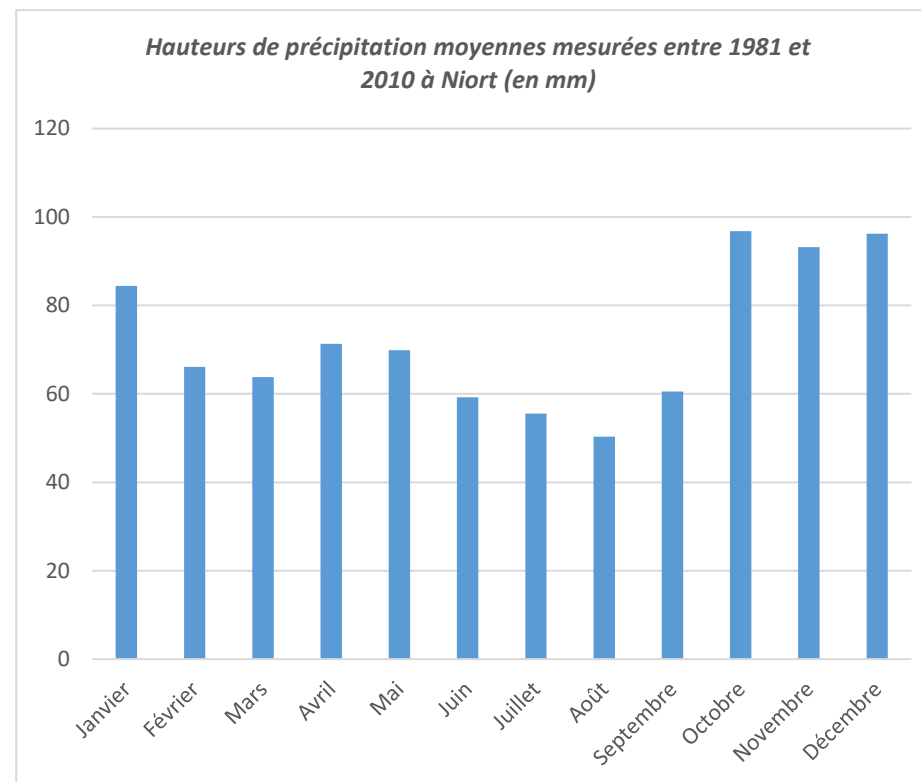


Figure Diagnostic 25 : Hauteurs de précipitation moyennes mesurées entre 1981 et 2010 à Niort (en mm) (Source : Météo-France)

Températures

Les températures sont plutôt douces en hiver et tempérées en été. Le nombre de jours de gelées est donc plutôt faible, de l'ordre de 44 jours sur Niort et de 20 sur le Marais Poitevin. La moyenne annuelle des températures sur le Poitou-Charentes se situe entre 10,5°C à l'intérieur des terres, à 13°C le long de la côte atlantique. Sur Niort, les moyennes annuelles se situent entre 12°C et 13°C. Les mois les plus chauds sont juillet et août alors que les mois de décembre et janvier sont les mois les plus froids.

La température minimale moyenne mesurée entre 1981 et 2010 est de 7,8 °C et la température maximale moyenne de 17,2°C. La température maximale atteinte à Niort est de 40°C en août 2003 ; la température minimale recensée est de -16°C en janvier 1987.

L'amplitude thermique, soit la différence entre la moyenne minimale et maximale, s'abaisse régulièrement à mesure que l'on se rapproche de l'océan. Elle est de l'ordre de 14°C sur Niort Agglo.

Ensoleillement

L'influence du climat océanique conduit à un ensoleillement important, qui diminue progressivement lorsqu'on s'éloigne de la façade atlantique. A Niort, on compte en moyenne 77 jours ensoleillés par an et la durée d'insolation se situe aux alentours de 1 980 heures annuelles, contre environ 2 250 heures de soleil par an sur La Rochelle et la côte charentaise et 1 890 heures sur Poitiers.

Les mois les plus ensoleillés sont les mois de juin, juillet et août tandis que les mois les moins ensoleillés sont les mois de décembre et janvier.

Vents

L'analyse des roses des vents met en évidence des vents océaniques dominants d'Ouest et de Sud-Ouest. La brise de mer pénètre jusqu'à 15 à 20 km à l'intérieur des terres et se fait ressentir jusqu'au Marais

de la Sèvre niortaise. Néanmoins, la force du vent est rapidement atténuée à l'intérieur des terres.

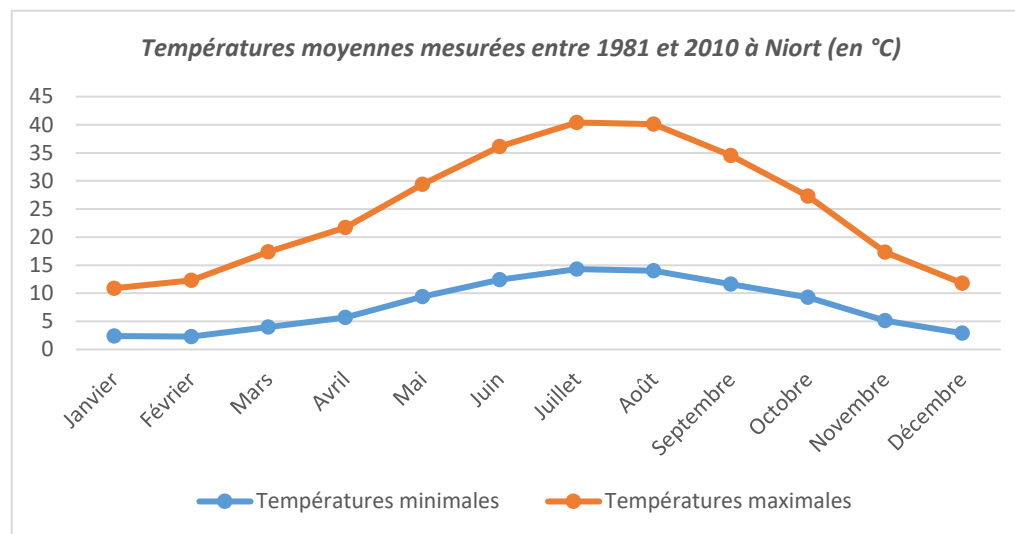


Figure Diagnostic 26 : Températures moyennes mesurées entre 1981 et 2010 à Niort (Source : Météo-France)

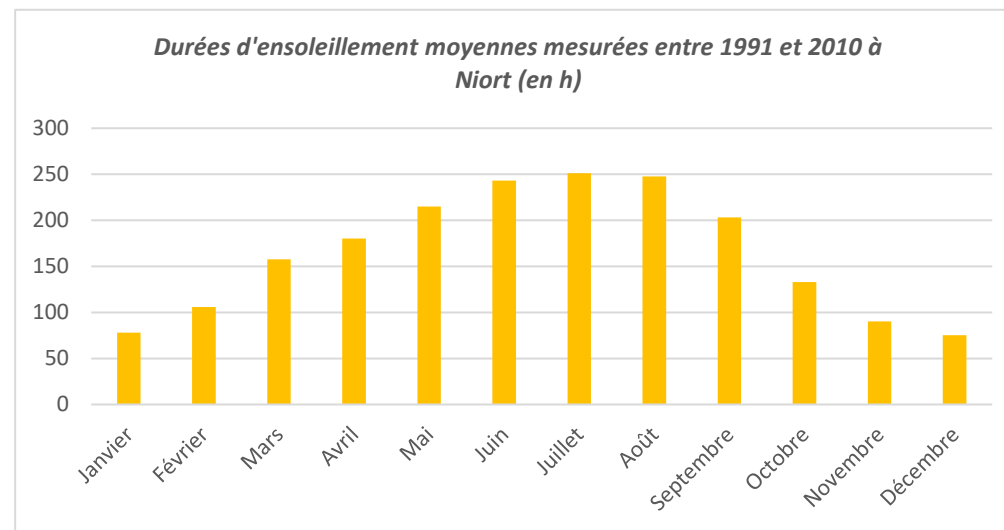


Figure Diagnostic 27 : Durées d'ensoleillement moyennes mesurées entre 1991 et 2010 à Niort (Source : Météo-France)

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

A.2.3.2 Vulnérabilité au changement climatique

Evolutions constatées du climat

La manifestation du réchauffement climatique en Poitou-Charentes correspond essentiellement à une élévation des températures moyennes (0,3°C par décennie sur la période 1959-2009) avec une accentuation depuis les années 1980 et un réchauffement plus marqué au printemps et en été (SRCAE Poitou-Charentes, 2013).

Le schéma ci-après illustre ce phénomène avec une augmentation de plus en plus marquée des écarts positifs à la moyenne (notamment à partir des années 90).

On observe également une forte augmentation du nombre de journées chaudes, entre 3 et 5 jours par décennie sur la période 1959-2009. A noter en parallèle une diminution des journées de gel, de l'ordre de -2 à -3 jours par décennie.

En outre, l'évolution de la moyenne décennale montre une hausse des sécheresses depuis les années 1980. On observe ainsi un assèchement de l'ordre de 6 % sur l'année, concernant principalement le printemps et l'été. Pour les cultures irriguées, cette évolution se traduit potentiellement par un accroissement du besoin en irrigation. On note que les événements récents de sécheresse (2012, 2011, 2005) correspondent aux records de sol sec depuis 1959 pour les mois de mai à septembre.

A contrario, les données de Météo France n'indiquent pas ou peu d'évolution en termes de précipitations.

Projections climatiques

En région Poitou-Charentes, les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement annuel.

L'évolution de la température moyenne annuelle diffère néanmoins selon le scénario considéré². Le seul qui stabilise le réchauffement est le scénario RCP2.6. Selon le RCP8.5, le réchauffement pourrait atteindre 4°C à l'horizon 2071-2100.

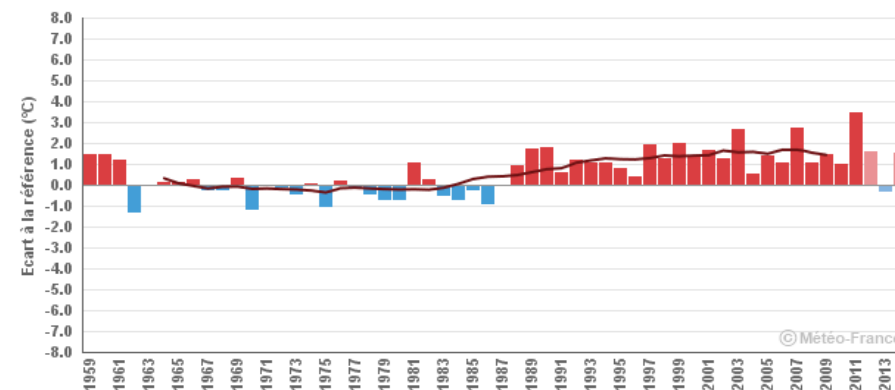


Figure Diagnostic 28 : Température moyenne printanière : écart à la référence 1961-1990 sur la station de Niort (Source : Météo-France)

² RCP2.6 : scénario intégrant une politique climatique visant à faire baisser les concentrations en CO₂

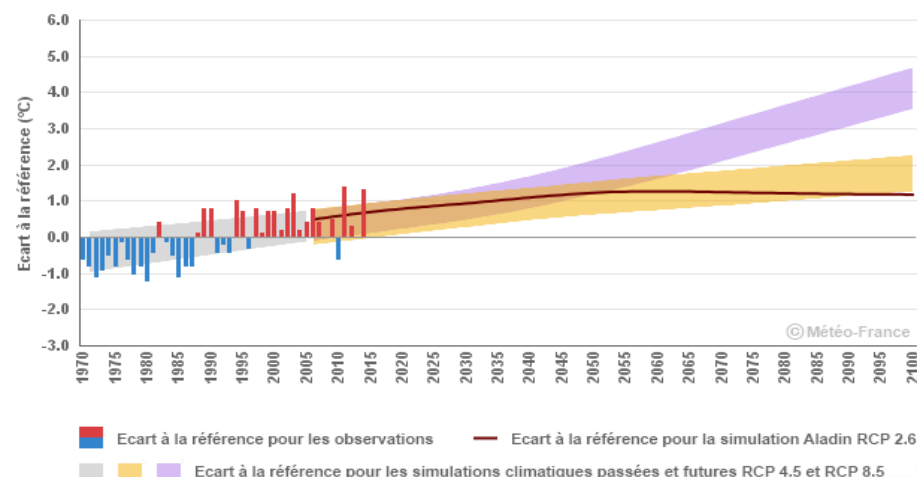
De même, les prévisions mettent en lumière une poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l'augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario. Les analyses de Météo France montrent aussi un assèchement des sols de plus en plus marqué au cours du XXI^e siècle, et ce, quelle que soit la saison. On note que l'humidité moyenne du sol en fin de siècle pourrait correspondre aux situations sèches extrêmes d'aujourd'hui.

A contrario, quel que soit le scénario considéré, les projections climatiques montrent peu d'évolution des précipitations annuelles d'ici la fin du XXI^e siècle. Néanmoins, des disparités saisonnières peuvent se manifester (réduction des précipitations hivernales et augmentation des précipitations automnales).

Répercussions

Les répercussions de ces changements climatiques sont nombreuses et concernent des thématiques très diversifiées :

- Les **usages de la ressource en eau** sont multiples sur le territoire : l'approvisionnement en eau potable, l'équilibre des écosystèmes aquatiques, l'irrigation des cultures, le tourisme et les loisirs, la production énergétique (barrage), etc. Avec le réchauffement climatique, les déficits chroniques en eau, déjà observés sur le territoire, devraient s'aggraver en intensité et en durée et entraîner une exacerbation des conflits d'usages. Cette problématique sera particulièrement prégnante pendant la période estivale, avec des répercussions non négligeables sur les activités agricoles. L'apport d'eau du Marais, bien que régulé aujourd'hui par le barrage de la Touche Poupard, peut se trouver périclité (Plan Climat Energie Territorial de Niort Agglo, étude de vulnérabilité, 2012). La diminution en quantité de la ressource peut également participer à la concentration des polluants et donc à une dégradation de la qualité de l'eau. Les plus fortes chaleurs peuvent aussi favoriser la prolifération de bactéries dans les lieux de baignade et de loisirs.



- Le changement climatique représente une pression supplémentaire sur **la biodiversité** qui s'exerce directement (augmentation des températures...) et indirectement sur les milieux naturels et les espèces (disponibilité de l'eau...). Les écosystèmes de Niort Agglo sont souvent liés à l'eau et sont donc particulièrement fragiles face à la raréfaction de cette ressource. En effet, la diminution en eau impacte en premier lieu le réseau hydrographique et les zones humides. De nombreuses plantes et animaux dépendent également de l'eau. Le Marais Poitevin est donc un point particulièrement sensible du territoire face au changement climatique : il est déjà en proie à des pénuries en eau et son alimentation en aval dépend de la Sèvre Niortaise. Le glissement des aires de répartition vers le Nord ou en altitude est un autre impact du réchauffement et nécessite une perméabilité du territoire pour le déplacement des espèces concernées.

Ce procédé d'adaptation peut ne pas être assez rapide pour les espèces à faible capacité de déplacement et pour la flore, qui risque de disparaître. A noter également l'augmentation des espèces invasives, souvent mieux adaptées aux températures chaudes. Le réchauffement climatique peut également impacter les mouvements migratoires, les dates de floraison, les processus d'hibernation...

- **Les risques naturels** seront amenés à s'intensifier notamment le retrait-gonflement des argiles, les risques de feux de forêt et les risques d'inondations fluviales. Avec la montée des eaux pressentie, le Marais Poitevin pourrait être concerné par le risque de submersion marine, qui n'est aujourd'hui pas d'actualité sur le territoire.
- En matière **d'économie**, le changement climatique devrait impacter plus ou moins fortement les différentes branches d'activités de la région, avec une prédominance dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme. En effet, concernant l'agriculture, les changements climatiques vont nécessiter une adaptation en matière de cultures et de pratiques agricoles. Les impacts sur l'agriculture sont liés aux changements de dates de floraison et de récoltes, à la raréfaction de l'eau, à l'augmentation de certains bio-agresseurs, à des chaleurs plus importantes pour le bétail... Le tourisme sera également concerné par les évolutions du climat qui engendreront une modification des saisons touristiques. Les structures d'accueil des touristes devront être adaptées aux fortes chaleurs.
- De même, la diminution des ressources en eau en période estivale impactera certaines activités de loisir (golf, piscines, sports aquatiques) et le tourisme fluvial. La clientèle touristique est aussi plus vulnérable aux risques car moins bien

informée, mobile et accueillie dans des infrastructures souvent situées dans des zones vulnérables. Les impacts sur le Marais Poitevin à cause de la diminution de la ressource en eau pourraient aussi avoir de graves répercussions sur l'attractivité du territoire, ce site étant l'un des pôles touristiques majeurs de la CAN.

- En matière **d'énergie**, on anticipe une diminution des consommations d'énergie en hiver, en raison de la réduction des besoins en chauffage mais une hausse des consommations en été, liée à l'augmentation des besoins en rafraîchissement. Cette augmentation des besoins, combinée à l'épuisement des ressources fossiles³ et à la diminution de la production, vont concourir à l'augmentation du coût de l'énergie. Aussi faut-il s'attendre à une augmentation de la précarité énergétique qui frappe en premier lieu les ménages aux revenus modestes.
- En matière de **santé**, les événements extrêmes liés au climat (feux de forêt, inondations, canicule etc.) peuvent entraîner des conséquences sanitaires significatives. La population âgée du territoire est particulièrement fragile face à la multiplication des journées chaudes et des phénomènes de canicule. Les modifications climatiques seront aussi responsables de plus fortes concentrations en ozone, en pollens et en CO₂ dans l'air. Selon l'ONERC⁴, on doit ainsi s'attendre à une augmentation des maladies infectieuses, des allergies, à une modification du comportement des espèces et à des impacts sanitaires liés à la dégradation de la qualité de l'eau. Les zones urbaines sont particulièrement concernées par ces risques, du fait de la présence d'îlot de chaleur urbain⁵ et d'une pollution atmosphérique plus importante.

³ Ressources produites à partir des roches issues de la fossilisation des êtres vivants : pétrole, gaz naturel et houille.

⁴ Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique

⁵ Les îlots de chaleur correspondent à des microclimats spécifiques aux villes caractérisés par un excès de température au sol en comparaison aux zones rurales qui l'entourent.

A.2.4 Un patrimoine naturel et paysager exceptionnel

Le territoire de l'agglomération est riche en milieux naturels et agricoles diversifiés, couvrant de grandes surfaces et accueillant une biodiversité importante et des espèces rares. Ainsi, les espaces naturels de Niort Agglo occupent 9% de la surface de son territoire contre 77% d'espaces cultivés et 19% d'espaces urbains ou artificialisés.

Le patrimoine naturel de Niort Agglo forge en grande partie l'identité de son territoire et compose les paysages et le cadre de vie de l'agglomération. Le territoire bénéficie ainsi de paysages diversifiés, de très grande qualité.

Le **Marais Poitevin a d'ailleurs été labellisé Grand Site de France en 2010** par le Ministère de l'écologie, de par sa « *grande notoriété et sa forte fréquentation et la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable* ». Au-delà de cet intérêt patrimonial, les milieux naturels et les espèces sont à l'origine de nombreux services pour l'homme (économiques, sociaux, culturels...) qu'il convient de pérenniser pour les générations actuelles et futures.

Cette richesse écologique est reconnue au niveau local, national et européen et se traduit par plusieurs zonages réglementaires de protection de la biodiversité et de zonages d'inventaire des espèces. On compte ainsi une cinquantaine de zonages de protection et d'inventaires de la biodiversité sur le territoire de Niort Agglo.

Les paysages et la biodiversité font l'objet d'une approche combinée par une analyse des unités éco-paysagères. Ces unités éco-paysagères ont été identifiées en se basant sur l'atlas des paysages de Poitou-Charentes, les zones de protection et d'inventaires de la biodiversité et les inventaires terrain réalisés en avril 2017 par l'agence MTDA.

Elles rendent compte des grands paysages observés sur le territoire qu'ils soient naturels, urbains ou agricoles.



Figure Diagnostic 30 : Le Marais Poitevin (source : Forum des Marais)

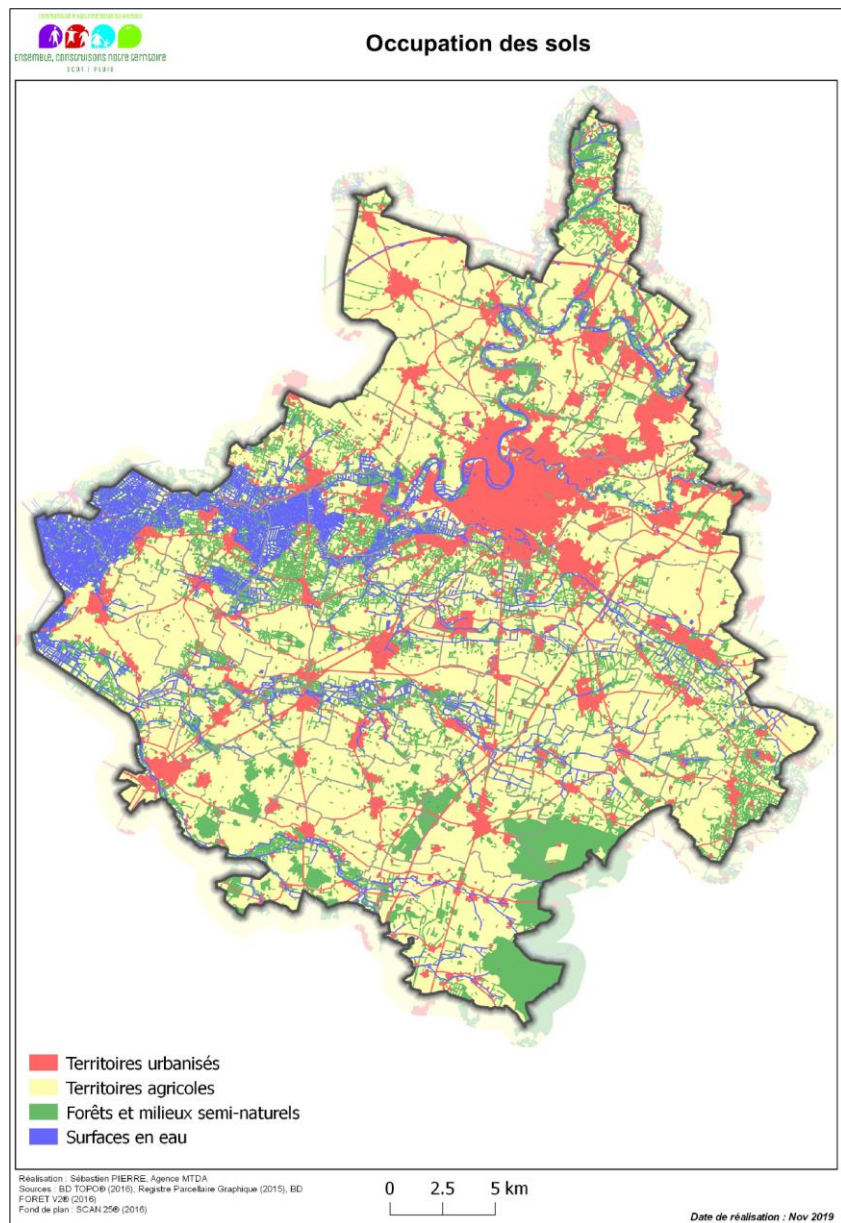


Figure Diagnostic 31 : Occupation des sols

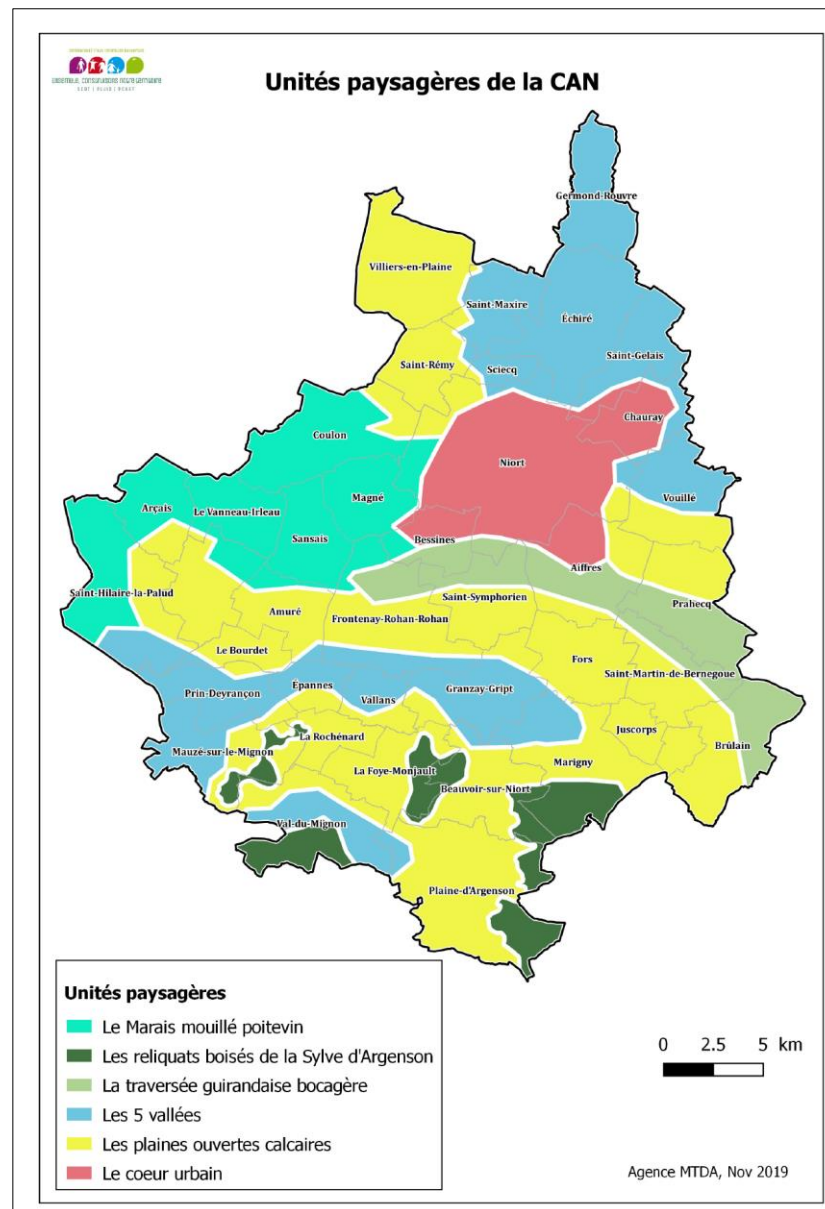


Figure Diagnostic 32 : Unités paysagères de la CAN

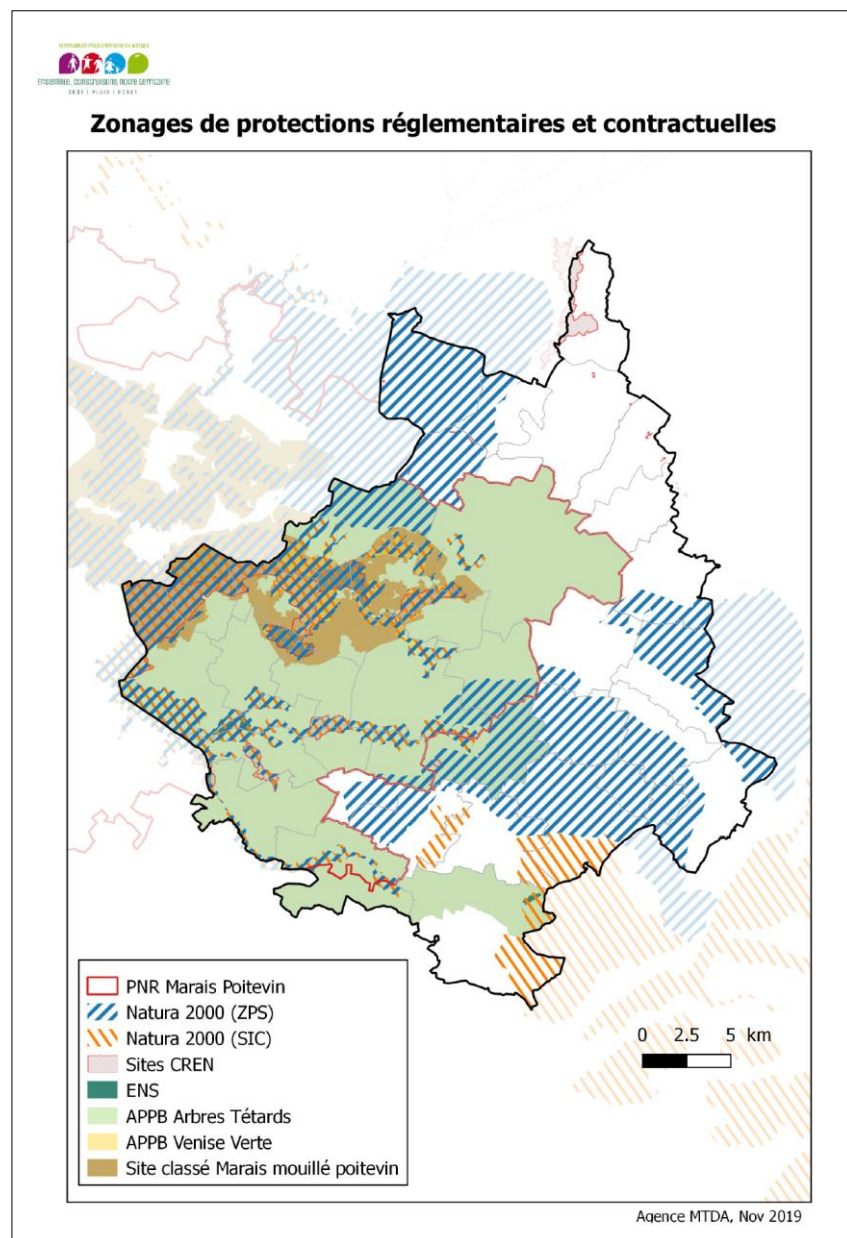


Figure Diagnostic 33 : Zonages de protections réglementaires et contractuelles

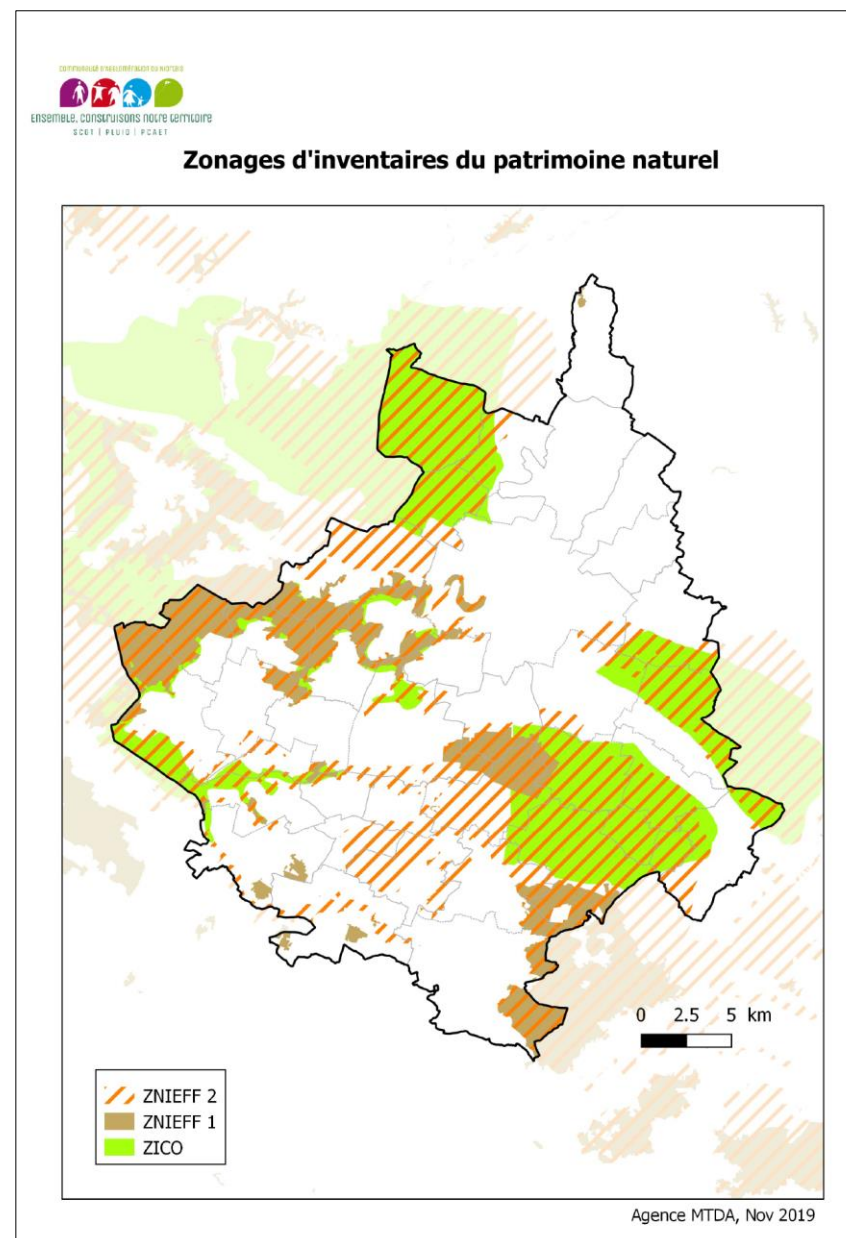


Figure Diagnostic 34 : Zonages d'inventaires du patrimoine naturel

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

A.2.4.1 Le Marais Poitevin

Localisation

Le Marais Poitevin, situé à l'Ouest de Niort Agglo, est un site emblématique du territoire. Il représente, par sa superficie, le premier des Marais littoraux de l'Ouest, est à cheval sur 3 départements et 2 régions. Gigantesque zone réceptacle des eaux des bassins amont, avant leur évacuation vers l'Océan Atlantique, il constitue aussi une réserve d'eau importante. Au sein de cette vaste zone humide, le territoire de Niort Agglo s'inscrit plus précisément dans les Marais Mouillés et la Venise verte qui se caractérisent par des réseaux hydrauliques, bocagers et boisés denses en zone humide inondable. Ses caractéristiques lui confèrent un rôle de « poumon vert » pour les populations de Niort Agglo, et notamment pour les habitants de Niort, situés à seulement quelques kilomètres du Marais.

Paysage

Ce paysage singulier est associé dans les représentations à l'image de la maison maraîchine aux volets colorés et aux barques transportant soit des touristes, soit des animaux (vaches, chèvres).

Omniprésente, l'eau des canaux est au cœur des paysages. Ce réseau dense de canaux se décline entre les conches navigables et les rigoles plus étroites qui définissent une trame de parcelles, petites ou grandes. Beaucoup sont en prairies ou en friches, mais certaines accueillent peupleraies, élevage ou potager. Tous ces éléments contribuent à définir une ambiance de labyrinthe végétal. Maraîchins et visiteurs se déplacent en barques plates, à coup de rames ou en poussant sur la pigouille, évoquant les gondoles vénitiennes.

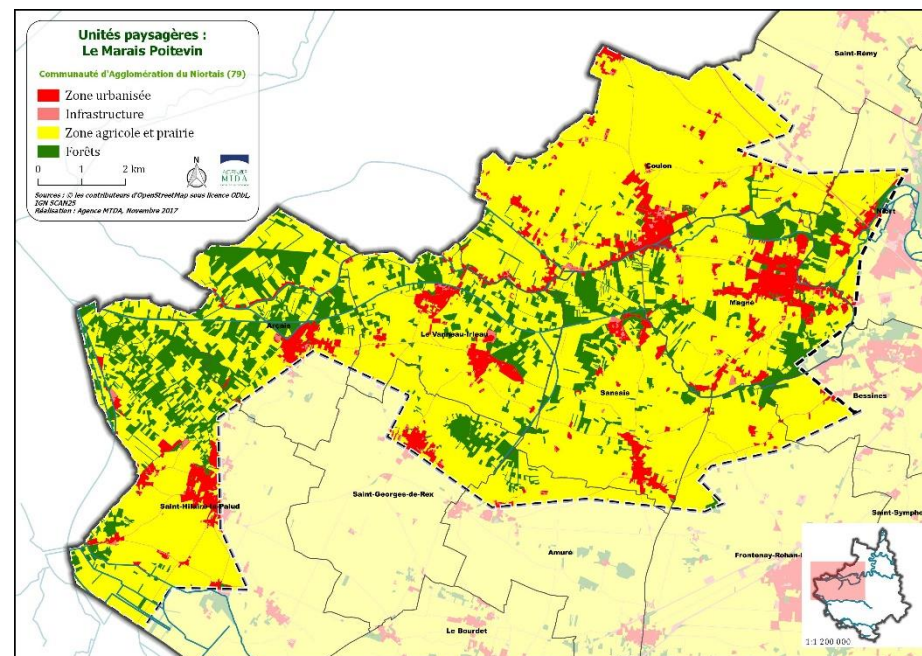


Figure Diagnostic 35 : Unités paysagères : le Marais Poitevin

La végétation et le vert sont aussi des composantes majeures de ce paysage et justifient très justement l'image de cathédrale verte qui y est souvent associée. Les arbres en voûtes, du fait de l'étroitesse des canaux, instaurent une ambiance où même la lumière est verte. L'eau s'accorde à cette ambiance végétale en reflétant les arbres et en se couvrant de lentilles d'eau d'un vert saturé (Atlas des paysages Poitou-Charentes).

La structure arborée du Marais est constituée de frênes têtards le long des rives, emblèmes du Marais Mouillé, suivi le plus souvent par un rang de peupliers. Etêter régulièrement les troncs est une ancienne pratique de taille effectuée par les maraichins afin de récolter du bois de chauffage et donne une silhouette facilement identifiable aux frênes têtards. Dans les parcelles, les prairies et les friches dominent, quelquefois supplantées par une plantation de grands peupliers blancs. Les vues sont donc très intimistes, le regard ne portant jamais très loin du fait de la présence importante de végétation qui quadrille les paysages.

Îlots et avancées de terre caractérisent également cette unité en produisant des paysages très spécifiques, comme le Tertre à Sansais, le mont de la Chapelle Sainte-Macrine à Magné, l'Île de Sazais à Saint-Hilaire-la-Palud, l'Île Bapaume au Bourdet.

La structure villageoise dominante correspond au village-rue en pierre calcaire en frontière du Marais même si des variantes et exceptions existent. Cette implantation permettait un accès à l'eau pour le transport des marchandises et des animaux par barque et la possibilité de cultiver sur les coteaux et le plateau calcaire. Les exemples les plus significatifs sont : Irleau et la Belette au Vanneau, la Garetté à Sansais, Chanteloup à Bessines et l'Ouchette à Magné, la Garenne à Arçais, etc. Le bâti villageois aggloméré est complété par un habitat isolé de fermes et de hameaux implantés au pied du Marais. Les villages-rues, les façades préservées et la maison traditionnelle du Marais font partie du patrimoine remarquable de cette unité. A ce patrimoine villageois s'ajoute le petit patrimoine lié à l'eau et à l'exploitation des

Marais (production agricole, piscicole, forestière, etc.) : moulins, lavoirs, fontaines, ponts, passerelles, ports, cales, cabanes... On trouve également de petits potagers boisés, typiques de cette unité.

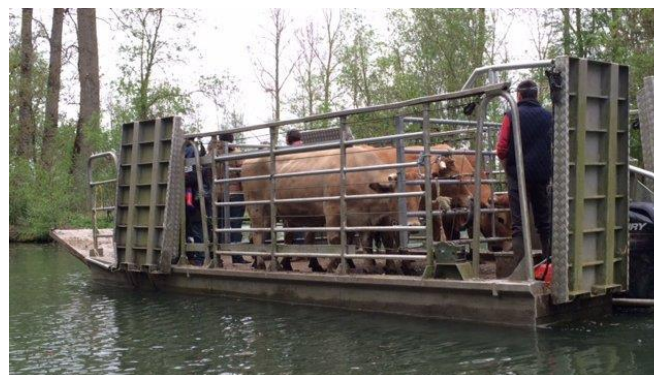


Figure Diagnostic 36 : Le Marais Poitevin (©Niort Agglo)

La perception de ces paysages dépend du mode de déplacement. Une promenade en voiture et en petit train est possible (et même balisée) mais se restreint aux rares routes sillonnant le secteur, construites sur les zones émergées, côtes et îles. Si elle ne permet donc pas de pénétrer le sanctuaire du réseau des canaux, elle donne cependant accès aux vues sur les villages et les maisons. La découverte par bateau reste le moyen de prédilection pour découvrir le réseau de canaux.

Afin de préserver la qualité des paysages et du cadre de vie du PNR du Marais Poitevin, la publicité est interdite sur l'ensemble des communes du parc à l'exception de Niort, dotée d'un RLP approuvé le 11/04/16.

Biodiversité

Le Marais Poitevin abrite une grande richesse écologique, à la fois par la diversité des milieux qui le composent et surtout par ses spécificités de zones humides. Ce fort intérêt écologique se matérialise par une superposition de nombreux zonages d'inventaires et de protections de la biodiversité :

- > Site Natura 2000 ZPS « Marais Poitevin »
- > Site Natura 2000 ZSC « Marais Poitevin »
- > ENS « Marais de la Garette » et « Marais de Saint-Georges-de-Rex – Amuré »
- > APPB « Arbres Têtards »⁶ et APPB « Venise Verte »⁷.

On y observe une grande diversité floristique en lien avec le gradient salin et des espèces endémiques des grands Marais littoraux centre-atlantiques. Des formations plus ponctuelles mais d'un grand intérêt (dunes, tourbières alcalines, pelouses calcicoles à orchidées) contribuent par ailleurs à la biodiversité globale du site. Les Marais

représentent aussi une zone de très grande importance mammalogique (loutre, vison d'Europe, chauves-souris), batracologique (triton crêté) et entomologique avec un riche cortège d'invertébrés. Niort Agglo abrite plusieurs Marais (Marais de Galuchet, de la Grève, de Saint Georges de Rex...) ainsi que des tourbières alcalines (tourbières des fontaines, du Bourdet et des vieilles herbes).

Le Marais Poitevin est en outre un site majeur de migration, de nidification et d'hivernage pour une grande diversité d'oiseaux notamment pour les oiseaux d'eau. On peut y observer la Barge à queue noire, le Courlis corlieu, la Guifette noire, le gorgebleue à miroir blanc de Nantes, le Vanneau huppé, la Spatule blanche ainsi que de nombreux anatidés et limicoles. Enfin, plusieurs espèces exotiques invasives sont localisées sur le territoire du Marais Poitevin comme l'Ecrevisse de Louisiane et deux types de Jussies (*Ludwigia peploides* et *Ledwigia grandiflora*).



Figure Diagnostic 37 : Loutre d'Europe (©INPN)



Figure Diagnostic 38: Triton crêté (©INPN)

⁶ Avec interdiction d'abattre les arbres têtards

⁷ Circulation des bateaux à moteur interdite sauf sur la Seine

Continuités écologiques

Au vu de sa surface et de ses caractéristiques, le Marais Poitevin constitue un réservoir de biodiversité majeur à l'échelle du territoire mais également aux échelles régionales et nationales. Il est constitué d'un cœur fortement maillé en canaux, qui délimitent de petites parcelles de prairies et de bois.

Ce cœur est ceinturé d'une zone de transition avec la plaine, qui ne dispose pas du maillage hydrographique de la zone cœur mais présente un réseau de haies dense, qui compartimente des zones de prairies et plus souvent de cultures au fur et à mesure que l'on se rapproche de la plaine agricole.

Le Marais et sa périphérie forment un véritable nœud écologique à l'Ouest de Niort Agglo entre la Sèvre Niortaise, la traversée bocagère le long de la Guirande, la vallée de la Courance et la vallée du Mignon. Il assure donc une connectivité entre les autres ensembles naturels du territoire, permettant ainsi un maintien des fonctionnalités écologiques. Le Marais connaît par ailleurs quelques dégradations dues aux difficultés d'entretien, à la qualité de l'eau et à la fréquentation touristique et les risques associés de propagation des espèces invasives.

Menaces et Fragmentation

Les espaces du Marais Poitevin sont très convoités, pour le tourisme (environ 850 000 visiteurs par an), le résidentiel (espace densément peuplé et attractif) mais aussi pour l'agriculture (la qualité agronomique des sols est bonne).

L'attractivité touristique met les communes sous la pression de nouveaux équipements de loisirs, dont la consommation d'espaces et l'intégration dans le paysage peuvent parfois poser des difficultés. Néanmoins, les nouveaux aménagements sont fortement encadrés dans le Marais pour préserver sa biodiversité et ses paysages.



Figure Diagnostic 39 : Canaux et bocage au Vanneau Irleau (©Agence MTD)

Par ailleurs, la modernisation de l'agriculture a conduit à des travaux de drainage, à des modifications des systèmes culturaux et à un développement de l'irrigation en périphérie de la zone humide. Ainsi, une partie des prairies naturelles a été reconvertie en cultures céréalières avec des effets indirects d'altération de la ressource en eaux (qualité/quantité) et d'appauvrissement de la végétation aquatique. Néanmoins, on assiste aujourd'hui à une prise de conscience collective du monde agricole qui s'investit dans la replantation de haies et la préservation du Marais.

L'apparition de la chalarose, une maladie du flétrissement du frêne, est également un très fort enjeu avec un risque réel de disparition de ce repère emblématique du paysage du Marais. L'arrivée de la chalarose vient en effet d'être confirmée dans le Marais Poitevin par le Centre Régional de la Propriété Forestière. Le PNR pour faire face

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

à cette menace a d'ailleurs lancé un appel à projet « Plantons les arbres têtards de demain », qui dans le cadre d'une démarche participative, propose de diversifier les essences (<https://pnr.parc-Marais-poitevin.fr/chalarose-appel-projet-renouveler-arbres-tetards>).

La question de l'entretien des canaux se pose également avec l'observation d'une détérioration au fil des années, liée en partie à la multiplicité d'acteurs assurant la gestion du Marais mais également à un phénomène de déprise agricole marquée depuis plusieurs années sur le territoire. Des obstacles à l'écoulement (seuils en rivière, digues, obstacles induits par les ponts, etc.) sont par ailleurs identifiés dans le Marais et peuvent nuire aux déplacements de certaines espèces.

La déprise agricole de certaines parcelles difficiles d'accès est également un sujet de préoccupation, et menacent de fermeture des zones de prairies auparavant ouvertes. De même, la prolifération récente d'espèces exotiques animales (Ragondin) ou végétales (*Ludwigia peploides*) est une menace sérieuse à prendre en compte.

Enfin, le Marais, du fait de son caractère humide, est tout particulièrement sensible au réchauffement climatique, dont les effets doivent être anticipés pour limiter au mieux ses impacts sur les milieux, la faune et la flore.

La fragmentation de ce réservoir de biodiversité reste donc limitée, les hameaux étant de taille réduite et bien intégrés dans le bocage et les réseaux routiers étant peu développés à l'intérieur de la zone humide.

A.2.4.2 Les 5 vallées

Localisation

5 vallées traversent le territoire : la vallée de la Sèvre niortaise, du Lambon, de l'Egray, de la Courance et du Mignon. Elles ont été incluses dans une seule unité paysagère au vu de leurs nombreux traits communs.

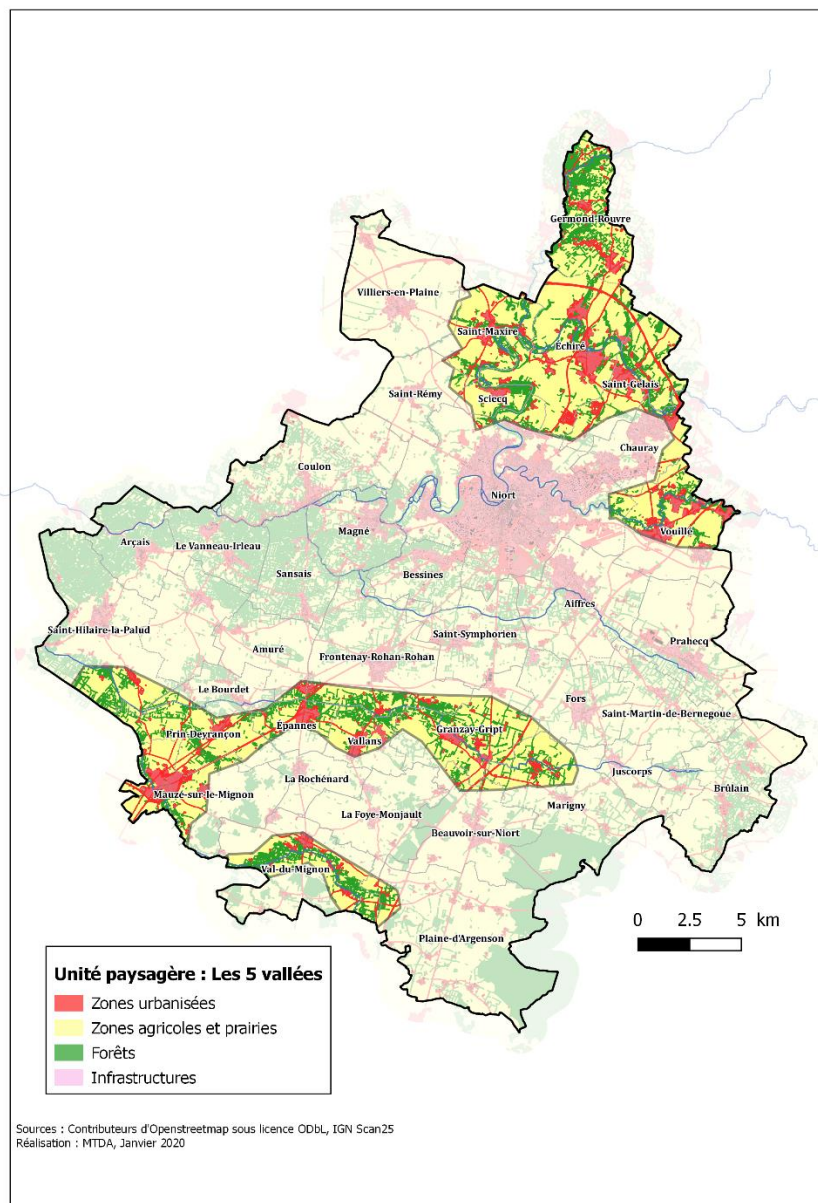


Figure Diagnostic 40 : Unités Paysagères : les 5 vallées

Paysage

Ces vallées forment de véritables coupures vertes et bleues dans les plaines et les bourgs qu'elles traversent. Par endroits, elles creusent le relief et permettent de dégager des panoramas particulièrement intéressants. Elles condensent le plus souvent plusieurs paysages et réunissent l'eau, la végétation, le patrimoine bâti et les habitants.



Figure Diagnostic 41 : La vallée de l'Egray (©Agence MTDA)

Dans la majorité des cas, la présence d'eau est discrète mais reste décelable grâce à la ripisylve qui accompagne le réseau hydrographique ou par les bandes bocagères qui ont été préservées de part et d'autre du cours d'eau (vallée de l'Egray et de la Courance notamment). La présence d'eau se dévoile de manière ponctuelle lors du franchissement du cours d'eau par des ponts et via quelques tronçons en rives.

La Sèvre Niortaise est la vallée la plus emblématique de cette unité paysagère et structure fortement le paysage. Sa partie amont se

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

caractérise par des méandres et un fond de vallée large et plat où prairies, bois humides et peupleraies se côtoient et se succèdent. Cette vallée s'accompagne de plusieurs vallées sèches peu profondes (vallée de Vigon, de Périgny, de Guignerole...) qui correspondent à d'anciens bras de la Sèvre, aujourd'hui asséchés et cultivés. De Sciecq jusqu'aux portes Sud-Ouest de Niort, la Sèvre se resserre et le cours d'eau devient moins accessible physiquement et visuellement. Les versants courts et pentus sont principalement boisés, sauf dans la traversée de Niort.

Il y a peu d'accès direct à la Sèvre pour le promeneur du fait de la forte concentration des parcelles agricoles autour de la rivière. De petites parcelles bordées de haies restent accessibles par des chemins agricoles étroits. L'agriculture joue d'ailleurs un rôle très important dans le maintien de ce paysage et prend différentes formes : maïsiculture, pâturage, peupleraies, prairies fauchées, etc.

Les autres vallées s'inscrivent dans un paysage alternant cultures, prairies, haies, friches et bois. Dans la plaine, elles s'accompagnent aussi de peupleraies.



Figure Diagnostic 42 : La vallée de la Sèvre Niortaise (©Agence MTD)

Plusieurs villages se sont implantés historiquement le long du réseau hydrographique, au sommet de petites falaises (Chauray, Sciecq, etc.) ou à proximité d'un passage de franchissement (Echiré, Saint-Gelais), afin de profiter des ressources associées et d'une situation stratégique.

Les routes et chemins marquent eux aussi le paysage des 5 vallées qu'il s'agisse de ponts, de gués, d'écluses ou de passerelles. Ces points de franchissement permettent de révéler le paysage lié au cours d'eau. La perception n'est pas globale mais ponctuelle et irrégulière.

On retrouve également dans cette unité un bâti patrimonial non négligeable : fermes, châteaux en position défensive (Coudray-Salbart), domaines, manoirs et châteaux des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles (Taillée, Gaillard), moulins, ponts, barrages... qui est parfois laissé à l'abandon. Les bois qui composent en grande partie la vallée de la Courance sont les sièges de châteaux et de domaines privés.

Biodiversité

Aux milieux aquatiques de ces cours d'eau s'associent des milieux alluviaux comme les roselières, les ripisylves, les forêts alluviales (peupleraies, saulaies, aulnaies-frênaies...) ou les prairies. La formation aulnaies-frênaies représente un fort enjeu à l'échelle du territoire au vu de son intérêt européen.

Malgré l'intérêt certain de ces milieux, aucun zonage de protection n'est associé aux principaux cours d'eau du territoire et seul un zonage d'inventaire est recensé sur le vallon des rochers de la chaise (ZNIEFF de type 1 sur la commune de Germond-Rouvre) au vu de l'intérêt floristique de ce site (Hellébore vert, Corydale à bulbe plein, Véronique des montagnes...).

Les cours d'eau représentent pourtant des habitats pour plusieurs espèces de poissons mais aussi des corridors pour plusieurs poissons migrateurs notamment l'anguille, la lamproie marine et la grande alose. Plusieurs frayères à saumons, truites de mer, lamproie marine et alose sont recensées sur la Sèvre niortaise et le Mignon. La Loutre d'Europe, l'Azuré du serpolet, la Rosalie des Alpes et la Fritillaire pintade sont également des espèces à fort intérêt présentes au niveau du réseau hydrographique du territoire.

Les vallées sèches et les coteaux calcaires parfois associés abritent des habitats calcicoles rares notamment des pelouses sèches, des boisements calcicoles ou encore ourlets thermophiles. On y trouve de nombreuses espèces d'orchidées des coteaux secs ainsi que des papillons (Azuré du Serpolet), des orthoptères et des oiseaux (Bondrée apivore, Alouette des champs, Faucon crécerelle, Huppe fasciée). L'ensoleillement et la présence de pierriers sont également favorables aux reptiles (couleuvre verte et jaune, vipère aspic...).

Enfin, l'Ecrevisse de Louisiane, espèce invasive, y est également présente.



Figure Diagnostic 43 : Anguille d'Europe (©INPN)



Figure Diagnostic 44 : Couleuvre verte et jaune (©INPN)

Continuités écologiques

Les vallées du territoire forment à la fois des réservoirs et des corridors écologiques et ce, pour des espèces aquatiques comme terrestres.

La présence d'une mosaïque de milieux favorise en effet une biodiversité plus riche et la présence d'espèces inféodées aux milieux humides et aquatiques, qui ne se retrouvent pas ailleurs sur le territoire. Elles participent également au maintien de l'état de conservation des espèces en leur permettant de se déplacer entre les différents habitats pour l'accomplissement de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, refuge...).

Les pelouses sèches et les vallées sèches ont également été recensées et ajoutées en tant que réservoirs à partir de la bibliographie disponible (notamment des études de Deux-Sèvres Nature Environnement sur les pelouses sèches) et d'une interprétation de la photographie aérienne. Ce choix se justifie par l'enjeu écologique important représenté par ces milieux.

Menaces et Fragmentation

La pollution des eaux est une pression à prendre en compte sur les milieux aquatiques et humides. Différents types de rejets occasionnent ces problèmes de pollution : les rejets d'eaux usées (problèmes d'assainissement), les rejets d'origine agricole (pesticides) ou encore des dépôts illégaux de matériaux de construction, gravats et autres déchets sauvages en bordure de cours d'eau.

Une pression foncière s'exerce sur cette unité notamment à proximité de Niort (Sainte-Pezenne, Saint-Liguaire) et d'Echiré, et ce malgré les risques inondation. L'artificialisation du territoire mais également le développement d'usages de loisirs impactent la qualité paysagère et l'intérêt écologique de l'unité. La topographie implique par ailleurs une sensibilité plus forte des paysages en lien avec la visibilité des aménagements entre eux et depuis la plaine. Les bords des canaux (Mignon) et de la Sèvre Niortaise sont particulièrement vulnérables au

mitage du fait de leur attractivité pour l'installation de résidences secondaires et autres habitats légers de loisirs. Les routes D102, D123 et le chemin de halage en rive droite de la Sèvre entre Irleau et Arçais sont des axes d'accroche de ce type d'urbanisation. L'implantation non contrôlée de ces petites constructions pose un problème d'aménagement du territoire et dégrade la qualité des paysages.

La privatisation des bords des cours d'eau entraîne des difficultés de gestion et de mise en valeur des paysages du territoire liés à l'eau. La présence importante d'obstacles à l'écoulement nuit également à la continuité écologique des cours d'eau et peut mettre en danger la faune qui se déplace le long du lit majeur en entraînant des collisions routières.

La déprise agricole est également un enjeu fort de cette unité car elle engendre une fermeture des fonds de vallées, préjudiciable aux dégagements visuels. A l'inverse, sur les secteurs plats de fonds de vallée, plus favorables à l'agriculture, l'intensification agricole se développe au détriment des prairies, du bocage et de la ripisylve vers une mise en culture monospécifique. Le développement des peupleraies pendant de nombreuses années a représenté un facteur de mutation des paysages en bordure de cours d'eau. Depuis les années 90, la tendance tend à s'inverser, avec une régression des surfaces de peupliers.

On note également la présence d'espèces invasives à la fois floristiques (Renouée du Japon, Jussie, Myriophylle du Brésil, Balsamine de l'Himalaya, Erable negundo) et faunistiques (ragondin, rats musqués, écrevisse américaine...) qui causent des perturbations aux milieux aquatiques et humides et colonisent plus particulièrement la trame bleue du territoire. Ces espèces peuvent également entraver certains usages comme la navigation ou la pêche et engendrer des dégâts (effondrement de berges, récolte agricole...).



Figure Diagnostic 44 : Renouée du japon (©INPN)



Figure Diagnostic 45: Ragondin (©INPN)

© C. Fournier



Figure Diagnostic 46 : Dépôt de déchets dans la vallée de la Sèvre Niortaise (©MTDA)

Concernant les vallées sèches, les principales pressions sont liées à l'intensification de l'agriculture et à la mise en culture de certaines parcelles ou au contraire à leur abandon, induisant une fermeture des

pelouses et ourlets thermophiles en l'absence d'activités pastorales. Localement, il existe d'autres menaces notamment l'exploitation de matériaux calcaires, la pratique de loisirs motorisés ou encore le dépôt de matériaux et déchets.

Plusieurs routes fragmentent les vallées (A10, A83, D1, D169, D174, D611, D648, D650, D743, D744, D850, N11...) ainsi que les voies ferrées et peuvent entraîner des collisions avec la faune. On note aussi une profusion d'obstacles à l'écoulement qui touche de manière différenciée les 5 vallées de l'unité paysagère.

Ainsi, la Courance, Le Mignon et la Sèvre sont plus fortement concernés, ce qui est beaucoup moins le cas du Lambon et de l'Egray. Ces obstacles représentent une problématique pour les espèces aquatiques mais aussi pour des espèces terrestres comme la loutre qui sont parfois obligées de passer par la route pour franchir l'obstacle, renforçant le risque de collision.

A.2.4.3 Les plaines agricoles calcaires de Niort

Localisation

Les plaines agricoles de Niort représentent l'unité éco-paysagère la plus étendue de Niort Agglo et couvrent le Nord et le Sud-ouest du territoire.

Traversées par d'autres unités paysagères, ces plaines se manifestent davantage par de vastes clairières agricoles plutôt que par une vaste plaine agricole d'un seul tenant. Elles partagent néanmoins les mêmes caractéristiques, d'où leur regroupement sous la même appellation.

Au Sud, les limites de la plaine sont marquées par des rebords de plaine assimilés aux événements de côtes mortes au-dessus du Marais Poitevin, de Frontenay-Rohan-Rohan jusqu'aux portes de Mauzé-sur-le-Mignon. La perception depuis ces franges est celle d'un paysage agricole en balcon qui surplombe un paysage à dominante boisée et fermée.

Paysage

Cette unité paysagère se caractérise par un paysage de plaine ouverte et plane, cultivée en grand parcellaire de céréales et dans une moindre mesure de tournesol et de maïs. La culture généralisée des sols procure des perspectives lointaines et offre une succession de matières et de couleurs selon les cultures et les saisons. Au Sud, les perspectives visuelles sont davantage bornées par des linéaires bocagers dans les vallées et des massifs boisés en points hauts.

En raison de la quasi-absence de relief, les clochers, les châteaux d'eau, les hangars et silos agricoles et les alignements d'arbres se repèrent de loin. Le réseau électrique de haute tension, peu qualitatif, est ainsi particulièrement visible dans le paysage, de même que le parc éolien de Benet, situé en limite Nord-ouest de Niort Agglo. Il en est de même pour les aménagements urbains, commerciaux et industriels notamment au niveau de la périphérie de Niort, qui se développe aujourd'hui au-delà de la cuvette où la ville s'était implantée historiquement.

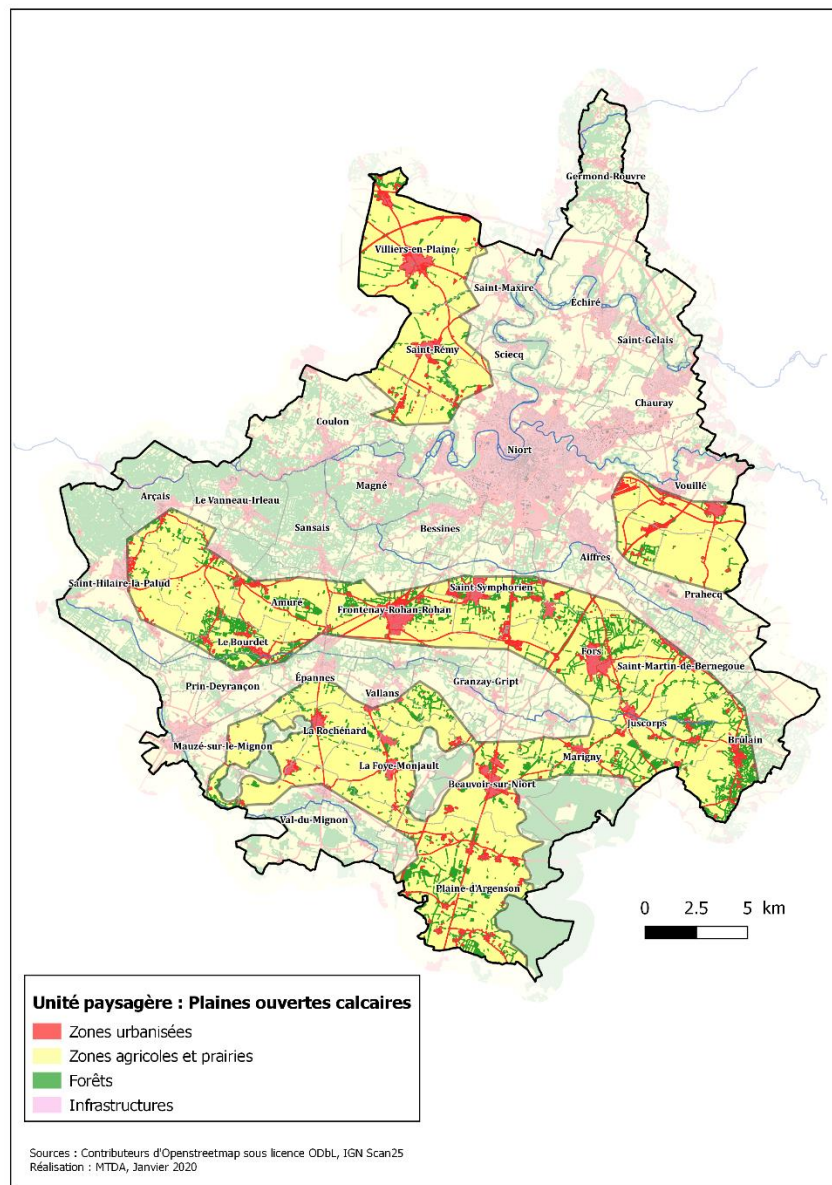


Figure Diagnostic 47 : Unités Paysagères : les plaines ouvertes calcaires



Figure Diagnostic 48 : La plaine agricole calcaire Nord à Villiers en Plaine (©MTDA)



Figure Diagnostic 49 : La plaine agricole calcaire Sud à Beauvoir-sur-Niort (©MTDA)

Quelques talwegs, vallées et côtes viennent ponctuellement moduler le relief et offrir des panoramas intéressants sur la plaine et les unités paysagères voisines. Il s'agit notamment de la côte « Bellevue » à

Accuse de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Villiers-en-Plaine, des Chaumes de Niort à Saint-Gelais et Echiré, des coteaux d'Aiffres et de Coulon et des vallées de La Guirande et du Lambon.

La présence d'eau est discrète mais se devine par les variations du relief et par les peupleraies et les ripisylves qui les bordent. Elles apportent une diversité dans les ambiances paysagères et agricoles, les cours d'eau étant souvent accompagnés d'une végétation de haies et de bois qui quadrillent des parcelles de prairies. Le passage encore bien méandreux des cours d'eau de la Guirande et du Lambon est associé à des systèmes de bocage plus denses et plus diversifiés en fond de vallée. Ces éléments structurent fortement les villages d'Aiffres et de Vouillé. L'eau est aussi bien présente au Sud, avec le passage de la Courance et du Mignon.

Les villages forment des entités urbaines où le bâti est traditionnellement regroupé (Villiers-en-Plaine, Saint-Rémy...), même si certaines communes sont touchées par de l'urbanisation diffuse (Aiffres, Chauray...). On retrouve davantage de hameaux et de bâti diffus agricole et artisanal dans la plaine Sud que dans la plaine Nord.

Les villages sont souvent associés à davantage de végétation que les plaines cultivées qui les jouxtent ; haies le long des routes et en limite de parcelles, chemins creux et bocage, jardins... ; qui forment des coupures et des lisières vertes favorisant la lisibilité et l'intégration du bâti dans la plaine.

Quelques hameaux (Gascougnolles à Vouillé, Champbertrand à Villiers-en-Plaine, Est de Petit Breuil Deyrançon, Nord de La Rochénard, Sud de Saint-Georges-De-Rex) présentent des façades urbaines patrimoniales, mises en valeur par ces espaces non construits végétalisés. On note également un patrimoine bâti en marge des centres villageois qui participe à la qualité et à l'identité des villages : corps de ferme, château d'Allerit, château du Grand Breuil, château Gaillard.... Des sites ponctuels et isolés comme la Chapelle de Notre Dame de Day sont des atouts pour le paysage rural et agricole de cette unité. On recense cependant plusieurs bâtiments

patrimoniaux à l'abandon. Les routes, nombreuses et fréquentées, sont des axes importants de découverte du territoire, d'autant plus que certaines surplombent en partie les unités paysagères voisines. Sur la partie Nord, ce sont principalement l'autoroute A83 et A10, la RD 744, la ligne TGV Poitiers-La Rochelle. Sur la partie Sud, la D611 (ancienne N11 Niort-La-Rochelle) est l'axe routier majeur de découverte de cette unité avec l'autoroute A10 et la RN 150. Il faut y ajouter la liaison par la RD 950 de St-Jean d'Angély à Melle.

Les alignements de grands arbres le long de certains axes routiers participent à l'animation de ces grands espaces dégagés.

Biodiversité

La plaine Nord-ouest et la plaine Sud-est de Niort constituent des zones de plaine ouverte où les champs de céréales et d'oléoprotagineux côtoient encore des prairies dédiées à l'élevage. Il en résulte une mosaïque de milieux diversifiés qui rend ces plaines particulièrement attrayantes pour l'avifaune. Ces plaines s'inscrivent d'ailleurs dans les huit zones de plaines à Outarde canepetière en région Poitou-Charentes et combinent 8% des effectifs régionaux. On y trouve aussi l'oedicnème criard et les busards des roseaux, cendré et Saint-Martin. A ce titre, elles sont couvertes par des sites Natura 2000 « oiseaux » (ZPS, ZSC) et par des zonages d'inventaire de la biodiversité (ZICO, ZNIEFF 1 et ZNIEFF 2). Une entomofaune messicole est également à souligner au niveau des bords de champs et de routes.

Plusieurs bâtiments d'habitation et d'élevage ainsi que des murets sont constitués de pierres calcaires issues de la géologie locale et laissent ouvertes des petites cavités favorables à la nidification d'espèces cavernicoles.

D'un point de vue floristique, on trouve encore plusieurs espèces des moissons (miroir de Vénus, peigne de Vénus, adonis d'été, violette des champs, bleuets, etc.) qui tendent à se raréfier avec l'intensification des pratiques agricoles (DSNE, 2009).

La Plaine de Frontenay, classée en ZNIEFF de type 1, présente un profil et des enjeux identiques aux deux plaines de Niort.

Figure Diagnostic 50 : Outarde canepetière (©INPN)



Figure Diagnostic 51 : CEdicnème criard (©INPN)



Continuités écologiques

Certaines zones de plaines cultivées ont été retenues comme réservoirs de biodiversité en raison de leur sensibilité vis-à-vis de l'outarde et du busard cendré. Ces zones sont pour la plupart incluses dans les zones de protection spéciale du dispositif Natura 2000. On peut donc supposer que ces zones sont également intéressantes pour l'ensemble du cortège avifaunistique protégé par ces ZPS. Le reste de ces zonages ont été par ailleurs pris en compte sous la forme d'espaces à corridors diffus.

Les pelouses sèches et les vallées sèches les plus intéressantes ont également été recensées et ajoutées en tant que réservoirs de biodiversité à partir de la bibliographie disponible (notamment des études de Deux-Sèvres Nature Environnement sur les pelouses sèches) et d'une interprétation de la photographie aérienne. Les secteurs de pelouses plus ponctuels ou dégradés ont été intégrés à la trame verte et bleue via la couche de corridors ponctuels en pas japonais dédiée.

Menaces et Fragmentation

La survie de l'Outarde canepetière et des autres espèces faunistiques comme floristiques est menacée par l'intensification des pratiques agricoles : augmentation de l'homogénéité parcellaire, disparitions des surfaces "pérennes" : prairies, luzernes, jachères, haies, etc.

A noter également l'augmentation des infrastructures routières (autoroutières en particulier) qui fragmentent les espaces agricoles et naturels. Leur implantation a considérablement modifié les paysages en induisant du remembrement agricole et une modification de l'organisation spatiale des communes. La pression industrielle et commerciale en bord de route crée une artificialisation linéaire particulièrement fragmentante pour les espèces (Mauzé-sur-le-Mignon, Epannes...).

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Le développement rapide des jachères fleuries (flore non autochtone) induit des risques d'invasion par des espèces exotiques et une dénaturation du principe de flore des champs (DSNE, 2009).

Les extensions urbaines et le mitage s'exercent dans toutes les communes mais de manière plus significative le long des axes autour de Niort. Ce phénomène conduit à une urbanisation linéaire le long des axes routiers, à la banalisation des entrées de ville et à des transitions abruptes entre campagne et espaces urbains. Ces extensions provoquent des phénomènes de co-urbanisation avec les communes périphériques de Niort (Chauray et Aiffres).

A contrario, les centres villes et villageois semblent touchés par une vacance et un abandon du patrimoine bâti plus marquants qu'ailleurs.

L'évolution des pratiques agricoles peut également avoir des impacts directs sur les paysages (agrandissement des parcelles, homogénéisation des cultures, banalisation du paysage, destruction des haies, des alignements d'arbres...). Par exemple, les bandes bocagères en fonds de vallons de la Courance et du Mignon se déstructurent et le maillage de haies s'agrandit au profit d'une intensification agricole et d'une maïsiculture importante.

Certaines bassines (ou réserves de substitution) peuvent également être mal intégrées d'un point de vue paysage. Des alignements d'arbres favorisent parfois cette intégration.

Les châteaux d'eau et les lignes électriques aériennes ont aussi été identifiés comme des éléments peu qualitatifs dans les paysages très ouverts de cette unité, d'autant plus que certains châteaux d'eau ne sont plus en fonctionnement.



Figure Diagnostic 52 : *Château d'eau à Coulon* (©MTDA)

Les éoliennes situées à proximité du territoire et des plaines sont aussi des éléments de fragmentation pour certaines espèces et peuvent également avoir un impact négatif sur les paysages.



Figure Diagnostic 53 : *Eoliennes visibles depuis Germond-Rouvre* (©MTDA)

01.2.4.4 La traversée guirandaise bocagère

Localisation

Il s'agit d'une écharpe bocagère, qui s'étire au sein de la plaine de Niort dont elle limite les horizons. Elle s'inscrit dans une légère dépression du relief associée à la vallée de la Guirande. La traversée guirandaise s'étend du Marais Poitevin (elle encadre la partie de Marais Mouillé) jusqu'à la vallée de la Boutonne.

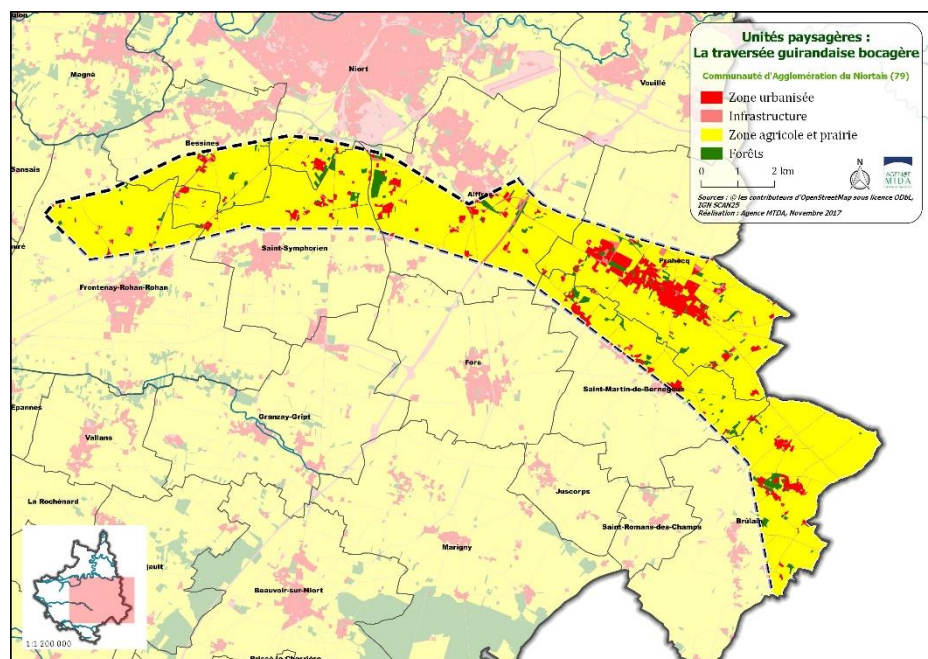


Figure Diagnostic 54 : Unités paysagères : La traversée guirandaise bocagère

Cette unité se dévoile principalement par la R.D. 740, qui se trouve à la lisière de la bande bocagère et de la plaine depuis Niort jusqu'à la Boutonne.

Paysage

La traversée bocagère se caractérise par un paysage cloisonné et arboré, dont la haie constitue tant l'emblème que le principal élément de structuration de l'espace et sa composante la plus visible. La vocation première d'élevage et de pâturages a été favorisée par les sols plus humides, moins aptes aux grandes cultures et a façonné l'occupation du sol. Ce réseau de haies permet une approche intime de l'espace et un isolement aujourd'hui très apprécié. Les chemins creux, les arbres, les prairies pâturées, représentent une campagne aimable, aux espaces variés, très appréciée pour les promenades à pied ou à cheval. Mais le paysage bocager reste d'une accessibilité et d'une visibilité difficiles du fait de la privatisation des lieux et des chemins, des écrans visuels parfois trop importants et de l'absence de relief.

Par ailleurs, la traversée bocagère fait aussi contraste avec la plaine par la répartition du bâti : aux villages fortement regroupés de la plaine s'oppose la dispersion des établissements humains du bocage. Le cloisonnement de l'espace fait que les villages et bourg apparaissent et disparaissent subitement. Pour les mêmes raisons, une grande partie des installations agricoles et industrielles sont protégées des regards par le réseau dense des haies.

Les villages de Prahecq et de Saint-Symphorien sont placés à cheval sur les rivières et les coteaux qui les bordent sont occupés par des cultures diverses : potagers, vignes, vergers. Ces vallées douces s'aplanissent vers l'aval jusqu'à rejoindre le Marais Poitevin.

Figure Diagnostic 55 : La vallée de la Guirande (©MTDA)



Cette dispersion du bâti combinée à l'ancienneté du parcellaire conduisent à un réseau dense de petites routes et d'innombrables chemins, qui contribuent au sentiment d'enfouissement que procure le bocage. Par contraste, les routes récentes semblent appartenir à un autre territoire.

Un système paysager et rural très spécifique et identitaire se découvre au gré et en lisière de certains Marais : il s'agit de jardins-potagers qui diversifient le paysage et assurent une transition entre les espaces bâtis et le Marais très boisé.

Biodiversité

La traversée bocagère est principalement constituée par la Guirande, affluent de la Sèvre niortaise, sa ripisylve plus ou moins fragmentée et les milieux attenants. On y retrouve également des prairies inondables et des boisements alluviaux naturels qui sont parfois localisés à proximité directe de zones agricoles ou urbaines. Ces prairies inondables sont ceinturées par des systèmes bocagers faisant

le lien avec le Marais Poitevin et permettant ainsi l'accueil d'une faune diversifiée.

Figure Diagnostic 56 : Réseau bocager enserrant des parcelles cultivées à Prahecq (©MTDA)



Malgré l'intérêt écologique de cette traversée bocagère, on notera l'absence de zonage écologique réglementaire ou d'inventaire. Cet intérêt n'en est pas pour le moins bien représenté avec la présence de la Rosalie des Alpes, que l'on retrouve au niveau des frênes têtards qui jalonnent la vallée de la Guirande. Cette dernière abrite également de belles stations de Fritillaire pintade

Continuités écologiques

La traversée bocagère est constituée de plusieurs réservoirs de biodiversité reliés entre eux grâce à la continuité créée par la vallée de la Guirande. Elle forme une passerelle entre le Marais et la vallée de la Boutonne, qui présente un grand intérêt écologique.

L'Ouest de cette traversée est marqué par le Marais et sa zone de transition, dont le bocage se maintient le long de la vallée de la

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Guirande ou en ceinture autour de zones urbanisées (dont Niort au Sud de la ville).

Plusieurs réservoirs de biodiversité ont donc été identifiés : les zones bocagères du Marais, celles de la vallée et les ceintures bocagères de villes et de villages. Des corridors écologiques diffus permettent la connectivité de ces zones entre elles.

Menaces et Fragmentation

En matière de menace, la commune de Bessines est particulièrement soumise à des pressions urbaines de Niort. Ses entrées urbaines et les axes routiers qui les relient (D611, D3) sont très vulnérables au développement de l'urbanisation et des zones d'activités.

En outre, un début de mutation de la composition traditionnelle des haies s'opère dans les espaces péri-urbains avec l'apparition des haies de résineux aux abords des habitations et en ceinture de parcelles privatisées de loisirs, en incohérence totale avec le réseau de haies « traditionnel ».

Plusieurs routes à grande circulation fragmentent cette traversée bocagère (A10, D104, D611, D650) ainsi que des voies ferrées.

On note également une présence non négligeable de seuils qui fragmentent le cours d'eau de la Guirande.

A.2.4.5 Les reliquats d'Argenson

Localisation

Les massifs de la sylvie d'Argenson constituent encore un des plus vastes ensembles forestiers de Poitou-Charentes et présente un fort intérêt écologique. Il constitue l'héritage d'un gigantesque ensemble forestier, qui se poursuit à l'Est du territoire, morcelé au fil des âges et des défrichements. En effet, lors du peuplement celte, deux grands groupes se sont partagés le territoire régional, au Nord les Pictons (Poitiers et le Poitou) et au Sud les Santons (Saintes et la Saintonge). Entre eux deux, une zone de marche reste boisée, la forêt d'Argenson. Cette forêt marque toujours la limite entre les départements poitevins et charentais même si elle ne constitue plus un massif unique mais plutôt une série de massifs boisés qui alternent avec des clairières et des espaces ouverts, cultivés en céréales.

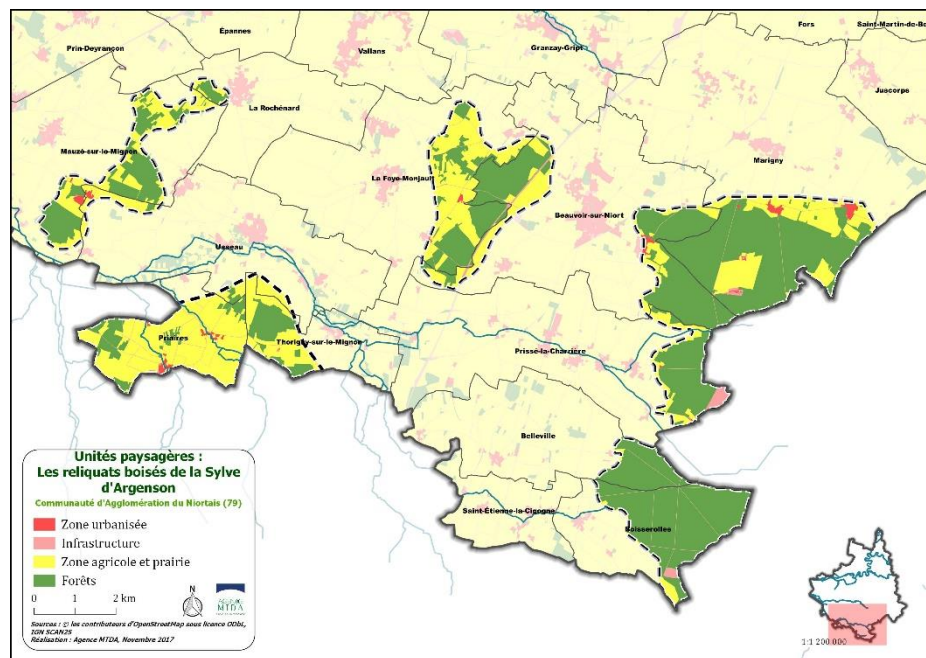


Figure Diagnostic 57 : Unités paysagères : Les reliquats de la Sylve d'Argenson

Ces massifs font l'objet d'un site Natura 2000 et d'une réserve biologique qui visent à protéger l'intérêt écologique de ce site et sont couverts par plusieurs zonages d'inventaires de la biodiversité (ZNIEFF de type 1 et 2)

Paysage

Cette unité se caractérise par des boisements de toute taille qui dominent les paysages et compte notamment quelques forêts domaniales (Chizé, Chef-Boutonne, Aulnay). Les chênes et les hêtres sont les espèces les plus représentées.

La forêt abrite de nombreuses sources de ruisseaux venant alimenter la Boutonne et la Couture. Les vallées assez plates forment les axes de clairières enchaînées les unes aux autres. Elles accueillent les principales agglomérations et de vastes peupleraies, magnifiées en hiver par les inondations.

L'alternance des forêts et de secteurs plus dégagés définit un très grand nombre de lisières qui constituent une composante paysagère forte. Outre leur richesse écologique, les lisières présentent en effet un intérêt paysager particulier car elles animent et structurent les horizons des plaines agricoles.

Plus ou moins proches de l'observateur, elles déterminent plus fortement l'ambiance du secteur que l'intérieur même des massifs, peu accessibles.

Il n'y a pas de villages dans les forêts. Ils se situent au centre des clairières, de préférence au bord d'un cours d'eau.

Biodiversité

Les massifs de la Sylve sont principalement des forêts caducifoliées sur calcaires dont l'espèce dominante est le chêne pubescent accompagné parfois du chêne pédonculé. Le site comprend également des surfaces non négligeables de hêtraie calcicole sud-occidentale.

Il abrite ainsi un remarquable cortège floristique associé à la hêtraie avec des populations importantes d'espèces rares ou en station unique au niveau régional (Belladone, Orge d'Europe).

Le site héberge également des espèces intéressantes d'invertébrés, de mammifères (chiroptères, genette, chevreuil, sanglier, blaireau) et d'amphibiens (salamandre, triton). Des études récentes menées par le département et l'association Deux Sèvres Nature Environnement (DSNE) ont montré la présence de 16 espèces de chauves-souris dont 6 inscrites à l'Annexe II de la Directive Habitat-Faune-Flore. Le réseau d'allées, de mares, de lisières et de layons forestiers forme en effet des terrains de chasse favorables pour certaines espèces de chiroptères. Le bâti (granges, linteaux, volets, caves, greniers) constitue des gîtes attractifs pour les espèces anthropophiles identifiées. Les arbres à cavités ou fissurés, les écorces décollées sont des habitats indispensables aux chauves-souris arboricoles.

Par ailleurs, des pelouses et des ourlets calcicoles thermophiles subsistent au sein des chênaies pubescentes ou au milieu des zones céréalières (pelouses calcaires du bois de la Noue sur la commune de Granzay-Gript). Ces milieux sont associés à un très riche cortège d'espèces notamment le séneçon du Rouergue, la sabline des chaumes, le scorsonère hirsute, l'inule à feuilles de spirée...



Figure Diagnostic 59 : Barbastelle d'Europe (©INPN)



Figure Diagnostic 60 : Genette commune (©INPN)

Continuités écologiques

Les réservoirs de biodiversité identifiés sur cette unité paysagère correspondent à de petits boisements disséminés dans la plaine agricole aux alentours de la forêt de Chizé, elle-même identifiée comme un réservoir de biodiversité majeur. Ces boisements ont été retenus du fait de leur ancienneté, du caractère rare des boisements sur le territoire de Niort Agglo et de leur association régulière à des ourlets thermophiles.

Des reliquats bocagers peuvent faire la liaison entre ces réservoirs et ont été identifiés en tant qu'espaces de corridors diffus afin de préserver les liens fonctionnels existants entre les réservoirs de biodiversité. Le fonctionnement écologique de cette entité repose sur des déplacements en pas japonais des espèces entre les réservoirs boisés. L'intérêt des boisements repose donc sur leur nombre et leur proximité pour maintenir ces échanges fonctionnels. Ces corridors en pas japonais permettent de créer des liens écologiques entre la vallée de la Courance et la vallée du Mignon.

Les trois corridors écologiques forestiers à remettre en bon état sont des corridors écologiques d'importance régionale identifiés dans le SRCE Poitou-Charentes. Leur remise en état doit permettre de recréer le lien écologique entre la vallée du Mignon et la forêt de Chizé.

Menaces et Fragmentation

La principale menace pesant sur ces noyaux boisés est liée à leur enrésinement voire à leur défrichement qui induirait une modification des habitats des espèces. La conduite sylvicole moderne limite également la présence de futaie irrégulière et âgée avec des arbres sénescents ou morts qui sont plus favorables aux chauves-souris sylvicoles et aux invertébrés.

Les changements climatiques provoquent par ailleurs un dépérissement des hêtraies. La mise en place d'essences de remplacement entraîne souvent une banalisation de l'habitat. Concernant les pelouses et les ourlets thermophiles, leur maintien dépend des modalités de gestion et notamment de la lutte contre leur embroussaillage. Le bocage entre ces unités boisées est également menacé de destruction du fait d'une évolution possible des pratiques agricoles. Quelques routes (A10 et D650) et les voies ferrées peuvent fragmenter les continuités écologiques de cette unité.

A.2.4.6 Le cœur urbain

Localisation

Au bord de la Sèvre Niortaise et aux portes du Marais Poitevin, Niort et sa périphérie forment un noyau urbain à l'interface des paysages du reste du territoire. La perception de cette unité se fait sur ses franges via le réseau routier et autoroutier qui converge ou contourne la ville.

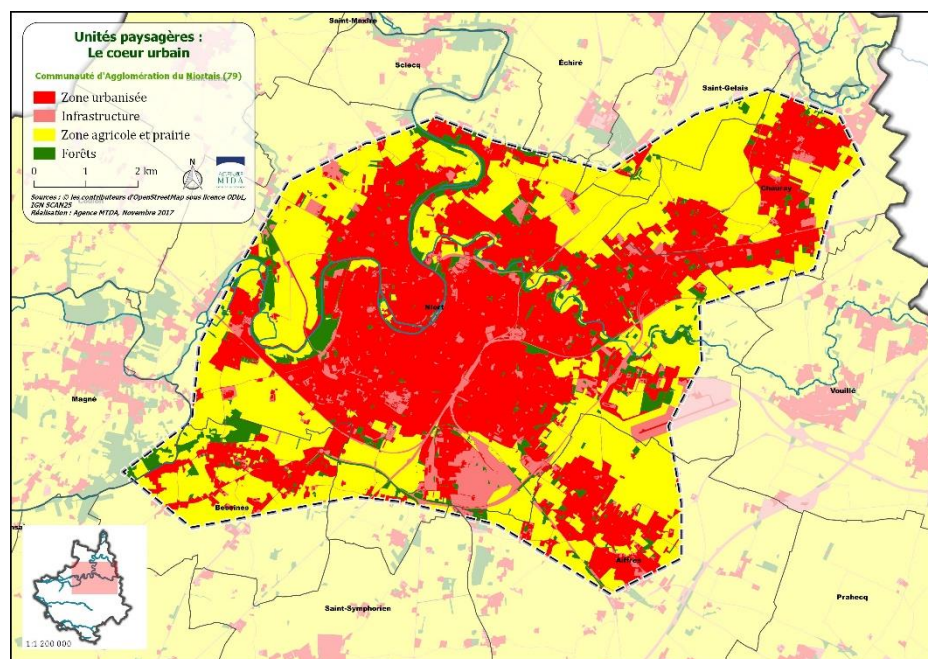


Figure Diagnostic 61 : Unités paysagères : le cœur urbain

Paysage

Du fait de sa position centrale, cette unité bénéficie de la diversité paysagère qui l'entoure et n'a pas connu d'extension trop destructrice. Le donjon occupe une place privilégiée dans l'évocation des paysages de cette unité.

La Sèvre constitue un élément structurant de Niort : elle est le siège de l'implantation historique de la ville et a fait l'objet d'aménagements paysagers en coulée verte. Avec le Lambon, elle forme une ceinture verte qui constitue un atout paysager majeur de l'unité. Elle met particulièrement en valeur le patrimoine qu'elle longe et les façades intra-urbaines. Elle est aussi le lieu privilégié des jardins et des espaces verts urbains (prairies inondables, parcs...), qui permettent une ouverture paysagère. Pourtant, le réseau hydrographique se réduit parfois au cours d'eau et à un simple alignement d'arbres et la privatisation des bords de Sèvre réduit la visibilité des paysages liés à l'eau et les leviers pour les mettre en valeur.

Les bandes bocagères présentes autour de la ville (Marais Poitevin à l'Ouest, bande bocagère au Sud) participent également à cette ceinture verte et permettent une transition et une intégration de Niort dans son environnement.

La topographie est également une caractéristique identitaire de cette unité, la ville de Niort formant un « amphithéâtre ». Cette structure en palier permet de mettre en valeur le patrimoine historique de la ville et de dégager des perspectives intéressantes. Les églises Saint-André et Notre-Dame ainsi que le château d'eau constituent des repères importants dans le paysage de Niort.

Enfin, les alignements d'arbres le long des principales routes qui convergent vers Niort font aussi partie des atouts paysagers de cette unité. Ils guident le visiteur, apportent ou prolongent une trame verte dans le contexte urbain, agrémentent les entrées de villes, participent à la qualité du cadre de vie des niortais et aident également à composer et organiser la lisibilité de la ville et de ses extensions urbaines.

Biodiversité

La ville n'est pas exempte de biodiversité, au contraire. De nombreux inventaires témoignent de la valeur écologique de la biodiversité sur ce secteur (APPB, sites Natura 2000, ZNIEFF, ZICO, sites inscrits et sites classés, AVAP, etc.). Les parcs et les espaces verts, les jardins « partagés » ou non, les zones maraîchères, les haies, les bordures de routes, les murs végétalisés, les trottoirs et balcons fleuris peuvent accueillir de nombreuses espèces animales et végétales. On parle de nature en ville. La nature en ville participe à l'amélioration du cadre de vie des habitants et permet la pratique d'activités de loisir. Elle est également à l'origine de nombreux services pour l'homme. Elle permet en effet une meilleure gestion de l'eau en permettant son infiltration. Elle assure aussi une meilleure régulation des températures en ville et permet de limiter le phénomène d'îlot de chaleur.

Figure Diagnostic 62 : Nature en ville à Niort (©MTDA)



Enfin, les espaces de nature en ville accueillent une biodiversité adaptée et peuvent donc participer à la trame verte et bleue du territoire. Certaines espèces remarquables peuvent s'y trouver (Grosbec casse-noyau, Moineau soulcie, Rougequeue à front blanc, chauves-souris, insectes...). Certains jardins, parcs et autres espaces végétalisés peuvent donc constituer des refuges et concentrer un nombre non négligeable d'espèces. La mise en place de la politique « Zéro phyto » sur Niort va dans le sens de leur protection.

De façon localisée, l'aérodrome de Niort présente un intérêt écologique important, avec la présence de plus de 30,8 ha de pelouses sèches jamais retournées, caractérisé par une avifaune

remarquable (busards, alouettes), une grande diversité d'orchidées et de nombreux insectes patrimoniaux d'intérêt européen (source : DSNE) ; ainsi que 31,6 hectares de prairies maigres de fauche. Un plan de gestion a été mis en œuvre par la ville de Niort sur l'aérodrome pour maintenir cette richesse écologique.

Continuités écologiques

Plusieurs espaces verts intra-urbains classés comme réservoirs de biodiversité dans le cadre du PLU de la ville de Niort ont été pris en compte dans la TVB intercommunale (24 au total, dont 6 réservoirs aquatiques), à savoir :

- > Les Marais Niortais : Marais de Galuchet et de la Plante, Marais de Saint-Rémy grand Marais de Bessines
- > La Sèvre Niortaise : méandres de la Sèvre amont, méandres de la Sèvre avale, plan d'eau de Noron
- > Le bois de la Tranchée, le boisement de Surimea
- > La rivière du Lambon (secteur amont)
- > L'aérodrome
- > Les deux vallées sèches : la vallée de Buffevent-Torfou et la vallée de Vignon
- > Les secteurs bocagers : la Coudraie, dans la vallée du Lambon plus largement le secteur bocager de la commune de Niort
- > La plaine céréalière de la Goupillière
- > Les friches industrielles : ancien dépôt de tabac de la Seita, le long de la voie ferrée Niort-Poitiers

Plusieurs de ces sites ont fait l'objet d'une analyse par photo-interprétation et d'inventaires naturalistes précise pour identifier les espaces qui participent à ce réservoir et corridor écologique (Sèvre et

ses abords, Lambon, etc.). Les grandes continuités écologiques qui se dessinent sur cette unité paysagère sont à associer aux cours d'eau qui traversent le centre-ville et à la bande bocagère au Sud du noyau urbain, le long de la Guirande.

Menaces et Fragmentation

Les principales pressions qui s'exercent sur les paysages sont liées au développement urbain, industriel et commercial, exercées principalement le long des axes routiers et qui remet en question les contours de la ville. Ce phénomène est d'autant plus problématique que ces axes s'inscrivent parfois en entrée de ville ou dans des reliefs en points hauts et sont donc particulièrement visibles. La principale « entrée de ville » de l'agglomération s'inscrit ainsi dans un ensemble commercial peu qualitatif avec la présence singulière de sociétés d'assurance. En outre, des co-urbanisations se créent par agglomération de noyaux urbains autrefois séparés. La continuité urbaine qui se forme avec Saint-Maixent est une parfaite illustration de ce phénomène.

Vers les plaines, l'instauration d'une limite franche et lisible reste à établir pour faciliter l'articulation de la ville avec les paysages d'« openfields » et une valorisation mutuelle. On retrouve également des pressions de densification et d'extension urbaine au niveau des trames vertes portées par les cours d'eau et les bandes bocagères ainsi qu'une problématique de fragmentation par les réseaux routiers. Les milieux anthropisés sont souvent plus fortement touchés par les espèces invasives (notamment au niveau des friches), qui font concurrence aux espèces locales et peuvent poser des problèmes sanitaires. En outre, le caractère favorable des espaces de nature en ville à la biodiversité dépend de la gestion appliquée (utilisation d'insecticides, tontes répétées...).

A.2.5 La trame verte et bleue

L'élaboration de la TVB de Niort Agglo⁸ s'appuie sur l'identification des cinq sous-trames écologiques, qui croisent les critères suivants :

- Les milieux naturels structurants du territoire de Niort Agglo constituent le premier critère (approche quantitative). Sur le territoire de Niort Agglo, ils sont représentés par le réseau hydrographique, les milieux bocagers, les plaines agricoles et les milieux forestiers
- Les milieux de moindre emprise géographique, à fort intérêt écologique sont également identifiés : il s'agit des zones humides, tourbières, mares et pelouses thermophiles.
- L'analyse retient également des enjeux plus spécifiques, comme ceux liés à la protection d'espèces protégées (Outardes canepetières, Busard cendré) présentes sur le territoire de Niort Agglo.

Le croisement des trois critères conduit à identifier sur le territoire de Niort Agglo les 5 sous-trames écologiques suivantes :

Sous-trames écologiques de Niort Agglo	Milieux supports des sous-trames
Sous-trame des milieux forestiers	Toutes les forêts du territoire : forêts de feuillus, conifères, mixtes
Sous-trame des milieux bocagers	Prairies permanentes, réseaux de haies, peupleraies, bosquets et mares
Sous-trame des plaines agricoles ouvertes	Zones de cultures et prairies
Sous-trame des milieux calcicoles	Pelouses, prairies maigres et coteaux calcaires
Sous-trame des milieux aquatiques et humides	Cours d'eau, plans d'eau, mares et zones humides du territoire

Figure Diagnostic 63 : Les 5 Sous-trames écologiques de Niort Agglo

Les sous-trames correspondent tout d'abord aux milieux naturels les plus représentés sur le territoire en termes de surface. Cette approche permet de faire ressortir les entités naturelles structurantes du territoire. Elle se base sur l'analyse de l'occupation des sols.

Cependant, certains milieux naturels occupant une petite surface peuvent représenter un fort intérêt écologique (landes, pelouses thermophiles, tourbières...). L'approche qualitative des entités naturelles permet donc d'identifier ces milieux et de les intégrer dans les différentes sous-trames spécifiques.

⁸ Une annexe détaille précisément la méthodologie mise en œuvre pour réaliser la Trame Verte et Bleue du SCoT de Niort Agglo

La cohérence avec les travaux réalisés aux échelles supra (SRCE Poitou-Charentes, PNR, etc.) est prise en compte dans le choix de ces sous-trames, décrites ci-après.

Pour chaque sous-trame écologique, sont présentés les zonages de protection et d'inventaires associés à ces milieux ainsi qu'une liste des espèces sensibles à la fragmentation dont la préservation est un enjeu pour la cohérence de la Trame verte et bleue. Pour effectuer la sélection des espèces pour le territoire de Niort Agglo, nous nous sommes appuyés sur les listes d'espèces nationale et régionale (SRCE Poitou-Charentes). Un travail complémentaire avec les acteurs locaux a également été conduit (DSNE, GODS, PNR Marais Poitevin).

L'élaboration de la TVB du SCOT de Niort Agglo a fait l'objet d'une note méthodologique détaillée, jointe en annexe.

Les **réservoirs de biodiversité de la TVB de Niort Agglo** correspondent aux massifs forestiers de grande ou de moyenne taille (forêt de Chizé, reliquats de la Sylve d'Argenson), et boisements de plus petite taille majoritairement connectés entre eux, à l'Ouest et au Centre du territoire de Niort Agglo. Les milieux bocagers sont particulièrement emblématiques du territoire et très concentrés sur la partie Ouest (zone de Marais Poitevin). Si les réservoirs de biodiversité bocagers sont les espaces au sein desquels la biodiversité y est la plus forte, c'est bien l'ensemble du maillage bocagers qui permet la circulation des espèces.

LA TRAME VERTE ET BLEUE (TVB) DU SCOT DE NIORT AGGLO

LA TRAME VERTE

- RÉSERVOIR DE BIODIVERSITÉ
- LES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES :**
 - CORRIDOR DIFFUS DES PLAINES AGRICOLES OUVERTES
 - PRINCIPAL CORRIDOR DE LA TRAME VERTE
 - ↔ CORRIDOR FORESTIER À PRÉSERVER (DONT LES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES FORESTIERS EN BON ÉTAT)
 - ↔ CORRIDOR FORESTIER À REMETTRE EN BON ÉTAT

LA TRAME BLEUE

- LES RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉ :**
 - RÉSERVOIR DES MILIEUX HUMIDES
 - RÉSERVOIR DES MILIEUX AQUATIQUES
- LES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES :**
 - ↔ CORRIDOR DES MILIEUX AQUATIQUES
 - CORRIDOR DIFFUS EN PAS JAPONAIS DES MILIEUX HUMIDES

AUTRES ÉLÉMENTS

- OBSTACLE À L'ÉCOULEMENT
- INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT :**
 - AUTOROUTE
 - PRINCIPAL AXE ROUTIER
 - - - VOIE FERRÉE

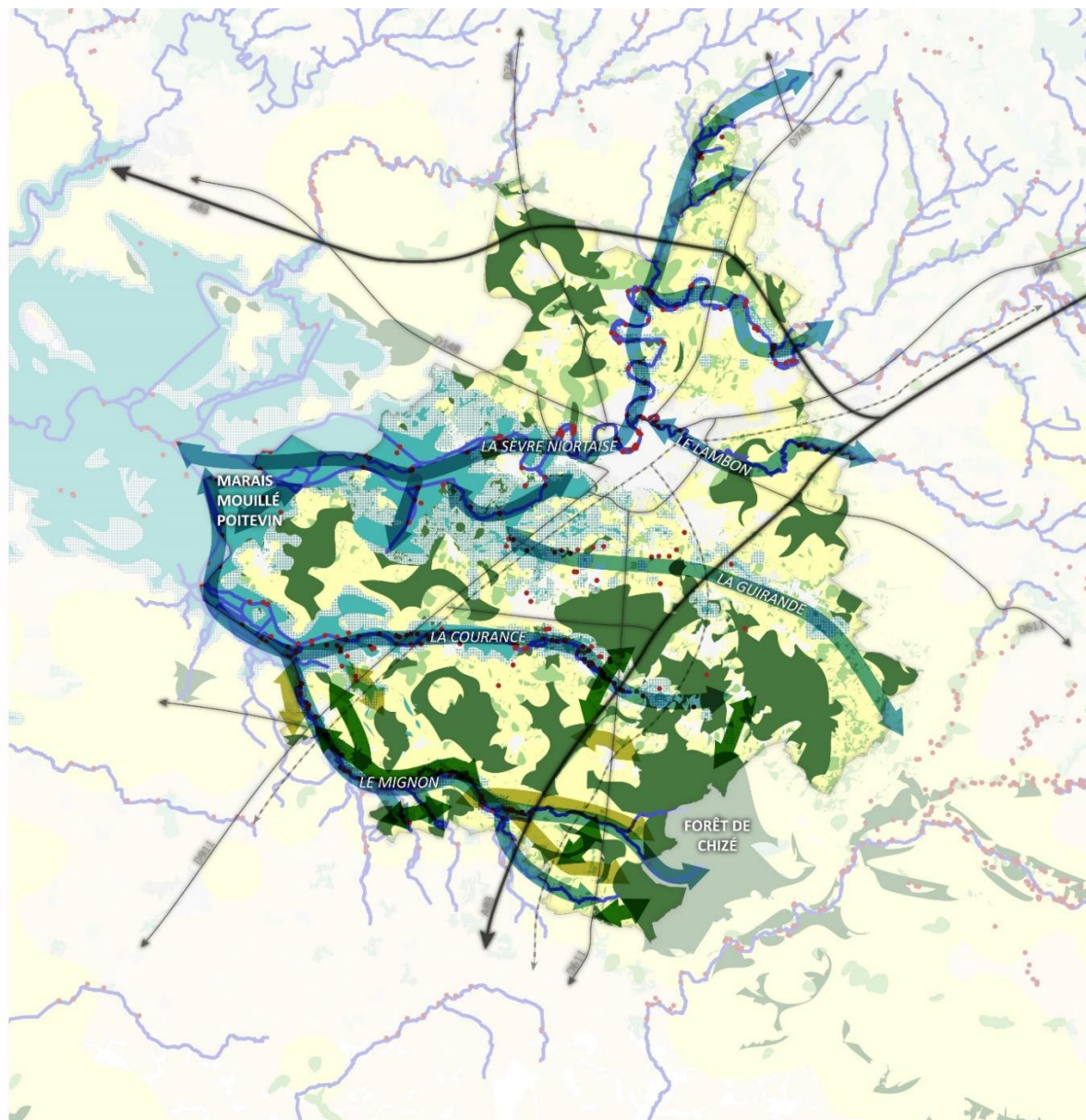


Figure Diagnostic 64 : La Trame Verte et Bleue (TVB) de Niort Agglo

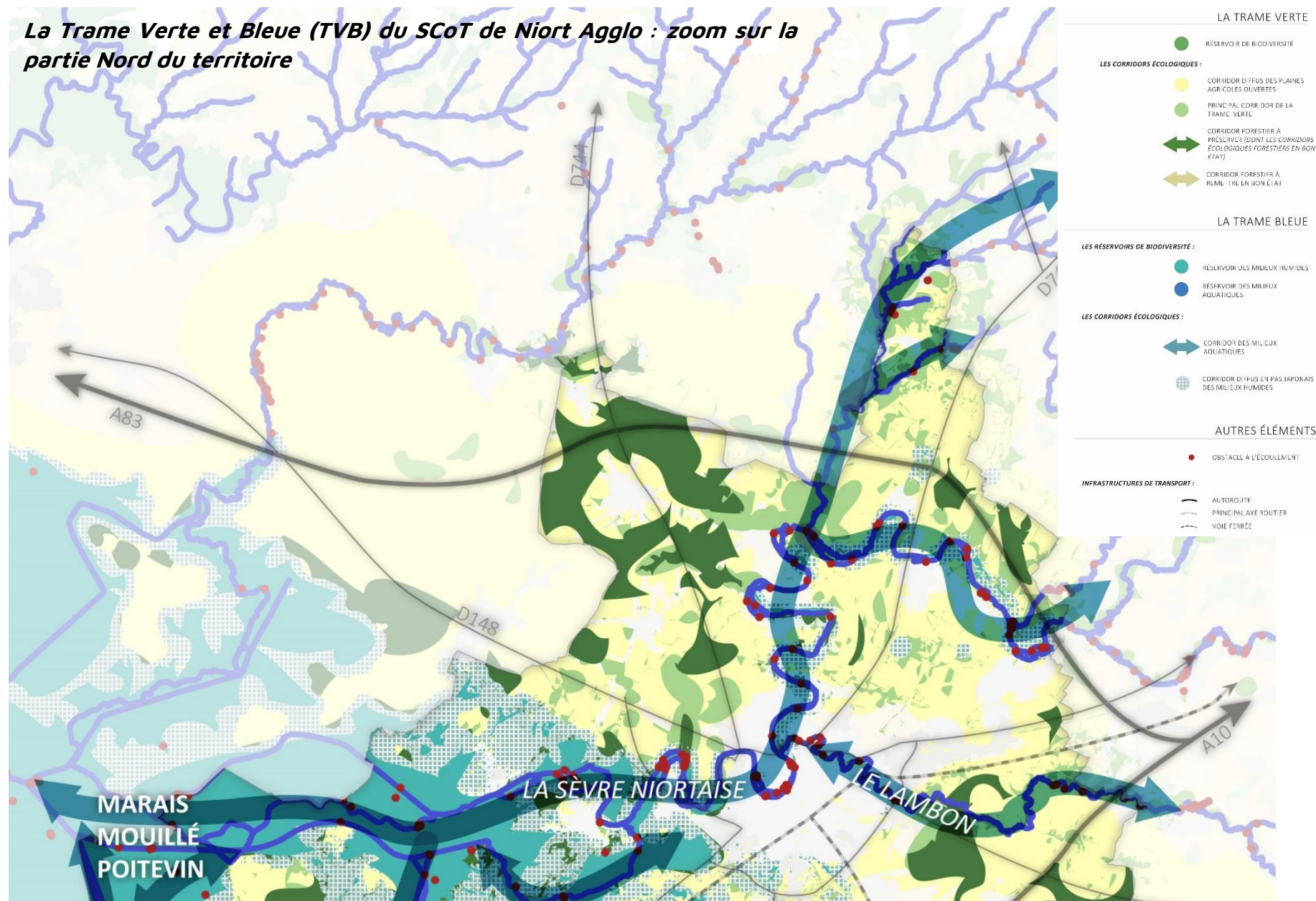


Figure Diagnostic 65 : La Trame Verte et Bleue (TVB) de Niort Agglo : zoom sur la partie Nord

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

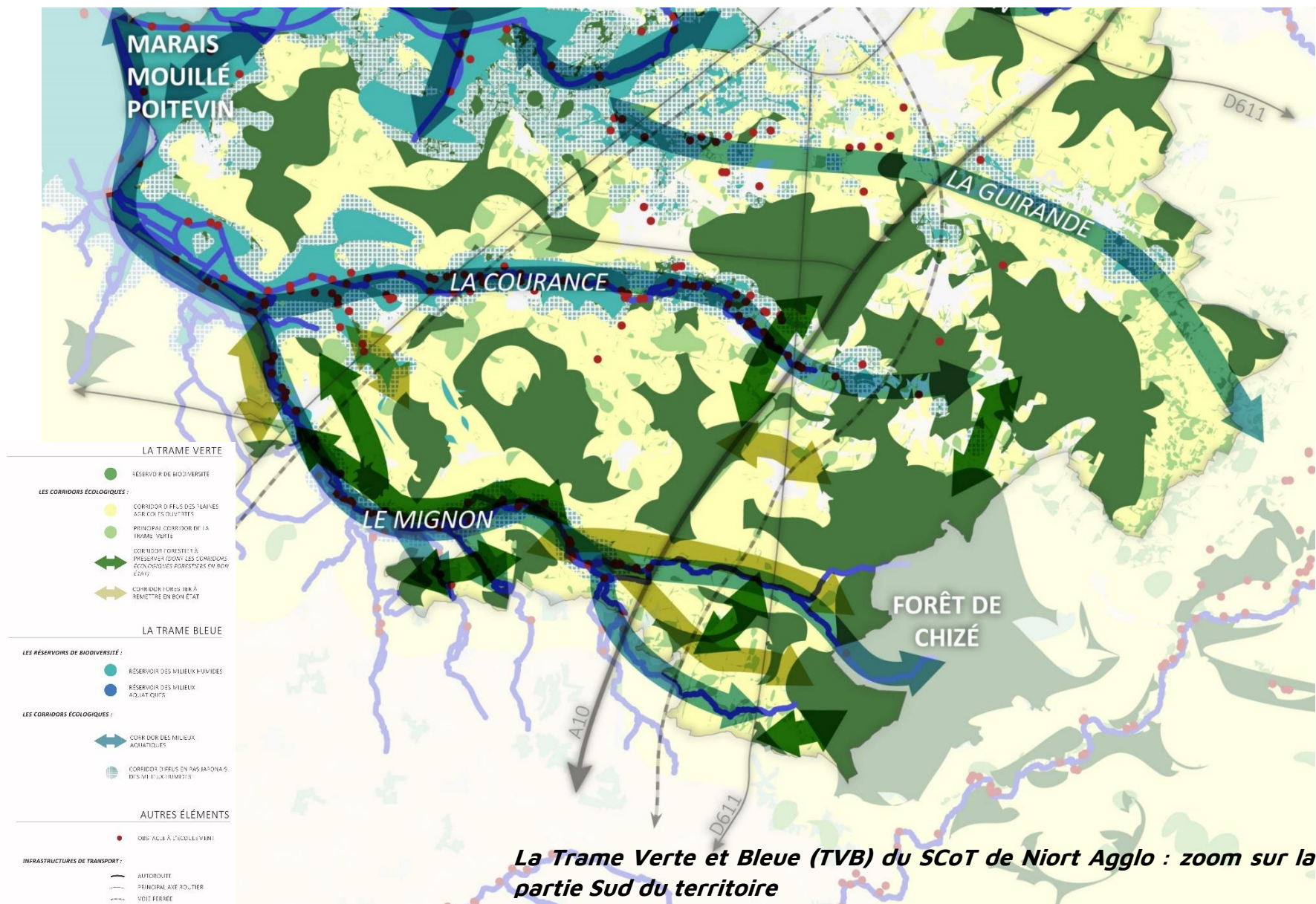


Figure Diagnostic 66 : La Trame Verte et Bleue (TVB) de Niort Agglo : zoom sur la partie Sud

La sous-trame des plaines agricoles ouvertes, construite au regard de l'enjeu avifaunistique important du territoire (avec la présence de plusieurs espèces protégées comme l'Outarde canepetière et le Busard cendré) concentre plusieurs réservoirs de grande taille au centre et au Nord de Niort Agglo (classés en sites Natura 2000 notamment). Enfin, les réservoirs de biodiversité associés aux milieux humides sont fortement concentrés sur la moitié Ouest du territoire de Niort Agglo (grande zone humide du Marais Poitevin) mais sont également identifiables le long de plusieurs cours d'eau (Le Mignon, la Sèvre Niortaise, la Guirande, la Courance).

Plusieurs types de corridors ont été identifiés à l'échelle de Niort Agglo⁹. Les **corridors linéaires** correspondent à des corridors de largeur réduite et constitués d'un seul type de milieu, ce qui permet une représentation cartographique en format « flèche ». A l'échelle SCoT, ce sont principalement des corridors forestiers constitués de linéaires forestiers ou de boisements de petite taille quasi-contigus, qui ont pour vocation de lier entre eux les massifs forestiers de plus grande taille, classés en réservoirs de biodiversité.

Les **corridors paysagers ou diffus** correspondent à des espaces dont les milieux constitutifs sont plus diversifiés (plaines agricoles ouvertes, mosaïque d'habitats bocagers). Ces espaces de déplacements diffus et larges traduisent les capacités de dispersion des espèces autour des réservoirs de biodiversité.

Les **corridors en « pas japonais »** sont associés aux milieux « naturellement fragmentés », comme les milieux humides et les milieux calcicoles. Ils traduisent un potentiel de déplacements des espèces de proches en proches, dans la limite d'une distance seuil fixée pour les groupes d'espèces inféodées à ces milieux (250 m pour les milieux humides et 200 m pour les milieux calcicoles).

⁹ Cette approche sur l'analyse de la perméabilité des milieux de la sous-trame identifiés pour le cortège d'espèces indicatrices retenues (espèces sensibles à la fragmentation), voir note méthodologique TVB en annexe.

La **fragmentation de la TVB de Niort Agglo** est essentiellement due au passage de plusieurs infrastructures de transports à grande circulation notamment l'autoroute A10 et A83 ainsi que la voie ferrée. Plusieurs routes départementales et nationales font aussi l'objet de collisions avec de la faune et présentent donc un caractère fragmentant pour la trame verte et bleue du territoire. Le déploiement de ce réseau a fortement modifié les paysages et les milieux et a notamment accéléré le phénomène de remembrement. Le caractère fragmentant de ces réseaux de transports dépend de plusieurs critères notamment de la fréquentation, des limitations de vitesse, de la présence d'engrillagement et de barrières centrales, du nombre de voies et de l'emplacement de ces réseaux par rapport aux continuités écologiques.

L'urbanisation peut également représenter un facteur de fragmentation. Sur le territoire, c'est surtout Niort et les noyaux urbains de la première couronne qui représentent les éléments les moins perméables à la faune. Les petits hameaux sont en effet souvent associés à du bocage, des jardins, des haies et sont de taille suffisamment réduite pour ne pas impacter fortement les déplacements des espèces. Néanmoins, les phénomènes d'urbanisation le long des axes et de co-urbanisation peuvent renforcer le caractère fragmentant de l'urbanisation.

A noter également que l'urbanisation est à l'origine d'une pollution lumineuse qui peut avoir des impacts sur la faune nocturne et un effet fragmentant. Cette pollution lumineuse présente également des répercussions sur l'homme.

Par ailleurs, un peu moins de 1000 obstacles à l'écoulement ont été identifiés sur le territoire de Niort Agglo. Il s'agit principalement de seuils mais aussi de moulins, de ponts et de radiers de ponts, de passages à gué, de buses, de vannes et de barrage en remblais. Seule

une trentaine de ces obstacles est équipée de passe à poissons (anguille principalement). Ces obstacles représentent bien souvent une fragmentation pour les espèces aquatiques et notamment pour les espèces migratrices. Sur le territoire de Niort Agglo, 3 espèces migratrices sont ainsi concernées : l'anguille, la lamproie marine et la grande alose. Les ponts peuvent aussi être des obstacles pour la faune amphibie associée aux cours d'eau et aux zones humides (loutre, amphibiens) et impliquer une traversée de l'obstacle par la voirie, renforçant les risques de mortalité par collision. Quatre cours d'eau sont particulièrement fragmentés : la Sèvre Niortaise, la Courance, le Mignon et de la Guirande.

Enfin, les lignes à haute tension et à moyenne tension ont également été identifiées comme des éléments de fragmentation, de même que les parcs éoliens situés à proximité du territoire de Niort Agglo. Ces structures posent particulièrement problème pour les déplacements de certaines espèces d'oiseaux et de chauves-souris.

A.2.6 Un patrimoine historique riche

Niort Agglo est riche d'un patrimoine historique, culturel et paysager de grande valeur, réparti sur l'ensemble de son territoire et protégé en partie par des zonages réglementaires.

Le territoire compte ainsi près d'une quarantaine de monuments historiques répartis sur 18 des 40 communes de Niort Agglo, 2 sites classés (site du Marais Poitevin et site du Rocher de la Chaise, à Germond-Rouvre) En lien avec ce patrimoine riche, on compte également une centaine de zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA). La Communauté d'Agglomération a par ailleurs fait part de sa volonté de créer un label Pays d'Art et d'Histoire au niveau du périmètre de Niort Agglo.

Niort concentre presque la moitié des monuments historiques du territoire et fait l'objet depuis 2016 d'un SPR (Site Patrimonial Remarquable), défini par le contour de l'actuelle AVAP (approuvée en 2016)¹⁰. En complément de l'AVAP et afin de renforcer son attractivité et de valoriser son patrimoine, Niort Agglo élabore actuellement le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) du centre-ville de Niort, qui délimite un périmètre plus restreint que l'AVAP.

La création d'une AVAP a également été approuvée sur la commune d'Arçais par Niort Agglo (par délibération en date du 23 septembre 2019) et une autre AVAP est en cours de réalisation sur la commune de Coulon.

Le Marais Mouillé, classé au titre de son patrimoine paysager, est également un site emblématique du territoire. Le chêne vert, sur la commune de Marigny, est le seul autre site classé du territoire. Les monuments historiques et l'AVAP valent servitude d'utilité publique et s'imposent aux documents d'urbanisme

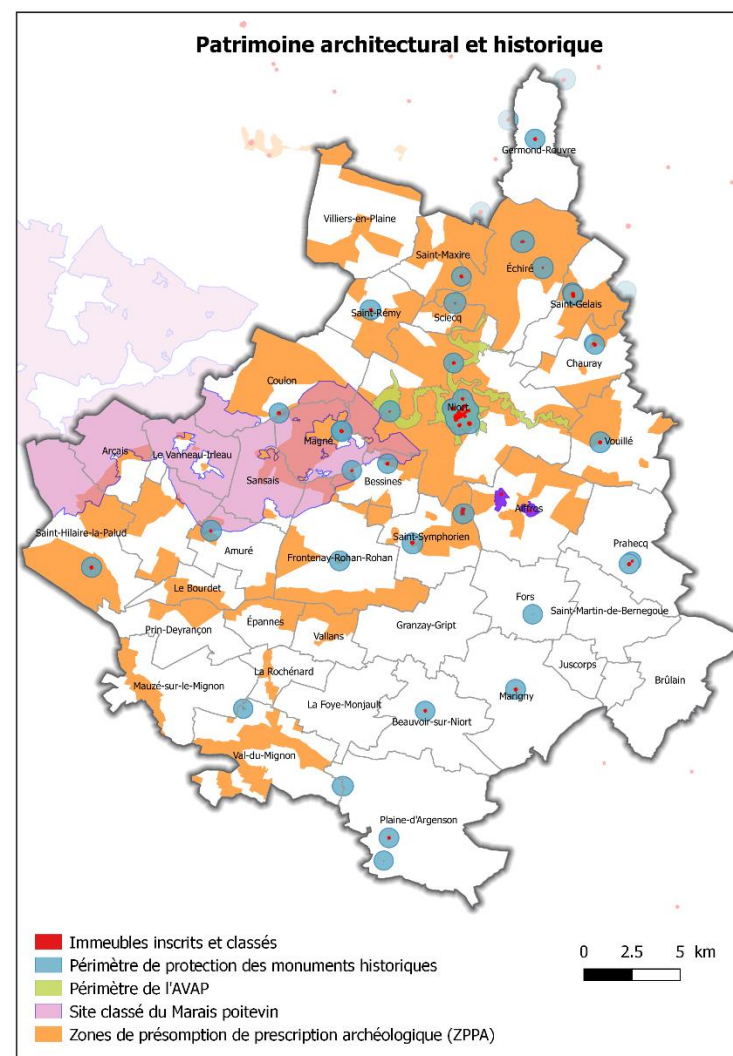


Figure Diagnostic 67 : Patrimoine architectural et historique.

¹⁰ L'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) remplace la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

A.2.6.1 Le centre historique de Niort

Niort concentre à elle seule près de 23 monuments historiques et une AVAP.

Ce patrimoine historique important s'explique par l'histoire de la ville qui se développe dès l'époque romaine du fait de sa situation privilégiée au bord de la Sèvre et aux portes du Marais Poitevin grâce au tissage de draps et au tannage du cuir.

Au Moyen-Age, la domination anglaise sur la région lui offre l'occasion de commercer avec l'Outre-Manche. Après la répression pendant les guerres de religion, la ville prospère à nouveau au XVIIIe siècle grâce à la chamoiserie. Au XIXe siècle, Niort connaît un nouveau développement urbain dont le centre-ville garde de nombreuses traces : maisons bourgeoises, halles de métal et de verre, édifices publics, places ...

La ville hérite d'un patrimoine riche et diversifié, provenant de toutes les époques qui ont marqué son histoire. Le Donjon, monument emblématique de la ville, est ainsi le vestige d'un château de Richard Cœur de Lion datant de la domination anglaise. La ville conserve aussi villas et façades d'inspiration Art Nouveau, datant du début du XXe siècle. On y trouve enfin plusieurs églises (Notre-Dame, Saint-Pezenne et Saint-Etienne du Port), des maisons et villas, la caserne Duguesclin...

A ce patrimoine historique se mêle aujourd'hui l'architecture plus moderne du XXIe siècle (Espace niortais, Jardins de la Brèche...).



Figure Diagnostic 68 : Niort (©Niort Agglo)



Figure Diagnostic 69 : Donjon de Niort (©Niort Agglo)

A.2.6.2 Un site naturel, culturel, et paysager exceptionnel : le Marais Mouillé Poitevin

Le Marais Mouillé Poitevin a été désigné Site classé par l'arrêté du 9 mai 2003 et concerne le Nord-ouest du territoire soit les communes d'Amuré, Arçais, Bessines, Coulon, Frontenay-Rohan-Rohan, Magné, Niort, Saint-Georges-de-Rex, Saint-Hilaire-la-Palud, Sansais et Vanneau-Irleau. Il s'étend au-delà de Niort Agglo sur une superficie d'environ 18 500 hectares et concerne 3 départements (Vendée, Charente-Maritime et Deux-Sèvres). Il est par ailleurs classé depuis 2014 Parc Naturel Régional et a été labellisé Grand Site en 2010.

Les paysages sont marqués par la présence majeure de l'eau (canaux et zones humides) et par l'étendue des espaces bocagers, qui signent véritablement l'identité emblématique du territoire. Le site est couvert par plusieurs protections réglementaires et certaines menaces nouvelles pèsent sur la biodiversité (apparition de la chalarose, qui engendre le flétrissement du frêne notamment).

En plus de ses aspects paysagers et écologiques, cette zone humide abrite un patrimoine unique, qui tire sa spécificité de la relation qu'entretiennent l'homme et l'eau. Le bâti est ainsi organisé autour de l'eau et s'étire le long des canaux comme à Coulon, La Garenne d'Arçais ou encore La Garette de Sansais.

Certains villages disposent encore d'un ou plusieurs ports (Saint-Georges-de-Rex, Mauzé-sur-le-Mignon, Vanneau-Irleau) et on compte un nombre important d'écluses, de ponts et de passerelles. Sur les voies terrestres, la construction de passerelles métalliques, dès la fin du 19^{ème} siècle, a permis la desserte de portions de Marais autrefois accessibles uniquement par barque.

Vestiges des cultures vivrières d'autrefois, des jardins potagers inondés pendant la moitié de l'année sont encore cultivés sur les « Mottes » dans le Marais d'Arçais et de Saint-Hilaire-la-Palud et participent au patrimoine paysager et culturel du Marais.



Figure Diagnostic 70 : Coulon (©Niort Agglo)



Figure Diagnostic 71 : Passerelle métallique au Vanneau Irleau (©Niort Agglo)



Figure Diagnostic 72 : Port au Vanneau Irleau (©Niort Agglo)

A.2.6.3 Un patrimoine religieux et un patrimoine architectural d'une grande richesse

Niort Agglo compte de nombreux édifices religieux, notamment des églises romanes ainsi que quelques temples protestants. Une grande partie de ces édifices sont classés monuments historiques. On y trouve aussi des statues, des reliques et des vitraux qui s'inscrivent dans le petit patrimoine du territoire. On note également le cimetière d'Aiffres désigné site inscrit par l'arrêté du 24 janvier 1944.

Le territoire dispose également d'églises plus modestes, de petites chapelles isolées (Sainte-Macrine à Magné, Notre-Dame de Day à Prin-Deyrançon...), de presbytères, de tombes, hôtels funéraires, tabernacles, de croix et de calvaires qui ponctuent l'espace rural. La commune de Vouillé se démarque tout particulièrement par ses espaces péri-villageois, ponctués de tombes et de croix à l'arrière des habitations.

Le territoire abrite un grand nombre de châteaux et de logis qui sont le plus souvent implantés à l'écart du village dans un parc arboré ceinturé de hauts murs ou au cœur des bourgs. On les trouve également en position haute, sur des collines ou des coteaux, parfois le long des vallées.

Outre l'héritage historique, cette densité s'explique par la proximité de Niort autour de laquelle seigneurs et notables s'installaient pour la plaisance.

Le Donjon de Niort, les châteaux de Coudray-Salbart, de la Taillée, de Mursay, de Sazais, d'Oriou et d'Olbreuse et de La Salmondière sont autant d'exemples illustrant la variété et la richesse de ce patrimoine bâti de prestige.

Plusieurs domaines sont associés à des pigeonniers et à des murets en pierres sèches qui s'inscrivent également dans le patrimoine de Niort Agglo.

On recense également de belles maisons de maître, logis et fermes.



Figure Diagnostic 73 : Eglise et cimetière d'Aiffres



Figure Diagnostic 74 : Eglise de Saint Martin de Bernegoue



Figure Diagnostic 75 : Eglise de Germond Rouvre



Figure Diagnostic 76 : Château de Coudray-Salbart à Echiré (©Niort Agglo)

A.2.6.4 Des vestiges des activités agricoles et industrielles du passé

Le climat tempéré et les propriétés du sol de la région ont favorisé le développement important de l'agriculture et d'activités industrielles de transformation des produits agricoles pour l'alimentation. Ce passé économique est à l'origine d'un patrimoine important à l'échelle de l'agglomération.

Les terres étant propices à la culture céréalière, la transformation du blé en farine est une activité qui s'effectue dès le Moyen Age pour la consommation locale et l'exportation. On retrouve de ce fait une dizaine d'établissements conçus pour la mouture des grains, les minoteries et les moulins (à eau et à vent), notamment sur les bords de la Sèvre Niortaise. A noter le Moulin de Rimbault, sur la commune de Beauvoir-sur-Niort, site inscrit par l'arrêté ministériel du 10 avril 1975. Les moulins à blé sont des établissements artisanaux tandis que les minoteries rendent compte d'une industrialisation de cette activité à partir du 18ème siècle. Cette évolution n'a concerné que les moulins à énergie hydraulique, l'énergie éolienne n'étant pas suffisante pour le fonctionnement d'une minoterie. On recense également quelques chamoiseries (Boinot, Martin-Bastard, Bessac, Noiro), tannerie (Sarreaux), blanchisserie (Grippon) et ganterie (Rousseau) sur le territoire.

On retrouve également plusieurs laiteries et fromageries, héritages du développement de cette activité industrielle à la fin du 19ème siècle, notamment la laiterie coopérative d'Echiré, reconstruite en 1909 par l'architecte départemental Paul Antoine Mongeaud. C'est à cette époque que débute la fabrication du beurre de façon industrielle, suivie par celle du fromage. Le lait de chèvre sera bientôt lui aussi transformé dans des fromageries spécialisées.

Plusieurs distilleries d'alcool de betterave sont aussi recensées sur le territoire. La betterave remplace la canne à sucre dont l'importation est rendue difficile par la guerre avec l'Angleterre à partir de 1793.

On retrouve enfin quelques éléments liés la viticulture du territoire notamment les anciennes cabanes de vignes (coteaux du Champ Carré, Champmoireau à Coulon, etc.).



Figure Diagnostic 77 : Moulin de Rimbault, Beauvoir-sur-Niort (©Niort Agglo)



Figure Diagnostic 78 : Anciennes cabanes de vigne à Coulon (©MTDA)

A.2.6.5 Un patrimoine lié à l'eau

Niort Agglo dispose d'un important patrimoine lié à l'eau.

En effet, l'eau a fortement guidé l'implantation humaine (sources, Marais et élevage, tourbières, exploitation houillère, etc.) notamment dans les Marais Mouillés. Les structures villageoises sont ainsi régulièrement situées à proximité du réseau hydrographique.

Le Registre des Obstacles à l'Écoulement des eaux (ROE) recense près de 290 éléments et ouvrages destinés à la valorisation de la force de l'eau ou à sa gestion. Ces ouvrages constituent pour la plupart un héritage patrimonial précieux et participent à la qualité et à l'identité des villages et des bordures de cours d'eau. On peut à titre d'exemple citer les écluses et les maisons éclusières, les canaux, les ponts, les cales, les ports dont un grand nombre sont visibles le long de la Sèvre Niortaise.

Dans la plaine du Nord de la Saintonge, la présence de nombreuses fontaines, puits et lavoirs ponctuent les villages-source de La Rochénard, Val-du-Mignon, Vallans ou Frontenay-Rohan-Rohan.

Le Marais Mouillé bénéficie également d'un très riche patrimoine lié à l'eau (cf. « Un site naturel, culturel et paysager exceptionnel : le Marais Mouillé »).



Figure Diagnostic 79 : Pont en pierre à Chauray



Figure Diagnostic 80 : Ancien puits à Vallans



Figure Diagnostic 81 : Lavoir à Usseau



Figure Diagnostic 82 : Patrimoine du marais

A.2.7 Un rayonnement fort avec le Parc Naturel Régional

Niort Agglo est couverte pour partie par le **Parc Naturel Régional (PNR) du Marais Poitevin** : Niort, Coulon, Magné, Bessines, Saint-Symphorien, Sansais, Frontenay-Rohan-Rohan, Vallans, Epannes, Le Bourdet, Val-du-Mignon, Mauzé-sur-le-Mignon, Saint-Hilaire-la-Palud, Saint-Georges-de-Rex, Amuré, Prin-Deyrançon, Arçais et le Vanneau-Irleau.

Le Marais Poitevin a été classé Parc Naturel Régional par décret ministériel du 20 mai 2014 ; labellisation prorogée jusqu'en 2029. Le périmètre classé comprend désormais 89 communes réparties sur 3 départements (les Deux-Sèvres, la Vendée et la Charente-Maritime), dont 18 communes se situent sur Niort Agglo. Le Marais Poitevin a d'ailleurs été labellisé Grand Site de France en 2010 par le Ministère de l'écologie, de par sa « grande notoriété et sa forte fréquentation et la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable ».

Particularité de Niort Agglo : Niort est la plus grande ville entièrement couverte par un PNR (en nombre d'habitants).

La Charte de Parc, approuvée pour la période 2014-2026 par l'ensemble des communes concernées, présente les spécificités paysagères et écologiques du territoire et ses enjeux.

La charte s'organise autour de trois axes opérationnels :

1. Agir en faveur d'un Marais dynamique en soutenant une agriculture durable, en développant un tourisme durable rayonnant dans l'espace et le temps, et en favorisant l'émergence et le développement économiques fondés sur la valorisation du patrimoine et des ressources naturelles ;
2. Agir en faveur d'un Marais préservé en garantissant durablement la multifonctionnalité de la zone humide, en préservant et restaurant

le fonctionnement écologique du Marais et en mettant en valeur les paysages identitaires de la ruralité maraîchine ;

3. Agir en faveur d'un Marais partagé par le biais du développement durable mais également en organisant la gouvernance du PNR.



Figure Diagnostic 83 : Périmètre du PNR Marais-Poitevin - source : PNR

Concernant le lien direct entre les activités d'élevage et le maintien des prairies humides du Marais, le PNR et ses partenaires mettent en œuvre de nombreuses mesures et actions afin de maintenir cette dynamique et l'existence de la marque « Valeur Parc naturel régional ».

L'orientation stratégique n°6 « **Préserver et mettre en valeur les paysages identitaires de la ruralité maraîchine** » concerne plus particulièrement la thématique de l'urbanisme. Deux objectifs sont définis :

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

- Promouvoir un aménagement du territoire, respectueux des paysages identitaires du Marais, notamment en :

- Mettant en œuvre collectivement un urbanisme qualitatif et durable,
- Elaborant des stratégies de planification spatiale cohérentes et compatibles avec les principes de respect de la zone humide notamment,
- Elaborant une charte de préconisations architecturales,
- En prenant en compte l'identité paysagère et les vocations territoriales dans les projets d'aménagement et d'infrastructures,
- Renforçant l'urbanisation dans les cœurs de villages plutôt qu'en périphérie, en respectant les différentes typologies urbaines des bourgs, villages ou hameaux,
- En gérant de manière raisonnée l'affichage publicitaire,
- En conduisant des projets de valorisation d'éléments patrimoniaux emblématiques, de requalification de sites ou d'espaces identitaires, la réhabilitation des friches industrielles (exemple de l'ancienne scierie de Magné),
- En partageant les principes de l'Approche Environnementale de l'Urbanisme,
- En accompagnant la création ou la restauration des équipements structurants du territoire dans une démarche de développement durable.

- Sauvegarder l'architecture traditionnelle maraîchine et proposer des références pour un habitat « intégré » au Marais Poitevin, notamment en :

- Sensibilisant au patrimoine architectural et paysager,
- Exerçant une assistance architecturale aux porteurs de projets.

À travers ces orientations, le PNR cherche à répondre aux trois enjeux suivants :

1. La préservation de la zone humide qui représente pour le Marais Poitevin un espace fonctionnel, c'est-à-dire un milieu naturel support de production économique et un espace récréatif ;
2. Le développement de l'économie territoriale composée de l'agriculture, la sylviculture, l'industrie du bois, la mytiliculture ou encore le tourisme ;
3. Conforter l'identité du Marais, à travers sa géographie, son environnement mais également le patrimoine matériel et immatériel qui la composent.

Conformément aux dispositions réglementaires du Code de l'Environnement, les SCoT et les PLU doivent être compatibles avec les orientations de la Charte.

Enfin, le Parc mène plusieurs actions qui s'inscrivent dans sa Charte et s'est engagé dans deux appels à projet :

- Le Plan Paysage « Chalarose et replantations » qui vise à renouveler la trame arborée composée essentiellement de frênes, arbres emblématiques du Marais et fragilisées par l'arrivée du champignon parasite, la chalarose ;
- Le Plan Architecture « Osez un architecte pour habiter le Marais ».

En tant que Personne Publique Associée, le Parc est attentif aux démarches SCoT et PLUi et s'assure de la bonne prise en compte des enjeux du territoire inscrits dans la Charte :

- La zone humide du Marais Poitevin et de sa préservation
- Enjeux patrimoniaux et paysagers
- L'artificialisation des sols.



Figure Diagnostic 84 : Maison du Marais Poitevin à Coulon

Atouts

- Un réseau hydrographique dense et son exutoire, le Marais Poitevin, des éléments marquants du territoire
- Un relief en général peu marqué, favorable à l'implantation humaine
- Des sols en général favorables à l'agriculture
- Des paysages et des milieux diversifiés, à l'origine d'une riche biodiversité
- Le Marais Poitevin, un paysage emblématique, assurant de multiples fonctions (écologiques, paysagères, touristiques, hydrauliques...)
- Des alignements d'arbres très qualitatifs le long de certains axes routiers
- Un patrimoine historique très riche qui anime et enrichit le paysage
- Des réservoirs de biodiversité associés aux milieux humides fortement concentrés sur la moitié Ouest du territoire et le long de plusieurs cours d'eau (Le Mignon, la Sèvre Niortaise, la Guirande, la Courance).
- Des réservoirs de biodiversité bocagers significatifs sur le territoire, particulièrement concentrés sur la partie Ouest (zone de Marais Poitevin)
- Des plaines agricoles intéressantes d'un point de vue écologique notamment pour l'avifaune (avec la présence de plusieurs espèces protégées comme l'Outarde canepetière et le Busard cendré) qui concentrent plusieurs réservoirs de grande taille au centre et au Nord
- Des pelouses sèches encore préservées dans les vallées et les boisements
- Une nature liée aux villes et villages ou encore à l'aérodrome de Niort
- Un bocage encore bien préservé dans le Marais et le long des vallées
- Un patrimoine riche et diversifié en lien avec les activités passées du territoire, l'héritage chrétien, la gestion de l'eau sur le territoire
- Un centre historique, Niort, marqué par un patrimoine riche, mis en valeur par le passage de la Sèvre
- Un bâti de caractère notamment grâce à la pierre calcaire
- De nombreuses actions de restauration de ce patrimoine

Opportunités

- Des reliefs ponctuels qui offrent des vues sur les grands paysages
- Une meilleure valorisation possible des points de vue
- Un développement des chemins de randonnées pour la découverte et la protection des paysages et pour la connectivité écologique du territoire
- Une instauration de limites plus franches entre urbanisation et plaine tout en traitant qualitativement les zones de transition
- Mettre en valeur le patrimoine viticole moins connu des visiteurs du Marais Poitevin
- Identifier le patrimoine vernaculaire à préserver

Faiblesses

- Une géologie calcaire qui facilite l'infiltration des eaux mais pas sa filtration
- Des formations argileuses qui peuvent entraîner des risques de retrait-gonflement
- Des failles géologiques qui mettent en lien les nappes d'eau souterraine
- Une pression foncière et touristique notamment autour de Niort et dans le Marais et au contraire un abandon de certaines maisons en centre-bourg
- Une agriculture qui façonne les paysages et la biodiversité parfois à leur avantage mais aussi à leur détriment
- Une difficulté d'entretien du Marais et des cours d'eau et des obstacles à l'écoulement dans certaines vallées
- Des continuités écologiques fortement fragmentées, en particulier les continuités forestières du Sud-Est du territoire (reliques de la Sylve d'Argenson) et plusieurs continuités aquatiques (Sèvre Niortaise, la Courance, le Mignon et de la Guirande)
- Des milieux à fort enjeu écologique (milieux humides et pelouses calcicoles) menacés par l'artificialisation ou certaines pratiques agricoles (conversion de prairies en cultures par exemple)
- Un maillage de haies fragilisé par l'urbanisation et l'agriculture en particulier sur la partie du territoire non couverte par le PNR
- Des éléments verticaux peu qualitatifs très visibles en plaine : lignes électriques, château d'eau, silos, bâtiments agricoles
- Des réseaux routiers, électriques et ferrés fortement fragmentant, qui ont bouleversé les paysages
- Des parcs éoliens autour du territoire qui peuvent fragmenter et pénaliser les paysages.
- Des milieux humides et aquatiques sensibles aux pollutions (assainissement, dépôt de gravats...) et aux prélèvements (irrigation)
- Des espèces invasives et des maladies problématiques (ragondins, jussie, Renouée du Japon, Chalarose du Frêne...)
- Un patrimoine architectural parfois laissé à l'abandon
- Un patrimoine parfois privé et donc difficilement valorisable

Menaces

- Des répercussions difficilement évaluables du changement climatique sur l'eau, l'énergie, l'agriculture, la biodiversité...
- Une pression foncière qui peut entraîner une urbanisation en extension et un mitage des paysages et des milieux
- Un enrésinement des haies en rupture avec le réseau bocager « traditionnel »
- La poursuite du déclin de l'élevage
- Les impacts du changement climatique sur la biodiversité, l'agriculture et l'eau

A.3

UN ESPACE ÉCONOMIQUE DYNAMIQUE

Le développement économique du territoire est intimement lié à la présence importante de l'activité tertiaire des mutuelles, assurances et de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Au-delà de l'effet d'entraînement qu'apporte la présence de la spécificité tertiaire, d'autres secteurs existent et seront présentés dans la présente partie.

A.3.1 Des espaces dédiés

Les activités économiques (en dehors de l'agriculture) se concentrent tant dans les centres-villes/centres-bourgs aux fonctions urbaines mixtes que dans des espaces dédiés. Ainsi, il existe sur le territoire de l'agglomération 23 zones d'activités économiques communautaires (commerciales, artisanales, industrielles ou de bureau), de taille et de vocation diversifiées. Ces zones d'activités communautaires représentent au total 1 220 hectares. Elles sont réparties de la manière suivante :

- Cinq Parcs d'Activités (PA) sont principalement dédiés à l'industrie et/ou à la logistique. Ils sont localisés à proximité immédiate des axes de circulation :

- Le PA le Luc/les Carreaux à Échiré-St Gelaix
- Le PA Saint Liguairé à Niort
- Le PA Saint Florent Niort Terminal à Niort
- Le PA la Fiée des Lois à Prahecq
- Le PA Les Pierrailleuses à Granzay-Gript/St-Symphorien

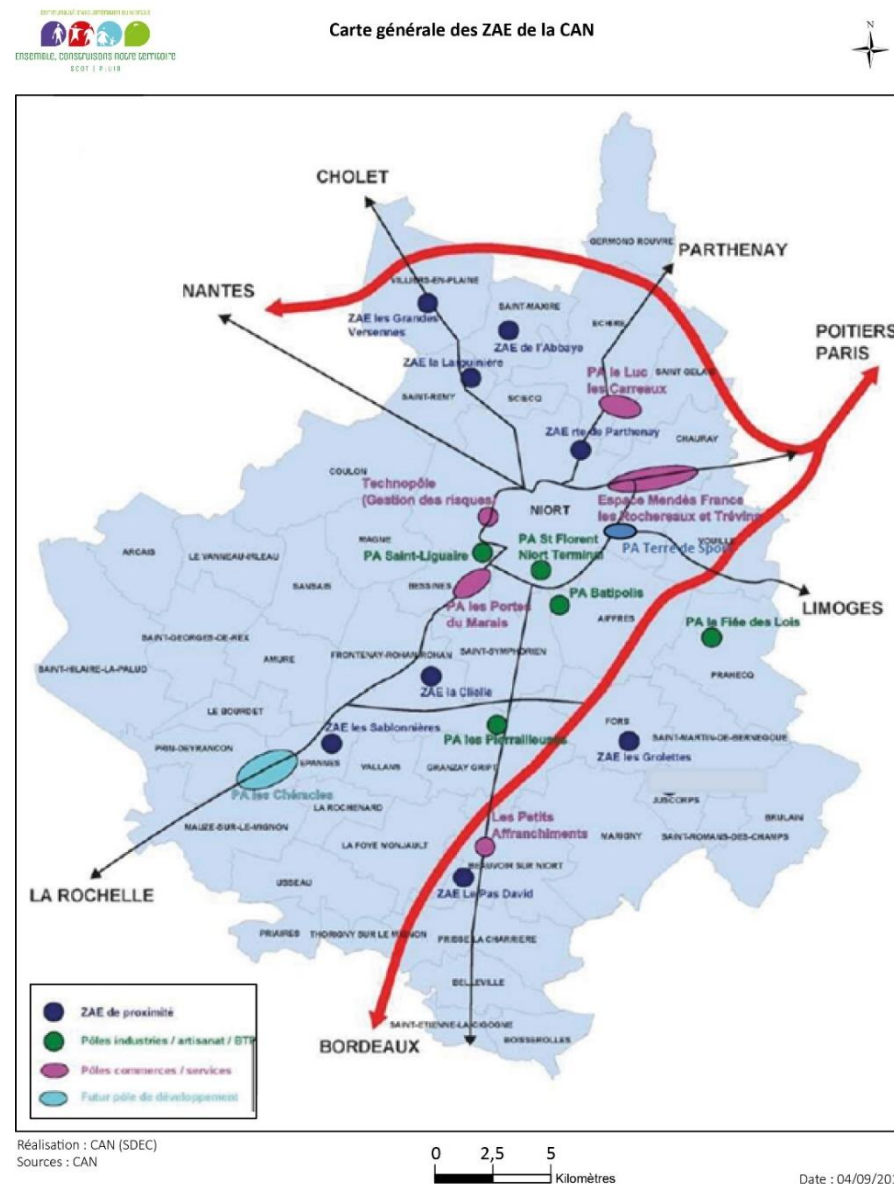


Figure Diagnostic 85 : Carte générale des ZAE de la CAN

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

- 7 parcs sont dits intermédiaires (à vocation essentiellement artisanale). Ils sont principalement situés le long de la N11 et au nord de Niort :

- La ZAE Les Petits Affranchissements à Beauvoir-sur-Niort
- La ZAE de la Route de Parthenay à Niort
- Le PA Batipolis à Aiffres
- La ZAE de la Clielle à Frontenay-Rohan-Rohan
- La ZAE les Sablonnières à Epannes
- Le PA Les Chéracles à Mauzé-sur-le-Mignon
- Le PA les Guillés à Chauray.

- 6 parcs sont dédiés aux commerces et/ou services. Ils se trouvent majoritairement autour de Niort sur un axe nord-est/sud-ouest. Ces parcs sont :

- Le PA les Portes du Marais à Niort/Bessines,
- Le Technopole à Niort,
- Le PA Pierre Mendès-France à Niort,
- Le PA Trévins à Chauray,
- Le PA les Rochereaux à Chauray,
- Le PA Pôle Sports à Niort

- Des ZAE de proximité sont également identifiées comme :

- La ZAE le Pas David à Beauvoir-sur-Niort,
- La ZAE les Grolettes à Fors,
- La ZAE Les Grandes Versennes à Villiers-en-Plaine,

- La ZAE de l'Abbaye à Saint-Maxire,
- La ZAE de la Largunière à Saint-Rémy.



Figure Diagnostic 86 : ZAE les grandes versennes a Villiers-en-Plaine

Parmi elles, 23 sont des Zones d'Activités Économiques (ZAE) dont la compétence est communautaire, d'une surface moyenne d'environ 53 hectares et dont 3% ont une surface inférieure à 10 hectares (ZAE de proximité principalement).

L'offre au sein de l'agglomération apparaît diversifiée et complète sur les secteurs du tertiaire, de l'industrie, de l'artisanat et du commerce. Il existe également, des zones d'activités dédiées au développement de projets industriels. Parmi elles, le parc d'activités Saint-Florent ou encore le Technopole souhaitent se spécialiser autour de la gestion des risques, en lien avec le développement d'entreprises comme, la SMACL ou la MAIF.



Figure Diagnostic 87 : PA Saint-Liguaire à Niort

Il est mis en avant une localisation diffuse des différentes activités dynamiques majeures (les mutuelles, les activités informatiques et/ou numériques, l'industrie ou encore l'intérim), majoritairement en périphérie de la ville de Niort.

Commune	Parc / Zone d'Activités	Surface totale (m²)	Disponible (m²)	Typologie ZAE
AIFFRES	PA BATIPOLIS	537 000	32 061	Pôle Intermédiaire
BEAUVOIR-SUR-NIORT	ZAE LES PETITS AFFRANCHIMENS	80 000	12 968	Pôle Intermédiaire
	ZAE LE PAS DAVID	27 000	2 798	ZAE de proximité
CHAURAY	PA LE TREVINS	300 000	6 577	Pôle Commerce et Services
	PA LES ROCHEREAUX	1 242 000	6 600	Pôle Commerce et Services
	PA LES GUILLEES	498 000	12 911	Pôle Intermédiaire
ECHIRE / ST-GELAIS	PA LE LUC - LES CARREAUX	1 111 000	99 234	Pôle Industrie et Logistique
EPANNES	ZAE LES SABLONNIERES	77 000	30 130	Pôle Intermédiaire
FORS	ZAE LES GROULETTES	38 000	10 989	ZAE de proximité
FRONTENAY-ROHAN-ROHAN	ZAE LA CLIELLE	163 000	0	Pôle Intermédiaire
GRANZAY-GRIPT / ST-SYMPHORIEN	PA LES PIERRAILLEUSES	660 000	50 225	Pôle Industrie et Logistique
MAUZE-SUR-LE-MIGNON / PRIN-DEYRANCON	PA LES CHERACLES	489 000	9 331	Pôle Intermédiaire
NIORT	PA LES PORTES DU MARAIS	693 000	33 744	Pôle Commerce et Services
	PA MENDES FRANCE	1 871 000	10 596	Pôle Commerce et Services
	PA POLE SPORTS	491 414	84 271	Pôle Commerce et Services
	PA SAINT-LIGUAIRE	1 027 000	4 555	Pôle Industrie et Logistique
	PA SAINT-FLORENT	1 330 000	0	Pôle Industrie et Logistique
	ZAE ROUTE DE PARTHENAY	318 000	0	Pôle Intermédiaire
	TECHNOPOLE	468 000	0	Pôle Commerce et Services
PRAHECQ	PA LA FIEE DES LOIS	647 000	10 380	Pôle Industrie et Logistique
SAINT-MAXIRE	ZAE L'ABBAYE	76 000	11 626	ZAE de proximité
SAINT-REMY	ZAE LA LARGUINIÈRE	16 000	7 186	ZAE de proximité
VILLIERS-EN-PLAINE	ZAE LES GRANDES VERSENNES	47 000	0	ZAE de proximité
TOTAL		12 206 414	436 182	

Figure Diagnostic 88 : Surface et disponibilité des ZAE communautaires de Niort Agglo au 1er juin 2019 (Source : Niort Agglo)

Parmi les 23 zones d'activités à compétence communautaire, 18 possèdent des disponibilités foncières, soit environ 44 hectares disponibles, le taux d'occupation de ces zones est de 97 %.

Par ailleurs, un stock d'immobilier d'entreprise est disponible dans ces espaces et représente environ 107 500 m² (location, cessions de bureaux et locaux commerciaux confondus).

A.3.2 Des infrastructures au service de l'économie

La carte des trafics journaliers des poids lourds sur le territoire de Niort Agglo et les espaces voisins appartenant au département des Deux-Sèvres permet d'identifier leur dynamique de circulation. Ressortent nettement les voies radiales reliant Niort et ses communes périphériques, à l'intérieur et hors Niort Agglo.

Plus de 3 000 poids lourds empruntent chaque jour la route de St-Jean d'Angély au droit de Granzay-Gript, Beauvoir-sur-Niort et Plaine-d'Argenson (RD650), et 1 200 à 2 000 poids lourds / jour les routes de La Rochelle (RD611 – RN11), Limoges (RD948) et Poitiers (RD611). Les routes de Nantes (RD648) et de Saintes jusqu'à l'échangeur de La Rochelle – Niort Sud (RD650), ainsi que certaines voies urbaines de Niort, accueillent quotidiennement un trafic de 750 à 1 200 poids lourds /jour.

Le contournement Est de la ville de Niort est également très utilisé, avec un trafic supérieur à 3 000 poids lourds /jour. Toutefois, les flux poids lourds observés dans le péricentre et les faubourgs de Niort sont en partie dus au trafic de transit.

Il n'existe pas localement de système spécifique de distribution urbaine des marchandises. Or, celles-ci se développent fortement avec la croissance du e-commerce. Une étude réalisée en 2015 par la Ville de Niort précise que « *ce e-commerce se confronte à des demandes toujours plus strictes de la part des consommateurs en termes de prix et de temps de livraison. Ces souhaits imposent aux*

entreprises de transport la recherche d'une très forte flexibilité. Le e-commerce entraîne donc une augmentation des flux de marchandises en centre-ville et donc des problèmes de congestion, et vient complexifier le paysage de la logistique urbaine. Toutefois, à la différence des particuliers, le transport de marchandises commandées sur internet s'effectue en tournée ».

FOCUS SUPRA-TERRITORIAL

Le SCoT du Pays Haut Val de Sèvre (2013) mentionne le projet logistique Niort Terminal.

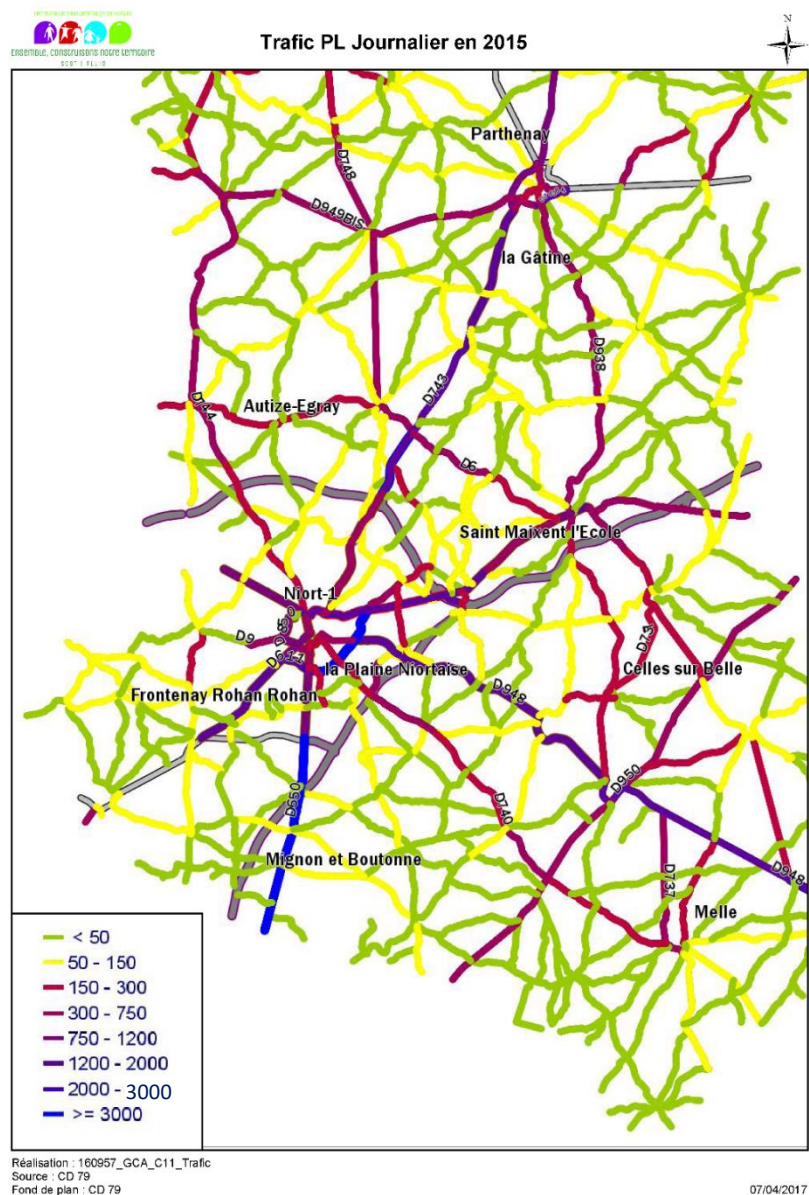


Figure Diagnostic 89 : trafic PL journalier en 2015

« Contrairement aux flux de marchandises des ménages, le transport est alors optimisé. Cependant, la livraison en tournée implique un nombre important d'arrêts. Mais la livraison des colis en points relais (second mode de livraison des particuliers) réduit fortement le nombre d'arrêts et les émissions des gaz à effet de serre. »



Figure Diagnostic 90 : Livraisons en centre-ville de Niort (source : étude Ville de Niort)

Aujourd'hui, les poids lourds peuvent livrer en centre-ville de Niort sans contrainte de tonnage ni de motorisation. Seuls les horaires sont réglementés.

En revanche, la circulation des poids lourds est interdite sur certaines liaisons comme Benet - Sansais via la RD1 et dans certains bourgs tel Usseau (Val-du-Mignon) pour les plus de 19 t., pour des raisons de sécurité et / ou de gabarit de voie.

Niort Agglo a créé une plate-forme de fret multimodal pour favoriser le transport des marchandises via le réseau ferroviaire. Le choix du site a porté sur la zone de Romagné - St-Florent, à l'emplacement de l'ancienne gare de triage, en lien avec les lignes de Bordeaux, La Rochelle et Paris. On compte également un autre site avec embranchements ferrés sur Niort Agglo : ZI La Fiée des Lois (Prahecq) ; et un autre à proximité : AtlanSèvre à La Crèche (29 entreprises de logistiques) ; le tout constituant le projet « Niort Terminal ». Par ailleurs, la ZI de Saint-Liguaire au Sud-Ouest de Niort

présente une situation adaptée à la logistique grâce à la proximité de la rocade Sud et du bd W. Brandt. Heppner s'y est implantée.

Le trafic ferroviaire porte sur la ligne entre Niort et le Port de Fos/mer pour limiter le trafic de poids lourds, avec 2 trains par semaine et par sens, ouverte en janvier 2013. Une troisième rotation hebdomadaire devrait être bientôt ouverte. D'autres pistes sont à la réflexion vers l'Espagne et le Nord-est de la France. En revanche, assurer la fonction de base arrière au port de La Rochelle apparaît difficile au regard de la nature de ce dernier, orientée vers le transport vraquier.

De plus, la ligne de fret ferroviaire Niort-Parthenay-Thouars assure la desserte de grandes entreprises de granulats à l'échelle du grand sud-ouest de la France, avec 550 000 tonnes/an de fret entre Niort et Saint-Varent et plus d'un million de tonnes/an entre Saint-Varent et Thouars. Compte-tenu de sa dégradation, cette voie a été fermée pour des raisons de sécurité en décembre 2015. Sa réouverture nécessite une rénovation estimée à 8,5 M€, en partie financée par le CPER Poitou-Charentes 2015-2020. Ce dossier fait l'objet de recherches de crédits complémentaires. L'aérodrome Niort-Marais Poitevin, géré par la Ville de Niort depuis 2007 (auparavant par la CCI de Niort), comptabilise chaque année en moyenne 35000 mouvements¹¹ (décollages ou atterrissages), sur des vols exclusivement non commerciaux (aéroclub).

L'aérodrome n'accueille pas de lignes régulières et est donc particulièrement adapté à la pratique des clubs et des personnes qui possèdent leur avion. Le transport de passagers par « avion - taxi » au départ et à l'arrivée de Niort est relativement faible et atteint depuis 5 ans près de 2 000 voyageurs par an. S'il permet pourtant des gains de temps importants vis-à-vis de la voiture et du train : Niort-Metz en 1h10, Niort-Brest en 1h, Niort-Perpignan en 1h30 etc., le nombre important d'aéroports dans un rayon de 100 km.

Le + des ateliers

L'atelier thématique Mobilités déplacements a permis d'évoquer le potentiel ferroviaire existant : Niort Terminal est à développer pour le transport de marchandises de manière générale et pour réduire le nombre de poids lourds sur les routes en particulier.



Figure Diagnostic 91 : Aérodrome Niort-Marais Poitevin

¹¹ <https://www.vivre-a-niort.com/fr/services-publics/les-equipements/aerodrome/aviation-de-loisirs-et-de-tourisme/index.html>

A.3.2 Des dynamiques économiques porteuses

Au 1^{er} janvier 2015, 7 143 établissements sont recensés sur le territoire de l'agglomération. Parmi eux, 53 établissements comptent plus de 100 salariés et se trouvent dans les communes de Niort, Chauray, Bessines, Échiré, Prahecq et Granzay-Gript. Parmi lesquels 8 unités emploient plus de 500 personnes, à Niort (5), Chauray (2) et Granzay-Gript (1). L'agglomération représente 36% des établissements du département des Deux-Sèvres et 1,7% des établissements de la région Nouvelle-Aquitaine. (Source : *Projet de Territoire 2016*).

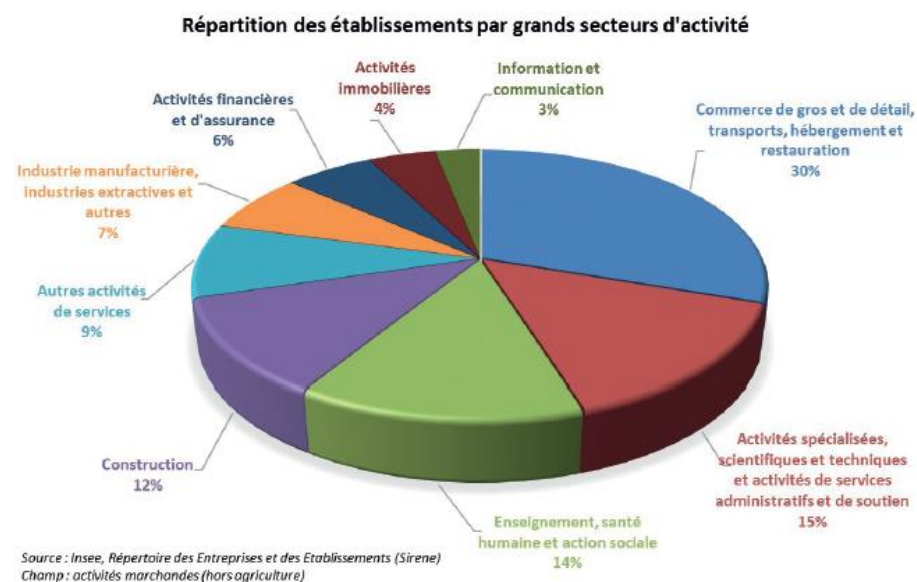


Figure Diagnostic 92 : Répartition des établissements par grands secteurs d'activité

Niort concentre 58% du total des établissements du territoire. De plus, trois quarts des activités économiques sont concentrés sur 6 communes et près de 90% sont localisés sur un tiers des communes.

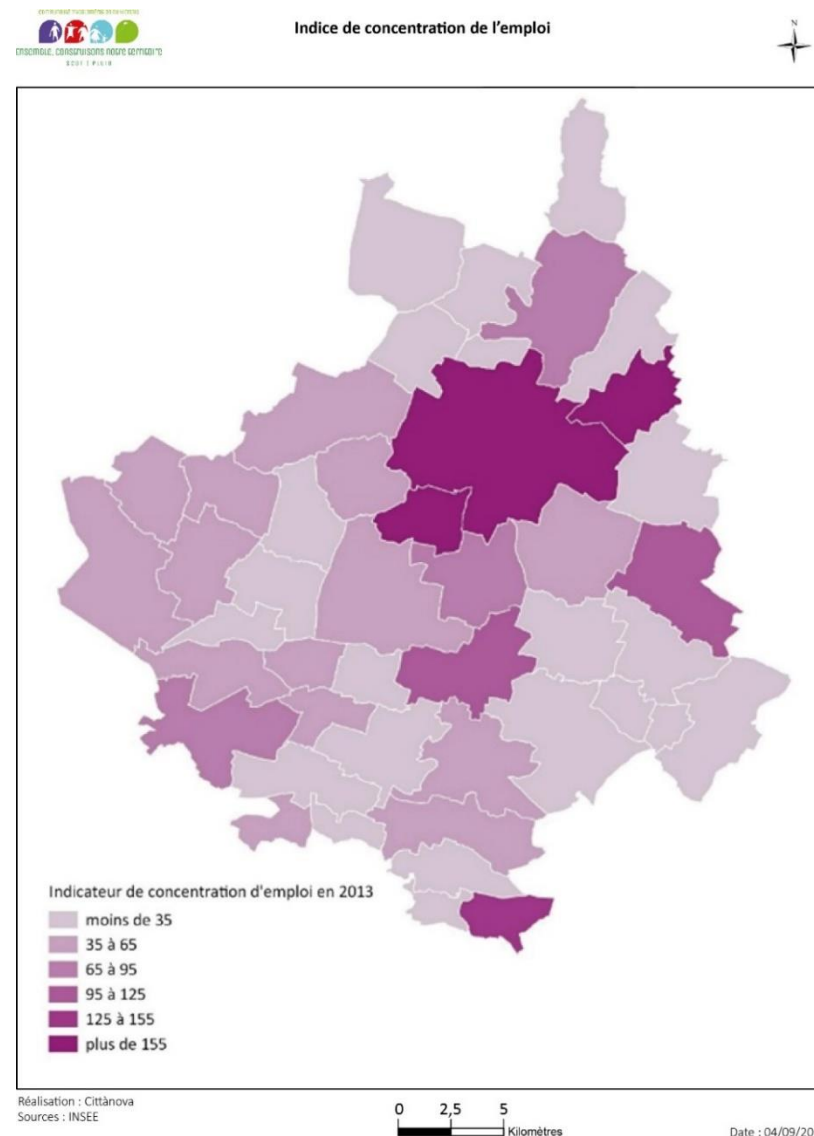


Figure Diagnostic 93 : Indice de concentration de l'emploi en 2013 (Source : INSEE)

En 2013, le territoire compte 63 083 emplois et possède un indicateur de concentration d'emploi égal à 110,5 (110,5 emplois pour 100 actifs ayant un emploi). Cet indicateur est légèrement inférieur à celui enregistré dans d'autres agglomérations (exemples : Bordeaux Métropole : 123, Communauté d'Agglomération de La Rochelle : 133).

Niort possède 43 680 des emplois de l'agglomération, soit environ 70% des emplois de l'agglomération. Son indicateur d'emploi est de 160 en 2013. La ville-centre possède donc plus d'emplois que d'actifs ayant un emploi.

Chauray et Bessines se distinguent en présentant des indicateurs de concentration d'emplois également supérieurs à 155. Ce chiffre est lié à l'existence de grandes zones d'activités (les parcs d'activités Pierre Mendès-France, Trévins, Rochereaux et Guillés à Chauray et le parc d'activités Portes du Marais à Bessines).

Quelles tendances récentes ?

Niort Agglo fournit plus d'emplois qu'il n'y a d'actifs. Ainsi, en 2016, pour 100 actifs occupés, la CA du Niortais offre 125 emplois.

Cinq communes sur le territoire sont dans cette situation : Bessines (208,2), Niort (193,5), Chauray (186,4), Granzay-Gript (129,4) et Prahecq (113,9).

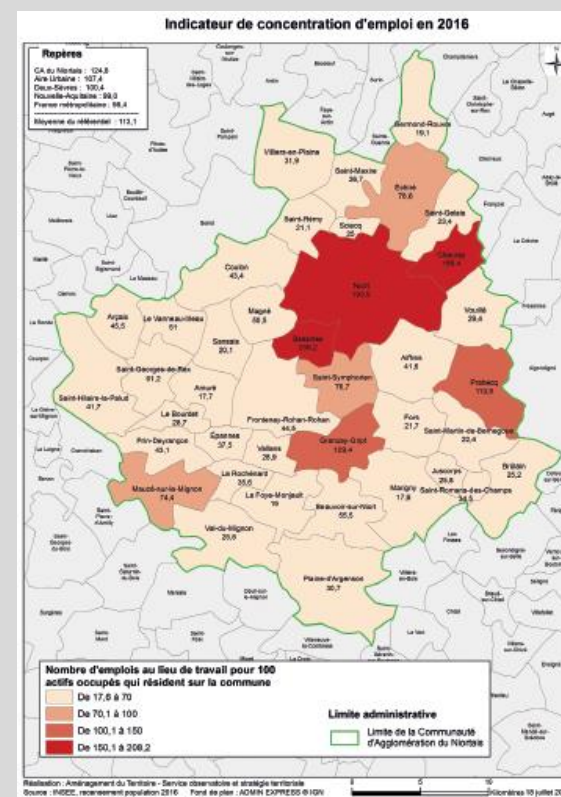


Figure Diagnostic 94 : Indice de concentration de l'emploi en 2016 (Source : INSEE)

En 2013, c'est le secteur « commerce, transport, services divers » qui est le mieux représenté sur le territoire (55,5% des emplois). Suit le secteur « Administration publique, enseignement, santé et action sociale »,

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

représentant 28,8% des emplois. Le secteur de l'agriculture est le moins bien représenté en 2013 : 1,7% des emplois, mais ce chiffre est à nuancer car une part non négligeable des emplois ne sont pas salariés et donc non comptabilisés.

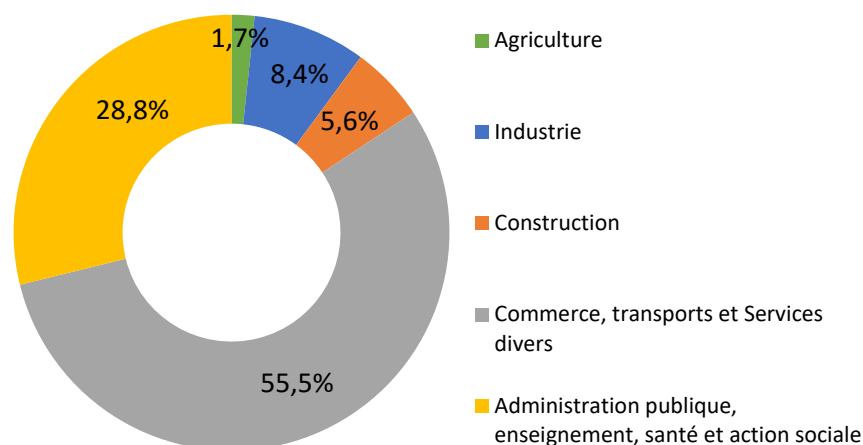


Figure Diagnostic 95 :: Répartition de l'emploi par grandes catégories en 2013 (Source : INSEE)

Le secteur « commerce, transports, services divers » représente 55,5% des emplois du territoire. 11 communes de l'agglomération (Beauvoir-sur-Niort, Bessines, Chauray, Granzay-Gript, Magné, Niort, Prahecq, Saint-Maxire, Sciecq et Vouillé) comptent une part supérieure à 50%. Les communes concernées, à l'exception de Sciecq et Le Bourdet, comportent chacune des zones d'activités ; qui concentrent ce type d'emploi.

Dans les communes de Chauray et Bessines, ce secteur représente respectivement 75% et 70% des emplois, ceci étant dû à la présence des parcs d'activités Pierre Mendès-France, Trévins, Rochereaux et Guillés à Chauray et le parc d'activités Portes du Marais à Bessines. À contrario, il n'est pas représenté dans les communes de Belleville, Boisserolles, Saint-Etienne-la-Cigogne, Plaine d'Argençon, Saint-Martin-de-Bernegoue et

Val-du-Mignon, communes au sud et à l'est de l'agglomération. En nombre, la ville de Niort concentre plus de 71% des emplois de l'agglomération dans le secteur « commerce, transports, services divers ». Vient ensuite la commune de Chauray avec 13,5% des emplois.

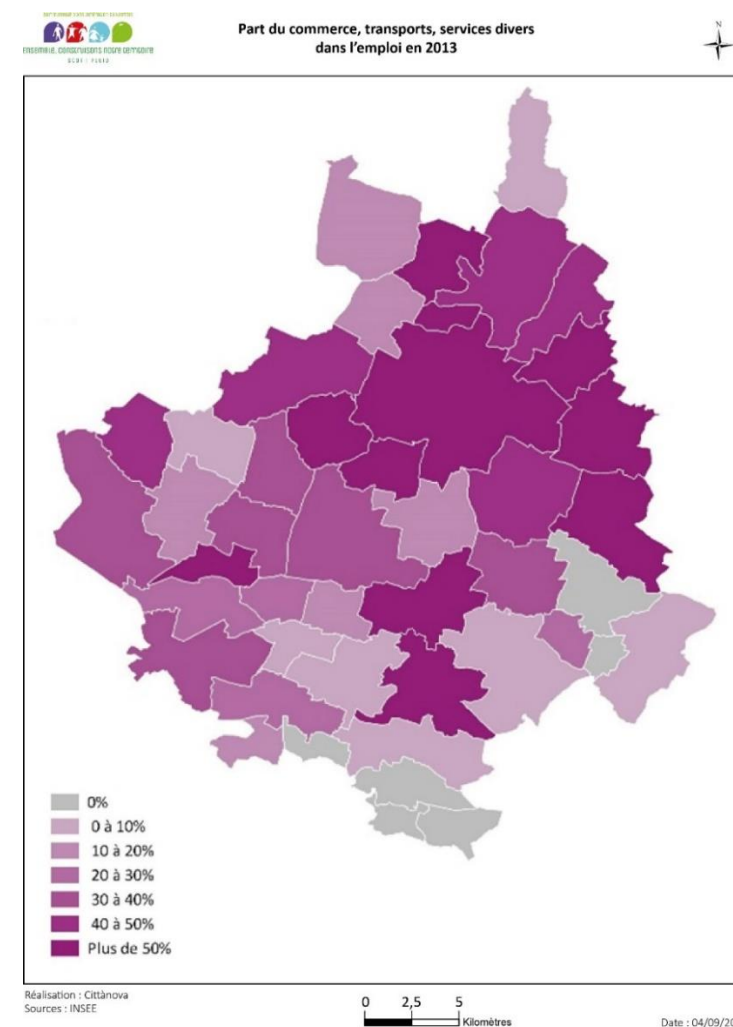


Figure Diagnostic 96 : Part du commerce, transports, services dans l'emploi en 2013 (Source : INSEE)

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Quelles tendances récentes ?

Le tertiaire représente la grande majorité des emplois sur le territoire (56,4 % des emplois) et est en augmentation depuis 2011 : + 0,9 % en moyenne annuelle soit + 1 570 emplois sur la période de 5 ans.

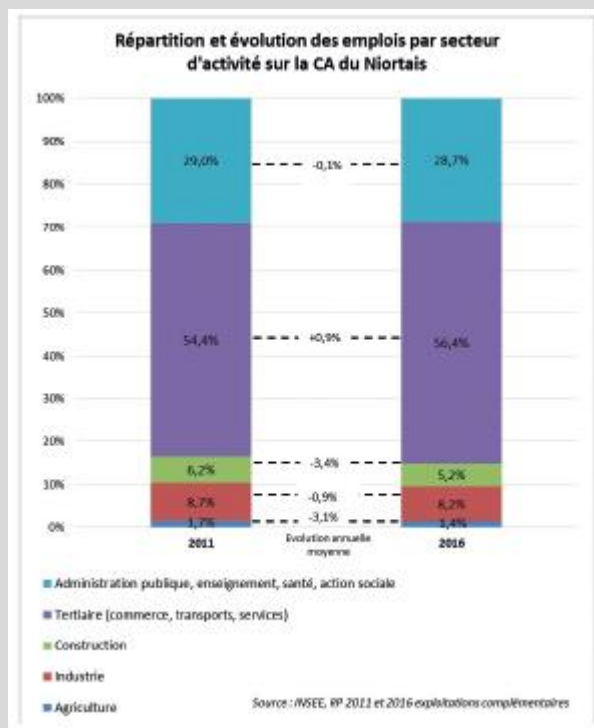


Figure Diagnostic 97 : Répartition et évolution des emplois par secteur d'activités sur la CA du Niortais entre 2011 et 2016 (Source : INSEE)

L'accès aux emplois est assuré par le réseau de voirie et celui de transports collectifs tel que décrit au chapitre 02.2.4.4 du présent diagnostic. À l'échelle de l'agglomération, le secteur « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » représente 28,8% des emplois.

Concernant les emplois dans le secteur « Administration publique, enseignement, santé et action sociale », la ville-centre concentre près de 76% des emplois liés à ces domaines d'activités. Ce chiffre s'explique notamment par :

- Son statut de chef-lieu du département des Deux-Sèvres ; la ville concentre ainsi les principaux services de l'administration publique,
- La présence de grandes structures d'enseignements (nombreuses écoles primaires, collèges, lycées et établissements spécialisés).

Suit la commune de Chauray qui concentre 3,5% des emplois du secteur « Administration publique, enseignement, santé et action sociale ». À l'échelle communale, les communes de La Foye-Monjault, Frontenay-Rohan-Rohan, La Rochénard, Saint-Rémy possèdent les plus fortes proportions d'emplois dans ce secteur par rapport à son nombre d'emploi total, soit plus de 50% de leurs emplois. Le dynamisme économique du territoire, intimement lié aux activités tertiaires, est également visible à travers l'analyse de la population active. Concernant le taux d'activités, il est de 75,9% (56 913 actifs). Cette dynamique est comparable à celle du département et supérieure à celles des territoires comme le Grand Poitiers (67,6%) ou encore le Grand Angoulême (72%), mais également aux dynamiques régionale (72,9%) et nationale (73,3%). Il a augmenté d'environ +0,4% par an, entre 2008 et 2013, contre +0,3% pour la région et +0,1% pour le département.

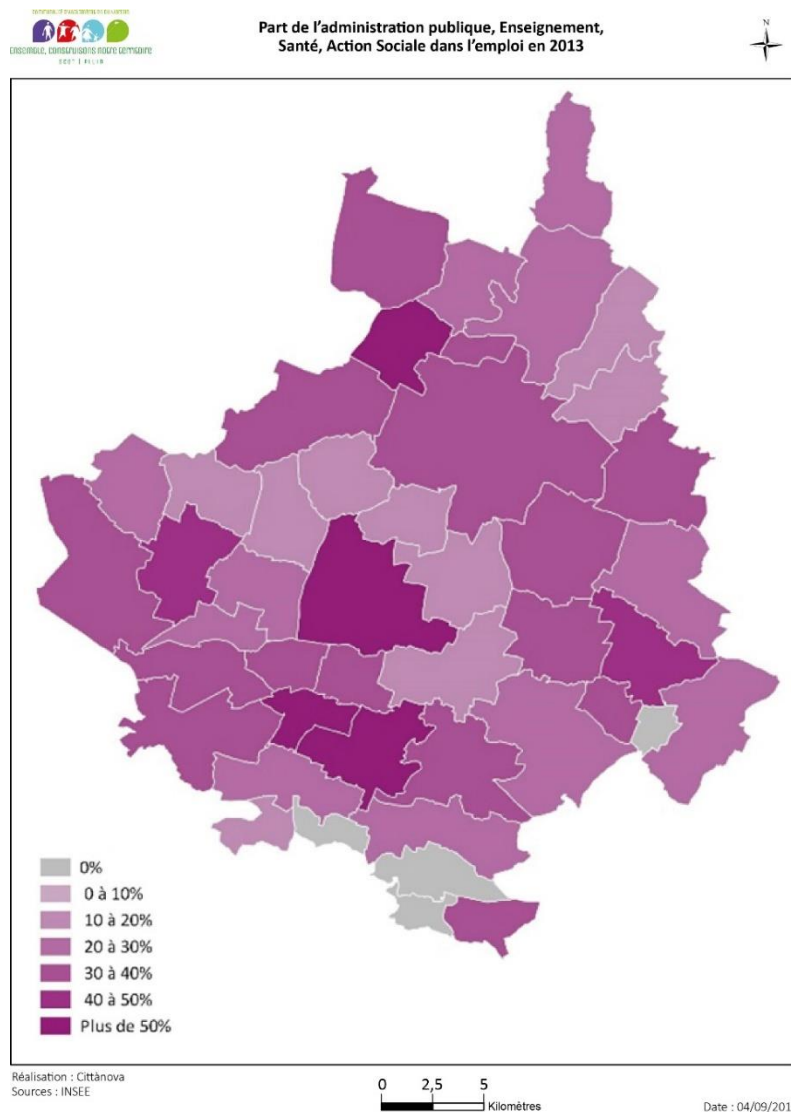


Figure Diagnostic 98 : Part de l'administration publique, Enseignement, Santé, Action Sociale dans l'emploi en 2013 (Source : INSEE)

Niort Agglo présente un taux de chômage relativement faible au regard des taux observés sur d'autres agglomérations ; 12,3% contre 15,7% pour Rochefort Océan et 15,4% pour le Grand Angoulême. En 2016, le territoire présente ainsi l'un des cinq taux de chômage les plus bas de Nouvelle-Aquitaine (après Oloron, Tulle, Ussel et Bressuire).

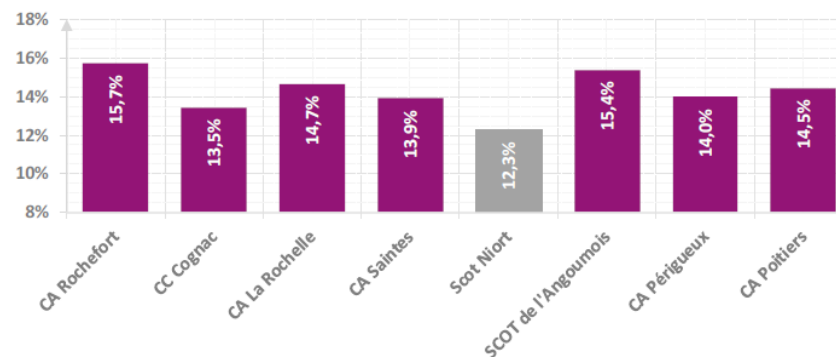


Figure Diagnostic 98bis : Analyse comparée du Taux de chômage - Source : INSEE 2013

À l'échelle communale, la zone d'emploi de Niort présente un taux de chômage faible à 7,7%, contre 10,2% au plan national (1^{er} mars 2016) et 9,6% en Nouvelle Aquitaine. Comparé aux agglomérations de référence, le territoire de Niort présente, même sur une longue période, un taux de chômage bas, variant entre 6.6% et 8.1%.

En septembre 2016, 5200 demandeurs d'emploi de catégorie A sont comptabilisés les personnes sans emploi, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier). Parmi les chômeurs, la part des jeunes est légèrement plus élevée au sein du territoire de l'agglomération qu'à l'échelle de la Région, avec respectivement 18,6% et 16%. A l'inverse, le chômage chez les femmes est moins important dans l'agglomération qu'à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine ; 48.1%, contre 50%. L'ancienneté au chômage de longue durée est, quant à elle, comparable entre les différentes échelles.

Quelles tendances récentes ?

Le taux de chômage localisé de la zone d'emploi de Niort au 1^{er} trimestre 2019 est de 6,2 %. Il compte parmi les plus bas au regard du référentiel de territoires comparables.

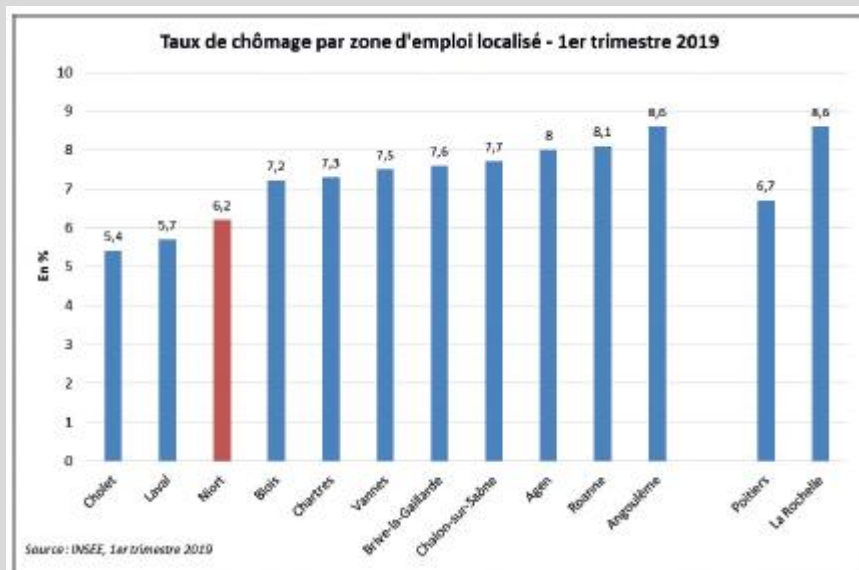


Figure Diagnostic 99 : Taux de chômage par zone d'emploi localisé – 1^{er} trimestre 2019

A.3.2.1 Le tertiaire comme chef de file

Parmi les activités économiques, le tertiaire se place comme secteur prédominant sur le territoire de Niort Agglo.

Le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale. Le périmètre du secteur tertiaire est de fait défini par complémentarité avec les activités agricoles et industrielles (secteurs primaire et secondaire). Source : INSEE

Le tertiaire regroupe donc les secteurs « Commerce, transports, services divers » et « Administration publique, enseignement, santé et action sociale ». À l'échelle de l'agglomération, le secteur du tertiaire rassemble plus de 80% des emplois. En effet, près de 9000 emplois directs sont concernés dans le secteur des assurances, et près de 11 000 avec les secteurs financiers connexes (d'après l'URSSAF, 2004). Le secteur « Activités financières et d'assurances » représente 6% de l'ensemble des établissements de l'agglomération. Parmi eux, 32% (17 établissements) comptent plus de 100 salariés, concentrés sur 4 communes : Niort, Chauray, Bessines et Échiré.

La ville de Niort a connu, à partir de 1954, un essor considérable dû au baby-boom, à l'exode rural et au développement des secteurs des mutuelles. En 1970, Niort devient la « capitale des mutuelles et assurances ». Aujourd'hui, le territoire reste l'une des places fortes de l'économie tertiaire et accueille notamment les sièges de la MAAF (PA Pierre Mendès-France à Chauray), MACIF (au Sud de Niort, Boulevard Jean Moulin), MAIF (dans le Technopole à l'ouest de Niort), SMACL (au sein du Technopole), SMIP (à l'Est du Technopole), GROUPAMA (à l'est du Technopole), IMA (Niort), DARVA (Chauray), etc.



Figure Diagnostic 100 : Siège de la MAIF au sein du Technopole - Niort

Les mutuelles continuent à se développer sur l'agglomération à l'image de la MACIF qui a récemment étendu son siège sur l'Avenue de La Rochelle, au sein du parc d'activités des Portes du Marais.

Le secteur des banques est également important sur le territoire avec la présence des sièges de la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique (au sein de la zone d'activités Saint-Florent, à Niort), la Socram banque (en centre-ville de Niort) et C2C financement (au sein de la zone d'activité Pierre Mendès-France).

Au sein de ce secteur, le domaine des mutuelles-assurances rassemble 16% des emplois. La prédominance du secteur des mutuelles-assurances a pour conséquence un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, notamment sur le secteur informatique.

Le pôle mutualiste et ses besoins de traitement de données, de numérisation, ont entraîné un boom des entreprises du numérique sur le

territoire : +42% en six ans sur les « *pure players* » (entreprises ayant démarré et exerçant dans un secteur d'activité unique) de la programmation et du conseil informatique. Le territoire concentre 3 fois plus d'entreprises de ce type qu'en moyenne.

Également, l'effet d'entraînement a agi sur le secteur de soutien aux entreprises (courtage, assurances, expertise comptable, audit, gestion des risques, etc.) et les branches liées proposant des emplois en intérim.

Il résulte de ces dynamiques une part importante d'emplois métropolitains, pour le territoire d'accueil. C'est une singularité forte pour une ville moyenne, comparable aux proportions observées sur la métropole bordelaise.



Figure Diagnostic 101 : Zone d'activités Pierre Mendès France - Niort

A.3.2.2 Le Numérique : secteur porteur sur le territoire

En 2015, le secteur d'activités de l'information et de la communication représente 3% des entreprises et établissements présents sur le territoire de la communauté d'agglomération. Sa représentation est doublée, soit environ 120 entreprises, si on considère seulement les entreprises de plus de 100 salariés sur le territoire. Le secteur emploie plus de 1 500 salariés et génère près de 2 500 emplois directs, soit 1,9% de l'emploi, résultat d'une volonté politique de la communauté d'agglomération de faire du développement de ce secteur une priorité sur le territoire.

Depuis 6 ans, les activités essentiellement basées sur l'internet et le digital (entreprises « pures players ») ont vu leurs effectifs augmenter de 42%.

Cette force de l'économie numérique distingue Niort Agglo de la majorité des autres villes moyennes françaises. Cette vitalité se retrouve plus facilement dans les agglomérations de plus grande importance, notamment les métropoles.

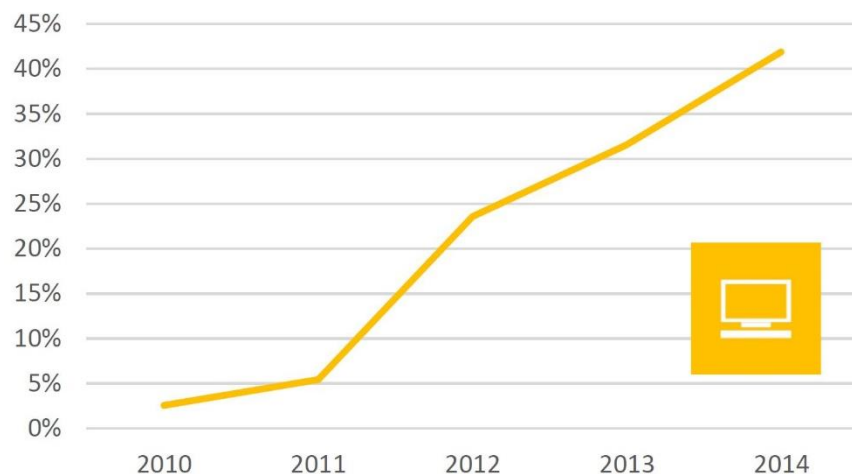


Figure Diagnostic 102 : Évolution cumulée des emplois en programmation et conseil informatique depuis 2009 - Source : SDEC

Plusieurs actions, événements et documents en faveur du développement du secteur du numérique sont mis en place sur le territoire de l'agglomération.

Depuis 2011, Niort Agglo a mis en place et pilote la filière via la marque Niort Numéric. Elle organise tout au long de l'année des événements pour valoriser et développer la filière (Hackathon, Job Dating, rencontres professionnelles, etc.) mais aussi un événement majeur, le Salon Niort Numéric.

Le 27 mars 2019, la 7^{ème} édition du salon Niort Numéric a été inaugurée. Celle-ci a été initiée en 2013 par Niort Agglo, en collaboration avec l'Université de Poitiers, département STID de l'IUT du Pôle Universitaire de Niort, la ville de Niort, le Réseau des Professionnels du Numérique (SPN), le Comité de Bassin d'Emploi du Niortais (CBE) et la Chambre de Commerce et d'Industrie des Deux-Sèvres (CCI). Il a pour but de faire se rencontrer les professionnels du secteur durant 2 jours pour assister à des ateliers, des conférences et une soirée French Tech. Chaque année fait l'objet d'une thématique liée au numérique. Un show-room permet de valoriser des entreprises. Un Job Dating est organisé pour recruter de nouveaux salariés. Cet événement est aussi l'occasion de faire connaître l'économie numérique auprès du grand public. Outre Niort Numéric, d'autres événements sont organisés en parallèle toute l'année par la communauté d'agglomération sur des thèmes d'actualité.

Depuis 2019, Niort Numéric fait partie du réseau thématique French Tech Atlantic Valley venant concrétiser la pertinence et les compétences du territoire sur les thématiques de la donnée (« Big Data ») et de la finance (« FinTech »).

De plus, Niort est désormais le siège de l'accélérateur FrenchAssurTech, fondé par Niort Agglo en partenariat avec les grands comptes assurantiels du territoire. Cet accélérateur, un des premiers nationaux sur cette thématique, permet au territoire d'être acteur du futur de l'assurance et de se placer comme pionnier en la matière.

À titre d'exemples, plusieurs entreprises innovantes dans le domaine de l'économie numérique peuvent être citées : l'entreprise Think Mobile, basée à Chauray, accompagne les entreprises dans leurs innovations et anime le Hackathon.

L'entreprise Karos a développé une application de covoiturage domicile-travail qui apprend les habitudes de déplacement des utilisateurs et

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

propose automatiquement des covoitureurs sur le chemin dans l'agglomération (administrations et entreprises).

L'entreprise Kereon Intelligence fait « parler les données » des entreprises et organisations. Elle gère, depuis son siège social niortais, 7 bureaux répartis en France et aux États-Unis.

Des Fablabs sont également organisés notamment d'avril à juin 2017 où le Moulin du Roc a accueilli des Fablabs itinérants permettant le partage de savoir-faire grâce à l'utilisation de nouvelles technologies.

La densité numérique est trois fois supérieure à la moyenne des agglomérations d'une taille similaire. Ce secteur bénéficie de la présence de donneurs d'ordre importants tels que les mutuelles, les industries, les nouveaux établissements secondaires, les SS2I ou les start-ups. Dès lors, il constitue aujourd'hui un secteur économique à part entière.

De plus, le réseau des professionnels du numérique en Nouvelle Aquitaine est chargé de structurer la filière au niveau régional et de développer l'intégration des nouvelles technologies dans les entreprises, tous secteurs confondus. NiortAgglo met en valeur l'emploi et la formation nécessaires aux entreprises numériques locales en s'associant avec le Comité de Bassin d'emploi Niortais (CBE). start-ups. Dès lors, il constitue aujourd'hui un secteur économique à part entière.

De plus, le réseau des professionnels du numérique en Nouvelle Aquitaine est chargé de structurer la filière au niveau régional et de développer l'intégration des nouvelles technologies dans les entreprises, tous secteurs confondus. La Communauté d'Agglomération du Niortais met en valeur l'emploi et la formation nécessaires aux entreprises numériques locales en s'associant avec le Comité de Bassin d'emploi Niortais (CBE).

La Communauté d'Agglomération du Niortais a pour ambition de développer le Très Haut Débit (THD) pour les ZAE (action 8, enjeu 1, « un espace économique performant »).

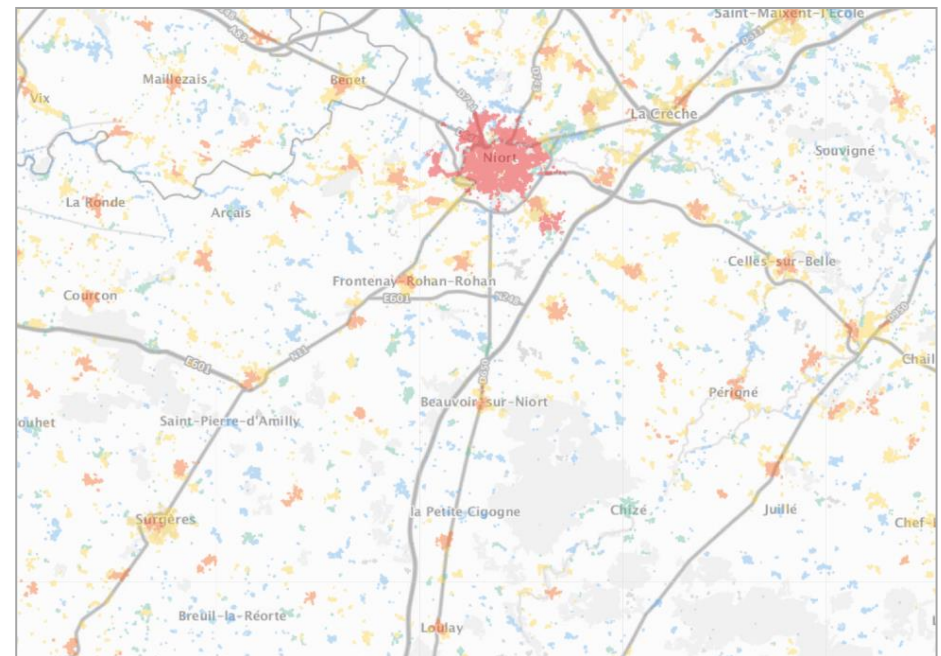
Dans ce but, Niort Agglo a déjà investi 5 M€ dans l'immobilier d'entreprises dédiées au numérique dans le but d'incuber des petites entreprises du numérique et d'accélérer les projets sur le territoire. À cette fin, une pépinière d'entreprises a été créée et rassemble 80% d'entreprises numériques. Elle est située au cœur d'une zone d'activités entourée des potentiels clients (mutuelles, assurances) dans la ZAE Nord-Ouest de Niort.

Par ailleurs, le développement du secteur du numérique s'accompagne par l'émergence d'une offre de formation adaptée à l'instar de la fabrique numérique qui permet une formation courte aux métiers du numérique. C'est dans ce cadre que le Pôle Universitaire Niortais souhaite également s'inscrire avec l'objectif de développer de nouvelles formations répondant aux besoins tout en veillant à mettre en place les nouvelles pratiques pédagogiques comme l'espace BrainLab (espace numérique partagé et modulaire de travail). À ce titre, deux nouveaux masters sont proposés par le PUN depuis la rentrée 2017.

Le + des ateliers

Lors de l'atelier thématique portant sur l'économie du territoire, si le numérique a été évoqué, il est plutôt apparu comme un secteur « jeune » et « peu développé. » L'évolution rapide des modes de consommation peut toutefois vite changer la donne.

Également, pour atteindre ses objectifs en matière de numérique, la Communauté d'Agglomération du Niortais peut s'appuyer sur un réseau Très Haut Débit (THD) performant mais inégalement réparti. Cette répartition cristallise le développement de l'économie numérique sur Niort et Aiffres. En effet, la puissance de 100Mbps/s est concentrée sur Niort et dans le centre d'Aiffres. Alors que pour les communes proches le réseau est de 8 à 100Mbps/s. Enfin, dans les hameaux et petites communes, celui-ci est de moins de 3Mbps/s. Cet élément montre que la majorité de l'économie numérique ne peut se développer que dans un périmètre restreint à Niort ou Aiffres, faute d'infrastructures internet suffisantes ailleurs sur le territoire de Niort Agglo, nouveau moteur de l'attractivité résidentielle et économique, la Communauté d'Agglomération a voté le 21 novembre 2016, la prise de la compétence facultative de développement du Très Haut Débit sur le territoire. Niort Agglo ambitionne d'assurer la desserte numérique sur l'ensemble du territoire d'ici 2022 en participant financièrement au déploiement de la fibre optique portée par le Département dans les communes qui ont récemment rejoint l'agglomération d'ici 3 à 6 ans.

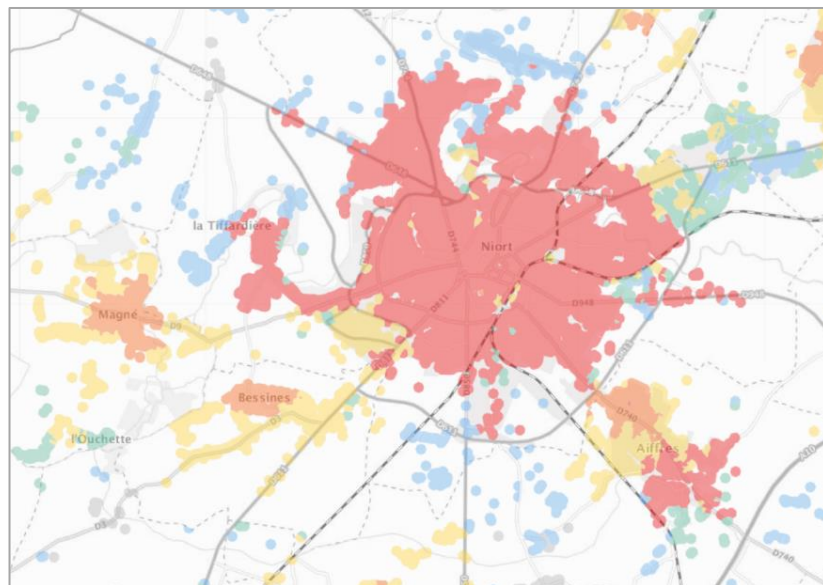


Accès à l'Internet très haut débit



Figure Diagnostic 103 : Déploiement de l'internet très haut débit - Source : observatoire France Haut Débit

Le déploiement du Très Haut Débit dans les « 29 communes restantes » de Niort Agglo est pris en charge par Orange. La convention passée vise aussi à couvrir intégralement la ville de Niort de la fibre optique d'ici 2020 et de continuer le déploiement notamment sur les communes d'Aiffres, de Chauray puis Bessines, Vouillé, Saint-Maixire, Saint-Rémy, Sciecq et Villiers-en-Plaine.



Accès à l'Internet très haut débit



Figure Diagnostic 104 : Déploiement de l'internet très haut débit - Zoom sur le cœur d'agglomération - Source : observatoire France Haut Débit

A.3.2.3 Le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) très présent

Le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) représente 21% des emplois de Niort Agglo, soit environ 12 000 emplois et 13,5% des établissements (563 établissements).

En 2014, une maison de l'ESS a été créée par Niort Agglo, afin d'accueillir des activités en lien avec l'économie sociale et solidaire (plutôt à vocation économique).

Nommée l'ESSentiel, elle se situe à Niort dans la zone d'activités Saint-Liguaire. Le bâtiment abrite d'ores et déjà :

- Un hôtel d'entreprises destiné plus particulièrement aux têtes de réseau de l'ESS. Des coopératives se sont installées, comme la Ruche Oxalis, Aca Scop, Uniformation (fonds formation pour le secteur mutualiste), ainsi qu'une tête de réseau APSA (structure d'accompagnement des publics aveugles).
- Une pépinière d'entreprises en faveur des entreprises de l'ESS en création ou en démarrage d'activités. Au sein de la pépinière se trouvent une SCOP (Société coopérative et participative) en communication, ainsi que des associations œuvrant sur de l'activité mécanique ou encore sur des services de comité d'entreprise pour des petites entreprises.

Dans le secteur de l'ESS, il existe également un PTCE (pôle territorial de coopération économique), Hub-ECO, qui intervient sur des projets clés (filière verte de recyclage, mobilité douce...), facilitant la coopération, les échanges en regroupant des acteurs économiques.

Enfin, créé en 2014, le salon national de l'ESS permet de mettre en avant une économie innovante, de favoriser les rencontres entre professionnels et de promouvoir l'économie sociale et solidaire auprès des visiteurs.



Figure Diagnostic 105 : Maison de l'Économie sociale et solidaire à Niort

A.3.2.4 L'industrie

L'industrie est également présente sur le territoire et représente plus de 6 200 emplois, soit 8,4% des emplois de l'agglomération en 2013. Niort Agglo possède en proportion moins d'emplois dans le secteur industriel que dans les agglomérations comparables de Pau, de La Rochelle, de Bayonne, de Limoges.

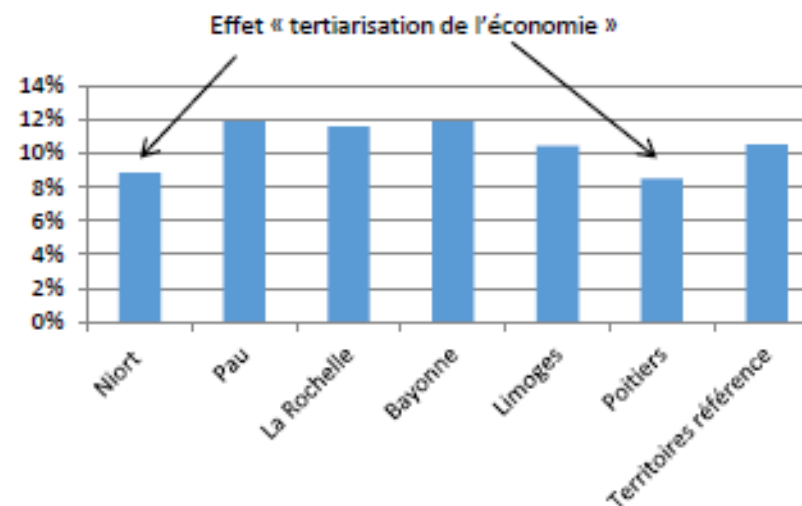


Figure Diagnostic 106 : Part des emplois dans le secteur de l'Industrie en 2013

La faible proportion du secteur industriel au sein des emplois de Niort Agglo s'explique par une représentation plus forte qu'ailleurs des emplois tertiaires notamment portés par la présence des emplois dans le domaine des assurances et des mutuelles. Les secteurs industriels présents se positionnent toutefois sur un marché de niche, à forte valeur ajoutée.

Tout comme les autres territoires de référence, Niort Agglo est confrontée à une diminution des emplois dans le secteur industriel qui tend à soutenir une tertiarisation de l'économie niortaise notamment en lien avec le développement du secteur des mutuelles et des assurances.

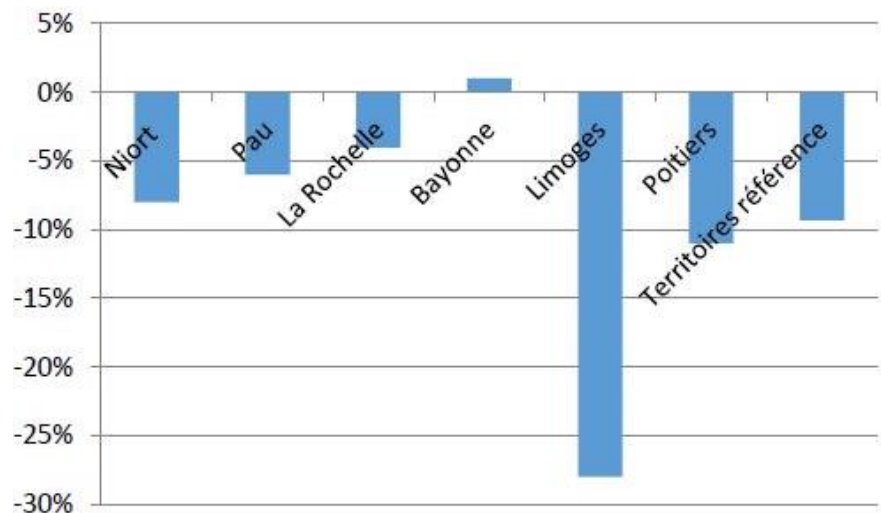


Figure Diagnostic 107 : Evolution de l'emploi dans le secteur industriel entre 2008 et 2013

Quelles tendances récentes ?

Entre 2011 et 2016, la part de l'emploi industriel est passée de 8,7% à 8,2% sur le territoire de Niort Agglo ; confirmant les tendances observées précédemment.

Toutefois, derrière cette diminution se cache une disparité territoriale entre les communes avec des communes qui ont enregistré un recul des activités industrielles, notamment la commune du Vanneau-Irleau (-140 emplois du secteur industriel) en partie due à la fermeture de l'entreprise Mathé, ancien fleuron de l'industrie du bois dans le sud des Deux-Sèvres, qui a employé jusqu'à 150 salariés. A l'inverse, la commune de Saint-Symphorien a enregistré entre 2007 et 2013, une augmentation de 216 emplois dans le secteur industriel notamment en lien avec le développement de l'entreprise Poujoulat située en limite avec la commune de Granzay-Gript.

La situation globale de Niort Agglo cache des disparités territoriales au regard de la concentration de ces emplois au sein de certaines communes avec notamment des grandes entreprises pourvoyeuses de nombreux emplois. À l'image de la commune de Saint-Symphorien, au sud de Niort, dont les emplois industriels en 2013 représentent plus de 60% des emplois de la commune. Cette forte proportion s'explique par la présence d'un fleuron industriel Poujoulat (leader européen des conduits de cheminée) situé au sein du pôle d'activités des Pierrailleuses entre la commune de Saint-Symphorien et de Granzay-Gript. D'autres petites communes comme Le-Vanneau-Irleau ou encore Sansais se détachent par la présence d'une ou deux entreprises sur la commune qui regroupent un nombre important d'emploi. C'est le cas de la société SAS Allin société spécialisée dans la fabrication de placage et de panneaux de bois, basée sur la commune du Vanneau-Irleau, elle cumule entre 50 et 99 salariés.

A l'inverse d'autres communes, moins peuplées, au sud du territoire à l'image de Plaine d'Argenson et du Val du Mignon se détachent par l'absence d'emploi industriel. Ces communes sont davantage dominées par le secteur agricole.

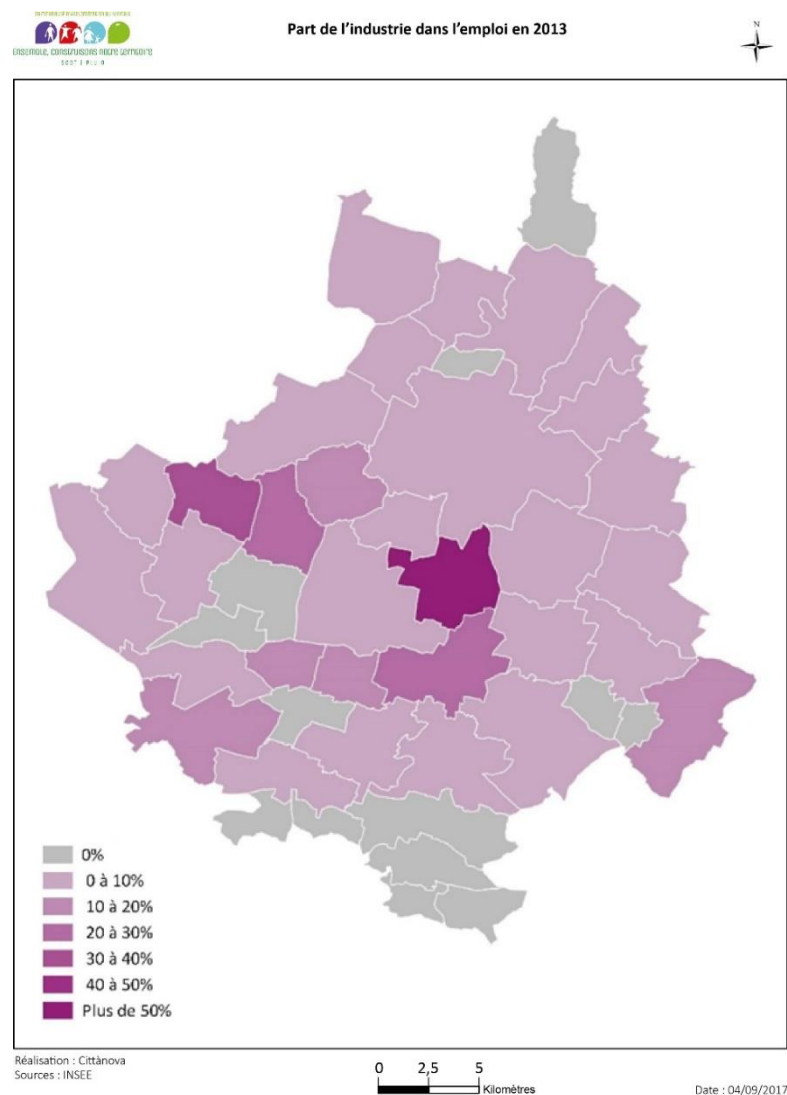


Figure Diagnostic 108 : Part de l'industrie dans l'emploi en 2013 (Source : INSEE)

Enfin, Niort concentre également des emplois du secteur industriel avec près de 3179 emplois en 2013. Certaines sociétés industrielles notables sont implantées dans le chef-lieu du département à l'instar de Safran (ex Zodiac Aérospatiale) (leader mondial des équipements et systèmes aéronautiques montés à bord des avions commerciaux), Pierre Guérin (leader européen en fermenteur et bioréacteurs), Axel France (leader européen des graisses industrielles et lubrifiants pour l'industrie agroalimentaire). À côté de ces grandes entreprises, le tissu industriel niortais se compose majoritairement de PME et de TPE (90% des établissements de Niort Agglo emploient moins 10 salariés en 2014).

Niort dispose de deux lycées professionnels dans le domaine industriel : le lycée professionnel Paul Guérin qui dispense une formation notamment en chaudronnerie/carrosserie et le lycée polyvalent Saint-André où des formations en maintenance industrielle/systèmes électroniques industriels sont dispensées. Bien que cette offre de formation existe la majorité des entreprises industrielles peinent à recruter des profils de techniciens avec des savoir-faire spécialisés, seules les grandes entreprises comme Poujoulat, Leach International ou encore Safran proposent des formations continues à leurs salariés. Pour autant, les investissements récents de ces entreprises dans de nouveaux locaux accompagnés par une offre de recrutement permanente témoigne d'un attachement au développement et au maintien de ce secteur d'activité au sein de l'agglomération.

A.3.2.5 La logistique

Le secteur de la logistique concerne plusieurs types d'activités : le transport, l'entreposage, la manutention, ou encore l'emballage. En 2014, le secteur de la logistique regroupait près de 5500 emplois. Ce chiffre est lié à la situation géographique attractive de la communauté d'agglomération, à proximité de l'autoroute, de la mer et du fer (rails). Cependant, ce secteur a connu entre 2009 et 2014, une baisse d'emplois salariés d'environ 9%. Il existe sur le territoire de Niort Agglo, 163 établissements liés aux activités du transport et entreposage, soit 8% des établissements du secteur « Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration » (Source : Projet de Territoire 2016).

Niort Agglo a ouvert au chantier, depuis janvier 2016, la plateforme de Niort Terminal sur le site Saint-Florent. Ce projet consiste en la création d'un nœud ferroviaire connecté aux principales destinations nationales et aux grands ports maritimes de La Rochelle, Nantes et Bordeaux. Il s'agit d'une plateforme multimodale et multisites située au carrefour de 3 autoroutes.

Niort Terminal dispose, sur une surface de 20 hectares sécurisés et clos (site de Saint-Florent), de :

- 3 voies ferrées de 770ml, 720 ml et 550 ml,
- D'une plateforme de manutention de 15 000 m²,
- De nombreux équipements logistiques (pont bascule, etc.)

Ainsi que de plusieurs zones périphériques et complémentaires : sites ferroviaires de La Crèche et Prahecq, situés au plein cœur de zones d'activités particulièrement denses. Cette plateforme est utilisée par les professionnels de la logistique (transporteurs, logisticiens) et les entreprises exportatrices pour leur transport de marchandises. Elle propose notamment des lignes régulières vers Marseille et Perpignan.



Figure Diagnostic 109 : Site Saint Florent (Niort terminal) – Source : niort-terminal.fr

A.3.2.6 Le commerce

Un secteur commercial important qui répond à une population diverse, active et relativement aisée

Une offre dominée par le non-alimentaire

Niort Agglo accueille plus de 650 points de vente : 29 % relèvent de l'alimentaire, 28 % de l'équipement de la personne, 19 % de l'équipement de la maison, 8 % de Santé/Bien-Etre, 12 % des loisirs et 3 % d'autres thématiques. Le commerce non-alimentaire représente ainsi plus des deux tiers des points de vente, répondant à une population qui a les moyens de l'achat « plaisir ».

Le territoire dispose ainsi d'une importante offre en équipement de la personne, particulièrement concentrée au sein du centre-ville de Niort mais aussi dans les zones périphériques où l'on trouve de petites surfaces de vente qui accueillent des enseignes nationales.

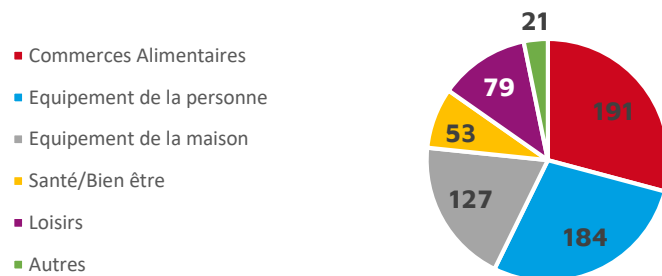


Figure Diagnostic 110 : Répartition des points de vente selon le type de commerce (Source : INSEE, BPE 2018)

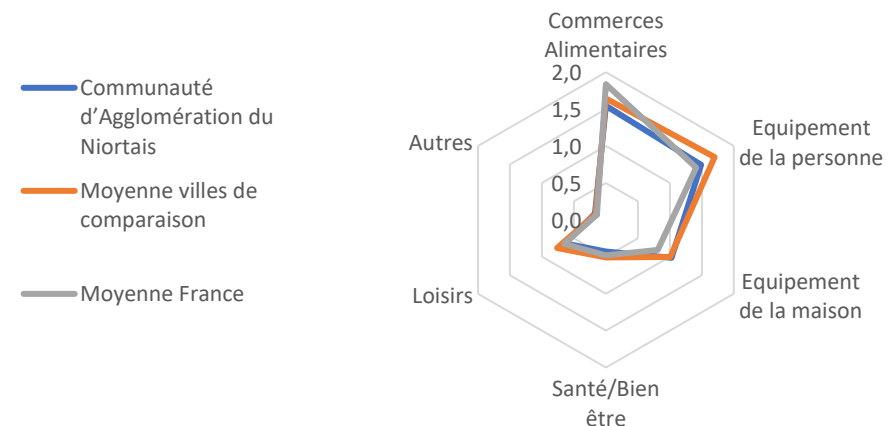


Figure Diagnostic 111 : Nombre de commerces pour 1 000 habitants (Source : INSEE, BPE 2018)

L'offre Santé/Bien Être est elle-aussi supérieure à la moyenne des villes moyennes, témoin de la démographie vieillissante du territoire mais aussi de son niveau de revenus médians relativement élevé.

Un secteur commercial saturé dans le secteur alimentaire

Le territoire est bien équipé en matière alimentaire puisque tous les habitants se situent aujourd'hui à moins de 10 min d'un commerce sédentaire d'alimentation générale¹². On observe néanmoins une mutation du secteur : les boucheries, boulangeries-pâtisseries et petites épiceries, si elles restent, la majorité de l'offre en termes de point de vente, ont tendance à se réduire en nombre, concurrencées par les grandes surfaces et de nouveaux concepts qui jouent davantage sur les flux. Au contraire, les commerces de niches (fromageries, caves...) ont tendance à augmenter. Ce phénomène est national et se traduit d'abord

¹² CCI79, Les métiers de bouche en Deux-Sèvres, septembre 2016

en centre-ville de Niort pour répondre à des ménages urbains aux moyens financiers importants qui recherchent qualité et proximité.

Cependant, cette couverture cache une offre très abondante en termes de surfaces liées à la présence de la grande distribution. Si la part des points de vente alimentaire est légèrement inférieure à la moyenne des villes de comparaison (29 % des points de vente contre 32 %), soit un taux d'équipement légèrement inférieur (1,5 point de vente pour 1 000hab contre 1,9), cette concentration de l'offre alimentaire se fait plutôt en faveur des zones périphériques et de la grande distribution.

Ce déséquilibre dans l'alimentaire se traduit notamment par un suréquipement en grandes surfaces : **l'agglomération possède une moyenne de 485 m² de grande surface alimentaire pour 1 000 hab. contre 464 en moyenne dans les villes moyennes** avec des grandes surfaces peu performantes avec un rendement au m² inférieur de près de 1 000€ par rapport à la moyenne (6 931€ contre 7 705)¹³.

	Niort	Quimper	Chalon-sur-Saône	Montauban	Albi	Thonon-les-Bains	Compiègne	Blois	Périgueux	Saint-Quentin	La Roche-sur-Yon	MOYENNE (hors Niort)
SV m ² (LSA Expert)	34 023	32 783	38 332	27 815	27 982	32 484	26 299	25 155	36 412	39 135	30 400	31 680
Rendement /m ²	6 931	6 904	6 822	7 721	7 116	8 093	9 091	8 240	7 708	7 059	8 293	7 705
Rendement /hab.	3 363	2 863	3 574	2 938	2 736	3 679	3 395	3 105	4 233	4 236	4 787	3 555
M ² /hab.	485,2	414,6	524	381	385	455	374	377	549	600	577	464

Figure Diagnostic 112 : Chiffres-clés des grandes surfaces alimentaires des agglomérations (Source : BERENICE, ETUDE DE CENTRE-VILLE DE NIORT, SEPTEMBRE 2015)

Cette sur-offre se traduit par une concurrence accrue entre les enseignes mais aussi entre les zones de périphéries et les centres-bourgs concernant l'alimentaire. Le centre-ville de Niort, malgré l'équipement structurant que représentent les Halles, est peu attractif en matière alimentaire. Le diagnostic Bérénice indiquait ainsi que le centre-ville de Niort ne représente que 1 % des parts de marché de l'alimentaire sur l'agglomération contre 35 % par exemple en matière d'équipement de la personne.

Ce modèle a tendance à se diffuser en-dehors de la ville-centre avec des équilibres fragiles au sein des communes les plus importantes qui sont sollicitées par les grandes enseignes pour l'implantation de moyennes surfaces.

¹³ BERENICE (2015), ETUDE DU CENTRE-VILLE, DONNEES LSA EXPERT

Une concurrence Centre-ville/périphérie qui se retrouve dans d'autres secteurs

L'alimentaire fait l'objet d'une vigilance accrue par les élus et techniciens du Niortais mais ce phénomène de report vers la périphérie s'observe dans d'autres secteurs du commerce.

L'observatoire du commerce de la CCI note la même évolution en matière d'équipement de la personne notamment¹⁴. En effet, ces 10 dernières années, le nombre de commerces a eu tendance à reculer pendant que les surfaces de vente augmentaient rapidement, témoignant du report et de la concentration de l'activité en périphérie. C'est un phénomène observé sur le cœur d'agglomération avec un phénomène de transfert ou de dédoublement de certaines enseignes vers l'Espace Pierre Mendès-France accéléré par les travaux dans le centre-ville. Il reste cependant encore contenu puisque le centre-ville de Niort a maintenu une forte dynamique et que quelques enseignes sont revenues en centre-ville depuis la fin des travaux.

Figure Diagnostic 113 : Répartition Chiffre d'affaires Grandes et Moyennes surfaces (Source : BERENICE, ETUDE DE CENTRE-VILLE DE NIORT, SEPTEMBRE 2015)

	Total	Alimentaire	Equipe- ment de la personne	Pro- duits culturels	Jouet/Jeu vidéo	Sport	Blanc/Brun	Meubles/Décor- ation	Bricolage/Jardi- nage
Niort Centre-ville	17,8 %	1,7 %	49 %	16 %	12,5 %	0 %	8,6 %	2,5 %	0 %
Espace Pierre Mendès-France	46,3 %	40,8 %	25,4 %	54 %	28,3 %	67,8 %	79,1 %	62,5 %	73,8 %
Niort-Est/Chauray	18,5 %	22,9 %	21,5 %	10 %	41,7 %	11 %	5,8 %	21,7 %	2,4 %
Plein Sud	12,2 %	29,5 %	3,5 %	20 %	8,3 %	11 %	5,8 %	3,6 %	4,8 %
Bessines-La Mude	5,2 %	5,2 %	0,7 %	1 %	8,5 %	10 %	0,6 %	9,6 %	19 %
Total (M€)	460	135,6	144,2	10,1	12	9	51,3	55,2	42

L'équipement de la personne reste le seul secteur sur lequel le centre-ville de Niort est leader. Le pôle principal commercial du territoire demeure l'Espace Pierre-Mendès France qui représentait avant l'ouverture de Terre de Sport près de 60 % du chiffre d'affaire commercial du territoire.

¹⁴ CCI79, L'équipement de la personne en Deux-Sèvres, Février 2015

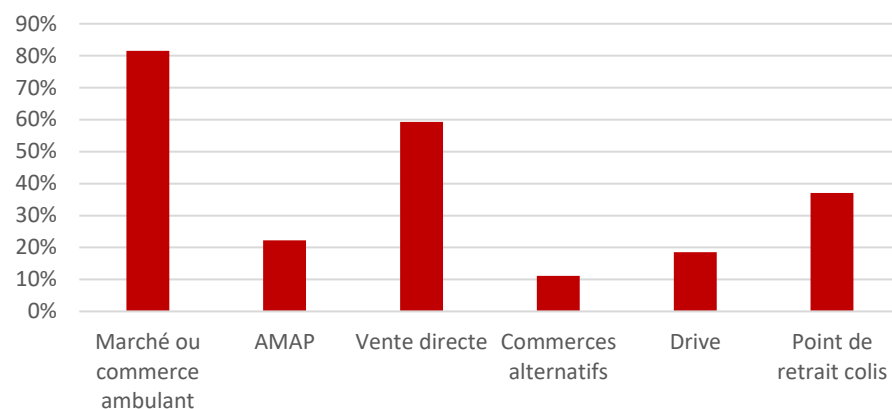
Des formes alternatives de commerce à prendre en compte dans le projet

Le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) ne s'applique qu'aux formats de commerce ou d'artisanat commercial inscrit au registre du commerce et disposant d'un point de vente accessible aux particuliers. Pour autant, de nombreuses formes de commerces aux particuliers existent en-dehors de ce cadre. L'essor d'internet et le retour à la notion de proximité favorise le retour ou l'émergence de pratiques commerciales en marge du commerce traditionnel qui interroge aussi l'aménagement du territoire.

Dans un territoire où près du quart des communes ne disposent plus d'offre commerciale sédentaire traditionnelle dans leur centre-bourg, les commerces ambulants sont une alternative efficace et durable : **80 % des communes ayant répondu à l'enquête commerciale accueillent régulièrement une offre mobile pour répondre aux besoins de leur population.** Sur le département des Deux-Sèvres, le nombre de commerces non-sédentaires a augmenté ces dernières années dans l'alimentaire. Le commerce non-sédentaire peut parfois être une solution pour certaines entreprises afin de limiter les frais fixes liés aux locaux commerciaux. Pour les communes, cela nécessite des espaces publics adaptés à leur accueil.

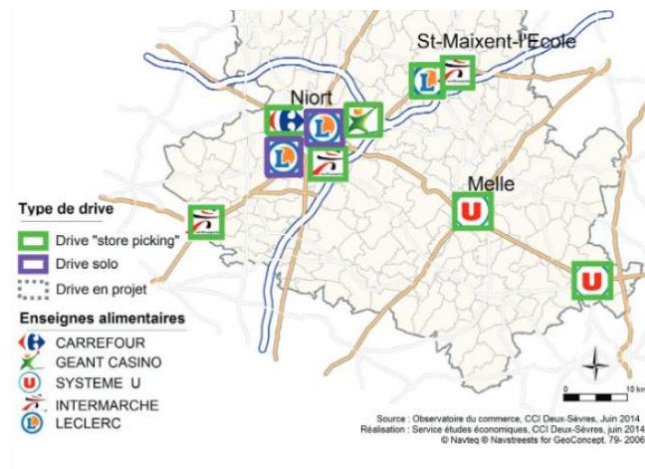
Le rôle des agriculteurs, par la diversification de leur activité, permet l'émergence de **circuits de proximité** qui permettent de répondre en partie aux besoins alimentaires de la population : près de 60 % des communes disposent ainsi d'agriculteurs proposant de la vente directe et 20 % d'entre elles accueillent la tenue d'AMAP. Les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à se réapproprier une partie de la commercialisation de leurs produits en ouvrant leur porte de façon régulière aux particuliers. A noter que certains agriculteurs se regroupent au sein de magasins de producteurs. Plusieurs élus ont, à cet égard, regretté le manque de visibilité de ceux présents sur l'Espace Mendès France à Chauray.

Figure Diagnostic 114 : Formes alternatives de commerce présentes sur les communes de Niort Agglo (Source : Enquête communale, 2018)



Enfin, l'impact d'internet n'est pas négligeable. Le premier est évidemment l'émergence des **Drive**, qui concernent principalement Niort et les pôles intermédiaires du SCoT. Sur le territoire, il s'agit avant tout de Drive intégrés aux grandes surfaces traditionnelles. Ils se situent d'abord dans les polarités commerciales du territoire. Seule l'enseigne Leclerc propose des Drive indépendants (distincts d'une grande surface traditionnelle). Leur implantation à la marge des pôles commerciaux pose parfois question sur la fonctionnalité des zones auxquels ils s'intègrent (ex du Drive Leclerc à la Mude).

Figure Diagnostic115 : Extrait de la carte représentant la localisation et le type de retrait des marchandises des hypermarchés en Deux-Sèvres¹⁵



Un peu moins de 40 % des communes disposent d'un **point de retrait de colis**, souvent lié à un commerce existant. Ce service peut aussi être une réponse aux besoins des communes sans commerce sédentaire par la mutualisation de services à la population type « conciergerie » ou par l'aménagement d'espace de stockage.

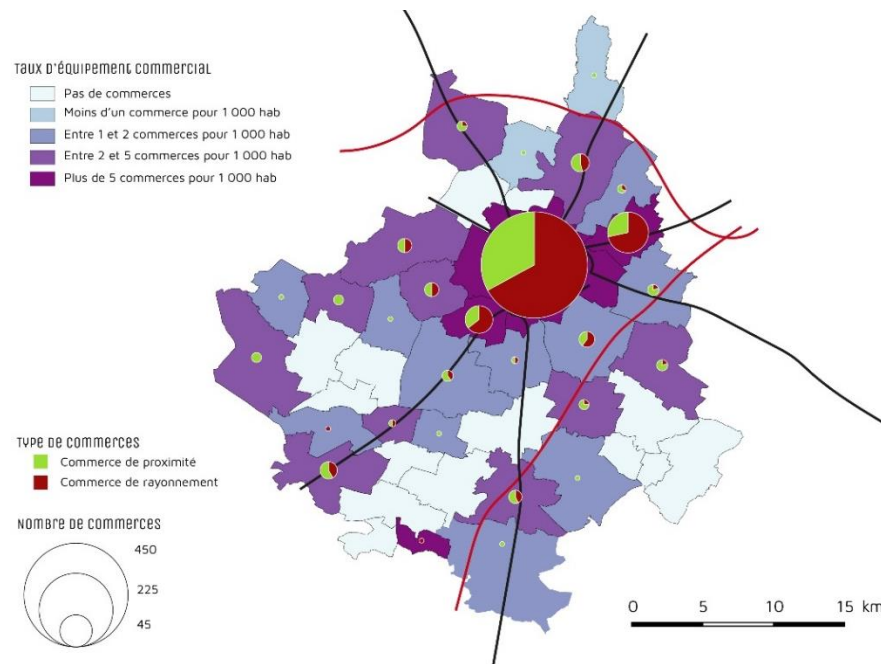
Une forte polarisation vers le cœur d'agglomération

Un taux d'équipement différencié selon les communes qui fait apparaître l'importance des flux

Niort polarise l'équipement commercial sur le territoire de l'agglomération. Avec 7,5 commerces pour 1000 habitants, la commune joue un rôle central dans l'armature commerciale du territoire. C'est la commune sur laquelle se retrouve la plus grande diversité de commerces aussi en centre-ville, notamment pour l'équipement de la personne et de la maison.

¹⁵ CCI 79, Les Drive alimentaires en Deux-Sèvres, juin 2014

Figure Diagnostic 116 : Taux d'équipement commercial par commune (Source : BPE, 2017)

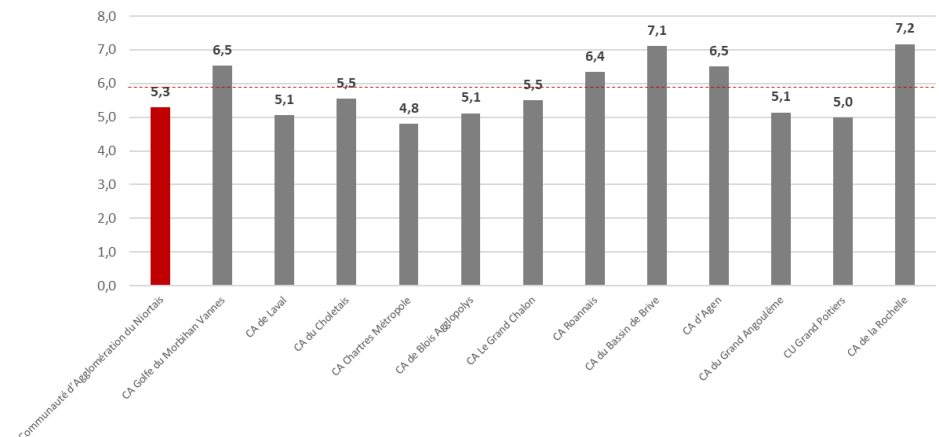


Les communes voisines de Chauray et de Bessines se distinguent elles-aussi par leur très fort taux d'équipement. Pour autant, celui-ci est principalement porté par les zones périphériques de la Mude et de Mendès-France. Cette offre de grande distribution, renforcée par la venue d'enseignes nationales de distribution de l'équipement de la personne, de la maison ou de loisirs, est entrée en forte concurrence avec les centres-villes de ces communes. On y trouve ainsi davantage de commerces de flux que de commerces de proximité au détriment de la qualité de vie quotidienne des habitants.

Les flux conditionnent beaucoup l'implantation commerciale sur le territoire. En-dehors de la centralité d'agglomération, les communes les mieux équipées sont celles situées sur les axes structurants de la D650 (St-Jean d'Angély-Niort) et de la D611 (Rochefort-Niort). Elles bénéficient des migrations pendulaires vers Niort. L'offre est principalement liée au quotidien avec une prédominance des commerces

de proximité, majoritairement alimentaires. A l'écart de ces axes, les communes peinent à maintenir des commerces.

Figure Diagnostic 117 : Nombre de commerces pour 1000 habitants (Source, INSEE BPE 2017)



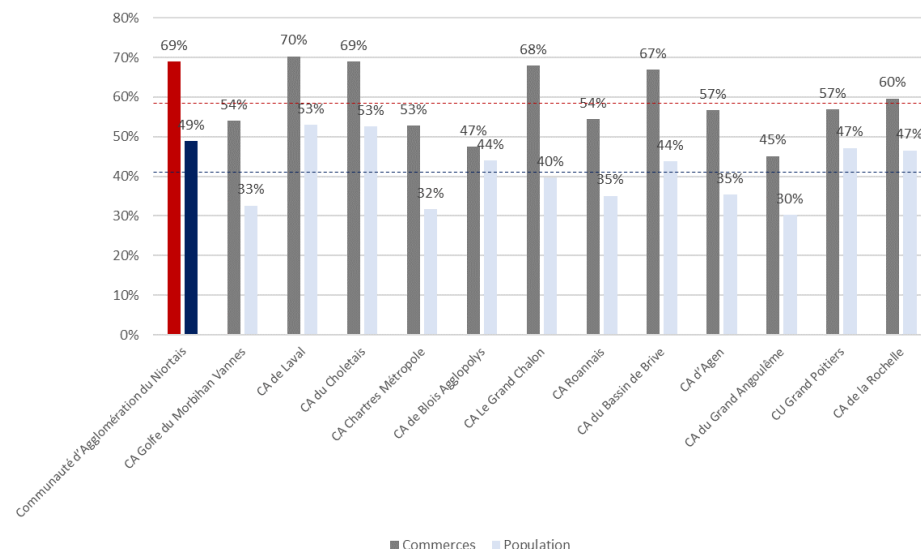
Si la ville de Niort est relativement bien équipée et se situe dans la moyenne des villes de référence, l'agglomération s'avère en-deçà des taux d'équipements moyens observés sur les villes moyennes de comparaison. Cela s'explique notamment par la concentration de l'offre sur la ville-centre et par le poids des commerces de « flux » type grande distribution qui exercent une forte concurrence au commerce spécialisé notamment en matière alimentaire. Ainsi, si la ville-centre est équipée au même niveau que les villes du référentiel de comparaison en matière alimentaire, l'agglomération est en-dessous de la moyenne, les actifs faisant leurs courses dans les grandes surfaces à proximité de leur lieu de travail sur Niort.

Des commerces particulièrement concentrés sur le cœur d'agglomération

70 % des points de vente sont concentrés sur la ville-centre qui représente pourtant un peu moins de 50 % de la population. Avec les deux pôles commerciaux complémentaires de Chauray et de Bessines, cette part atteint plus de 80 %. Cette concentration importante des commerces s'exprime plus finement spatialement avec la présence de trois pôles principaux sur un axe Est-Ouest avec le centre-ville de Niort et les deux polarités commerciales de la Mude et de Mendès-France.

Parmi les villes du référentiel de comparaison, la structuration de l'offre de Niort Agglo se rapproche de celle des communautés d'agglomération de Laval ou du Choletais, des agglomérations dont la ville-centre concentre autant la population que l'offre commerciale.

Figure Diagnostic 118 : Poids des villes-centres dans l'appareil commercial et la population de l'agglomération (Source : INSEE, BPE 2017)



Cette concentration est particulièrement vraie sur certains segments qui ont un fort pouvoir de rayonnement (source : BPE 2017) : l'équipement de la maison (65 % concentrés sur la ville-centre contre 49 % en moyenne dans les villes de comparaison), la santé/bien-être (75 % contre 64 %) et les loisirs (70 % contre 54 %). Le rôle du centre-ville de Niort pour répondre à ces besoins est donc très important et structurant à l'échelle d'un bassin de vie qui va au-delà des limites de l'agglomération.

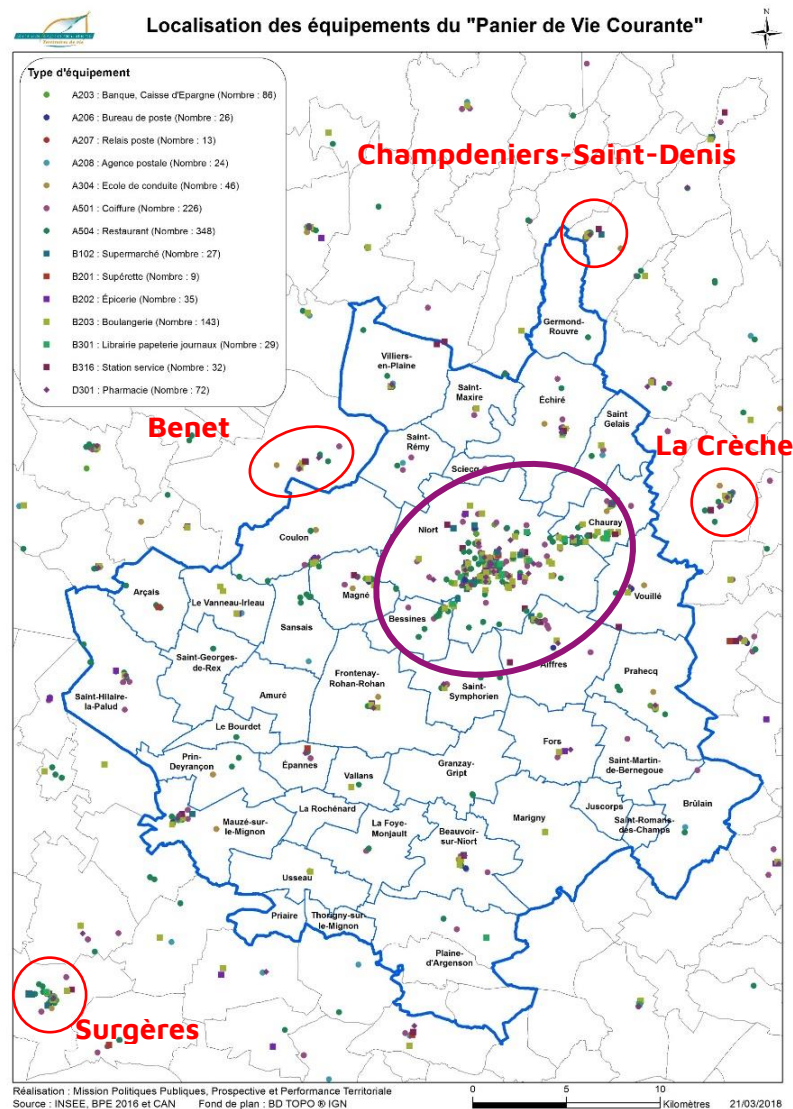


Figure Diagnostic 119 : localisation des équipements du « Panier de Vie Courante »

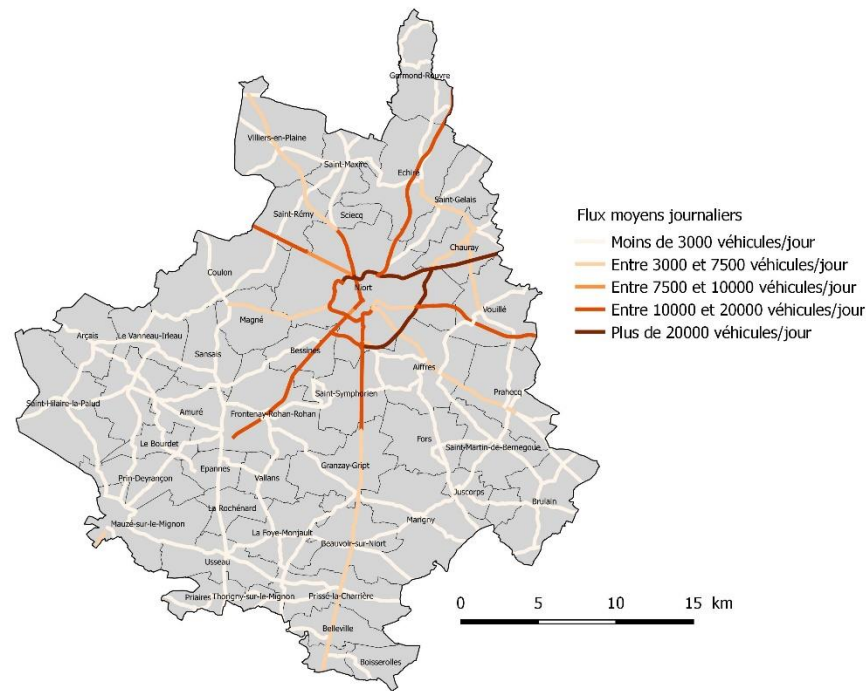
Des flux au cœur des logiques d'implantations commerciales

D'après l'enquête Déplacements-Villes Moyennes de 2016, l'usage de la voiture individuelle reste majoritaire dans l'acte d'achat : 78 % des habitants prennent ainsi leur voiture pour faire leurs courses dans un supermarché et ils sont encore 57 % à la prendre pour aller faire leurs courses dans un commerce de proximité. En-dehors de la ville-centre dont les aménagements ont été repensés en conséquence (transport en commun gratuit, parking, centre piétonnier...), il existe peu d'alternatives crédibles aujourd'hui à la voiture pour les achats du quotidien. Dans ces conditions, l'accessibilité et la qualité des stationnements sont au cœur de la problématique commerciale.

Cela est renforcé par l'importance des flux domicile-travail sur le territoire qui favorise les achats délocalisés du lieu de résidence au profit des lieux traversés sur ces trajets. Les choix de localisation de certaines enseignes ou magasins répondent d'ailleurs exclusivement à cette réflexion : Lidl, Biocoop, boulangeries... Le positionnement des zones commerciales en entrée de ville de Niort et des Communes d'équilibre répond à ce constat. De façon notable, en-dehors de Terre de Sport qui accueille la salle de spectacles l'Acclameur, les zones commerciales sont davantage liées aux pôles d'emplois et entrée de ville qu'aux équipements structurants du territoire.

Aujourd'hui, les axes principaux sur lesquels se sont développés les zones commerciales majeures du territoire (Pierre Mendès-France, Terre de Sport et la Mude) sont saturés. Le contournement Est de la Ville de Niort voit ainsi passer quotidiennement plus de 20 000 véhicules par jour. Cette fréquentation importante interroge sur la capacité de ces zones à accueillir de nouveaux commerces générateurs de flux.

Figure Diagnostic 120 : Flux moyens journaliers sur les routes départementales (Source : CD79, comptages routiers)



La question de la mobilité se pose aussi au sein même des zones commerciales et centre-bourg/centre-ville. Le cheminement entre les commerces est un point important de vitalité. Dans les zones commerciales de périphérie, c’est un enjeu soulevé par tous les acteurs locaux, notamment sur la zone de Pierre Mendès-France avec des discontinuités fortes pour les cheminements doux mais aussi des difficultés récurrentes de circulation, notamment en sortie de zone.

Des échelles d’achats variées selon les produits

L’analyse faite par le bureau d’études BERENICE en 2016 a démontré la couverture satisfaisante des besoins sur le territoire. Depuis l’étude, l’offre a été complétée en matière de sport (implantation de Décathlon) et de Bricolage (Leroy-Merlin).

Figure Diagnostic 121 : Zone de chalandise totale (Source : BERENICE, ETUDE DE CENTRE-VILLE DE NIORT, SEPTEMBRE 2015)

Secteur d’activités	Emprise actuelle	Taux d’emprise « normatif » France
Alimentaire	86 %	70 %
Equipement de la personne	91 %	80 %
Produits culturels	78 %	50 %
Jouets et jeux vidéo	95 %	85 %
Sport	81 %	85 %
Electroménager (Blanc/Brun)	76 %	65 %
Meubles et décoration	78 %	85 %
Bricolage/Jardinage/Animaux	86 %	85 %

SOURCE : BERENICE, ETUDE COMMERCE CENTRE-VILLE DE NIORT, SEPTEMBRE 2015

La concurrence des territoires extérieurs s’exprime principalement sur les marges de l’agglomération dans une logique de bassin de vie. Quelques offres plus éloignées (La Rochelle notamment) ressortent pour les achats exceptionnels.

L'alimentaire et le Santé / Bien-être : les besoins de proximité

Ces deux offres sont celles que les communes perçoivent comme celles de proximité : les communes disposant de commerces répondent toutes à ces besoins en totalité ou partiellement, l'offre de proximité est alors relayée par des polarités locales, souvent les pôles intermédiaires du SCoT. Ce ne sont pas moins d'une quinzaine de communes différentes qui sont ainsi proposées comme alternatives à l'offre communale par les communes ayant répondu à l'enquête.

La ville-centre de Niort reste cependant l'offre la mieux identifiée : 15 communes la citent pour l'alimentaire et 21 pour la Santé, Bien Être.

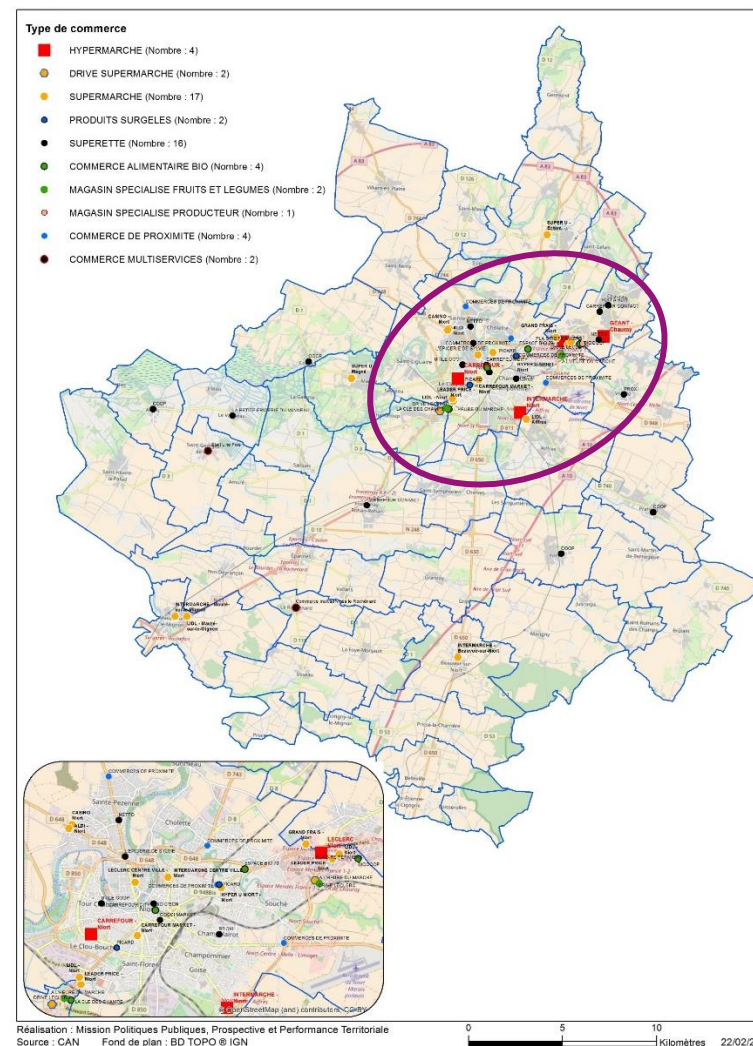
L'équipement de la personne et l'équipement de la maison : des achats exceptionnels pour une offre concentrée

Cette offre est relativement concentrée sur le territoire. Seules 7 destinations ont été citées par les communes ayant répondu au questionnaire et la plupart sont extérieures au territoire : Niort-Chauray, Beauvoir-sur-Niort, Melle, Surgères, La Rochelle, Coulonges-sur-l'Autize. Ce sont d'ailleurs les mêmes pour les deux secteurs, témoignant de l'attractivité et de la concentration de cette offre de rayonnement. La ville-centre est une nouvelle fois plébiscitée pour son offre avec près de 85 % des communes l'ayant citée.

Les grandes surfaces : une offre structurante qui fait apparaître l'armature territoriale

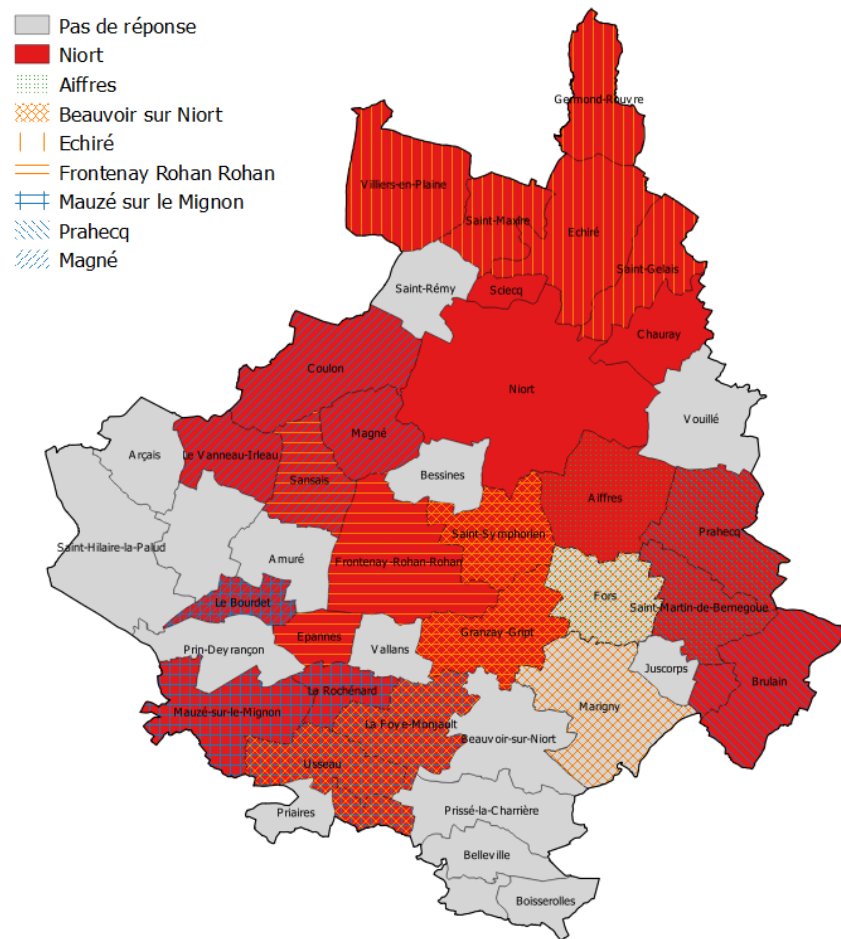
L'offre de Grande et Moyenne Surfaces (GMS), souvent alimentaire ou spécialisée, se concentre d'abord dans le cœur de l'agglomération sur Niort ou dans les pôles commerciaux de périphérie. Cinq autres communes disposent cependant d'une offre en GMS alimentaire : Aiffres, Beauvoir-sur-Niort, Echiré, Magné et Mauzé-sur-le-Mignon.

Figure Diagnostic 122 : Localisation des Grandes surfaces alimentaires



Des lieux d'achats privilégiés, marqueurs de l'armature commerciale du territoire

Figure Diagnostic 123 : Aire d'influence commerciale (lieux d'achats privilégiés tous commerces)
(Source : Enquête communale, 2018)



Niort est le point commun de la plupart des communes en matière de pratiques commerciales. La ville-centre répond en effet à la plupart des besoins, qu'ils soient quotidiens ou exceptionnels. Sa forte accessibilité et la fréquentation régulière liée à l'emploi, aux services ou à la scolarité en font un lieu d'achat privilégié.

En-dehors de la ville-centre, des bassins de vie s'organisent autour de pôles intermédiaires qui offrent une diversité commerciale réduite mais qui répond à l'essentiel des besoins de proximité du territoire. Si Echiré est la seule commune citée au Nord du territoire où l'offre est très vite concurrencée par la ville-centre et Chauray, le Sud du territoire est plus densément équipé avec un certain nombre de pôles qui se détachent et dont les aires d'influence s'entremêlent plus ou moins densément.

Un équilibre fragile entre les offres

Un secteur commercial sous pression de la grande distribution

Les principaux pôles commerciaux en Deux-Sèvres

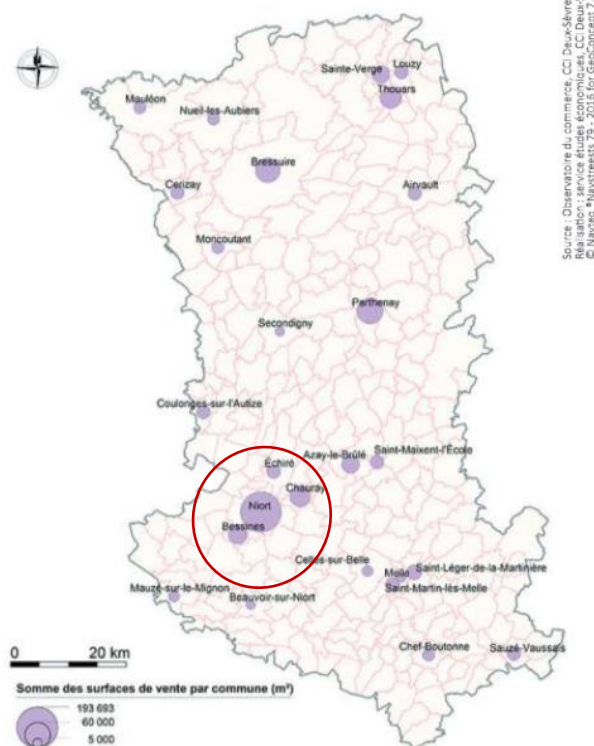
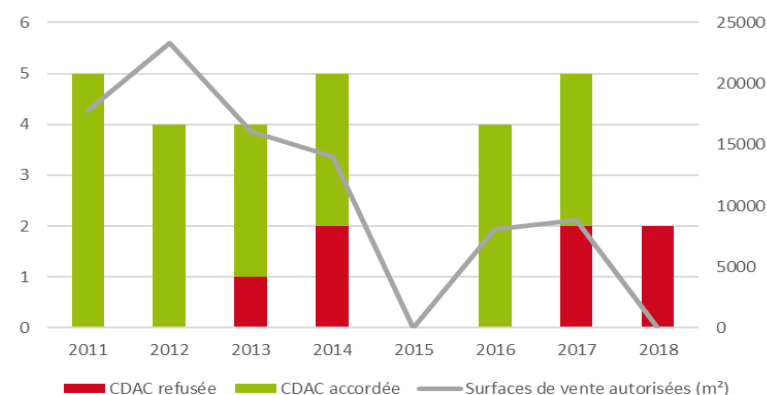


Figure Diagnostic 124 : Les principaux pôles commerciaux en Deux-Sèvres

Niort Agglo compte un peu moins de 300 000m² de surface de vente en 2016, soit plus de 43 % des surfaces des Deux-Sèvres¹⁶. La grande

distribution marque la répartition des surfaces de vente comme en témoignent le recensement de la CCI des Deux-Sèvres et l'examen des dossiers soumis en Commission Départementale d'Aménagement Commercial depuis ces 10 dernières années. Depuis 2011, ce sont ainsi près de 87 000m² de surface de vente (**soit près de 33% supplémentaires**) qui ont été autorisés au travers de 19 projets soumis à CDAC. Cela représente une moyenne de projet supérieure à 4 500m². En-dehors de l'implantation du Super U à Echiré et de l'extension du Grand Frais de l'espace Mendès-France, ce sont principalement des surfaces non-alimentaires qui se sont implantées sur Terre de Sport : implantation de Leroy Merlin et de Decathlon.

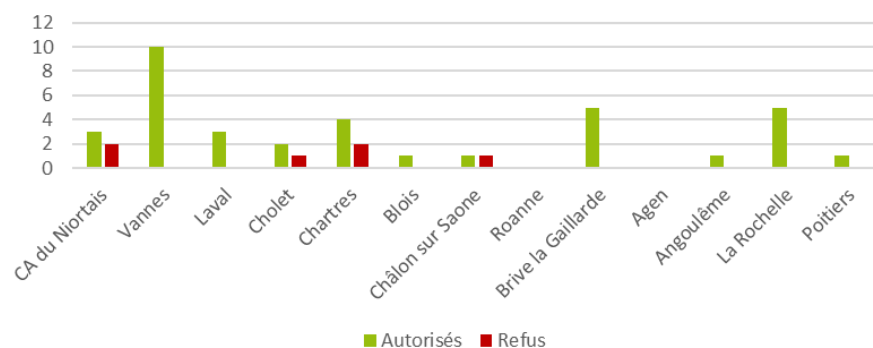
Figure Diagnostic 125 : Traitement des CDAC sur Niort Agglo depuis 2011 (Source : Préfecture des Deux-Sèvres, 2011-2018)



Les surfaces de vente autorisées n'ont cessé de diminuer ces dernières années malgré un nombre de projets déposés relativement constant. Un travail important a été effectué par l'agglomération pour l'analyse et le traitement des dossiers soumis en CDAC ce qui a permis d'encadrer davantage les grands projets commerciaux. Ainsi, les refus ont été motivés par des motifs urbains argumentés notamment autour de la mobilité et de l'accessibilité des projets.

¹⁶ CCI79 (2016), LES COMMERCE ET SERVICES EN DEUX-SEVRES,
<https://www.calameo.com/books/000084308a0e6018c78e5>

Figure Diagnostic 126 : Traitement des CDAC en 2017 dans les agglomérations de référence
(Source : Préfectures, 2017)



Ce changement de paradigme est une particularité parmi les villes moyennes où l'on observe encore peu de refus face aux projets de grandes surfaces commerciales. Les principales causes sont liées à la faiblesse des outils à disposition des agglomérations pour contrer les stratégies d'implantation des grandes enseignes mais aussi la sensibilisation des élus face à la dynamique commerciale de leur centre-ville.

Ces grandes implantations ont contribué à concentrer l'offre sur la périphérie des agglomérations avec une logique de flux qui vient en concurrence directe avec les centralités des villes et bourgs. Sur le territoire, cela s'exprime principalement au détriment des commerces de la ville de Niort qui a perdu des commerces entre 2012 et 2016 tandis que les polarités de Chauray et Bessines en gagnaient.

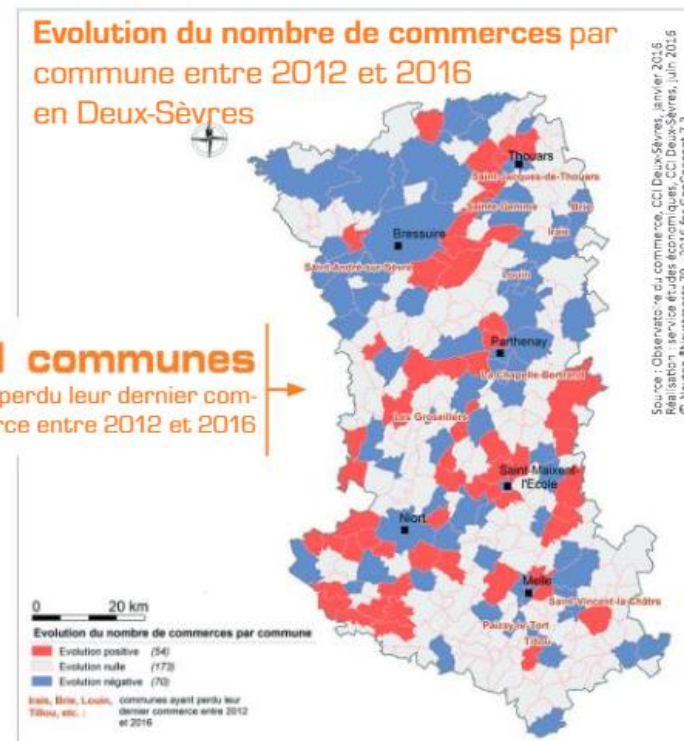


Figure Diagnostic 127 : évolution du nombre de commerces par commune entre 2012 et 2016 en Deux-Sèvres

Ce sont sur les axes que l'on trouve une nouvelle fois la plus forte dynamique commerciale tandis que les communes en marge sont exclues de l'armature commerciale.

La vacance commerciale : un défi commun aux villes moyennes

En 2016, un rapport sur la revitalisation des centres-bourgs du Ministère de l'économie a déclenché une vive émotion en affichant la problématique de vacance commerciale forte au sein des villes moyennes françaises. Les causes en sont souvent multiples : dégradation du contexte socioéconomique, contraintes exercées par

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

l'environnement, coûts des loyers ou encore concurrence de la périphérie. Parmi les agglomérations de comparaison, seules La Rochelle et Vannes, qui combinent contexte socioéconomique favorable et activité touristique importante, s'en sortent davantage.

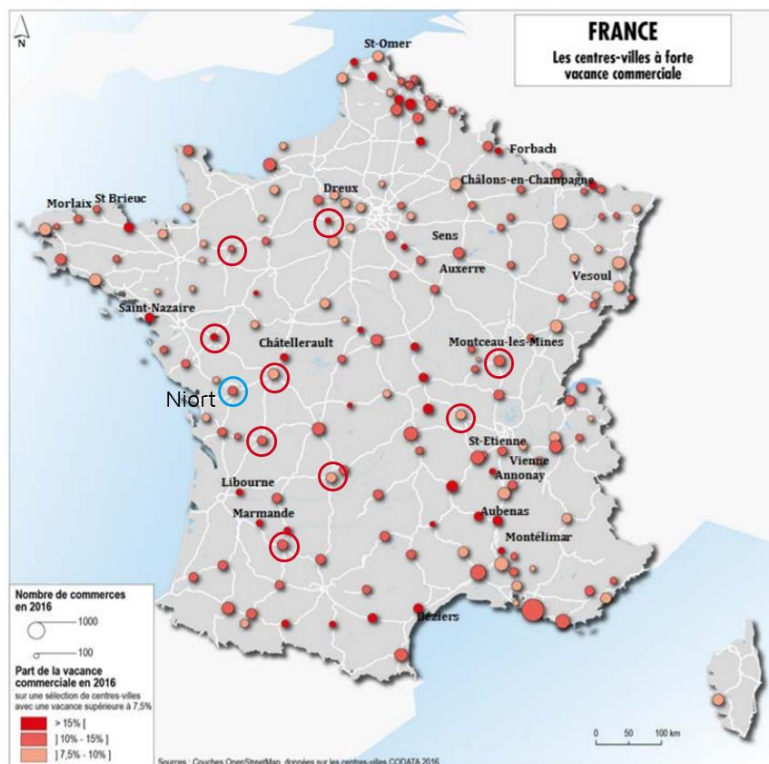


Figure Diagnostic 128 : les centres-villes à forte vacance commerciale (Source : CODATA 2016)

Niort, avec 12 % de vacance identifiée dans son centre-ville (source : Ministère de l'économie), fait partie des villes concernées par la problématique de la vacance. Alors qu'elle bénéficie d'un contexte socioéconomique favorable, elle est touchée par la forte concurrence de la périphérie sur un territoire où les flux pendulaires sont très importants. Cela est renforcé par un déficit d'image du centre-ville notamment d'un

point de vue touristique et à l'obsolescence de certains locaux présents en centralité.

Quelques zones sont davantage concernées par la vacance sur le centre-ville, notamment sur les rues excentrées qui faisaient office de portes d'entrée pour la partie commerçante de la ville et qui ont perdu de leur attractivité ces dernières années du fait d'un recentrage des activités commerciales (rue Porte Saint-Jean et rue Saint-Gelais) autour d'un axe Jardins de La Brèche / Halles de Niort.

Suite au rapport du Ministère de l'Economie, le gouvernement a mis en place un plan de revitalisation des centres-villes « Action Cœur de ville » qui vient soutenir financièrement les initiatives des villes moyennes en faveur de leur centre-ville. Niort figure parmi les lauréates et certains projets ont directement trait au commerce (rénovation de la galerie Hugo et du Passage du commerce, requalification des espaces publics de la rue Basse) ou qui vont permettre d'améliorer le cadre de l'activité commerciale avec un plan Façades et une opération de renouvellement urbain dans le centre-ancien pour mettre en valeur le bâti patrimonial et faire revenir les habitants dans ce quartier. La ville a aussi mis en place une taxe sur les locaux vacants.

Les autres communes de l'agglomération sont aussi touchées par la vacance, qui est, pour elles, un enjeu majeur (source : enquête communes, 2018). En effet, si les centres sont plus concentrés, l'impact d'un local vide peut rapidement avoir un effet néfaste sur l'animation et l'ambiance du centre-bourg. Les causes sont multiples : concurrence extérieure, locaux plus adaptés aux modes de vente actuels, loyers élevés... Lors des rencontres avec les acteurs du commerce, certains ont souligné les avantages comparatifs d'une implantation en périphérie liée notamment aux surcoûts induits au loyer et à la mise aux normes des locaux.

Enfin, les zones de périphérie connaissent aussi des phénomènes de vacance (14 % sur la zone de la Mude). Les acteurs du commerce s'inquiètent notamment des effets de transfert observés entre pôles

commerciaux au gré de la requalification ou de l'ouverture de foncier (requalification du centre-ville, ouverture de Terre de Sport...).

Des pratiques d'achats qui évoluent et questionnent les modèles traditionnels

En 2014, le magazine Futuribles, magazine scientifique spécialisé dans la prospective, avait proposé une lecture de l'évolution potentielle des tendances de consommation. Il avait ainsi identifié quatre futurs possibles :

- **Toujours plus.** Dans un contexte de faible reprise économique, la consommation matérielle continue à croître. L'achat de biens neufs et leur renouvellement fréquent restent la norme.
- **Maintien contraint.** Les consommateurs cherchent à maintenir leur niveau de possession et d'usage de biens en dépit d'un budget limité, par la mutualisation (location, prêt, achats groupés...) et l'allongement de la durée de vie des produits (réparation, réemploi...).
- **Fonctionnalité.** Grâce à une évolution des modes de conception des produits (plus solides, plus économes, plus recyclables...) et de commercialisation (tarification à l'usage, location...), les entreprises développent de nouvelles offres.
- **Sobriété.** La hausse des prix des matières premières et la multiplication des crises poussent à repenser les modes de consommation et de production. Les circuits courts, la sobriété et le recyclage deviennent la norme.

Le mouvement des Gilets Jaunes et des Marches pour le Climat montre une accélération de certaines de ces tendances qu'il faut accompagner localement en termes de commerce.

Des mutations liées au numérique

L'usage d'Internet pour effectuer ses achats a pratiquement doublé depuis 10 ans, concernant un tiers des individus en 2005 et plus de 65 % aujourd'hui¹⁷. On achète sur Internet (essor des marketplace géantes type Amazon, développement des sites de vente entre particuliers type le BonCoin...), on y prépare ses achats (renseignements sur le produit...), on optimise ses achats physiques (Drive...). Internet ne remplace pas forcément le magasin physique qui permet de bénéficier de conseils et de tester directement le produit mais ses avantages comparatifs en termes de coûts et de services (information, livraison, échange...) en font un concurrent de plus en plus sérieux de certaines pratiques. Il interroge à la fois l'animation des commerces physiques (services en plus, communication, visibilité numérique...) mais aussi les pratiques de livraisons en zones urbaines et rurales.

- Du magasin physique au showroom

Selon la Fédération du Commerce, l'achat par internet représente aujourd'hui 8,5 % du commerce de détail. Plus du quart des internautes acheteurs commandent minimum une fois par semaine sur Internet. C'est conséquent mais la France demeure en retard par rapport à d'autres pays : ces acheteurs réguliers représentent 44 % des internautes au Royaume-Uni, 51 % en Inde ou 70 % en Chine. En France, Internet est davantage vu comme un complément à l'acte d'achat : 80 % des consommateurs ont l'habitude de comparer sur Internet en amont d'un achat. L'observatoire du commerce (OBSCO)¹⁸ souligne que les acheteurs les plus réguliers sur Internet sont aussi ceux qui fréquentent le plus les magasins. Le changement le plus notable est pour les grandes enseignes de prêt-à-porter dont les magasins observent une baisse régulière de leur chiffre d'affaires au profit de la vente sur Internet. Le magasin sert désormais de showrooms aux marques avec la possibilité de retirer ses achats effectués en ligne.

¹⁷ CREDOC, CGE, ARCEP, RAPPORT SUR LA DIFFUSION DES TIC EN FRANCE, 2017

¹⁸ OBSOCO (2018), L'OBSERVATOIRE DU RAPPORT DES FRANÇAIS AUX ESPACES COMMERCIAUX

Principales conséquences : Les centres commerciaux deviennent plus des lieux de vie que des lieux d'achat. Le cadre est davantage soigné avec l'importance du rôle des services dans les ensembles commerciaux (loisirs, santé...). Il faut donc repenser la mixité des usages et la qualité des aménagements. C'est un atout pour les centralités qui sont déjà des lieux de mixité fonctionnelle.

- Le développement des commerces de flux : les Drive



Figure Diagnostic 129 : E. Leclerc Drive, Bessines

Les Drive sont apparus à la fin des années 2000 sur un modèle nordique. Le principe du Drive est la commande sur internet et la collecte à heure fixe au point proposé par l'enseigne. Ce dernier peut être au sein d'un supermarché ou hypermarché, accolé à celui-ci ou complètement indépendant (déporté). A la fin des années 2000, le nombre de Drive a explosé sur le territoire français, le concept ayant trouvé son public et présentant des avantages techniques pour les enseignes puisqu'ils n'étaient pas soumis aux règles d'urbanisme commercial jusqu'à la loi Alur de 2014. Sur le territoire de Niort Agglo, on retrouve ainsi ces trois types de Drive avec un exemple de Drive déporté qui s'est implanté sur la partie artisanale de la Mude, posant question sur la pertinence des aménagements et les conflits d'usage de la voirie induits. Cependant, même si le modèle du Drive indépendant a ses avantages pour les

enseignes (captation d'une nouvelle clientèle sur les flux, gestion logistique...), celui-ci demeure difficilement rentable par rapport aux modèles liés à une enseigne « physique ».

Principales conséquences : Pour les collectivités, le Drive déporté pose un certain nombre de questions en matière d'urbanisme : pour les Drive indépendants, la loi Alur a permis de lutter contre des positionnements géographiques trop libres (sur les axes, dans les zones d'activités non-commerciales...) mais il faut désormais gérer le devenir des Drive existants ; pour les Drive accolés ou intégrés, il s'agit d'encadrer leur développement en termes de surfaces mais aussi de réfléchir sur leur intégration en termes de paysage et de flux.

- L'explosion de la logistique du dernier kilomètre

Les achats en ligne ont un impact ambigu sur le développement durable. Certes, ils permettent d'éviter les déplacements individuels vers les lieux d'achats en optimisant les déplacements pour la livraison. Cependant, la multiplication des actes d'achats complexifie au contraire la logistique amont : les flux liés à la livraison finale en ville devraient ainsi être multipliés par 3 entre 2010 et 2050 selon une étude de l'IFSTAR.

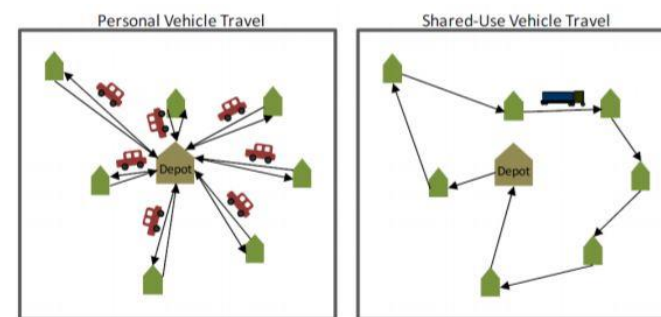


Figure II.4. Illustration of Personal Vehicle Travel Compared to Shared-Used Vehicle Travel
Source: Wygonick and Goodchild, 2012

Figure Diagnostic 130 : Illustration of Personal Vehicle Travel Compared to Shared-Used Vehicle Travel (Source : Wygonick and GoodChild, 2012)

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-
AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

La livraison et le retour de colis peut se faire sous différentes formes : directement chez le client, dans un lieu de retrait (Drive ou point colis) ou dans un magasin (click and collect). Pour les deux derniers exemples, Internet vient compléter et consolider les revenus du magasin en capitalisant sur son adaptabilité face aux modes de vie du consommateur (horaires et jours d'ouverture...). De nouveaux modes de mobilité voient aussi le jour pour répondre aux contraintes de la circulation dans les centres-villes : triporteurs...

Principales conséquences : Les espaces commerciaux en centralités et zones dédiées doivent s'adapter pour répondre aux modes de vie des consommateurs. En matière d'aménagement, cela signifie penser l'espace public pour faciliter les circulations et penser la mixité des usages pour rapprocher les points de collecte des habitants. Par exemple, les multiples ruraux ont souvent la fonction de point colis. Sur le territoire, le devenir de ces 4 points de vente est aussi à regarder au prisme de ces nouvelles activités en forte croissance.

Des mutations liées aux attentes du consommateur

- L'émergence de la culture du « leasing » (ou abonnement)

Arrivée d'abord avec la téléphonie, la notion de leasing s'est étendue à nombre d'objets de la vie quotidienne (voiture, outils...). Le leasing permet au magasin de fidéliser le consommateur qui a le sentiment de pouvoir davantage adapter à ses besoins. Si cet usage s'est développé, il est principalement lié à certains secteurs d'activité, notamment ceux des loisirs et des besoins très ponctuels. Ainsi, les produits liés au bricolage (60 % de personnes intéressées)¹⁹, à la mobilité 2 roues (51 %) ou encore à la puériculture (46 %). En bas de la liste, ce sont les

équipements ménagers et les vêtements qui semblent difficiles à pénétrer.

Principales conséquences : Le commerce est réinventé, il a désormais davantage fonction de show-rooms et sa surface de vente est réduite au profit des espaces de réparation, de stockage... Certaines activités, à l'image de la téléphonie, sont aujourd'hui à la frontière du local commercial et du service.

- L'explosion des circuits-courts

Les consommateurs cherchent à connaître de plus en plus l'origine et l'histoire des produits face aux différentes crises sanitaires (vache folle, viande de cheval...) et économiques (crise du lait...) ²⁰. Cela se traduit notamment par un engouement pour les produits issus de « circuits-courts », c'est-à-dire présentant le moins d'intermédiaires mais aussi par un retour en grâce des commerces alimentaires spécialisés où la fonction de conseil et d'information du commerçant est centrale.



Figure Diagnostic 131 : Magasin de produits régionaux, Coulon

¹⁹ OBSOCO (2018), NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION

²⁰ CREDOC, ENQUETE COMMERCE 2012 : COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DES CONSOMMATEURS A L'EGARD DU COMMERCE ALIMENTAIRE, CAHIER DE RECHERCHE N°301, DECEMBRE 2012

Parmi les évolutions notables, on retrouve l'intérêt réaffirmé des consommateurs pour les marchés. Sur un territoire très agricole et marqué par des bourgs qui ne disposent plus de commerces alimentaires, les marchés et les commerces ambulants représentent un enjeu commercial majeur.

L'intégration des enjeux de développement durable (coût écologique du transport...) et économique (emploi local) modifie l'appréhension des consommateurs face au produit et à l'acte d'achat. Les grandes enseignes s'en sont emparées en développant les partenariats locaux (alliances locales de Leclerc...). En termes d'installations commerciales, cela s'est traduit aussi par l'essor rapide des ventes à la ferme (63 % des communes interrogées sont concernées) ou supermarché de producteurs (notamment sur l'Espace Pierre Mendès-France). Sur le centre-ville de Niort, les Halles sont l'un des lieux de commerces les plus fréquentés.

L'impact de la loi Alimentation et de la loi Citoyenneté et égalité qui privilégient davantage le Bio et le local dans les marchés publics (cantines scolaires...) a encouragé un mouvement déjà lancé de retour vers des produits bio et locaux. Les agriculteurs ont multiplié les points de vente directe au sein des exploitations ou dans des AMAP qui sont autant de nouveaux éléments à prendre en compte. La grande distribution a bien compris cette demande des consommateurs avec de nouveaux projets qui émergent regardant vers la production (Super U dans le Doubs avec 5 ha pour des vaches laitières et viandes et Auchan qui achète des hectares autour de certains points de vente pour développer du maraîchage local).

Principales conséquences : La préservation des terres agricoles de qualité est un enjeu qui doit permettre de limiter l'extension des zones

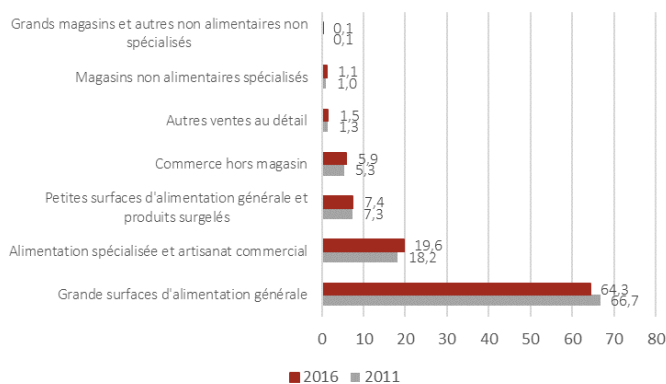
commerciales au profit d'une réflexion sur l'alimentation locale. Pour les communes sans commerce, le lien avec le commerce mobile ou agricole doit permettre de répondre à certains besoins de proximité.

- **Le déclin des Hypermarchés et le retour de la proximité**

Depuis le début des années 2000, le commerce alimentaire spécialisé, qui avait connu un long déclin les 30 précédentes années face à la concurrence des grandes surfaces (qui représente aujourd'hui encore plus des deux tiers des parts de marchés), développe de nouveaux des points de vente²¹. Sur le territoire, c'est notamment le cas dans les communes le long des axes en-dehors de la ville centre où le nombre de commerces est en hausse (carte p.16).

²¹ INSEE, « LE COMMERCE EN 2016 », INSEE PREMIERE N°1655, JUIN 2017

Figure Diagnostic 132 : Evolution de la part de marché pour le commerce de détail alimentaire à l'échelle nationale (Source : INSEE, Comptes du commerce, 2016)



Le besoin de proximité géographique est aussi renforcé pour le lieu d'achat. Plus on est urbain, plus on est prêt à sacrifier sur le coût des produits pour pouvoir consommer au plus près de chez soi. Cette tendance se ressent dans les parts de marché de la grande distribution et dans les modèles proposés. On assiste depuis une dizaine d'années à la fin de l'hégémonie des formats hyper et super qui perdent désormais du chiffre d'affaires. C'est désormais dans les formats de proximité (Carrefour Market, Franprix, U Contact, Leclerc Express...) que les grandes enseignes investissent.

Sur le territoire, ces formats réduits fleurissent dans la ville-centre et dans quelques autres communes. Cependant, s'ils peuvent servir de locomotives commerciales dans des centres-villes constitués, il faut rester vigilant à leur dimensionnement et leur positionnement au sein de la ville. Un positionnement en périphérie risque, par exemple, d'entrer en concurrence directe avec le pôle commercial du centre-bourg de la commune, voire de celui de sa voisine. L'équilibre et la connexion entre les offres de périphérie et de centre-bourg sur les villes d'Echiré, Magné, Beauvoir-sur-Niort ou Aiffres est ainsi un enjeu majeur.

Principales conséquences : la grande distribution développe de nouvelles stratégies d'implantation avec de nouveaux formats plus spécialisés (gamme Bio ou thématique) ou de plus grande proximité. Le devenir des grands hypers situés en périphérie ou sur les grands axes de la ville de Niort peuvent ainsi être réinterrogés à termes pour certains, à l'image du redéploiement de l'enseigne Carrefour qui a surtout touché le Nord et l'Est de la France.

Et ailleurs ?

	Nombre de commerces en 2017	Part de la ville centre (%)	Vacance dans la ville-centre (%)	Nombre de commerces pour 1000 hab.	Nombre de commerces alimentaires pour 1000 hab.	Surfaces de vente (m ²)	Nombre de m ² pour 1000 habitants
Niort Agglo	655	69 %	Entre 10 et 15 %	5,3	1,5	288 780	2,3
CA de Blois Agglopolys	561	47 %	Entre 5 et 10 %	5,1	1,6		
CA Chartres Métropole	606	53 %	Entre 5 et 10 %	4,8	1,4		
CA d'Agen	646	57 %	Entre 10 et 15 %	6,5	1,6	145 603 (+ 300m ²)	1,5
CA Roannais	660	54 %	Entre 5 et 10 %	6,4	2,1		
CA du Bassin de Brive	783	67 %	Entre 5 et 10 %	7,1	2,1		
CA Golfe du Morbihan – Vannes	1 110	54 %	Entre 5 et 10 %	6,5	1,8	318 567	1,9
CA du Choletais	589	69 %	Plus de 15 %	5,5	1,5	244 500	2,3
CA du Grand Angoulême	760	45 %	Entre 10 et 15 %	5,1	1,5	231 900 (+ 300m ²)	1,6
CA de Laval	505	70 %	Moins de 5 %	5,1	1,4	231 894	2,3
CA Le Grand Chalon	647	68 %	Entre 10 et 15 %	5,5	1,5	256 000	2,2
CU Grand Poitiers	954	57 %	Entre 5 et 10 %	5,0	1,4		
CA de La Rochelle	1 202	60 %	Moins de 5 %	7,2	1,9		

Figure Diagnostic 133 : Etat du commerce de Niort Agglo et d'agglomérations de même taille (SOURCE : INSEE, BPE 2017, CCI, PREFECTURES, MINISTERE DE L'ECONOMIE)

Niort Agglo se distingue par la forte polarisation de ses commerces sur la ville-centre. Le poids important des pôles de périphéries est sensible du fait du nombre de surfaces de vente moyenne par habitants mais aussi par la concurrence avec le centre-ville et une vacance importante.

A.3.2.7 L'artisanat

Le tissu artisanal de Niort Agglo représente respectivement 1824 entreprises et 1917 établissements. Un peu moins d'un tiers des entreprises et des établissements artisanaux du département sont concentrés au sein de Niort Agglo.

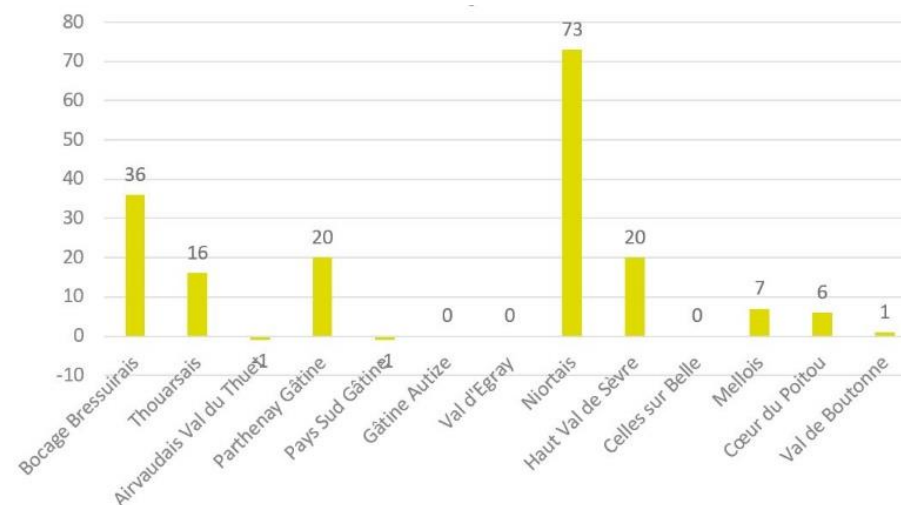


Figure Diagnostic 134 : Solde annuel des entreprises artisanales en 2015 (Source : Chiffres clés de l'artisanat en Deux-Sèvres, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, 2015)

Le secteur compte 3 086 emplois salariés, soit moins de 5% du total des emplois de l'agglomération. A ce chiffre doit être ajouté celui de 1 000 apprentis en formation dans ces entreprises.

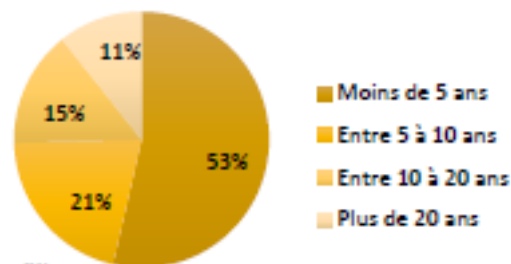


Figure Diagnostic 134bis : Ancienneté des entreprises artisanales de l'agglomération - (Source : SDEC novembre 2016)

Sur l'année 2015, Niort Agglo compte 240 immatriculations d'entreprises artisanales contre 167 radiations générant le solde naturel positif le plus important du département. Cette dynamique récente est à corréliser avec les tendances départementales qui enregistrent une hausse continue de l'activité artisanale depuis la crise de 2008 (+15%), mais aussi la création du régime d'autoentrepreneur.

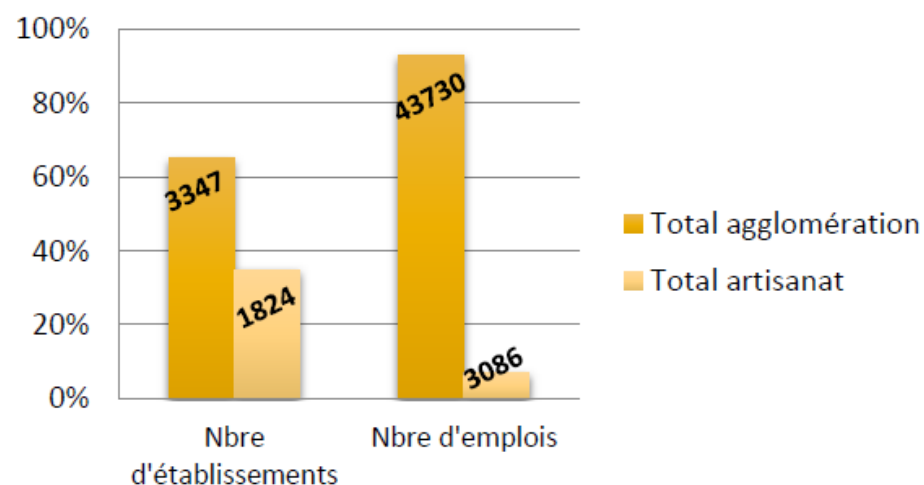


Figure Diagnostic 135 : La répartition des établissements et des emplois du secteur de l'artisanat au sein de la CAN (Source : SDEC novembre 2016)

De manière générale, l'artisanat emploie peu de personnes et Niort Agglo n'échappe pas à cette règle avec des entreprises composées en moyenne d'1,7 emploi/entreprise. Le faible nombre d'emploi artisanal corrélé avec la jeunesse des entreprises (la moitié des entreprises de l'agglomération a moins de 5 ans) n'est pas sans rappeler le processus de « *turn over* » où les petites et microentreprises souvent plus fragiles économiquement sont les premières victimes des évolutions du marché.

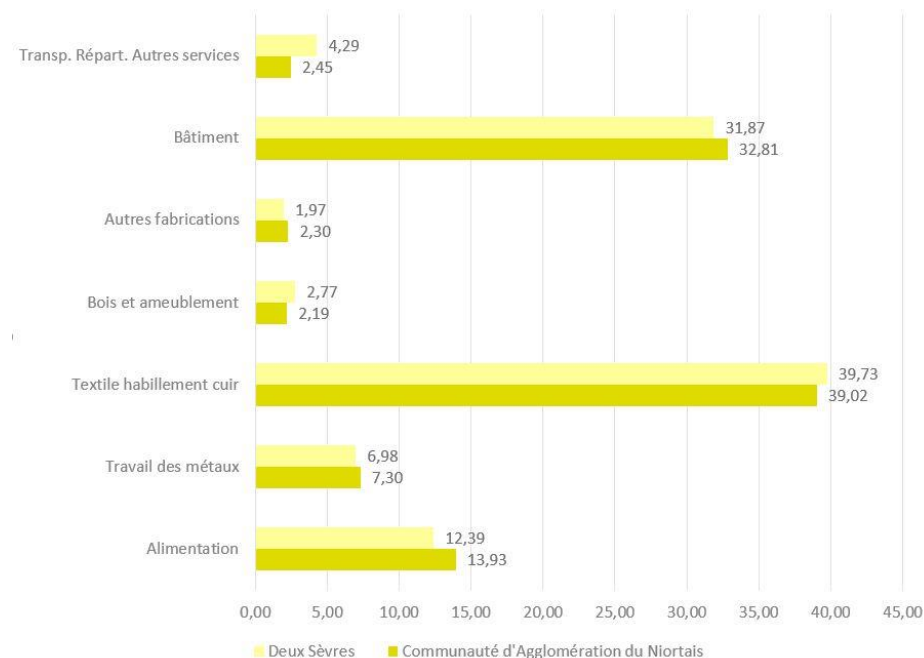


Figure Diagnostic 136 : La répartition de l'activité artisanale (Source : Chiffres clés de l'artisanat en Deux-Sèvres, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, 2015)

Les établissements artisanaux de Niort Agglo s'orientent davantage vers le secteur du « bâtiment » (environ 32,8%) et du « textile, habillement cuir » (39%). À l'inverse, les secteurs du « bois et ameublement » et du « transport, réparation, autres services » ne représentent respectivement que 2,7% et 2,4% des établissements au 31 décembre 2015. Une diversification de l'artisanat est à l'œuvre depuis quelques années sur le territoire niortais avec notamment le développement de l'artisanat des métiers de bouche en partenariat avec la région Nouvelle Aquitaine et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Il permet de fédérer les artisans autour du « bien

manger ». D'autres réflexions sont en cours comme les activités de conciergerie et les ateliers d'art.

Le + des ateliers

La problématique de la disparition de l'artisanat en centre-ville au profit du tertiaire (banques, assurances, etc.), du commerce et de l'habitat a été soulignée au cours de l'atelier thématique portant sur l'économie du territoire. Elle est particulièrement ressentie sur les « petites » centralités.

Dans un contexte de montée des NTIC et de diversification économique, le secteur artisanal doit faire face à de nouveaux défis comme la nécessité d'être accompagné dans les nouvelles procédures d'appel d'offres en lien avec les nouvelles technologies. Sur Niort Agglo, le secteur artisanal bénéficie de lieux de formation situés à Niort à l'image du campus des métiers qui permet de préparer aux métiers du bâtiment, coiffure, alimentaire, mécanique, etc., du niveau CAP à bac professionnel.

Il est mis également en avant la demande en locaux d'activités où 36% des personnes interrogées souhaiteraient des locaux de production (dont 10% sur des locaux de moins de 100m² et 26% sur des locaux de plus de 100m²). Cette demande peut être corrélée avec les nouvelles offres d'espace de travail notamment avec les Fablabs de Bressuire ou encore les espaces de coworking qui se développent sur le territoire.

Les activités artisanales et notamment celles du secteur du « bâtiment » s'implantent en partie au sein de zones d'activités spécialisées

notamment dans les zones d'activités industrielles et logistiques mais également dans les ZAE de proximité à l'image de la zone d'activités Les Grandes Versennes à Villiers-en-Plaine.



Figure Diagnostic 137 : ZAE de proximité les grandes Versennes Villiers-en-Plaine

A.3.2.8 Le secteur de la santé

Le secteur de la santé représente également pour l'agglomération un secteur important dans l'économie du territoire. En effet, celui-ci accueille, entre autres, un centre hospitalier avec une capacité d'accueil de 1308 lits et places (selon la Fédération Hospitalière de France) et une clinique privée, la Polyclinique Inkermann sur la commune de Niort. Le centre hospitalier tient un rôle prépondérant dans le tissu économique niortais en comptant environ 3 500 salariés.



Figure Diagnostic 138 : Centre Hospitalier de Niort

En 2014, les activités privées de la santé représentent un peu plus de 3 000 emplois répartis sur 86 établissements de type « santé humaine », et 87 hébergements médico-sociaux et sociaux. Toutefois, le secteur privé de la santé souffre d'un manque de poste : respectivement 300 postes pour les activités de la santé et 390 pour les hébergements médico-sociaux et sociaux. Toutefois depuis 2009,

le nombre de postes a progressé passant la barre des 3000 emplois en 2014.

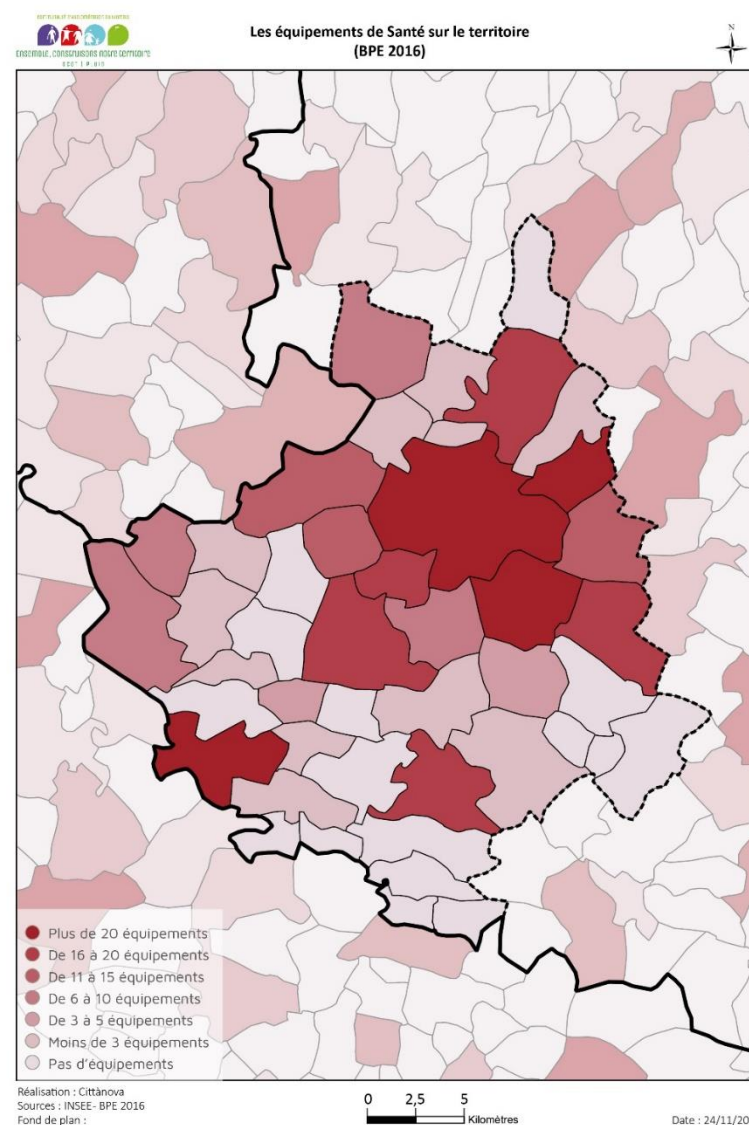


Figure Diagnostic 139 : Les équipements de santé sur le territoire (Source BPE, 2016)

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

D'après le Contrat Local de Santé, en 2017, sur l'aire urbaine de Niort, 488 cabinets (principaux et secondaires) sont comptabilisés, répartis sur 34 communes dont 410 concentrés sur Niort Agglo.

Sur les 78 communes composant l'aire urbaine, 11 communes comptent au minimum un cabinet de santé de chacune des quatre spécialités (médecins généralistes, chirurgiens-dentistes, masseurs-kinésithérapeutes et infirmiers).

Logiquement, la ville de Niort concentre l'offre médicale de l'aire urbaine avec plus de la moitié des cabinets médicaux et notamment plus 60% des médecins, 50% des masseurs-kinésithérapeutes, 60% des chirurgiens-dentistes et 35% des infirmiers. La concentration de la ville-centre est telle que pour les médecins généralistes plus de 30% des flux bénéficiaires résidant la première couronne (Aiffres, Bessines, Saint Gelais, Saint-Maxire et Villiers-en-Plaine) consultent un généraliste sur Niort. Le même phénomène est observé pour les chirurgiens-dentistes et les masseurs-kinésithérapeutes.

En ce qui concerne l'agglomération, l'offre en médecin-généraliste se concentre (à hauteur de 68%) dans les communes de Niort, de Frontenay-Rohan-Rohan, de Prahecq, Mauzé sur le Mignon qui possèdent au moins 4 cabinets de médecin-généraliste. Les communes de Beauvoir-sur-Niort, Mauzé-sur-le-Mignon, Magné et Niort concentrent 60 % de l'offre de masseur-kinésithérapeute et possèdent au moins 4 cabinets. Les communes de Niort et Échiré concentrent 68% de l'offre en chirurgien-dentiste. Les communes possédant plus de 4 cabinets d'infirmier sont au nombre de huit, avec une distinction particulière de Niort et Aiffres.

Entre 2007 et 2015, le département des Deux-Sèvres enregistre une baisse des effectifs des médecins en activité régulière (-8%). Le conseil national des médecins indique que le département a une forte probabilité de connaître une baisse de 5,1% des médecins en activité régulière, entre 2015 et 2020, alors que sur la même période, le nombre d'habitants du département devrait augmenter de 6%. (Source : La démographie médicale en région Poitou-Charentes,

situation en 2015. Conseil national des médecins). Ce phénomène se retrouve au sein de l'aire urbaine de Niort, où les cessations d'activités des médecins, des masseurs-kinésithérapeutes et des chirurgiens-dentistes ont été plus importantes que le nombre d'installations. Cette dynamique est particulièrement prégnante pour les médecins-généralistes qui ont enregistrés sur cette période 70 cessations d'activités pour 30 installations ; une dynamique qui risque de s'accroître faute de successeurs puisqu'aujourd'hui 57% des médecins ont plus de 55 ans et sont donc susceptibles de quitter leur cabinet dans les 10 prochaines années.

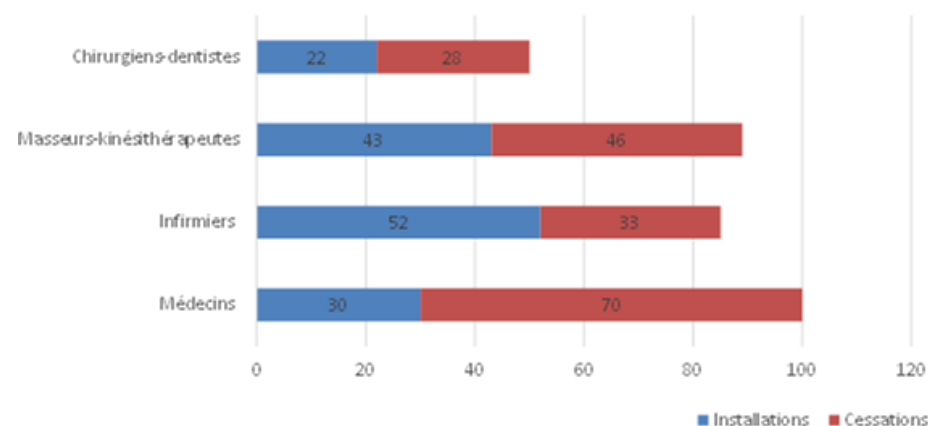


Figure Diagnostic 140 : Nombre d'installations et de cessations de cabinets sur l'aire urbaine entre 2011 et 2016 (Source : Synthèse Contrat Local de Santé)

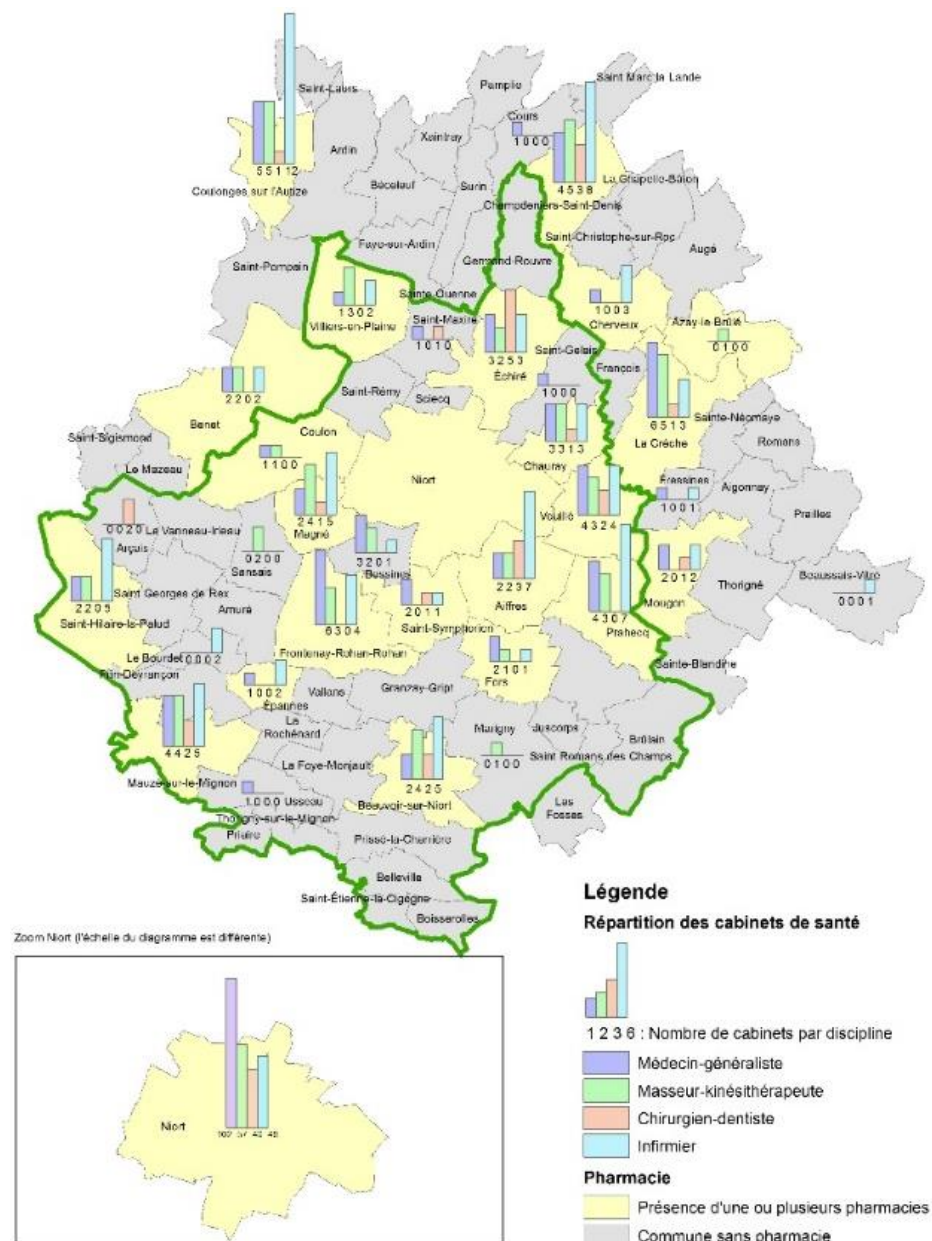


Figure Diagnostic 141 : Répartition des cabinets de santé par discipline en 2017 (Source : Niort Agglo)

À l'échelle de l'aire urbaine de Niort, en termes de densité, pour les médecins généralistes, celles-ci sont plutôt positives et supérieures (103 médecins généralistes en activités pour 100 000 habitants) à celle des Deux-Sèvres (88 médecins généralistes en activité régulière pour 100 000 habitants). Inversement, pour les infirmiers, les masseurs-kinésithérapeutes et les chirurgiens-dentistes, les densités sont plutôt faibles et inférieures à celle des Deux-Sèvres comme le montre le graphique ci-après.

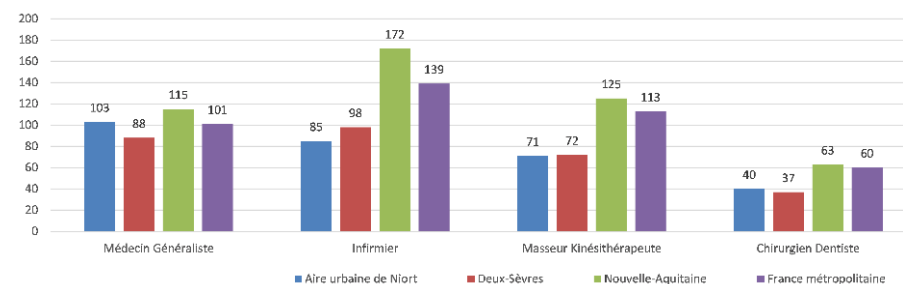


Figure Diagnostic 142 : Densité médicale par offre (Source : Synthèse Contrat Local de Santé)

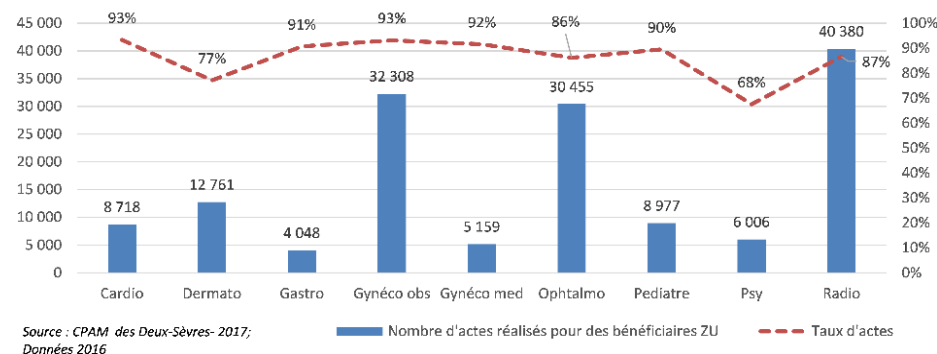


Figure Diagnostic 143 : Les consultations par discipline des résidents de l'AU sur le territoire de l'AU de Niort et nombre d'actes réalisés et taux d'actes en % par discipline (Source : Synthèse Contrat Local de Santé)

Enfin, l'évasion de la patientèle est plutôt faible avec plus de 85% des consultations des habitants de l'aire urbaine effectuées au sein de cette dernière sauf pour les actes psychiatriques réalisés davantage hors de l'aire urbaine de Niort. L'offre médicale spécialisée plutôt faible au sud du département (notamment en cardiologie, ophtalmologie et en pédiatrie) amène la patientèle à consulter au sein de cabinets de l'aire urbaine de Niort.

Le + des ateliers

Au cours de l'atelier thématique sur les Équipements, il a été fait état d'une bonne couverture en EPHAD, mais de peu d'offres alternatives qui viendraient se placer entre le maintien à domicile et la résidence. La formule « habitat groupé et logements adaptés » destinée aux personnes en perte d'autonomie est ainsi évoquée et pourrait étoffer l'offre locale.

A.3.2.9 Un panel de formations liées aux activités présentes sur le territoire

Près de 2500 étudiants sont comptés sur le territoire répartis au sein d'une université, d'un institut universitaire de technologie, de sections de techniciens supérieurs, de classes préparatoires aux grandes écoles et d'écoles paramédicales et sociales (selon le ministère d'enseignement supérieur et de la recherche). Parmi eux, 50% suit une formation au Pôle Universitaire de Niort (PUN) appelé également « Noron ». L'autre partie se partage sur différents sites universitaires et sur des formations courtes de type BTS.



Figure Diagnostic 144 : Le pôle universitaire de Noron à Niort

Pour l'année universitaire 2016-2017, 1 263 étudiants étaient inscrits au sein du PUN, un effectif en progression depuis 2012 (avec 955 étudiants). Néanmoins, les marges de progression semblent faibles, les politiques nationales actuelles privilégiant le développement des grandes universités.

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

Les étudiants de la PUN se répartissent au sein :

- Institut Universitaire et de Technologie de Poitiers (IUTP) : 3 départements : Statistique et informatique décisionnelle (STID), Gestion des Entreprises et des Administrations (GEA) et Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE) avec 40% des étudiants pour l'année 2016-2017 du PUN ;
- IRIAF (Institut des Risques Industriels, Assurantiels et Financiers (IRIAF) avec 18% des étudiants pour l'année 2016-2017 du PUN ;
- Antenne de Niort de l'Université de Poitiers, notamment la filière Droit des Assurances de l'UFR de Droit et Sciences Sociales avec 16% des étudiants pour l'année 2016-2017 du PUN ;
- IAE (Institut d'Administration des Entreprises) de Poitiers, parcours en alternance Master professionnel Management des Projets Marketing (1ère et 2ème année) avec 5% des étudiants pour l'année 2016-2017 du PUN ;
- École Supérieure du Professorat et de l'Éducation, Masters avec 21% des étudiants pour l'année 2016-2017 du PUN.

Les effectifs étudiants de l'année universitaire 2016-2017 se répartissent à hauteur de 55% au niveau Licence contre 45% au niveau Master.

Le pôle universitaire de Noron est tourné vers la professionnalisation des étudiants notamment en favorisant l'alternance et en relation étroite avec les spécificités économiques du territoire. Selon le rapport d'activités du PUN, 67% des étudiants au niveau des licences professionnelles sont en formation continue ou en alternance contre 44% des étudiants au niveau master.

Ces filières se répartissent en 4 thématiques :

- La gestion et prévention des risques ;
- Le droit des assurances ;
- L'informatique et statistiques appliquées ;
- La gestion, banque et finance.

Les recherches du pôle universitaire de Niort s'orientent principalement vers 5 secteurs : la combustion et l'incendie, l'économie de la santé, les risques de la vie courante dans l'habitat, l'économie sociale et solidaire et le droit des assurances.

À noter que les étudiants étrangers représentent 10% des effectifs étudiants au sein du PUN, chiffre en hausse par rapport aux années précédentes ce qui reflète l'attractivité des formations du PUN (selon le rapport d'activités du Pôle universitaire de Niort 2015-2016).

Outre le campus universitaire de Noron, il existe des formations supérieures hors filières universitaires.

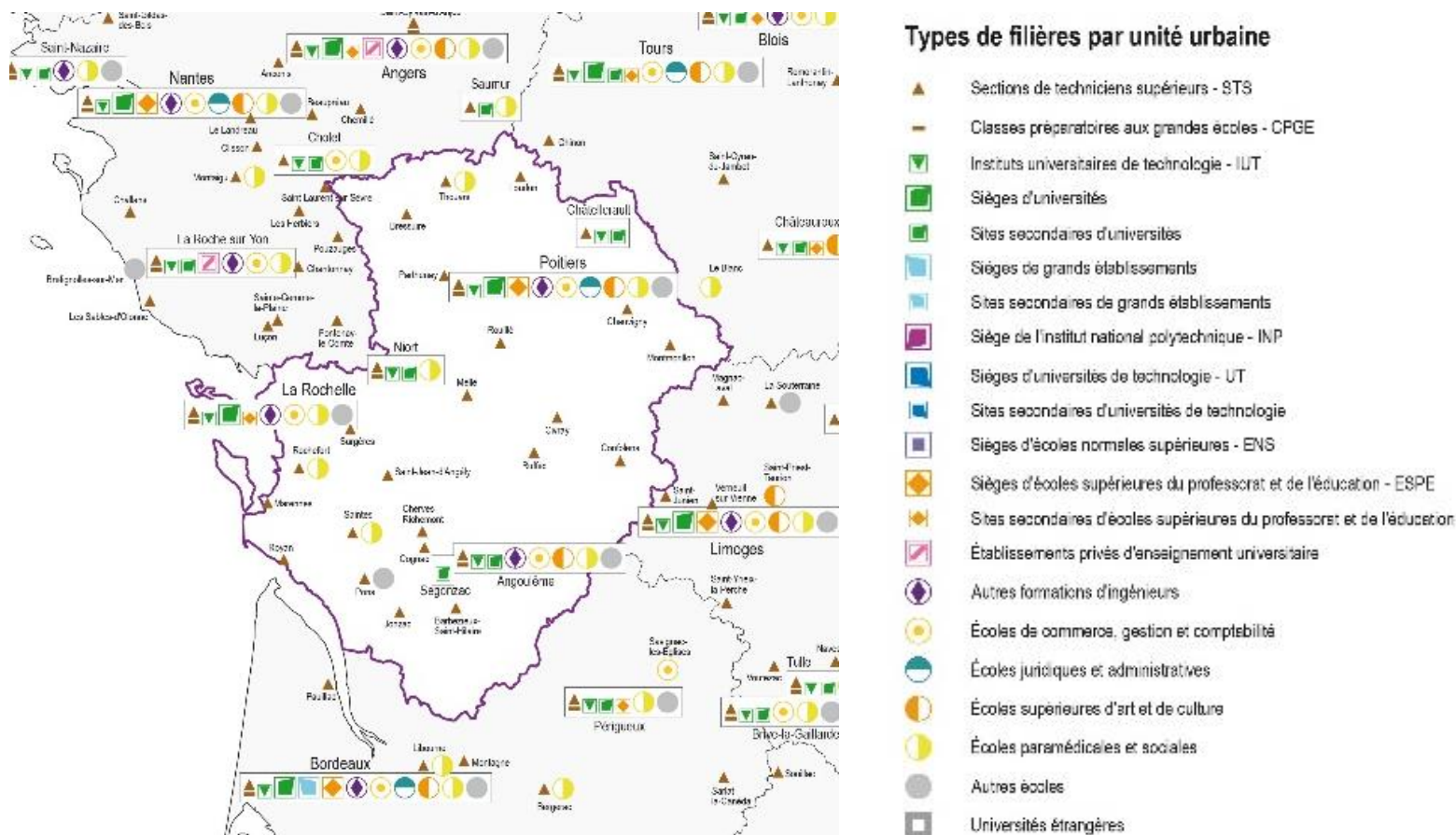


Figure Diagnostic 145 : La Répartition de l'enseignement supérieur en Poitou-Charentes (Source : Atlas Régional des effectifs étudiants MESRI)

Le territoire de la communauté d'agglomération regroupe :

- Campus des Métiers Henri-Denoue : BTS Assurance, et BTS Système constructif bois et habitat ;
- Institut catholique supérieur Saint-André (ICSSA) : 5 BTS gestion, économie, management ;
- Lycée de la Venise Verte : 5 BTS orientés vers les services informatique, sanitaire et social, assurance, biologie médicale... ;
- Lycée des métiers de l'automobile et de la logistique Gaston Barré : BTS après-vente automobile ;
- Lycée Jean Macé : BTS assistant manager ;
- Lycée Paul Guérin : 6 BTS orientés vers l'industrie ;
- 2 classes préparatoires aux grandes écoles en spécialité économique, commerciale, technologique ;
- École supérieure des métiers de la vente par alternance : 4 BTS et une licence.



Figure Diagnostic 146 : Lycée de la Venise Verte Niort

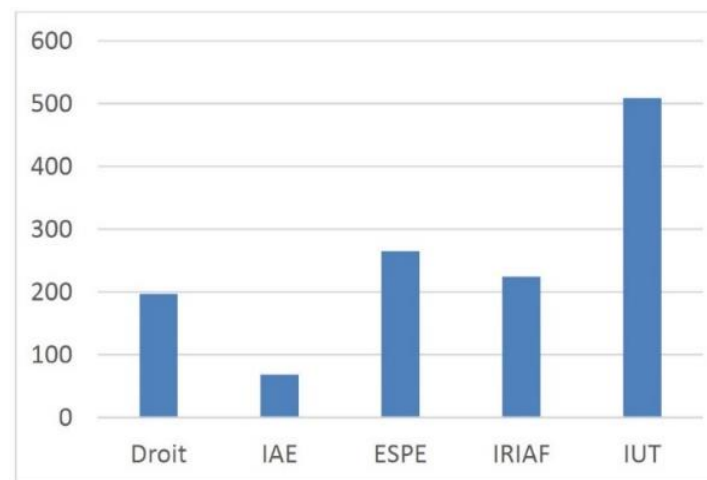


Figure Diagnostic 147 : Répartition du nombre d'étudiants au sein des composantes du Pôle Universitaire de Niort à la rentrée 2016-2017 (Source : Pôle Universitaire de Niort rapport d'activités 2015-2016)

Même si l'offre en formation est diversifiée sur le territoire, les formations supérieures en lien avec les métiers de l'agriculture et du tourisme sont peu ou pas présentes. Ces formations sont toutefois proposées dans des villes proches comme La Rochelle, Poitiers ou encore Saintes qui viennent compléter l'offre de Niort Agglo.

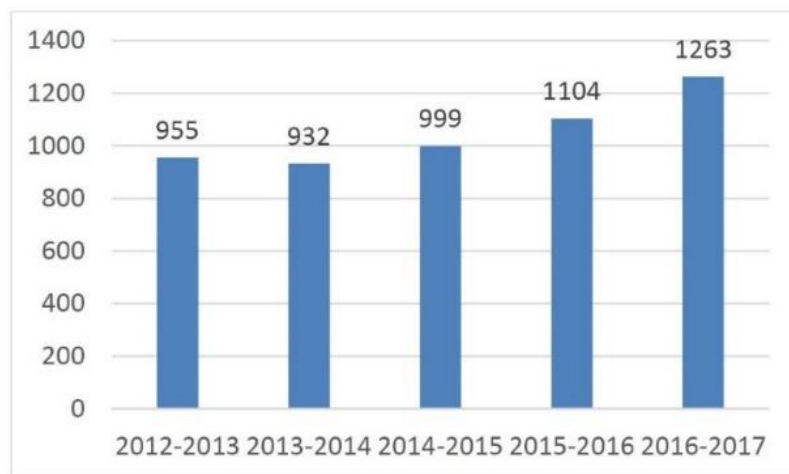


Figure Diagnostic 148 : Évolution du nombre d'étudiants inscrits au PUN
(Source : Pôle Universitaire de Niort Rapport d'activités 2015-2016)

L'offre de formation tend à se conforter, notamment autour du numérique.

En septembre 2017, le groupe Sup de Co La Rochelle a ouvert à Niort une formation intitulée « Marketing digital et stratégies collaboratives ».

Enfin, Excelia Group ouvre, à Niort et d'ici 2020, cinq nouvelles formations dans le domaine du numérique/digital, en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie 79. Dès la rentrée 2019, un master 2 (bac + 5) entrepreneuriat digital et innovation a vu le jour. Suivront, en 2020, deux bachelors (bac + 3), le premier en communication digitale, l'autre en transport logistique digital. En 2020, sera également lancée une école de web design et communication graphique, émanation de La Rochelle Digitale School, préparatoire à un bachelor.

A.3.2.10 Une offre touristique diversifiée

Niort Agglo bénéficie d'une attractivité touristique qui s'appuie sur quatre domaines :

- Niort et son patrimoine architectural, en particulier médiéval, agrémenté par la piétonisation et la végétalisation du centre-ville ; la mise en valeur du patrimoine dont le donjon ou le musée d'Agesci. La ville dispose en outre d'un projet de site patrimonial remarquable et compte un nombre important de commerces. Plus globalement, un nombre important de bâtiments remarquables et bien conservés sont présents sur l'ensemble de l'intercommunalité. Niort Agglo a par ailleurs candidaté pour l'attribution du label Pays d'Art et d'Histoire.
- Le Marais Poitevin organisé autour de 18 533 hectares labellisés Grand Site de France et intégrés au réseau européen EDEN (lauréat en 2010 « Tourisme et espaces aquatiques ») et au PNR du Marais Poitevin depuis 2014.
- Le tourisme d'affaire a lieu principalement sur la ville-centre de l'agglomération, porté, pour une grande partie, par l'activité des mutuelles.
- Le développement des circulations douces autour du développement des itinéraires de randonnées (vélo Francette, GR36...) et notamment avec le potentiel développement du tourisme fluvial.

Ces quatre domaines favorisent la coexistence de deux types de tourisme : le tourisme d'affaire et le tourisme d'agrément.

Le + des ateliers

Lors de l'atelier thématique dédié à l'Économie locale, le manque de communication autour des grands atouts touristiques de Niort Agglo a été mis en exergue.

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020



L'activité touristique et culturelle



Figure Diagnostic 149 : Les principales activités touristiques de Niort Agglo (Source : Projet de territoire de la CAN)



Figure Diagnostic 149bis : Le donjon à Niort

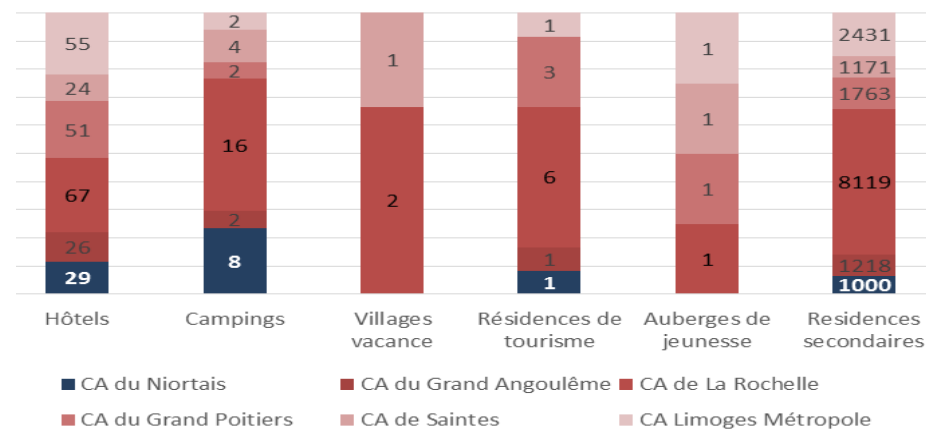


Figure Diagnostic 150 : Le nombre et le type des hébergements touristiques dans l'agglomération de Niort et des territoires de référence (Source : chiffres clés tourisme 2015)

Le tourisme est un élément important pour le développement des secteurs du commerce de détail, la restauration et l'hébergement. Ces trois secteurs capitalisent 68% des établissements enregistrés sur le territoire. Cependant, l'analyse de chaque secteur montre que le tourisme local ne profite globalement pas à tous ces secteurs. Ainsi, l'hébergement ou la restauration ne sont pas fortement représentés sur l'Agglomération. Seule l'importance du commerce de détail laisserait à penser de l'importance d'une économie commerciale directement liée au tourisme.

En termes d'hébergement, du point de vue quantitatif, l'offre sur le territoire en 2015, comptabilise notamment 29 hôtels (dont 13 hôtels 3 étoiles et 9 hôtels 2 étoiles), 8 campings (dont 4 campings 2 étoiles), 280 meublés, 76 maisons d'hôtes, et 7 hébergements collectifs.

À noter que depuis le Schéma de Développement Touristique de l'Agglomération, une progression qualitative de l'offre hôtelière est à l'œuvre liée à la modification des normes, le nombre d'hôtels 3 étoiles est passé de 4 en 2011 à 13 en 2015.

Détail du secteur commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration

Sous-secteurs d'activités	Nombre d'établissements	Répartition
Commerce de détail (sauf automobiles et motocycles)	1055	49 %
Restauration	350	16 %
Commerce de gros (sauf automobiles et motocycles)	311	14 %
Commerce et réparation d'automobiles et motocycles	215	10 %
Transports et entreposage	163	8 %
Hébergement	72	3 %
Total	2166	100 %

Figure Diagnostic 151 : Répertoire des établissements (Source : Portrait de Territoire (CAN, Novembre 2016))

Les résidences secondaires, au nombre de 1924 en 2013 selon l'INSEE, se concentrent dans les communes situées à proximité du Marais Poitevin notamment sur les communes d'Arçais, Le Vanneau-Irleau, Saint-Hilaire-la-Palud et Coulon avec respectivement avec 25%, 14% et 15% de résidences secondaires parmi l'ensemble des logements de chacune des communes.

Dans l'ensemble, cette offre correspond à 251 920 nuitées en hôtellerie et 59 884 nuitées en camping sur le territoire de Niort Agglo en 2015.

L'hébergement chez l'habitant n'est pas à négliger. D'après l'analyse du parc d'hébergement faite en 2011, il représente la deuxième capacité d'accueil après l'hôtellerie et se place avant le camping et d'autres hébergements collectifs.

Il comptabilise, en 2011, 1 100 lits répartis dans :

- 185 meublés de tourisme (gîtes ruraux) soit 700 lits dont 70% étaient labellisés (la majorité en « Gîtes de France Deux-Sèvres, une faible partie en « Clévacances Deux-Sèvres »), les 30% restants étaient déclarés en mairie ou en Préfecture ;
- 66 maisons d'hôtes soit 160 chambres et 400 lits, secteur d'hébergement chez l'habitant le plus en croissance sur le territoire depuis le début des années 2000 car il a doublé en 10 ans (une trentaine de maisons d'hôte était répertoriée en 2002). Le parc est labellisé à 78% en 2011, (la majorité des labels classant à 3 épis ou 3 clés les maisons référencées). Depuis 2011, les hébergements chez l'habitant se sont développés représentant 26% des lits en 2014 notamment en lien avec le développement de chambres d'hôtes.

Ce panel d'hébergement positionne la Communauté d'Agglomération du Niortais globalement dans la moyenne des intercommunalités du Grand Angoulême et de Saintes, mais derrière Grand Poitiers, Limoges Métropole ou encore La Rochelle.

Un tourisme d'affaires lié au secteur des mutuelles

Le tourisme d'affaires, fortement lié à l'activité économique notamment aux Mutuelles et sociétés d'assurance, représente entre 180 000 et 200 000 visiteurs par an se traduisant par 223 500

Accusé de réception en préfecture
079-200041317-20200214-C21-02-2020-1A-AR
Date de télétransmission : 14/02/2020
Date de réception préfecture : 14/02/2020

nuitées en 2013. Il entraîne, entre autres, une fréquentation hôtelière relativement constante et élevée sur l'ensemble de l'année à hauteur de 54% en 2013.

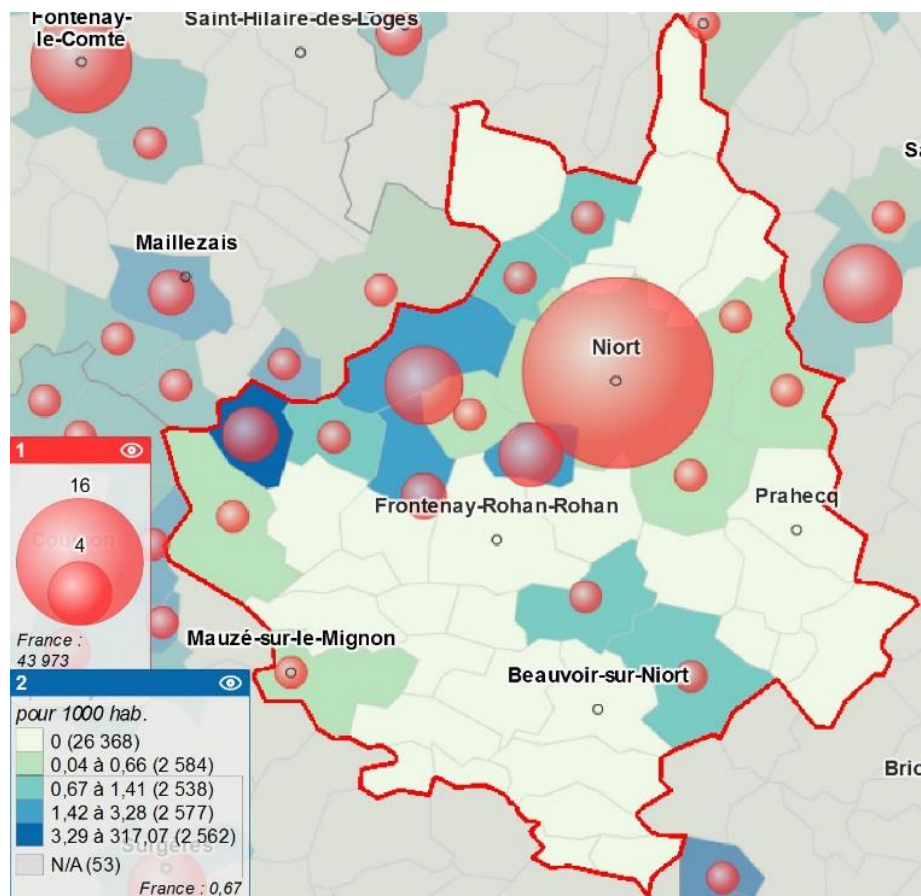


Figure Diagnostic 152 : Nombre d'équipements touristiques et taux d'équipement pour 1000 habitants – Source : INSEE 2016

Plusieurs lieux sont dédiés à ce type de tourisme. Parmi les sites d'accueil de séminaire, on retrouve le Parc des Expositions Noron, l'Acclameur, l'Espace Tartalin et le site Du Guesclin.

De plus, le nombre de séminaires est en hausse depuis l'intégration de Niort dans le réseau national Congrès-cité, mais également depuis la création d'un club affaire et l'augmentation de 40% du chiffre d'affaire du secteur des mutuelles en 2014.

Enfin, l'offre en hébergement et de restauration de standing est relativement bien développée et plus particulièrement dans la ville-centre, Niort, qui compte 19 hôtels, dont 2 hôtels 4*, 7 hôtels 3*, 6 hôtels 2* et 1 hôtel 1*.

Cette offre de standing s'appuie également sur des équipements de loisirs tels que le golf ou l'aérodrome.



Figure Diagnostic 153 : L'Acclameur à Niort

Un tourisme d'agrément en expansion

Le tourisme d'agrément est souvent de courte durée et à proximité des points d'intérêt majeurs. Il représente environ 700 000 à 800 000 visiteurs par an.

Plusieurs activités de loisirs et de découvertes sont proposées sur le territoire :

- 16 embarcadères, 250 barques et canoës en balades guidées ou libres, 8 loueurs de vélo, des circuits de randonnées pédestres, 6 centres équestres ;
- Des équipements attractifs sur la Communauté d'Agglomération du Niortais : terrains de sport, piscines (Niort, Magné, Sansais), centres aquatiques (Chauray, Mauzé-sur-le-Mignon), bases nautiques du Lidon et de Noron ;
- 300 kms de chemins et pistes cyclables balisés (sentier de randonnée, GR36 entre la Manche et la Méditerranée).
- 5 sites majeurs de visite se distinguent tout particulièrement sur le territoire de la communauté d'agglomération :
 - La maison du Marais Poitevin à Coulon
 - Le Parc Ornithologique à St-Hilaire La Palud
 - Le musée Bernard d'Agesci à Niort
 - Le Donjon à Niort
 - Le château médiéval de Coudray-Salbart à Échiré



Figure Diagnostic 154 : Exemples de sites touristiques de Niort Agglo

En effet, près de 100 000 visiteurs ont fréquenté les 5 principaux sites en 2015 (Source : Niort Agglo – 2016).

D'autres sites, comme du coq à l'âne à Saint-Georges-de-Rex ou encore la gentilhommière de Mursay à Échiré font partie des sites emblématiques, mais moins visités, du territoire de la communauté d'agglomération.

Marketing touristique et labellisation

Différents labels priment le territoire et participent largement de la communication réalisée autour des sites majeurs de visite. En effet, Niort est classé « Villes et Métiers d'Art » ; Arçais et Coulon sont labellisées « Petite Cité de caractère » respectivement depuis 2013 et 2016 ; le Marais Poitevin est classé « Destination Européenne d'Excellence » et également « Grand Site de France » depuis 2010. Un Parc Naturel Régional protège et promeut également son territoire depuis 2014.

De plus, la communauté d'agglomération a posé sa candidature pour le label « Pays d'Art et d'Histoire ».



Figure Diagnostic 155 : Les labélisations de Niort Agglo

L'activité culturelle s'intensifie plus particulièrement pendant la haute saison (juillet et août), par le biais de la mobilisation d'associations locales. Certaines en faveur du tourisme fluvial sur la Sèvre ont fait l'objet d'une contribution financière de Niort Agglo, qui a décidé d'agir en faveur du développement des activités touristiques peu soutenues. Dans ce sens, Niort Agglo a mis en place un Pass'Patrimoine permettant d'accéder à un tarif préférentiel aux principaux sites patrimoniaux.

Niort Agglo regorge également d'un terroir important composé notamment de l'angélique (plante aromatique), de la Mogette (haricots blancs), du Chabichou (fromage AOC), du Beurre d'Échiré, du Scofa (gâteau crémeux), de l'eau de vie et du vin (AOC Cognac).

Enfin, les productions agricoles importantes et les paysages ruraux de qualité sont des éléments déterminants pour développer l'agrotourisme sur le territoire.

Le tourisme, un secteur économique important pour le territoire de Niort Agglo, est encadré par un Schéma de Développement Touristique de l'Agglomération. Ce dernier a été approuvé par délibération du 24 septembre 2012 pour la période 2012-2015. Il a notamment permis de structurer son développement en 4 enjeux stratégiques et en plans d'actions opérationnelles. Ce schéma expose le fait que le marketing touristique met fortement en avant le tourisme relatif au patrimoine architectural des communes labellisées ou pas, ou bien au Marais Poitevin, au détriment d'autres sites touristiques d'intérêt, notamment la Vallée de la Sèvre niortaise où se concentrent également des activités liées à la découverte de la nature et un patrimoine bâti riche (le château du Coudray-Salbart, la gentilhommière de Mursay...).

SYNTHESE PARTIE 1.3

Atouts		Opportunités	
<ul style="list-style-type: none"> Des zones d'activités concentrées autour des communes centres et le long des axes routiers Un territoire attractif pour l'activité logistique, notamment au travers du projet Niort Terminal Des formations très spécialisées permettant de rapprocher les demandeurs d'emplois de l'offre Une offre de Santé importante mais en évolution rapide Un tourisme d'agrément lié au Marais dynamique, ayant un effet d'entraînement périodique sur les activités de commerces, restauration et hébergements De nombreux labels donnant de la visibilité au territoire Présence d'un aéroport : Niort - Marais Poitevin 		<ul style="list-style-type: none"> Des ZAE qui offrent quelques potentiels à l'intérieur du tissu bâti existant Une présence importante d'activités tertiaires et liées à l'ESS sur le territoire qui impulse une dynamique indéniable Une activité commerciale bien portante, impulsant une dynamique d'emplois, une qualité d'offre auprès des habitants et la réalisation de projets d'aménagements Un secteur du numérique porteur sur le territoire avec une densité numérique trois fois supérieure à des agglomérations de même taille et de nombreuses entreprises qui en profitent (notamment les « <i>purs players</i> ») Dynamique du Niort Terminal (Plate-forme Romagné - Saint-Florent) 	
Faiblesses		Menaces	
<ul style="list-style-type: none"> Une activité industrielle qui se maintient Une activité artisanale dont le dynamisme semble stagner Un manque de diversité de l'hébergement touristique (notamment moyen et haut de gamme) Des zones d'activités et économiques très concentrées dans la moitié Nord du territoire, un déséquilibre en défaveur du Sud Certains axes très utilisés par les poids lourds, y compris en agglomération 		<ul style="list-style-type: none"> Des risques de conflits d'usages entre économie/habitat (nuisances) Difficultés à faire profiter les secteurs de l'artisanat et de l'industrie de la transition numérique Absence de réflexion sur la logistique urbaine Quid du devenir de l'aéroport ? 	